Le Monde

LE MONDE DES INITIATIVES

35 heures: l'avis des salariés ■ 18 pages

d'offres d'emplois

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 16450 - 7,50 E

MERCREDI 17 DÉCEMBRE 1997

Conflit euro-américain sur la « vache folle »

Washington a décidé d'interdire l'importation de toute viande bovine et ovine

d'origine européenne

Bruxelles juge « disproportionnée » cette mesure à faible impact financier

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



La nouvelle guerre de James Bond

L come L janko Police et accresi ac a accresi accresi accresi accresi a accresi a accresi a a accresi a a accresi a a accresi

~ 10th

- --

-: COB @

-0 mse

下下口口

್ಲ ಬ್ಯಾಹಿ

e de la compansión de la c 7.03

2.22

... ::... ##

in trim

DEMAIN NE MEURT JAMAIS, le dix-huitième James Bond, arrive mercredl 17 décembre sur les écrans. Fidèle à Ini-même, chic british, bourreau des cœurs et des méchants. Authentique successeur de Sean Connery, Pierce Brosnan enfile pour la deuxième fois le smoking de 007. Dans un entretien au Monde, le producteur du film, Michael G. Wilson, explique comment, après la fin de la guerre froide, il a rebâti le personnage créé par lan Fleming pour l'adapter aux combats plus incertains de l'époque. Cette fois, l'agent secret met un terme au complot d'un magnat des médias qui veut déclencher une guerre moodiale pour la retransmettre en exclusivi-

Lire page 30



des effets financiers modestes, puisque le volume commercial concerné représente, de source européenne, eoviron 2 millioos de dollars (12 millions de francs). Mais elle a une portée symbolique considérable. Les Etats-Unis affirment que leur embargo étendu s'explique uniquement par des raisoos sanitaires. Seloo eux, les contrôles exercés dans les abattoirs européens ne sont pas suffisants pour leur donner l'assurance qu'aucune viande provenant d'un animal infecté n'est commercialisée. Cette décision intervient au moment où la Grande-Bretagne est secouée par une affaire de produit sangulo potentiellemeot contaminé par la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

L'affaire de la « vache folle » avait éclaté en mars 1996, lorsque le secrétaire d'Etat britannique à la santé avait annoncé que l'ageot de la maladie de la « vache folle »



Le patron des patrons

ERNEST-ANTOINE SELL-LIÈRE devait succéder, mar-di 16 décentibre, à Jean Gandois à la tête du CNPF, à l'issue du vote de plus de 500 grands électeurs représentant les unions locales patro-nales et les fédérations professionnelles. A cette occasion, le CNPF a prévu de présenter la synthèse des états généraux territoriaux organisés la semaine dernière contre les 35 heures. Dans un entretien publié par le mensuel Passages (à paraître le 22 décembre), Denis Kess-ler, le président de la commission économique du CNPF, suggère de dissocier la « partie revenu » de la « partie salaire » du SMIC, de sorte que seule cette dernière serait versée par les entreprises.

Concorde, les mirages du temps et l'an 2000

ILS VEULENT faire la fête le plus longtemps possible avant de passer dans le troisième millénaire. Pour eux, Concorde a Inventé la machine à remonter le temps. L'avion supersonique, parce qu'il va à mach 2, permet de jouer avec les heures, de vivre plusieurs fois les mêmes moments. Il lui suffit pour cela de partir vers l'ouest.

Les agences de voyage, et certaines entre-prises qui veulent faire un beau cadeau de fin d'année à leurs meilleurs clients, l'ont compris : « En 1991, on a commencé à recevoir des demandes d'affrètement de nos Concorde. On en compte aujourd'hui deux cents pour cette fameuse nuit du 31 décembre 1999 au 1º janvier 2000 », explique Franck Debouck, responsable des Vols spéciaux Concorde chez Air France. Donald Pevner, un avocat américain qui rafole du Concorde au point d'avoir créé une agence de voyage baptisée Concorde Spirit Tours, fera partie des privilégiés. Ceux qui le suivront pourront fêter trois

fois ce nouvel an pas comme les autres. : Son Concorde quittera Paris à minuit et demi le 1º janvier, et laissera les habitants de la capitale française à leur nostalgie du

XX siècle. Il fera une première escale à Gander, en Terre-Neuve à 22 h 30 le 31 décembre. Pendant deux heures, ses passagers pourront de nouveau se réjouir d'une nouvelle fin de millénaire. Avant de repartir vers Vancouver, au Canada, où ils arriveront à 23 heures et. boiront de nouveau du champagne à la santé du nouveau siècle. Ils finiront leur escapade à Honolulu, à 2 heures du matin, et pourront rejoindre les fêtes locales qui battront alors leur plein.

Un autre Concorde quittera Paris vers une 1 heure du matin, le 1º janvier 2000, pour ar-river à New York à 23 heures la veille. Juste le temps de quitter Kennnedy Airport pour rejoindre Manhattan et se jeter dans la folle nuit de Big Apple. L'heureux bénéficiaire de cet avion magique n'est pas encore connu. Il sera tiré au sort parmi les deux cents demandeurs. « Naus travaillans sur un autre projet qui nous permettrait de ramener, dans la nuit, un avion de New-York à Paris », dévoile Franck Debouck. Un projet d'une philosophie différente, puisque dans ce sens le Concorde ne remonte pas le temps mais s'y projette : le réveillon se ferait dans l'avion, à mach 2, et les passagers rentreralent dans l'an 2000 en ac-

Concorde fait toujours rêver. Chaque année, Air France reçoit en moyenne cinq cents demandes d'affrètements du monde entier. La compagnie facture ses supersoniques 200 000 à 250 000 francs l'heure de vol. Vingt fois par an, des Français s'offrent, pour près de 5 000 francs, un baptême de l'air à mach 2. L'avion file aux portes de l'Atlantique, où il anniversaire particulier ou encore des personnes qui ont travaillé sur le projet Concorde et qui veulent voir, de leurs yeux, le

Le week-end du 13 et 14 décembre, cinquante grands-mères ont emmené leurs petits-enfants à Ivalo, tout au nord de la Finlande et juste au-dessus du cercle polaire, en Concorde. Là bas, ils ont visité la maison du Père Noël, vu des rennes, des traîneaux et se sont crus, l'espace de quelques heures, dans

Virginie Malingre

Affaire Urba: M. Emmanuelli va être déchu de son mandat de député

LA CHAMBRE CRIMINELLE de la Cour de cassatioo a rejeté, mardi 16 décembre, le pourvoi formé par Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, cootre l'arrêt de la cour d'appel de Rennes qui l'avait condamné, le 13 mars 1996, en tant qu'ancieo trésorier du Parti socialiste, à dix-huit mois de prisoo avec sursis, 30 000 francs d'ameode et deux ans de privation de droits civiques dans l'affaire URBA-Sages-BLE. La condamnation de M. Emmanoelli est donc deveoue exécutoire. La Cour de cassation va transmettre sa décision au garde des sceaux, lequel devra en informer le Conseil constitutionnel qui notifiera au présideot de l'Assemblée la déchéance de M. Emmanuelli de son mandat de député des Landes.

Lire page 8

Lire pages 7 et 17 et notre éditorial page 20

Egypte, la blessure et les remèdes

par Tahar Ben Jelloun

E viens de passer une di-



Le numérique

AVEC L'EXPOSITION « Nouvelle image, nouveaux réseaux: passeport pour le cybermoude » Gérard Théry, président de la Cité des sciences, propose une initiation aux technologies oumériques. Il présente un projet de transmis-

sion à haut débit d'images vidéo.

Lire page 26

Allentagne, 3 DM; Antilles-Guyane, SF; Actriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Carada, 2.25 S CAN; Côte-d'houre, 866 F CFA; Damenack, 15 KRD; Essegne, 225 FTA; Grands-Bratignen, 1.1; GRO; Essegne, 225 FTA; Grands-Bratignen, 1.1; Grands-Grands, 180 FR; Maroc, 10 OH; Norvège, 14 KRN; Pay-Bas, 45 FI; Marotagel COM, 250 FTE; Réumion, 9 F; Sénégai, 850 F CFA; Suède, 16 KRS; Suèse, 2,70 FS; Biotale, 12 Din; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.

M 0147 - 1217 - 7,50 F

zaine de jours en Egypte. Le bleu du ciel et la température douce ne sont assombris que par un miage de poussière suspendu, dû à la pol-lution, et par la mine triste et désolée des Egyptiens. Ils sont désespérés et parleot de malédictioo. D'autres, moins pessimistes, comptent sur l'oubli pour surmonter la grave crise que connaissent le pays et surtout son tourisme depuis le 17 novembre, jour où cinquante-huit touristes ont été mas-

sacrés à Louxor.

L'écrivain Naguib Mahfouz a comparé cet attentat à la défaite de l'armée égyptienne dans la guerre de six jours. Il a utilisé le même mot : « Catastrophe ». Il ne se passe pas un jour sans que le gouvernement égyptien ne prenne une décision ou ne propose une initiative pour effacer ce sang sur les sables et dans les mémoires. Comment regagner la confiance des étrangers? Les rassurer? Leur prouver que le système de sécurité mis en place est des plus performants? Que faire pour convaincre le monde entier de la détermination des autorités à tout mettre eo œuvre pour que l'horreur de la vallée des Rois ne se reproduise plus ? Les autorités savent qu'il faut des actes et du temps.

Sur la route de Paéroport à l'hôtel, tous les cent mètres, un soldat armé veille. Les grands hôtels et les monuments importants sont gardés comme des forteresses. L'armée et la police campent tout autour. On accède à la réception de l'hôtel par une seule porte. Les autres entrées ont été condamnées.

On se dit que c'est peut-être trop, que c'est exagéré, qu'on ne se sent pas à l'aise avec toutes ces mi-traillettes qui vous cerneot. Les Egyptiens vous répondent que toutes ces précautions sont absolument nécessaires et que le pays n'arrive pas à se relever de la tragédie de Louxor.

> Lire la suite et le point de vue de Pierre Hunt page 18

Tahar Ben Jelloun est écri-

atteint sa vitesse maximale, avant de rentrer sur Paris. Ce sont des couples qui fêtent un

produit fini.

L'Assemblée nationale a étendu le ou la liberté sont menacées.

Extension

du droit d'asile

droit d'asile aux personnes dont la vie

de la crise en Asie Selon un rapport de l'OCDE, la crise asiatique épargnerait les pays de la

■ L'Europe à l'abri

zone euro.

■ Raymond Lévy à la tête du CDR

L'ancien patron de Renault va diriger la structure de défaisance du Crédit lyonnais, dont Dominique Strauss-Kahn va presenter la réforme.

M. Chevènement « rengaine »

Le ministre de l'intérieur dément tout « désarmement général » pour les policiers municipaux.

■ La France des « pays »

Le gouvernement veut aménager le territoire en privilégiant les agglomérations et les « pays ». Un entretien avec Dominique Voynet.

■ Un sondage transManche

Selon une enquête réalisée par la Sofres pour « La Marche du Siècle » et Le Monde, huit Français sur dix apprécient Tony Blair, alors que Lionel Jospin laisse Indifférents une large majorité de

International 2	Finances/marchés -
France	Andoerd Jani
Société	Météorologie
Annonces dassées 10	Jestx
Régions 14	Culture
Carmet 16	Guide
Horizons	Kiosque
Entreprises 21	Abonnements
Communication 23	Radio-Télévision

BOUTIQUE BOUCHERON Bijoux - Montres - Parfums - Lunettes **BOUCHERON**

Boutique Boucheron: 78, rue des Saints-Pères - Paris 26. Place Vendome - Paris - 17, la Croisette - Cannes

ECONOMIE La crise monétaire perts de l'OCDE, dont les ne devrait connaître une croissance croissance, d'emploi, d'assainisseet financière en Asle ne devrait pas empêcher la croissance europeenne d'afficher une bonne tenue, selon les estimations des ex-

perspectives économiques pour 1997-1999 ont été rendues publiques lundi 15 décembre. Parmi les pays les plus affectés, le Japon

que de +0,5 % cette année et de + 1,7 % en 1998. • LA FRANCE est créditée par les experts d'une évolution favorable en matière de Jences asiatiques se font sentir sur

ment des finances publiques, mais critiquée pour les 35 heures. • DE5 EFFETS BÉNÉFIQUES des turbu-

les marchés financiers occidentaux. La crise en Asie du Sud-Est n'a pas non plus provoqué de perturbations majeures sur le marché international des changes.

La croissance devrait se poursuivre en Europe

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Japon serait la principale victime des événements survenus en Asie du Sud-Est, alors que les perspectives demeurent favorables pour les pays membres de la zone euro

raffermissement de lo reprise devrait etre assez marque pour permettre certoins progrès dans la réduction du châmage, même și celui-ci va rester supérieur à 10 % dans l'Unian européenne » : tel est l'un des principaux messages délivrés par l'OC-DE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans ses perspectives écocomiques pour la période 1997-1999, rendues publiques lundi 15 décembre à Paris. Achevée dans le courant du mois de novembre, la rédaction du rapport prend seulement en compte les premiers effets de la crise en Asie du Sud-Est. Difficile, dès lors, d'avoir des prévisions solides, seloo les experts de l'OCDE, qui soulignent néanmoins que la crise asiatique ne devrait pas empêcher la croissance européenne d'afficher une bonne te-

Les pays membres de l'OCDE seroot très diversement touchés: le Japon, l'une des principales victimes de la crise à cause de la densité de ses échanges en Asie, ne de-

« EN EUROPE continentale, le vrait connaître une croissance que de + 0.5 % cette année et de + 1.7 % eo 1998. En soulignant que les événemeots asiatiques pourraient coûter près de 1 point de crois-sance à l'ensemble de la zone OC-DE en 1998, le rapport insiste sur le fait qu'« il est peu proboble que l'impact final sur lo production de lo zane de l'OCDE dons son ensemble (...) atteigne la moitié de cet impact potentiel ». Au total, les vingt-neuf pays de l'OCDE connaitront en 1998 une croissance de + 2,5 %, au lieu des + 2,9 % prévus il y a quelques semaines, comme l'a indiqué, lundi à Paris, Ignazio Visco, l'écocomiste en chef de l'orga-

> L'EUROPE SUR LA BONNE VOE Selon une analyse des chiffres de l'OCDE qui est faite à Bercy, on s'approche d'une « croissance découplée » avec un fort ralentissement en Asie (Corée, Japoo) π'empechant pas une activité soutenue en Europe. Les effets macroécooomiques des turbulences financières d'Asie du Sud-Est pourraient théo-

croissance en 1997 et 0,8 point en 1998. Mais l'organisatioo souligne que ce scénario pessimiste a peu de chances de se réaliser et que cet « impact potentiel » pourta être évité notamment grâce à une réaction adéquate de la politique mooétaire. Aussi l'OCDE ne revientelle pas fondamentalement sur ses prévisions concernant l'Europe des Quinze: après avoir atteint 1,7% en 1996, la croissance des pays de l'Union européenne devrait atteindre +2,6 % en 1997 et + 2,8 % eo 1998 et 1999.

*L'expansion [dans l'Union européenne semble de plus en plus solide et devroit s'occélérer ces deux prochaines onnées », notent les économistes de l'organisation, qui invitent les pays membres de l'Union européenne à poursuivre sur la voie de la réduction de leurs déficits budgétaires (à moins de 3 % du PIB pour mieux réagir aux crises éventuelles) et de l'accroissement de la flexibilité du travail. L'OCDE, pour une fois, ne

Quinze, selon l'OCDE, 0,3 point de du « modèle social européen » comme les salaires minimums, « qui peuvent aider à atténuer lo pauvreté parmi les ménages solaries », tout en critiquant les 35 heures.

Un mauvais poiot cependant pour la zooe euro: alors que le chômage moyeo des pays de l'OC-DE devrait tomber à un peu plus de 6,5% de la population active vers 2003, celui des pays de l'Unioo monétaire devrait demeurer supérieur à 10 % à la même date.

En Allemagne, la croissance devrait reprendre en 1998, à +3 % selon l'OCDE, grace à une reprise des investissements et de la consommatioo intérieure. Uo élément, pourtant, n'est pas à négliger: l'OCDE prévoit « un certain ojustement à lo housse des taux d'intérêt à court terme » dans la perspective de l'euro. Du coup, les taux d'intérêt à court terme des pays candidats à l'euro devraient se fixer à un niveau proche de 4,5 % au momeot de l'entrée dans l'Union monétaire, ce qui peut paraître encore un peu

riquement coûter à l'Europe des coodamne plus certains éléments élevé pour uo pays comme la

SURCHAUFTE EVITEE AUX ÉTATS-UNIS « Les toux d'intérêt directeurs [américains] seront maintenus à des niveaux plus bas qu'ils ne l'ournient êté normalement, de monière à répondre à l'effet prévu des turbulences en Asie du Sud-Est sur la demonde glabole », notent les économistes de l'OCDE. C'est là un des effets bénéfiques de la crise asiatique: elle va permettre de raleotir de manière quasl-automatique les risques d'inflation aux Etats-Unis sans nécessiter une hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale. La croissance américaine, exceptionnellement forte cette année, devrait ainsi passer de + 3,8 % eo 1997 à + 2,7 % en 1998 et +1,9 % en 1999. Une normalisation qui permettrait au pays d'éviter la surchauffe, Ce scénario favorable, eocouragé par les événements asiatiques, permettrait à la demande de se réduire d'elle-même et aux consommateurs d'augmeoter leur taux d'épargne, tout en

conservant les atouts d'une économie en bonne santé et notamment un taux de chômage bas. Les économistes de l'OCDE ne se prononcent pas sur la question de savoir si les Etats-Unis sont cotrés dans une « nouvelle ère de prospérite », tout en constatant la performance exceptionnelle de ce pays qui a réussi à éliminer son déficit budgétaire tout en faisant reculer le chômage sans provoquer de hausse de l'inflation.

LE JAPON FRAGILISÉ

Le pays sera la principale victime de la crise asiatique. « Le problème, pour le Japon, est que les moyens classiques de relonce de l'économie ant été mossivement utilisés et semblent tous en passe d'atteindre leurs limites », notent les experts de l'OCDE Ces derniers adressent à Tokyo une série de recommandations, à commencer par une réduction de la fiscalité directe sur les eotreprises; compensée une rigueur budgetaire.

 $2\omega_{AA}$

L'OCDE critique la réduction imposée du temps de travail en France

UN BON POINT pour la croissance, l'emploi et l'assainissement des comptes publics; un mauvals poiot pour la réforme des 35 heures... Tel est le diagnostic que l'OCDE (Organisation de coopération et de développement écocomiques) formule pour la

donnent crédit au gouvernement français du fait que les choses évoiuent plutôt dans la bonne direction. « L'occeleration escomptée de la production, avec les effets positifs qu'elle devrait avoir sur le morché du travoil et les comptes publics, semble le scénario le plus probable », souligne l'étude. L'OCDE estime ainsi que la croissance devrait atteindre 2,3 % en 1997, 2,9 % en 1998 et 2.8 % en 1999. A titre de comparaison, les prévisions du gouvernement français sont de 2,4 % ou 2,5 % pour 1997 et 3 % pour 1998.

L'OCDE admet également que le redressement économique de la France se poursuit, puisque, selon les experts, les déficits publics devraient, comme prévu, passer de

4,1 % du PIB eo 1996 à 3,1 % en 1997 puis 3 % en 1998. Le coup de chapeau est cependant assorti d'une critique voilée, l'étude rappelant que « près de la moitié de l'améliaration prévue pour 1997 » provient de la « soulte » versée à l'Etat grâce à l'ouverture du capital de France Télécom. Dans le cas du marché du Globalement, les experts travail, la prévision est également optimiste puisque l'OCDE escompte un recul du taux de chômage de 12.4% en 1997 à 12% en 1998 et 11,5 % en 1999.

Au total, l'OCDE n'avance donc qu'une critique à l'encontre de la France, mais elle est brutale: les experts laissent clairement eotendre qu'à leurs yeux la réforme des 35 heures va à contre-courant de ce qui serait nécessaire. « Les modifications de lo législation sur la durée du travail, affirment-ils, devraient viser à faciliter un occard mutuel entre employeurs et salariés sur lo réduction du temps de travail (de préférence à un niveau décentralisé) plutôt que de rechercher à imposer des réductions », affirme

Pour étaver leur démonstration. les experts rappellent qu'en 1982 la réduction d'une beure du temps de travail hebdomadaire et l'extension de quatre à cinq semaines de la période légale de congés payés se soot traduites par des gains d'emplois de « moins de 0,1 % à seulement 0,3 % environ i, selon les estimations. L'étude ajoute: « Ce maigre résultat peut s'expliquer en partie par le fait que la réduction du temps de trovail s'est faite souvent sans perte de saloire et a été rurement occompagnée d'une réorganides caûts unitoires de main-

L'étude souligne que la croissance devrait atteindre 2,9 % et le taux de chômage reculer à 12 % en 1998

L'OCDE observe, certes, que l'on ne connaîtra qu'en 1999 - les modalités exoctes » du passage aux 35 heures et, en particulier, les nouvelles règles du jeu pour la rémunération des beures supplémentaires. Mais a elle seule, cette incertitude, disent les experts, « est susceptible de peser sur le climat des affaires ». « Un olourdissement des coûts unitaires de main-d'œuvre porterait atteinte à la compétitivité et à la croissance en freinont les exportations et les investissements, et ce focteur ourait un effet d'autont plus préjudicioble qu'il interviendrait dans la foulée d'une série de relèvements

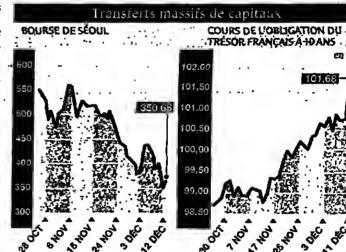
L'OCDE, qui s'était déjà singularisée, au début de la décennie, en alimentant une grande cootroverse, en France, autour du 5MIC, va-t-elle donc relancer la polémique autour des 35 heures ? 5ans doute. Encore faut-il souligner que cette charge contre le projet socialiste ne pourra, cependant, guère être utilisée par la droite, car au passage, l'étude critique également la loi Robien, votée en juin 1996 sous le gouvernement d'Alzin Juppé: «L'incidence nette sur l'emploi de ce dispositif est difficile à déterminer, mois il entraînera des couts budgétaires directs considérobles en 1997-1998 et les onnées suivantes ». à cause des allègements de charges qu'il prévoit, dit l'étude.

Les marchés financiers occidentaux profitent de la crise asiatique

CE N'EST PAS le moindre des paradoxes de la grave crise financière que traverse l'Asie depuis le début de l'été: elle a eu, jusqu'à présent, des conséquences positives pour l'évolution des marchés de capitaux occidentaux. Le scénariocatastrophe prévu par certains experts d'un krach généralisé sur les places financières moodiales ne s'est, pour l'instant, pas averé. Au contraire : les Bourses américaine et européennes oot très bien résisté au plongeon de leurs homologues thailandaise, malaisienne ou sudsation du travail, d'au une hausse coréenne; les cours du dollar face au deutschemark n'ont guère varié, tandis que les parités des devises européennes eotre elles oot fait montre d'une grande stabilité; les craintes d'un resserrement monétaire aux Etats-Unis et eo Allemagne se sont éloignées; enfin, les marchés obligataires d'outre-Atlantique et d'Europe continentale se sont envolés au cours des dernières semaines, provoquant une très nette détente des taux d'intérêt à

> Les Bourses occideotales, qui avaient connu une sérieuse alerte fin octobre à la suite do décrochage de Hongkong - Wall Street avait perdu 7,18 % le 27 octobre -, se sont nettement redressées depuis : Paris a regagné 7%, Francfort 11%, Zurich 13 % et Wall 5treet 11 %, alors que, dans le même temps, Séoul reculait de 36 % et Diakarta de 27 %. La contagion tant redoutée n'a pas eu lieu. Les perspectives de restructurations industrielles et bancaires et les espoirs d'accélération de la reprise en Europe, ainsi que la persistance d'une croissance vigoureuse et con-inflationniste aux Etats-Unis relèguent au second plan les turbulences asiatiques.

La crise monétaire en Asie du Sud-Est n'a pas noo plus provoqué de perturbations majeures sur le marché international des changes. Si le yen s'est affaibli face au billet vert, les devises européennes sont restées stables: I dollar cote aujourd'hul 5.95 francs, solt son niveau du début juillet, avant la chute du baht thailandais. Une relative stabilité qui contraste avec la situation observée en 1995, à la suite de la crise financière mexicaine, lorsque le billet vert avait plongé à des plus bas historiques face au deutschemark et au yen. Le marché des devises européennes, de son côté, n'a pas connu la moindre secousse : les parités du franc ou de la lire italienne face au mark, notamment, historiquement les plus sensibles aux chocs extérieurs, sont restées immobiles. Il s'agit là d'une première: jamais le système moné-Laurent Manduit taire européen (SME) n'avait affiché



Les capitaux qui ont fui les Bourses aslatiques se sont réfuglés sur les emprunts d'Elatrées pays occidentaux. "

un tel calme lors d'une crise finan- depuis plusieurs semaines. Mais cière aussi importance. Début 1995, le deutschemark avait atteint des sommets face au franc et aux devises d'Europe do Sud. Les experts interprétent cet équilibre comme la preuve que l'euro est déjà une réalité pour les investisseurs Internatio-

MOINDRES HAUSSES DE TAUX Le troisième élément bénéfique, pour les marchés occidentaux, est l'éloignement des perspectives de resserrement mooétaire aux Etats-Unis et, surtout, en Europe: jeudi 9 octobre, la Bundesbank avait relevé, de 3 % à 3,30 %, à la surprise géoérale, le niveau de ses prises eo pension. Les opérateurs de marché avaient considéré ce geste comme um premier pas. Et ils s'attendaient à de nouveaux tours de vis, prévoyant une hausse de 0,8 % des rendements allemands à 3 mois d'ici à juin 1998. Ils n'anticipent plus aujourd'hui qu'une progression de 0.3 %. La crise asiatique est venue bouleverser le scénario monétaire en Allemagne. Les investisseurs font désormais le pari que la Bundesbank tiendra compte du ralentissement des exportations allemandes vers l'Asie du 5ud-Est et surtout qu'elle ne voudra pas prendre le risque d'aggraver les maux des marchés financiers asiatiques en durcissant ses conditions de crédit. Pour des raisons semblables, le même changement d'anticipations a été observé à propos de la politique de la Réserve fédérale américaine. La révision à la baisse des pers-

pectives de hausse des taux directeurs des banques centrales allemande et américaine a contribué à la vive progression des marchés obligataires occidentaux observée

cette envolée trouve surtout son origine dans le phéoomène de « flight to quality » (fuite vers la qualité) qui constitue l'événement majeur de la fin de cette année. Les capitaux qui ont quitté en catastrophe les marchés boursiers asiatiques se sont réfugiés, dans des proportions considérables, sur les emprunts d'Etat des grands pays industrialisés. En deux mois, le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans est tombé - les taux baissent quand le cours des titres monte - de 6,45 % à 5.93 %, son plus bas niveau depuis février 1996. En Prance, sur la même période, le taux de l'emprunt d'Etat à 10 ans est passé de 5,77 % à 5,27 % un plancher historique.

Cette détente des rendements, brusque, ample et inattendue, rend très délicate l'évaluation de l'impact de la crise asiatique sur les économies occidentales. Favorable aux investissements des entreprises et des ménages et à l'assainissement des finances publiques, elle améliore très sensiblement l'environnement monétaire et financier aux Etats-Unis et en Europe.

La question difficile qui se pose aux économistes est de savoir à quelle hauteur cette embellie permettra de compenser les cooséquences négatives résultant du ralentissemeot des exportations américaines et européennes vers l'Asie, de la compétitivité accrue des entreprises asiatiques après la dévaluation de leurs devises et de la fragilité accrue du système bancaire moodial. C'est là que se trouve la solution de l'équation de la croissance dans les pays occidentaux en

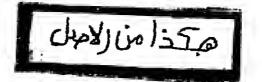
Pierre-Antoine Delhommais

→ En 2º année de DEUG, DUT, BTS **ECOLES DE COMMERCE :** ESC Lyon "Tremplin", "Profils", "Passerelle"... **ECOLES DE COMMERCE :** HEC-ESCP-ESC, ESC Lyon, "Tremplin 2", "Profils 2", Passerelle 2" SCIENCES-PO JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA, IPJ) En année de Maîtrise ESSEC, EFB/CRFPA, DECF, DESCF 18, rue du Clottre Notas Dance 75004 Paris 3615 IPESUP

REUSSIR

LES ADMISSIONS

PARALLELES



Les pays d'Asie orientale s'avouent désemparés face à la crise monétaire

Le sommet de Kuala Lumpur craint que la situation empire avant de s'améliorer

(Asean), qui s'est acheve mardi 16 décembre, les Dans le communiqué final cloturant le sommet, « dimension globale » de cette crise.

Réunis à Kuala Lumpur pour le sommet de l'As- dirigeants de l'Asie orientale ont fait le constat ils ont appelé la communauté internationale à sociation des nations de l'Asie du Sud-Est de leur impuissance face à la crise économique.

KUALA LUMPUR

Co. Asse du Sud-Est Mari

E455

200 A. 133

7472222

THE STATE OF THE S

3222

de notre envoyé spécial Que faire ? Réunis à Ruala Lumpur pendant trois jours, les dirigeants de l'Asie de l'Est ne savent plus trop à quel saint se vouer pour enrayer un effondrement de leurs monnaies. Tout en évoquant le caractère «provisoire» de ces difficultés financières, même la Chine semble avoir un peu perdu de sa superbe et ne se prononce plus ni sur la durée ni sur l'étendue de la crise régionale. La solidarité affichée lors de ce premier sommet entre l'Association des nations de l'Asse du Sud-Est (Asean) et les trois grands de l'Extrême-Orient foutre la Chine, le Japon et la Corée du Sud) n'a pas occulté « un manque de confiance » qui, selon le président philippin Fidel Ramos, explique pourquoi « la situation va empirer avant de s'améliorer ». En réclamant, pour sa part, une

lande n'a fait que souligner l'appel à l'aide lancé par les neuf pays de l'Asean à la communauté internationale. Puisque la crise recouvre « une dimensian glabale », « l'Unian européenne, les Etats-Unis, le Japon et les institutions financières internationales » doivent, en particulier, « redoubler feurs efforts » pour y mettre un terme «le plus tdt possible », indique le communiqué final. Les dirigeants de l'Asie du Sud-Est ont jugé « urgente » l'intervention dans ce sens d'« efforts globaix, incluant le rôle central du FMI, pour stopper la chute des monnaies et restaurer lo

stabilité des marchés monétaires ». D'aotres propositions ant été émises. Se défendant de voulair créer un bloc, l'hôte du jour, le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, a proposé le renforcement du commerce intra-Asean, qui ne représente que 20 % du total. « Achetez Asean », a-t-il lancé,

tout en appelant à un renfarcement des banques de la région. Reconnaissant que la situation est encore « plus sévère que prévue », selon la formule de son premier ministre Ryutaro Hashimoto, le Japon a accordé un crédit de 153 millions de dollars à l'Indonésie pour l'aider à restructurer son secteur financier, ce qui a fait l'effet d'une autre goutte d'eau dans la mer.

LE RÔLE CENTRAL DU FMI

Qu'aucun répit monétaire ne soit intervenu pendant le sommet souligne à quel point l'Asie de l'Est semble désemparée face à la crise : les marchés sont demeurés indifférents aux messages en provenance de Kuala Lumpur. Eo l'espace d'une semaine, pour prendre un exemple saillant, la roupie indooésienne a chuté de 27 % par rapport au dollar et la possibilité de moratoires des dettes commerciales commence à être évoquée.

Une autre information donne la mesure de la crise : on parle d'une enveloppe supplémentaire de 140 à 160 milliards de dallars dant le Fonds aurait besoin l'an prochain. Mais, en dépit des réserves émises par certains - notamment la Chine et la Malaisie -, le rôle central du FMI pour gérer la crise n'a pas été remis en question.

Comme face à un plongeon dans l'inconnu, les gouvernants d'une région qui était encore, l'an dernier, la plus dynamique de la planète, ont beau affirmer qu'ils ont corrigé le tir, « avec l'appui et les conseils du FMI », ils s'affichent plutôt désarmés face à l'ampleur de la crise. Le fait que le président liang Zemin ait réitéré mardi que la Chine n'avait aucune propension à l'« hégémonie » ne peut constituer qu'une bien maigre consolation.

Jean-Claude Pomonti

La Corée du Sud au bord de l'asphyxie financière

SÉOUL

réunion d'urgence du G 7, la Thai-

de notre envoyé spécial En renonçant à la marge de fluctuation de 10 % du won qu'il avait autorisée, le gouvernement sud-coréen a joué un va-tout. Cette décision semble avoir en l'effet psychologique escompté puisque, mardi 16 décembre, la valeur de la monnaie coréenne est remontée de 10 % face au dollar et que la Bourse de Séoul a regagné 4,8 %. Mais cette mesure sera-t-elle suffisante pour éviter à la Corée de devoir avaler une nouvelle plule plus amère encore que celle du recours au Fonds monétaire international (FMI): demander un moratoire pour

les créances qui arrivent à échéance? Après avoir été, en fin de semaine, en situation de « pré-défaut de paiements », selon un banquier occidental, la Corée samble reprendre souffié, mais elle reste sur le ill du rasoir. Le redressement de la balance des palements courants, qui, pour la première fois depuis 1993, a lions de dollars (en raison de l'essor des exportations favorisées par la dépréciation do won),

constitue un soulagement pour un pays désespérément à court de devises. Le gouvernement a par ailleurs annoncé, lundi 15 décembre, l'émission de bons d'Etat d'un mantant de 10 milliards de dollars destinés à la création d'un fonds permettant aux banques de faire face à l'échéance de leur créances à court terme. Les autorités financières sud-coréennes espèrent que ces différentes initiatives inciteront le FMI à accélérer le déboursement de son aide (57 milhards de dollars).

LA QUESTION DE LA SOLVABILITÉ

Mais la question de la solvabilité de la onzième économie du monde reste ouverte. La Corée, qui a lancé des SOS à Tokyo et à Washington leur demandant des aides anticipées, s'est beurtée à des fins de non-receyoir. La pays est « à genoux » et ses deux principaux partenaires ne semblent pas disposés à lui faire de cadeaux. Pourtant, les risques d'un défaut de paiement ne sont pas écartés. Les milieux financiers internationaux estiment que les banques doivent faire face, avant la fin do

Ibrahim Yazdi, figure de proue de l'opposition iranienne, a été arrêté

mois, à des échéances de remboursements de prêts s'élevant de 15 à 20 milliards de dollars sur un total de 110 milliards. A ces créances, il faut ajouter 12 milliards de dollars pour le palement des importations. Pour faire face à ces besoins représentant 32 milliards au total, la Corée ne dipose guère que 17,5 milliards: ses réserves (10 milliards, soit guère plus d'une semaine d'importations) plus les aides déjà versées. Il lui manque 14,5 milliards de dollars.

Dans les milieux financiers étrangers à Séoul, on croise les doigts. A cours de devises, les banques coréennes ne peuvent bonorer les lettres de crédit présentées par des entreprises étrangères exportant en Corée, paralysant les échanges. Selon la presse, les autorités envisageralent de puiser dans les réserves destinées aux importations de pétrole. Or; sans approvisionnement en matières premières, l'économie risque la paralysie. Les PME et les petits commerçants souffreut déjà durement de la

Philippe Pons

néral du Mouvement pour la libé-ration de l'iran (MLI), principale formation tolérée de l'opposition, a été arrêté et placé en détention, a annoncé, lundi 15 décembre, le MLI. Mardi, les autorités judiciaires n'avaient encore donné aucune explication sur les raisons de cette arrestation. D'après l'agence Reuters, il avait signé avec une cinquantaine d'opposants une pétition réclamant le respect des droits de l'ayatollah Hossein Ali Montazéri, qui a récemment remis en cause l'autorité du Guide de la République Islamique, l'ayatollah Ali

IBRAHIM YAZDI, secrétaire gé-

layat e faqih, qui place le Guide audessus des institutions de l'Etat (Le Monde du 26 novembre). On ne perd rien pour attendre, avait déclaré en substance M. Yazdi au Mande, en marge du récent sommet de l'Organisation de la conférence islamique qui s'est tenu du 9 au 11 décembre à Téhéran. La droite risque de relancer l'affaire Montazéri, qu'elle a mise en sourdine pour assurer le succès du

sommet, les conservateurs cher-

cbant à déstabiliser le présideot

Khamenei, et les abus de pouvoir

commis au nom du principe du ve-

Mobamad Khatami, avait-il ajouté. La remise en cause de la suprématie du Guide par l'ayatollah Mantazéri, ancien dauphin de l'imam Khomeiny – qui a fini par le récuser avant sa mart en 1989 n'est pas une première. Ce qui est nouveau, c'est, d'une part, le fait que des laïcs aient publiquement joint leurs critiques à la sienne et, d'autre part, la campagne extrêmement virulente dont l'ayatollah Mantazéri et ses sympathisants furent la cible de la part des conservateurs à travers tout le territaire iranien: manifestations, grève des bazaris de Téhéran, fermeture des bureaux de l'ayatollab Montazéri dans la ville sainte de Machhad, saisle de ses biens, critiques du chef du pouvoir judiciaire iranien, violents commentaires de presse, etc.

Pour ramener le calme, le Guide, blique islamique sur la base du l'ayatollah Ali Khamenei, autour doquel gravitent les conservateurs. avait invité les Iraniens à ne pas s'érieer en justiciers et à mettre fin aux manifestations. « Nous ne pensons pas que ce religieux affaibli, naif et pathétique soit l'ennemi ». avait-il dit à propos de l'avatollah Montazéri, tout en qualifiant de «trahison» toute critique du velayat e faqih et en demandant que des « mesures légoles » soient prises contre ceux qui ont pris part

au « complot ». D'après M. Yazdi, les critiques

principe du velayat e fagih, un amendement de la Constitution dispose que le Guide de la République - c'est-à-dire son autorité suprême - ne doit pas nécessairement être un marjaa. Ce qui signifie que le Guide est bien l'autorité suprême pour les affaires politiques, mais noo pour les questions religieuses. Dans son livre La Révolution islamique dans deux directions, l'ancien premier ministre, Mehdi Bazargan, prédécesseur de M. Yazdi à la tête du MIJ, souli-

Bill Clinton prêt à un dialogue sous condition

Le président Bill Clinton a jugé, hundi 15 décembre, « tout à fuit encourageante » la volonté de conciliation de son homologue tranien, Mohamad Khatami (Le Monde du 16 décembre), et s'est déclaré favorable à un dialogue avec Téhéran, pour peu qu'il traite des différends bllatéraux. M. Clinton a souhaité un « dialogue » avec l'Iran « à condition que nous puissions avoir une discussion honnète sur les questions qui nous concernent ». « Nous restons préoccupés par leur soutien au terrorisme, par les violentes attaques du processus de paix [an Proche-Orient], par la mise au point et l'acquisition d'armes de destruction massive », a-t-ll ajouté.

Par ailleurs, un porte-parole du département d'Etat a démenti que Téhéran et Washington alent en des entretiens secrets depuis mai, admettant néanmoins que des représentants des deux pays avaient participé à des discussions multilatérales à New York sur le conflit afghan, organisées sous les auspices de l'ONU.

sures de Khomeiny.

UN PRINCIPE CONTESTÉ

L'autre aspect do problème est

constitutionnel, explique M. Yazdi. Le pouvoir du Guide n'est pas illi-

mité. La Constitution est très expli-

cite : le Guide désigne les chefs des

appareils militaires et paramili-

taires et supervise les pouvoirs

exécutif, judiciaire et législatif. Il ne

peut pas directement opposer son

veto aux législations, mais il peut

influer sur le cours des choses via

le Conseil des gardiens - dont il dé-

signe lui-même six des douze

membres-, dernier passage obligé des textes avant qu'ils prennent

contre le velayat e faqih étaient de layat e faqih a été taillé aux medeux ordres: religieux et constitutionnel. Depuis deux ou trois ans, les partisans du Guide dans la ville sainte de Qom exercent de très fortes pressions sur la hiérarchie chiite pour qu'elle reconnaisse ce dernier comme grand ayatollah (ayatollah ozma, au marjaa), c'està-dire comme une référence religieuse suprême. Or en chiisme, une telle reconnaissance ne peut pas être impasée. Les fidèles adhèrent librement ou non au marjaa, selon que tel ou tel ayatollah leur paraît réunir les qualifica-

tions requises. Depuis la mort de l'ayatollah Khomeiny, qui a fondé la Répubunal spécial chargé de juger le clergé. D'autre part, à ce jaur, c'est-à-dire près de quatre mois après l'entrée en fonction du gou-

désignant lui-même le chef du trivernement, il n'a toujours pas délégué son pouvoir au ministre de l'intérieur pour tout ce qui relève des forces de sécurité. Le principe du velayat e faqih n'a gnait que le gouvernement de ve-

jamais fait l'unanimité au sein de la hiérarchie religieuse chiite, mais les discussions à ce sujet se faisaient en milieu clos. Ce même principe était contesté mezza voce par certains hommes politiques. Depuis l'élection d'un nouveau président. le débat est de plus en plus public et a pris une tournure dramatique avec les déclarations de l'ayatollah Montazéri, parce que l'accession au pouvoir d'un modéré a déboussolé les conservateurs.

force de loi. L'ayatollah Khamene

En revanche, il a transgressé

l'autorité du chef du pouvoir judi-

ciaire, Mahamad Yazdi - qui hii est

pourtant totalement acquis-, en

n'a jamais enfreint cette règie.

La cade pénal iranieo prévait jusqu'à deux ans de prison pour toute « offense » à Khomeiny et à son successeur, l'ayatollah Khamenei. Toute personne condamnée pour « complot » contre le régime est d'autre part passible de la peine capitale. Mais ces poursuites ne peuvent être exercées, de l'avis de nombreux spécialistes, que contre les laks, car traduire en justice un ayatollah du rang de M. Montazéri est chose inimaginable et peut susciter la colère de tous les chefs religieux, y compris ceux qui ne partagent pas son avis - et ils sont nombreux. Certains de ces derniers, tels l'ayatollah Mechkini, ont délà vivement critiqué publiquement la campagne menée contre M. Montazéri. D'autres ont écrit une lettre dans le même sens à M. Khamenei.

Mouna Naim

Lire aussi notre analyse page 20

La mission de l'ONU empêchée d'enquêter au Congo-Kinshasa

KINSHASA. La mission d'enquête de l'ONU chargée de faire la lumière sur les accusations de massacre des réfugiés rwandais dans l'ex-Zaire a été évacuée, lundi 15 décembre, de Mbandaka (nord-ouest) à Kinshasa, a annoncé le porte-parole de la mission, José Diaz. Cette évacuation fait suite à une manifestation organisée à l'extérieur du camp ou étaient hébergés les enquêteurs. Arrivés il y a une semaine à Mbandaka, première étape de leur mission en République démocratique du Congo (RDC), les experts n'ont pas pu progresser dans leur travail. Une équipe a été empêchée de débuter les investigations à Wendji, au sud de Mbandaka, la pre-mière fois à cause d'une manifestation, la seconde suite aux enigences des chefs coutumiers qui réclamaient de l'argent. Une autre équipe avait pu néanmoins commencer l'enquête à Mbandaka en visitant les sites présumés de massacres et en recueillant des témoignages. - (AFP.)

Reprise des combats entre factions cambodgiennes

PHNOM PENH. De violents combats ont éclaté, mardi 16 décembre, dans le nord-ouest du Cambodge, au des troupes gouvernementales ont lancé une importante attaque contre le bastion des fidèles de l'ancien copremier ministre évincé, le prince Norodom Ranariddh. Selon Sam Rainsy, l'un des principaux dirigeants de l'opposition royaliste cambodgienne joint par téléphone à Phnom Penh, l'attaque lancée par les farces de Hun Sen, l'homme fort du pays, à l'aide de chars et de l'artillerie, pourrait contraindre les forces de l'opposition à abandonner leur bastion, une position élevée au-dessus du village de O'Smach, à la frontière thailandaise, Sam Rainsy a affirmé que le quartier général des forces fidèles au prince Ranariddh a été touché et détruit. – (AFR)

Rencontre entre l'imam d'El Azhar et le grand rabbin d'Israël

LE CAIRE. Cheikh Mohammad Sayed Tantaoui, imam d'El Azhar, la principale institution de l'islam sumnite, a rencontré pour la première fois, lundi 15 décembre au Caire, le grand rabbin d'Israel, Israel Lau. M. Lau était arrivé dans la matinée au Caire à l'invitation du président égyptien, Hosni Moubarak, avec lequel il s'est également entretenu avant de repartir dans la soirée. La « religion peut devenir la plus dangereuse des armes créées par l'homme, nous l'avons vu dans l'Histoire et le voyons à présent », a-t-il déclaré. « Mais lorsque nous faisons de la religion, comme je te fais, un pont vers la paix, c'est le plus solide et le meilleur des ponts ». « Il ne faut pas utiliser des paroles du genre Allaho Akbar (Dieu est le plus Grand) lorsque vous assassinez un innocent », a-t-fl ajouté. - (AFR)

■ÉMIRATS ARABES UNIS: quatre-vingt-cinq personnes, pour la plupart de nationalité tadjike, ont péri, lundi 15 décembre, lorsque le Tupolev-154 des lignes tadiikes qui les transportait s'est écrasé près de l'aéroport de Charjah, l'un des sept membres de l'Etat des Emirats arabes unis. Un seul membre d'équipage, a survécu mais son « état de sarté est critique », selon une source proche de l'aéroport. – (AFP.)

IRAK: les autorités ont informé, lundi 15 décembre, Richard Butler, le chef de la commission de l'ONU chargée de désarmer l'Irak; que les ex-perts n'auraient « jamais » accès aux sites dits présidentiels. Ils sont en revanche autorisés à inspecter « tous les outres sites » à la recherche d'armes probibées. « C'est au Conseil de sécurité de décider s'il va accepter cela ou non », a déclaré M. Butler, qui doit présenter jeudi son rapport au Conseil - (AFP)

■ LIBAN : une soixantaine de partisans de Michel Aoun, l'opposant libanais en exil en France, ont été interpellés, dimanche 14 décembre, lors d'une manifestation. Trente ont été relâchés et 33 autres déférés en justice. Ils protestaient contre l'annulation d'un entretien que le général Aoun devait donner à une chaîne de télévision locale, L'annulation a provoqué un tollé général et des personnalités de tout bord, dont l'ordre des avocats de Beyrouth, ont dénoncé cette « atteinte aux libertés publiques ».

■ MAROC: le Parti de l'Istiqial, un des deux principaux partis d'opposition, a demandé l'annulation des élections législatives et sénatoriales ainsi que « la dissolution du Parlement », indique le communiqué final d'un congrès extraordinaire de ce parti tenu, dimanche 14 décembre, à Rabat. L'Istiqlal a condamné « le gouvernement qui n'a pas garanti la transparence des scrutins, le ministère de l'intérieur et les hommes de l'autorité à tous les échelons qui ont supervisé la falsification des élections ». -

■ TURQUIE/RUSSIE: le premier ministre russe Viktor Tchemomyrdine et son homologue turc Mesut Yilmaz ont signé hundi 15 décembre à Ankara un accord de 20 milliards de dollars pour la vente de gaz naturel russe à la Turquie pendant les 25 années à venir. Le gaz doit être livré via un gazoduc de 1 200 km dont une partie est à construire sous la mer Noire, pour un coût de près de 3 milliards de dollars. M. Tchernomyrdine est arrivé lundi à Ankara pour la première visite en Turquie d'un chef du gouvernement russe. - (AFR)

■ RÉPUBLIQUE TCHEQUE: la formation d'un nouveau gouvernement « dons les quarante-huit heures » est improbable, et la désignation du futur premier ministre nécessitera encore « plusieurs jours de négociations », a déclaré lundi 15 décembre le chef du gouvernement démissionnaire, Vaclav Klaus. - (AFP.)

■ HDNGRIE/SLOVAQUIE: un accord sera trouvé « avant le 25 mars » entre la Hongrie et la Slovaquie sur le barrage hydroélectrique de Gab-cikovo, ont annoncé, lundi 15 décembre, les premiers ministres hongrois, Gyula Horn, et slovaque, Vladimir Meciar, lors d'une rencontre à Vienne. Un contentieux oppose Bratislava et Budapest sur ce barrage depuis 1989. La Cour internationale de justice de La Haye avait appelé en septembre les deux parties à reprendre les négociations. - (AFP)

Retour à l'optimisme des responsables des finances russes

MOSCOU. «Le plus dur de la crise est probablement passé », a affirmé, hindi 15 décembre, le ouméro deux du gouvernement russe Anatoli Tchoubais, lors d'un point de presse tenu aux côtés de son successeur au poste de ministre des finances, Mikhail Zadomov. Notant que la Bourse russe, contrairement aux prévisions, est de nouveau à la hausse depuis deux semaines, « sauf durant les deux jours ayant suivi l'annonce de la maladie de Boris Elisine », M. Tchoubais a maintenu son pronostic de 2 % de croissance en 1998, maigré les effets de la crise des marchés mondiaux. La Russie a perdu 5 milliards d'investissements de portefeuilles étrangers et a dû relever ses taux d'intérêt sur la dette intérieure. M. Zadomov a annoncé de meilleures rentrées d'impôts depuis trois mois et un plan, signé par Boris Eltsine, de contrôle des dépenses. Une mission du FMI en a pris acte en recommandant la reprise de l'aide du Fonds, gelée en

whe financier occiden arent de la crive aviation 45.00 1.1 Er:

L'Afrique du Sud envisage son avenir après Nelson Mandela

Le Congrès national africain réuni pour sa cinquantième conférence nationale va se choisir un nouveau leader.

Thabo Mbeki devrait être élu à ce poste et devenir ainsi officiellement le candidat de l'ANC à l'élection présidentielle de 1999

s'ouvrir mardi 16 décembre à Mafikeng, dans le nord du pays, devrait voir le vice-président de la République, Thabo Mbeki,

transition en douceur à la tête du pays. M. Mandela a confie, dimanche dans un entretien à la télévision nationale, pour sident de cérémonie » et « Thabo Mbeki, le président de fait ». « Tout se passera en douceur », a-t-il dit. Devenu président de fikeng n'est pas pour autant sans enjeu. Le

La cinquantième conférence nationale du succèder à Nelson Mandela à la présidence écarter les inquiétudes concernant sa suc-Congrès national africain (ANC) qui devait du parti au pouvoir, dans le cadre d'une cession, qu'il n'était déjà plus qu'« un pré-candidat du mouvement à l'élection présidentielle de 1999 à laquelle Nelson Mandela ne se présentera pas. Le congrès de Ma-

débat sur sa transformation en véritable parti politique. Il doit aussi prendre en compte les aspirations de la communauté noire qui reste son principal électeur.

IOHANNESBURG de natre carrespondant

La cinquantième conférence du Congrès national africain (ANC) qui devait débuter mardi 16 décembre va précipiter l'Afrique du Sud dans une nouvelle ère politique. Trois ans et demi après avoir remporté les premières élections démocratiques et non raciales d'avril 1994, Nelson Mandela amorce la première étape de sa retraite en quittant la présidence de l'ANC. Les 3000 délégués réunis à Mafikeng, dans le nord du pays, doivent officiellement désigner le vice-président Thabo Mbeki comme le successeur de M. Mandela à la tête du parti dirigeant et, par conséquent, du pays.

Faute de concurrent crédible sur la scène politique sud-africaine, le candidat de l'ANC est assuré de l'emporter aux élections de 1999. Dès 1996, le président Mandela - âgé aujourd'hui de soixante-dixneuf ans - avait annoncé qu'il ne se représenterait pas. Il avait officieusement désigné M. Mbekl (cioquante-cinq ans) comme son dauphin. M. Mandela devrait continuer à exercer ses fonctions de chef d'Etat jusqu'en 1999. Mais depuis longtemps déjà, il se cantonne dans un rôle de « Père de la Nation », veillant à la réconciliation du pays et à son rang sur la scène internationale. Le président Mandela a délégué à son successeur la gestioo des affaires courantes afin de renforcer sa stature d'homme d'Etat.

ÉPOQUE CHARNIÈRE

Le congrès de l'ANC devrait officialiser le début de l'après-Mandela en permettant à M. Mbekl d'asseoir son autorité sur le parti et de présenter les grandes lignes de sa politique pour le futur. La succession n'est pas facile à assurer. Elle intervient à une époque charnière dans la vie du parti et du pays. Dépourvu de l'autonté et du charisme de tience grandissante de la population noire face à la leoteur des changements depuis 1994. M. Mbeki va devoir faire face à la pression qui pèse sur la politique de prudence, de compromis et de consensus qu'a menée le président Mande-

Le chef de l'Etat s'est toujours

hésion d'un pays divisé par les an-nées d'apartheid. Il a cherché à redresser les inégalités béritées de la ségrégation raciale tout en ménageant la minorité blanche. Auiourd'hui. l'exercice devient difficile Le désenchantement s'exprime dans les townships. Plus d'un tiers des Noirs sont au chômage et près de 4 millions de personnes atteodeot un logement décent. Une classe moyenne émerge lentement au sein de la communauté noire mais la moitié d'entre elle vit eo

dessous du seuil de pauvreté. Le prestige du président Mandela le met à l'abn du mécontentement et une grande partie des électeurs noirs sont fidèles à l'ANC qui représente, avant tout, le mouvement qui les a libérés de l'apartheid. Mais, comme l'indiquent les sondages, la popularité du parti et du gouvernement est entamée. Handicapé par une image de technocrate et tenu pour responsable de la politique gouvernementale, le vice-président Mbeki n'est pas épargné par les cri-

A court terme, les conséquences électorales de ce phénomène sembleot limitées. Aucune formation politique o'est en mesure de profiter du désenchantement, Affaiblie et divisée, l'opposition est incapable de proposer une alternative susceptible de menacer la dominatioo de l'ANC en 1999. Le danger vient plutôt des rangs mêmes du parti ou de ses alliés représentant l'aile gauche de l'ANC comme le Cosatu (Congrès des syndicats sudafricains), la puissante confédératloo syndicale aux 1,8 million

Depuis plus d'un an, la coalition

formée au temps de la lutte antiapartheid par l'ANC, le Cosatu et le parti communiste sud-africain (SACP) vit au rythme des tensions nées des compromis imposés par l'exercice du pouvoir. Lors de son congrès, en septembre, le Cosatu a exclu de rompre la « triple-alliance ». Mais il a tenu à faire entendre sa différence. La confédération reproche au gouvernement de ne pas s'attaquer avec assez de vigueur aux inégalités. Il dénonce la ligne de conduite prudente et libérale de l'ANC eo matière écooomique comme une dérive à droite. Le Cosatu accuse le parti dirigeant de chercher à rassurer les investisseurs étrangers et les milieux d'af-

faires blancs au détriment des besoins de la population noire. Ce discours trouve un écho au

par la fraction radicale et populiste du parti, incamée par Winnie Madikizela-Mandela. L'ex-épouse du président Mandela s'est attirée les foudres du mouvement en faisant de la défense des plus défavorisés son fonds de commerce et en reprochant ouvertement à l'ANC de ne pas tenir ses promesses electorales. Le parti a choisi d'isoler la pasionaria des townships et de la discréditer plutôt que de l'exclure. Winnie ne s'est d'ailleurs pas privée de dénoocer sa récente mise en cause devant la commission Vérité et Réconciliation (Le Monde du samedi 6 décembre) comme un complot ourdi par ses adversaires politiques

En cas d'exclusion, les dirigeants de l'ANC craignent que Winnie aille remforcer le mouvement créé par sein même de l'ANC. Il est repris un autre décu de l'ANC, le popu-

sions du passé. Ses critiques véhémentes à

l'égard des médias blancs et ses récentes ac-

cusations de racisme à l'eocontre des partis

d'opposition out quelque peu temi cette image.

Pour apaiser la montée du mécontentement

dans les townships, le pouvoir noir durcit son

attitude à l'égard de la minorité blanche.

M. Mandela ne fait pas exception. Mais il est

toujours là pour calmer les inquiétudes par des

gestes symboliques ou des déclarations rassu-

rantes. Il a ainsi récemment rendu visite à un

des ses anciens geoliers de Robben Island et il a

affirmé qu'il o'était pas question de prendre

des « mesures coercitives » contre les Blancs

fermiers blancs s'estimant victimes d'une vague

de meurtres à caractère politique. Toujours

présent dans les moments difficiles, le chef de

l'Etat est personnellement interveou pour

C'est lui aussi qui a reçu les représentants des

pour accélérer les changements.

laire Bantu Holomisa. Ce dernier a été officiellement chassé du parti, en septembre 1996, pour avoir proféré des accusations de corruption à l'égard de dirigeants du mouvement. Mais c'est surtout son discours jugé, hai aussi, trop populiste qu'a vouln sanctionner l'ANC. Le sort réservé au général Holomisa et à Mª Madikizela-Mandela illustre le malaise de l'ANC et sa crispation face aux dissensions internes qui se manifestent dans l'exercice du pouvoir. Regroupement hétéroclite d'individus et d'opinions, l'ANC a băti son unité dans la lutte antiapartheid en tant que mouvement de libération. Après plus de trois ans à la tête du pays, il a du mal à se transformer en véritable formation politique capable de mener un débat interne sans menacer sa cohé-

ACCÉLÉRER LES CHANGEMENTS

Le congrès ne devrait pas déroger à la règle. Soutenu par le président Mandela et la majorité des dirigeants de l'ANC, M. Mbeki s'est appliqué à « verrouiller » le processus. Candidature unique pour les postes clés, débats en partie à huis clos, possible changement du mode de scrutin: tout est prévu pour minimiser les divergences et faire taire les voix dissonantes comme celle de Mª Madikizela-Mandela. La ligue des femmes de l'ANC - dont elle est présidente - semble d'ailleurs être prudemment revenue sur son soutien à la candidature de Winnie pour le poste de vice-président du

Pour autant, l'ANC ne peut pas faire l'économie d'un véritable débat et d'une révision de sa politique. MM. Mandela et Mbeki sont bien conscients de la nécessité d'accélérer les changements pour apaiser le malaise au sein du parti et de la population noire. Ces demiers mois, le chef de l'Etat et son vice-président ont multiplié les gestes et les déclafondamentalement en cause l'approche prudente de M. Mandela, le congrès pourrait être l'occasion. pour son successeur, d'essayer de ressouder le parti autour d'une politique mettant davantage l'accent sur les attentes de la population

coordonner la réponse du gouvernement face à la polémique suscitée par la vague d'évasions dans les prisons. M. Mandela veille aussi au grain à l'intérieur de l'ANC. Certains lui attribuent des interventions décisives dans les canrer la route à son ex-épouse, Winnie. D'autres ont même évoqué la création d'un poste spécial dans l'organigramme de l'ANC, permettant à M. Mandela de continner à exercer une influence après sa retraite. Soncieux de ne pas faire d'ombre à son successeur, M. Mandela s'est contenté d'affirmer qu'il serait « toujours disponible pour oider l'ANC ».

Frédéric Chambon

En semi-retraite, le chef de l'Etat privilégie désormais sa vie privée

JOHANNESBURG de natre carrespondant

Nelson Mandela est amoureux. Il ne s'en cache pas. Comme pour mieux préparer ses concitoyens à son prochain départ, le président consacre davantage de temps à une vie privée qu'il a toujours sacrifiée au combat politique. A soixante-dix-neuf aos, s'il parait fatigué, M. Mandela est suffisammeot vaillant pour vivre une véritable romance. Après avoir divorcé de Winnie, en 1996, le chef de l'Etat s'affiche désormais ouvertement avec l'élue de son cœur. Graca Macbel, veuve de l'ancien président mozambicaio, Samora Macbel. La compagne de M. Mandela, de vingt-sept ans sa cadette, est officiellement devenue la première dame du pays, accompagnant, main dans la main, le président tout au long de sa visite en

Angleterre cet été. Dans la même volonté de montrer qu'il o'est plus indispensable, M. Mandela s'efface progressivement de la vie politique intérieure eo faveur de son successeur, le vice-président Thabo Mbeki. Le chef de l'Etat se consacre de plus M. Mandela, son dauphin bérite en plus aux affaires étrangères. Symbole vivant monde, il souhaite profiter de son prestige incomparable pour affirmer la préseoce de l'Afrique du Sud sur la scène internationale. Un sondage récemment réalisé en France désignait d'ailleurs M. Mandela comme la personnalité la plus marquante des vingt dernières années.

Fort de cette popularité, le président sudafricain a multiplié les initiatives diplomatiques. Il a effectué une longue série de voyages montré soucieux de préserver la co- eo Europe et en Asie, afin d'attirer les investis-

seurs étrangers. En même temps, M. Mandela a tenu à affirmer l'indépendance de l'Afrique du Sud. Quitte à défier l'Amérique, il s'est reodu en Libye pour y rencontrer le colonel Mouammar Kadhafi, mis au ban des nations par les Etats-Unis. Par ailleurs, de la guerre civile dans l'ex-Zaire ou au Soudan en passant par la rébellion au Timor-Oriental, le chef de l'Etat a proposé sa médiatioo dans plusieurs conflits. Son offensive diplomatique a souvent été maladroite et rarement couronnée de succès. Mais elle a eu le mérite de positionner l'Afrique du Sud comme une puissance qui compte, au moins sur le continent.

NE PAS FAIRE D'OMBRE À SON SUCCESSEUR

Très présent hors des frontières de l'Afrique du Sud, le président Mandela se tient ostensiblement en retrait de la scène politique dans son pays. Afin de rassurer sur l'après-Mandela et les capacités de son dauphin, il se cantonne dans une semi-retraite laissant M. Mbeki gérer le pays au quotidien. Le chef de l'Etat cherche à renforcer la popularité de son successeur en se désistant en sa faveur à l'occasion de grands ainsi le vice-président Mbeki et non M. Mandela qui a assisté à la qualification de l'équipe sud-africaine de football pour la Coupe du Monde 1998, considérée comme un événement national par la population noire.

Pour autant, le président Mandela n'est pas complètement absent de la vie politique. Populaire et respecté, il veille à la réconciliation et à l'unité du pays. Il a affirmé qu'il mourrait « le sourire aux levres », sûr d'avoir mis fin aux divi-

Qui fait le plus :

Intranet - COMPAQ - Études de devis - Maintenance sur site - Formation - Mikon - Hot Line - Windows NT - ■ Apple - Intranetware - 22 Showrooms en France - Gestion de parc - 100 000 clients - Installations - Location évolutive - Ingénierie - 5 000 références en stock - EPSON - Conseil avant-vente -Internet - Logiciels - Microsoft - Réseaux - Appleshare - AGFA - Périphériques - Financement - TOSHIBA - Consommables - 50 techniciens - etc... etc...

.fait aussi des prix!



Mal Mac Os 8 gratuite, clavier, souris Moniteur 15° intégré



(Ref. APP1010915

L'informatique au service des professionnels

- T&L : 31 44 78 26 26 - IC Paris Micro Valley : 3- IC Cergy 3 Fontaines : attent to senso. TS. : 21 34 25 18 28 - IC Evry 2 : abtent to be sensor - Tel. : 32 48 37 17 17- IC Saint-Quentin en Yvelines : abtent in sensor 22 22 - IC Aix en Provence : TS. : 34 42 38 28 35 - IC Bordeaux : abtent in sensor 38 38 - Fex : 34 76 32 53 75 - IC Marseille : TS. : 34 91 33 32 37 - IC Montpellier : 36 24 IC Rennes : TS. : 36 36 37 21 36 - IC Reims : TS. : 38 26 79 70 37 - IC Toulon :

Le Rwanda accuse la communauté internationale d'être « responsable de la perpétuation du génocide »

LES AUTORITÉS rwandaises ont accusé, lundi 15 décembre, la communauté internationale d'avoir une part de responsabilité dans la perpétuation du génocide que constitue le massacre, mercredi dernier, des réfugiés tutsis d'origine zaîroise dans le camp de Mudende (nord-ouest). Au cours d'une conférence de presse de plus de deux heures, le gouvernement a accusé les Nations unies et la communauté internationale de « n'avoir pas mis un terme aux trafics d'armes dénoncés dans les camps de réfugiés de l'ex-Zaire » (devenu République démocratique du Congo, RDC).

Joseph Karemera, ministre de l'éducation, Vincent Biruta, ministre de la santé, et Jean-Népomuscène Nayinzira, ministre de l'information, ont estimé ao terme de leur visite à Mudende, vendredi 12, que ce massacre constituait « une perpétuation du génocide » de 1994 et que certains pays étrangers continuaient « d'oider les génoci-

« PAS ASSEZ DE NOURRITURE »

Selon le nouveau bilan des autorités, 317 personnes anraient été tuées dans l'attaque du camp, attribuée aux milices hutues « Interahamwe » et soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR). Joseph Karamera a ajouté que les réfugiés « n'avaient pas reçu suffisamment de nourriture de la part des Nations unies depuis le mois de juillet et que de nombreux enfants souffraient de

mabutrition ». Le gouvernement est reveno sur les massacres anti-tutsis perpétrés à partir de 1959, et sur le génocide de 1994, au cours duquel plus de 500 000 Tutsis et Hutus modérés ont été massacrés. Ces massacres ont eu lieu, selon Vincent Biruta, avec « la complaisance et la bénédiction de puissances étrangères ». Les autorités out par ailleurs appelé la communauté internationale à « prendre ses responsabilités face aux massacres ». « Cela ne veut pas dire amasser des forces militaires au Rwanda, mais prendre des mesures spécifiques, comme punir quiconque aide les rebelles », a ajouté M. Kara-

Les relations entre le Rwanda et les Nations unies se sont dégradées depuis la visite de Mary Robinson, le haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme. M™ Robinson avait notamment condamné « l'absence de politique volontariste de réconciliation » au Rwanda.

De son côté, Emma Bonino, commissaire européen chargé des questions humanitaires, a qualifié lundi « d'acte de lâcheté honteux et barbare » le massacre de Mudende. «Le Rwanda a connu suffisamment de massacres sanglants et le monde suffisamment de violence insensée cette année contre des femmes, des enfants et autres personnes vulnérables qui recherchaient protection



res Nelson Mandela

Constituent ne fera pas l'econosie de Crisse, sur sa transformation en visit Carre, politique, il doit aussi presin Comprie ses aspirations de la

- 10 at

----· Valence : (

7.72 - . . Area 7.273 ----فتتتناه ويرس ---10232 2

The same

Le Tribunal pénal international demande à la France d'arrêter des criminels de guerre en Bosnie

Paris n'a pas répondu aux attentes du TPI sur le témoignage de ses militaires

La rencontre entre Louise Arbour, le procureur caise, n'a pas apporté de solution à la crise entre le renouvellement du mandat de la SFOR en Bosdu Tribunal pénal international de La Haye, et la France et le TPL Paris ne s'est pas engagé à au lie devait être discuté mardi par les ministres des toriser ses militaires à témoigner aux audiences.

LE CONFLIT oui a éciaté entre la France et le Tribunal pénal international de La Haye (TPI) est loin d'être clos, après la rencontre, lundi 15 décembre, entre Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères, et Louise Arbour, le procureur de la juridiction chargée d'enquêter sur les crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie. Chaque camp a campé sur ses positions des jours précédents, exprimées en des termes plus diplomatiques. La question de la coopération de la France avec le TPI reste entière.

La querelle avait éclaté après des propos d'Alain Richard affirmant que la France n'autoriserait * jamais » ses officiers à témoigner oralement devant le TPI, accusé de pratiquer une « justicespectacle ». Une position inacceptable pour le bureau du procureur. Mª Arbour, a répondu à M. Richard, dans Le Monde du samedi 13 décembre puis dans divers médias, accusant la France de « noncoapérotion » avec le Tribunal. Louise Arbour mettait le feu aux poudres en ajoutant que les criminels de guerre « se sentent en sécurité absolue » dans la zone de l'OTAN sous contrôle français en Bosnie-Herzégovine.

A l'issue de l'entretien entre le ministre français et le procureur, le Quai d'Orsay a publié un communiqué indiquant qu'Hubert Védritte a dit à Mª Arbour combien «les autorités françaises ont èté profondément choquées par les ollégations selon lesquelles les criminels de guerre serbes pouvaient se sentir en sécurité dons le secteur froncois » de Bosnie. « Les militaires français obéissent aux directives qui leur sont données par les alliés », a alonté la porte pa-role du ministère de la compa-

- Louise Arbour a répondir à ces questions dans un communiqué der à l'arrestation de criminels de guerre présumés. « J'ai informé M. Védrine de l'urgence de voir une répétition, dans tous les secteurs de lo SFOR [la Force multinationale de l'OTAN], de l'opération menée en juillet à Prijedor por des forces du contingent britannique », ditelle. M= Arbour affirme avoir demandé au chef de la diplomatie française « son appui pour qu'une telle opération soit lancée ».

Sur ce problème de l'arrestation des criminels de guerre, l'OTAN a volé au secours de la France, sou-



lignant que les décisions de ce type sont prises conjointement par les alliés. « La responsabilité première pour livrer les criminels de guerre revient en priorité aux musulmons, oux Craotes et oux Serbes », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana.

EXPLICATION PEU CONVAINCANTE Aux Etats-Unis, où la Maison Blanche avait tenu à défendre la France, « un partenaire précieux », le département d'Etat a évoqué ses « sérieuses inquiétudes » après les accusations du TPL rappelant que les forces françaises devaient arrêter les criminels de guerre rencontrés au cours des missions. Le porte-parole du département d'Etat a cependant précisé ne pas

accusations initiales de Ma Arbour, à savoir la tron-coopération de la France aux enquêtes du TPl. A ce sujet, M. Védrine n'a pas désavoué les propos d'Alain Richard. « La France coopère à sa focon ovec le TPI, a-t-il déclaré, toujours cité par sa porte-parole. La France craint que lo poursuite des opérations de mointien de lo poix ne soit remise en question si l'on met sur le même plon juridique et médiotique témoins et inculpés. » Le chantage sur de futures opérations de maintien de la

paix est surprenant, et l'explicacune confusion eotre témoin et inculpé, et le TPI ne s'est jamais géoante. aventuré sur le terrain d'une éventuelle responsabilité des comman-

dants des forces de l'ONU.

MÉGOCIATIONS POINTILLEUSES

An ministère des affaires étran-« Naus ollans mettre des années à convaincre nos militaires de poursuivre d'éventuelles auditions », ajoute cette source. Alain Richard a envoyé un message à toutes les unités militaires françaises, y compris en Bosnie-Herzégovine.

pour rappeler que « trente responsables françois, y compris des officiers généroux, ont apporté leurs témaignages à l'occasion d'auditions diligentées par le Tribunal ».

A ce sujet, Louise Arbour a précisé lundi au Monde qu' « aucun François n'a témoigne à la barre o La Haye puisqu'aucun n'o encare été convoqué », et qu'« un seul o témoigné por écrit devant un magistrat à Paris ». C'est ce dernier cas de figure qui trouble le procureur. Trente Français ont bien été entendus par les enquêteurs du TPI, mais seulement « au caurs d'ouditions préliminoires informelles » destinées à déterminer si la personne pourrait être appelée ou non eo tant que témoin. La « non-coopération » vient du fait que Paris, qui accepte des contacts informels après des mois de négociations pointilleuses sur les procédures, fait en sorte qu'aucune audition devant un magistrat n'ait lieu. Selon les règles en vigueur au TPL, ces témoins potention est pen convaincante. Il n'y a tiels devraient être entendos sans qu'une « façon » de travailler avec limitation. Or les Français étudient le Tribunal de La Haye, que Paris a préalablement à la loupe les listes accepté en adaptant sa législation de questions qui intéressent les enen 1995. Par ailleurs, il n'y a au- quêteurs, leur interdisant de poser aux militaires toute question jugée

Il est encore trop tot pour savoir si la polémique actuelle va relancer ou au cootraire freiner l'embryon - Louise Arbour a insisté, dans de coopération entre la France et le son communiqué, sur la demande Tribunai. Le courroux vraisemqu'elle a faite à M. Védrine d'« in- blable des militaires ne devrait pas, tervenir pour que la position prise eo tout cas, améliorer leurs relapar le ministre fronçais de lo dé-fense au sujet du témoignage éven-Paris a eu raisoo de ne pas revenir tuel de militaires françois devant sur les propos de M. Richard, qui les deux tribunaux internationaux mettaleot la France bors-la-loi. [Arusha pour le Rwanda et La M. Védrine n'a pas répondu aux ind'Etat a cependant précisé ne pas Haye pour l'ex-Yongoslavie] soit terrogations exprimées par La connaître de cas où des soldats réévoluée dons un sens plus Haye. Reste aussi à savoir si français auraient, refusé d'arrêter......conforme au-respect de la procé-

oe répond volontairement pas aux « des progrès qui restaient ma- risquent de campromettre l'accord de Dayton », commentait hundi une source diplomatique à Paris. An TPI, comme chez tous les partisans d'une Bosnie unitaire et d'une jusgères, certains estiment que tice d'après guerre, oo pense au « cette affoire vo compliquer lo contraire que seule une mise à coopération ovec le TPI car le cli- l'écart des criminels de guerre mot de confiance o été brisé ». pourrait sauver un processus de paix bosniaque en danger. Deux visions qui, tant que les puissances occidentales s'en tiendront aux déclarations d'intention, ne sont pas conciliables.

Rémy Ourdan

Les Pays-Bas s'acheminent vers une profonde réforme fiscale

LA HAYE

de notre correspondant Après des mois de négociations, la coalition néerlandaise au pouvoir. qui regroupe des sociaux-démocrates, des libéraux et des centristes, a présenté un vaste projet de réforme fiscale intitulé « Les impôts

L'objectif n'est pas vraiment de baisser la charge de l'impôt pour le contribuable. Il s'agit essentiellement d'organiser un glissement de l'impôt sur le revenn vers les taxes indirectes à la consommation et vers l'imposition des activités les plus polluantes. « Il faut occroître le revenu du travail. Les ménages recevant plus, ils dépenseront plus », a déclaré en substance le ministre des finances, Gerrit Zahn (libéral). Et pour empêcher que les économies d'impôts filent vers l'épargne des mesures seront prises pour la rendre moins attravante.

RÉDUIRE L'IMPÔT SUR LE REVENU Une partie des 10 milliards de fiorins de nouveaux impôts devroot provenir de prélèvements « écologiques » et du relèvement de la TVA de 17,5 % à 19 % (sauf pour les activités « intensives en travail », où la TVA devrait être abaissée à 6 %, si la Commission européenne donne son feu vert). En ce qui concerne l'impôt sur la consommation, le relèvement du taux de la TVA rapportera près de 4 milliards. Pour Gerrit Zalm, cette augmentation de la TVA n'est

nullement défavorable aux bas salaires : « Ils récupéreront la différence grâce à la baisse de l'impôt direct. »

Le gouvernement veut aussi limiter les multiples possibilités de dégrèvements fiscaux (frais professionnels, crédits, etc.), mais il s'est bien gardé de toucher à la sacrosainte déduction totale des intérêts sur les crédits logements, qui favorise l'accès à la propriété. Quant aux grandes fortunes, la suppression du recours à diverses constructions fiscales sera compensée par la disparition de l'impôt sur la richesse.

Pour contre-balancer ces alourdissements, le projet prévoit de réduire l'impôt sur le revenu. Le gouvernement propose plusleurs options au Parlement. Toutes passent par une révision complète des tranches et par la baisse des taux d'imposition, mais l'accent pourrait être mis sur la baisse de la première tranche, qui, affirme le Bureau central pour la planification, est la mesure la plus favorable à

Le projet ne sera pas présenté aux députés avant les élections de mai 1998. Mais tous les grands partis s'entendent sur la nécessité de réformer en profondeur le système actuel. En ce sens, les principes dégagés par l'actuel gouvernement serviront sûrement de base à une refonte qui devrait voir le jour « en 2001 ou 2002 ».

Washington estime que la Turquie a sa place en Europe

handi 15 décembre, que la Turquie en vue de l'adhésion de Chypre déavait sa place en Europe en dépit buteront comme prévu au prinde la crise ouverte entre Ankara et liste des candidats potentiels à l'in-tégration établie, vendredi et same-C'est la position qui a été expridi, par les Quinze à Luxembourg, Ankara a menacé de geler ses relations avec l'UE. Le porte-parole du département d'Etat à Washington, James Foley, s'est efforcé de minimiser la gravité de la crise, dont les deux acteurs sont alliés des Etats-

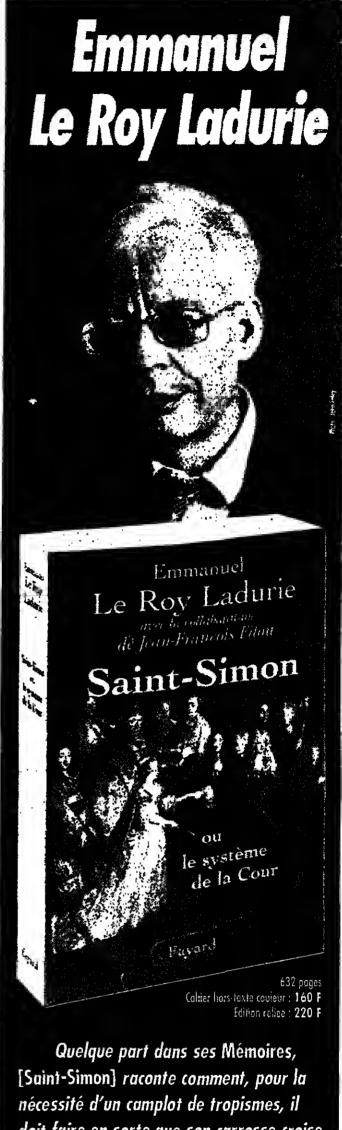
« Nous ne voulans pas tirer des conclusions définitives de ce qui s'est claré le porte-parole. « Naus turque de participer oux pourpa-croyors que la place de la Turquie se lers ». a-t-il précisé à notre correscroyons que la place de la Turquie se trouve en Europe, nous croyons que pondant à Bruxelles, Philippe Le-lo Turquie devrait bénéficier d'une maitre. perspective d'adhésian à l'UE forte et progrès seront accomplis sur cette d'interrompre le dialogue politique voie », a-t-il ajouté. Refusant de s'attarder sur les motifs des Eurodans les poubelles de l'Histoire les autres candidats. « La chance qui se opinions arientées par l'apparte- présente est trop importante pour nance à la race. »

que l'Union européenne a épousé Alain Franco des candidats aux prochaines adhé-porticiper ».

LES ÉTATS-UNIS out estimé, sions. A Bruxelles, les négociations temps prochain, en dépit de la vo-

mée, lundi, par Klaus Van der Pas, le porte-parole de la Commission européenne: «L'engagement clair et net de commencer les névociotians d'odhésian six mois après lo conclusion de la Conférence intergouvernementale (CIG) a été confirmé a plusieurs reprises... Il n'y a pas d'alternative ; nous espérons qu'une Te unifiée adhérera à l'Union. C'est produit la semaine dernière », a dé- de l'intérêt de la communauté

La Commission, qui a pris acte ouverte et nous espérons que des de l'intention des autorités turques avec l'Union, les a invitées à repéens, James Foley a toutefois af- ligne que les conditions posées aux firmé: « Nous devrions consigner Turcs sont les mêmes que pour les qu'on l'ignore », a dit encore En Turquie, l'amertume reste M. Van der Pas, qui a estimé que la grande et les autorités, comme la Conférence paneuropéenne (les phipart des journaux, considèrent Quinze et les onze pays candidats) proposée par la France et retenue dans une large mesure les thèses de par le Conseil européen de Luxeml'éternelle rivale - la Grèce - en re- bourg, « perdrait beaucoup de son fusant de placer Ankara sur la liste intérêt si la Turquie devait ne pas y



doit faire en sorte que son carrosse croise celui de son complice. Les deux hammes confabulent, penchés à la portière, dans le fracas des essieux et le hennissement des chevaux. Monsieur Le Ray Ladurie et son acalyte semblent avair saisi leurs secrets et les divulguent à la cantonade. D'autres, tant d'autres, ont dit ces choses

mieux que moi : mieux que ces deux-là, c'est improbable.

Angelo Rinaldi, L'Express

L'Histoire



Selon un sondage « La Marche du siècle »-« Le Monde », 50 % de nos compatriotes ont « plutôt de la sympathie » pour nos voisins britanniques, qui ne sont que 35 % à se déclarer favorables aux Français

bonne image des Britanniques, qui restent, eux, plus distants, voire indifférents, vis-à-vis de leurs voisins d'outre-Mancbe. Tel est le premier enseignement du sondage réalisé par la Sofres pour La Marche du siècle-Le Monde sur un échantillon national - en France, les 28 et 29 novembre, et, en Grande-Bretagne, du 5 au 7 décembre - de 1 000 personnes représentatif de la population agée de 18 ans et plus. Selon cette enquête, 50 % des

Français ont « plutôt de la sympathie » pour les Britanniques, qui ne sont pour leur part que 35 % à se declarer favorables aux Français, alors que 20 % d'entre eux préferent afficher leur « ontipathie » à l'égard de leurs voisins, contre 13 % des Français.

Eo France, les plus enthouslastes à l'égard de la Grande-Bretagne sont plutôt les femmes (53 %), les jeunes (de 50 à 54 %, chez les 18-49 ans) et les commerçants, artisans, industriels, cadres et ouvriers, les agriculteurs se distinguant par une plus grande métiance (31 %). Aucune distinction notable ne s'établit en fooction des préférences partisanes. Vu du côté britannique, les Français sont principalement « cultivés » (43 %), « créatifs > (19 %), « sympothiques et accueillonts » (19 %). Mais, paradoxalement, ni « débrouillords » (8 %), ni « drôles », ni « honnêtes » (7%), et moins encore « courageux » (4%). Nos voisins nous jugent, en revanche, « arrogants » (37 %), « froids et distants » (25 %), « entétés et bavards » (16 et 17 %), ou encore « avores et hypocrites »

Ce qui caractérise le mieux la France ? Le savoir-vivre (gastrono-

LES FRANÇAIS ont plutôt une mie, produits de luxe, vins, haute couture) pour 70 % des Britanniques, la culture (monuments historiques, littérature, peinture), pour 47 %, ou l'Histoire (croisades, révolution et gaullisme) pour 36 %. Surement pas, en tout cas, la place de la France comme cinquième puissance économique mondiale (8%)... Les Français sont, eux. à 46 %, sensibles aux coutumes anglaises (thé, monarchie et pubs), mais aussi a la prospérité écono-

vorables » à l'adoption de la monnaie unique en Grande-Bretagne, 34 % se déclarant à cet égard « fovorables » ou « plutot favorables ».

Mais c'est sans doute sur le plan politique que les réactions sont les plus marquées. Alors que 82 % des Français ont une «bonne » ou « assez bonne » opinion du premier ministre travailliste. Tony Blair, les Britanniques ne sont que 11% à partager ce sentiment sur Lionel Jospin. Pas moins de 82 % se

« Swinging London » sur France 3

La « Marche du siècle », "émission de Jean-Marie Cavada, en partenariat avec Le Monde, diffusera, mercredl 17 décembre, sur France 3, un reportage exceptinnnel sur Londres, « Swinging London », qui nous promènera à travers la mode, la couture et le design. Il nous expliquera les raisons pour lesquelles les jeunes traversent aujnurd'hui la Manche pour chercher du travail. Un sondage illustrera la vision croisée des Britanniques et des Français. Avec, sur le plateau, Denis Mac Shane, député travailliste, francophone, et Minette Walters, romancière. Le couturier Sian Mooney et l'écrivain Michel Déon parleront d'une mode qui, après nous avoir donné le tweed et le chapeau melou, nous a envoyé John Galliano on Alexander McQueen, Jean-Marie Bergmann, directeur de la Chambre de commerce franco-britannique de Londres, Olivier Gaudin, un jeune chercheur émigré nutre-Manche, et le designer Terence Conran participeront également à l'émission. - (Corresp.)

mique et au faible taux de cbômage que connaît la Grande-Bretagne (32 %). Ils ne sont que très peu (10 %) à rendre hommage aux réalisations technologiques « mode in Great Britain » (10 %).

Mais les Anglais n'envisagent pas plus une éventuelle installatioo à Paris (17%) que les Français à Londres (18%). Et même si 68% des Britanniques estiment que le tunnel sous la Manche est « une bonne chose », ils sont 48 % à être « défavorobles » ou « plutôt défa-

déclarent simplement être « sans opinion » à ce sujet. Une indifférence toutefois tempérée par une certaine attirance pour les choix sociaux des socialistes français. 55 % de nos voisins estimeot alnsi possible une réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail eo Grande-Bretagne, et 30 % pensent que les droits des salariés sont mieux garantis en France que dans leur royaume.

Les femmes demeurent victimes

En Europe les écarts de salaires entre les sexes augmentent avec l'âge

viennent confirmer que les femmes ont toujours du mal à s'imposer sur le marché de l'emploi. En Europe, à

Deux études - l'une du BIT, l'autre d'Eurostat - travail égal, les disparités de salaires demeurent importantes, notamment au niveau des cadres. Les Scandinaves sont les moins défavorisées.

LE MARCHÉ du travail continue d'être dominé par des hommes. Plus les emplois sont élevés dans la hiérarchie des responsabilités et donc bien payés, plus les femmes en sont exclues. Telles sont les conclusions d'un rapport que vient de faire paraître le Bureau international du travail (BIT), basé à Ge-

Valable pour l'ensemble des pays du monde, le constat est inquiétant: « Aujourd'hui, les femmes représentent plus de 40 % de l'emploi mondial et ont gravi progressivement les échelons de lo hièrarchie des entreprises. Pourtant, leur port des postes de direction dépasse rarement 20 % (...) Diverses enquètes ont révêlé que, dons les plus grandes entreprises, la proportion de postes de pouvoir occupés par des femmes n'est que de 2 ou 3 % », écrivent les experts du BIT,

Bien entendu, ces observations doivent ensuite être nuancées pays par pays. Les Nations unies - dont dépend le Bureau international du travail - ont mis au point un indicateur de disparités sociologiques entre les sexes, qui mesure la participation des femmes à la vie de la communauté et leur accès aux prises de décisions dans des secteurs clés. C'est, par tradition et également par le biais d'une politique volontariste en la matière, dans les pays scandinaves (Norvège, Suède, Danemark, Finlande) que les femmes ont le plus de chances de gravir les échelons de la politique, de l'économie et du monde professionnel en général.

Mals on observe que des pays comme la France ou le Japon se situent, sur ce palmarès global, après Cuba, la Chine, le Costa Rica ou le Denis Hautin-Guiraut Botswana. Là aussi l'observation

appelle la nuance: en France, la proportion de femmes chefs de grandes entreprises est relativement élevée par rapport aux autres pays développés.

Le rapport du BIT identifie deux échelles de ségrégation : « horizontale » tout d'abord, avec des secteurs d'activité et des professions réservés aux femmes. Premier constat: « Les femmes ont souvent des emplois à temps partiel et temporoire, tandis que les hommes occupent plutôt les emplois stables et bien payés », selon le BIT.

Par ailleurs, les emplois équilibrés (où 40 à 60 % des employés sont du même sexe) sont extrêmement minoritaires sur le marché du travail. Autrement dit, il existe un profil d'emplois féminins bien marqué: les femmes occupent des emplois de services, avec d'importants sec-

Bruxelles vote contre la discrimination

Les ministres européens des affaires sociales ont adopté, lundi 15 décembre, une directive contre la discrimination sexuelle qui devra être mise en œuvre au plus tard au 1ª janvier 2001. Tous ceux qui s'estiment victimes de discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe pourront désormals mieux faire valoir leurs droits tant sur l'égalité des rémunérations que pour l'accès à l'emploi, la santé ou la sécurité. Le plaignant n'aura plus à prouver l'existence d'une discrimination. Il appartiendra à l'employeur de justifier la différence de traitement

devant les tribunaux.

teurs de prédilection comme le personnel infirmier et l'enseignement (comme c'est notamment le cas aux Etats-Unis).

Deuxieme axe: la « ségrégation verticale ». « Même dons les emplois o prédominonce féntinine, note le rapport du BIT, les hommes occupent généralement les postes o haut niveau de qualification, de responsabilité et de saloire. Dans l'enseignement par exemple, lo majorité des enseignants sont des femmes tandis que les directeurs sont des

En matière de ségrégation verticale, c'est toutefois la question du salaire qui demeure la plus sensible. Bien que cent-vingt-six pays aient signé la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes (qui date de 1951), ces dernières continuent d'être nettement défavorisées par rapport aux hommes, à qualification et quantité de travail fournie

D'après des chiffres publiés le 9 décembre par l'Office statistique européen (Eurostat), les revenus bruts horaires des femmes représentaient 84 % de ceux des hommes en Suède, 73 % en France et en Espagne et 64 % an Royaume-Uni.

Les experts d'Eurostat constatalent que les femmes cadres étaient particulièrement défavorisées par rapport à leurs homologues masculins, mais aussi que l'écart de salaires entre les sexes augmentait avec l'âge. Autrement dit, si l'on cherche un emploi bien rémunéré aujourd'hui en Europe, mieux vaut être un homme dans la force de l'age.

Lucas Delattre

12 77 3

444.97

Vous savez que depuis que vous avez décidé d'acheter une Astra votre voiture a pris 50% de sa valeur?

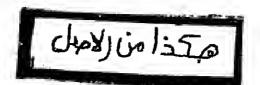
> Jusqu'au 31 décembre, pour l'achas d'une Asira neuve AM 98. le résecu Opel reprend votre ancienne voiture aux routs et conditions générales Argus (déduction faite des kilomètres excédentaires, trais de temise en etat et 15 % pour frais et charges professionnels) majores de 50 %. Ceste offre est non cumulable,

Le réseau Opel reprend votre voiture Argus* + 50% pour l'achat d'une Astra neuve super équipée.



réservée aux particuliers et uniquement sur véhicules en stock. Elle ne s'applique que sur les véhicules AM 94 et antérieures. d'une cylindrée et d'une puissance fiscale égales ou inférieures à celles du véhicule acheté. "Concessionnaires participant à l'opération. Modèle présenté avec jantes d'un design différent.





mes demeurent victimes ons sur le marché du travail ' Followers augmentent avec l'âge

de salaires demetrar a niveau des cadres. Le sa

2 con la compa

es posses

Seiz Dank

Carried to the

1

10000

With the same

200

Sec. 25.2

... Cier

.

Foreigner

7.4

FRANCE

PATRONAT L'assemblée générale du Conseil national du patronat fran-cais (CNPF) devait élire à la prési-dence de cette organisation, mardi 16 décembre, l'un de ses vice-prési-

Cette élection fait suite à la démisde la conférence du 10 octobre sur le

dents, Ernest-Antoine Seillière, prin-cipal dirigeant de la holding CGIP. salaires, l'emploi et la durée du tra-vail. • LA GESTION PARITAIRE du systeme de protection sociale est au cœur de la stratégie du CNPF, dont certains dirigeants avaient évoqué,

après la conférence du 10 octobre, le retrait des organismes de Sécurité sociale. • DANS UN ENTRETIEN publié par le mensuel Passages, Denis Kessler, président de la commission

économique du CNPF, explique sa vision des rapports entre le patronat et le gouvernement. Il propose en outre une réforme du SMIC, qui aboutirait

Le CNPF désigne un président de « combat » contre les 35 heures

L'assemblée générale de l'organe dirigeant du patronat devait entériner, mardi, le choix de son conseil exécutif en faveur d'Ernest-Antoine Seillière, qui a fait du refus des 35 heures le cheval de bataille de sa campagne

ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE, le patron de la CGIP (Compagnie générale d'industries et de participation), doit officiellement, mardi 16 décembre, succéder à la tête du CNPF à Jean Gandois, démissionnaire, Ce demier avait claqué la porte le 13 octobre pour protester contre le projet gouvernemental sur les 35 heures.

Formellement, les grands électeurs de l'organisation patronale. soft 532 votants mandatés pour l'essentiel par les unions patronales locales et les branches professionnelles, qui composent l'assemblée générale du CNPF, ont le choix entre quatre postulants depuis le 16 novembre, date du dépôt des candidatures. Pour autant, l'élection de M. Seillière ne fait plus de doute depuis que le conseil exécutif, le gouvernement du CNPF, l'a désigné comme son

favori, le 1ª décembre. Pour prévenir toute contestatinn, parce que les statuts n'ont pas franchement été respectés l'assemblée générale aurait dû se réunir à la mi-janvier pour être conforme et pour laisser aux prétendants les moins connus les pagne, il a multiplié les propos de

deux mois théoriquement prévus pour faire campagne -, les quatre candidats unt eu quelques minutes pnur exposer leur programme, mardi matin, devant leurs électeurs, réunis dans un grand hôtel parisien.

Outre M. Seillière, Jean-Pierre Gérard, ancien industriel et membre du Conseil de la politique monétaire, et deux dirigeants de PME, le promoteur immobilier Dominique Lebel et l'iconoclaste consultante en organisation Marie-Thérèse Bertini, devalent prendre la parole. A la différence des organisations syndicales, qui jnuent depuis longtemps la carte de la transparence lors de leurs congrès, le CNPF a du mal à engager sa « perestroika », l'assemblée générale se déroulant à huis clos,

UNE LIGNE DE COMBAT

M. Seillière, qui s'est porté candidat après avoir reçu l'assurance qu'aucun autre « poids lourd » de l'organisation patronale ne se lancerait dans la course à la présidence, entend incarner une ligne

JE SAU PAU SI C'EST CE QU'ON FAIT DE MIEUX, DE SE METRE UN PATRON

« rupture », tant au sujet des projets gouvernementaux, au premier rang desquels le passage aux 35 heures, qu'à celui des pratiques de Porganisation patronale.

dn holding patrimonial des Wendel compte fournir de premiers signes de rénovation en livrant la composition de son équipe. Statutairement, le président du CNPF a

Porganisatinn patronale. Il a prévu d'y accroître, à cette occasion, la représentation des entrepreneurs

Ponr autant, l'équipe rapprochée sur laquelle cnmpte s'appuyer M. Seillière est, pour l'essentiel connue. Ainsi qu'il devrait l'annuncer officiellement, mardi après-midi, le nnuveau président du CNPF confiera à Bernard Calvet, le président de l'Union francaise des industries pétrnlières (UFIP), la vice-présidence déléguée de l'organisation patronale. Cette fonctinn nouvelle dans l'organigramme du CNPF a pour but de permettre à M. Seillière de conserver ses responsabilités à la CGIP, son entreprise.

COLLÉGIALITÉ

M. Seillière qui, dès l'annonce de sa candidature, avait indiqué son intention de travailler de manière collégiale, s'appuiera sur trois commissions.

La commission économique va rester entre les mains de M. Kessler qui sera, cette fois, le théoricien unique du CNPF, rôle que

des années 90. Aux institutions pa-

ritaires nationales, les libéraux

souhaitent substituer progressive-

ment des régimes de protection

sociale dont la gestion, qui pour-

rait associer les syndicats, serait

plus proche de l'entreprise et des

réalités économiques, qu'il s'agisse

des retraites avec les fonds de pen-

sion ou de la santé avec la fin du

monopole de l'assurance-maladie.

« En France, le pacte sociol o, en

sonnalités au conseil exécutif de M. Gandois nu le patron de Schneider, Didier Pineau-Valencienne, hii avaient parfnis disputé par le passé. La crimmission sociale changera de titulaire. M. Pineau-Valencienne, qui avait caressé l'idée de succéder à M. Gandois, doit laisser sa présidence à Genrges Jollès, ancien de chez Bidermann, brimme du sérail patronal.

Représentant, depuis 1995, le CNPF a la caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). M. Juliès sera en première ligne sur le dossier du paritarisme. M. Seillière a en effet annoncé publiquement, durant sa campagne, son intentinn de « mettre en questian » la gestion paritaire des caisses de Securité sociale, en estimant que « ces caisses ne sont contrôlées par personne, si ce n'est l'Etat qui fixe

Enfin, Pierre Bellon, le fondateur de la Sodexho, doit présider la commission des PME et de l'action territoriale, hissée au rang des deux autres grandes commissions. Pour satisfaire les aspirations de sa base, M. Seillière a choisl un provincial - M. Bellon est marseillais d'origine -, qui a créé son groupe et qui est par ailleurs un vieux routier de l'organisation patronale. M. Bellon, qui fut très proche de Jean-Louis Giral, s'était finalement rallié à la candidature de Jean Gandois en

Ce triumvirat sera ainsi chargé d'appliquer la redéfinition des missions du CNPF que souhaite M. Seillière. Le nouveau président du CNPF a plusieurs fols indiqué qu'il comptait recentrer l'organisation patronale sur l'entreprise, renforcer son rôle de réflexion et de lobbying, rééquilibrer son action économique négligée, selon lui, au profit des négociations sociales.

M. Seillière, qui souhaite que le CNPF ne parle pas au nom des entreprises, mais devienne leur porte-voix, entend également rompre la pratique du tête-à-tête avec les pouvoirs publics. L'avenir dira comment le nnuvel attelage à la tête de l'organisation patronale fera du CNPF une organisation « plus modeste » sans lui ôter ce qu'il reste de sa raison d'être.

Jean-Michel Bezat

Le paritarisme, dernière cible des employeurs en lutte contre l'Etat

LE PATRONAT a onvert la pouvoirs, comme l'assurance-chôchasse au paritarisme, une espèce qui fait l'originalité du paysage social français depuis cinquante ans, mais qui est menacée d'extinction

Le CNPF-pourra montrer, en 1998, sa détermination

à « reprofiler » la protection sociale

lente. L'exercice n'est pas nouveau, mais la démission de Jean Gandois, le 13 octobre, a réveillé les ardeurs « chasseresses » d'une partie du patronat. Avant même d'avoir succédé à M. Gandois, Ernest-Antoine Scillière a sooné le rappel en affirmant qu'il « refuserait de cautionner toute gestion paritaire qui amenerait à un sou de cotisation de plus ». La majorité des responsables patronaux ne souhaite pas un désengagement pur et simple des caisses de retraite on de l'assurance-chômage, mais elle réclame à tout le moins

Le CNPF ne mêle cependant pas tous les régimes de protection sociale dans le même opprobre... Dans le paritarisme, il y a le «par» et l'«impur». Les véritables régimes paritaires ont été créés à l'initiative des partenaires sociaux, où ils disposent de réels

mage mise en place en 1958, l'Agirc et l'Arro, qui gèrent la retraite complémentaire des salariés depuis 1947 et 1962, sans oublier la formation professionnelle (1971). A l'inverse, dans les calsses de Sé-curité sociale, la gestion tripartite Etat-patronat-syndicats n'est, pour le CNPF, que le « faux nez » du pouvoir discrétionnaire de l'Etat, encore renforcé par le plan Juppé. Ces dernières semaines, le patronat a adresse plusieurs avertissements an gouvernement.

LÉGITIMITÉS MINÉES

Il a claqué la purte de la commission des accidents du travail pour protester contre le refus du gouvernement de réduire les cotisations - refus justifié au regard des charges indues que les «AT» font peser sur la branche maladie en raison d'une sous-déclaration systématique des maladies professionnelles. De son côté. Francis Bazile, vice-président (CNPF) de la Caisse nationale d'assurance-vicillesse, a prévenu qu'il n'acceptera pas d'augmentation de la cotisation patronale envisagée par le gouvernement. Enfin, les délégations patronales dans les caisses de « Sécu », qui ont toutes rendu un avis négatif sur le projet de lni sur les 35 heures, se sont déclarées « stu-

décidé de ne pas compenser intégralement à la Sécurité sociale les abattements de charges accordés aux entreprises réduisant la durée Pour l'heure, les régimes pari-

taires ont encore une espérance de vie sans doute appréciable, même si la légitimité des partenaires sociaux est minée de toutes parts: faible représentativité encore LE « YALTA » SOCIAL DE 1945 confirmée lors des dernières prud'homales, fiscalisation croissante du financement de la protection sociale à travers la CSG, intervention systématique de l'Etat lors des crises financières de l'Unedic, pressions du marché dans les domaines de la retraite et de la santé.

En outre, le patronat peut difficilement se désengager d'un système qui pèse 1 600 milliards de francs (régime des salariés, Unedic, retraites complémentaires), et dont les entreprises financent plus de la moitié.

Plusieurs rendez-vous pourraient montrer, en 1998, la détermination du CNPF à « reprofiler » la protection sociale. Ainsi, il devrait s'opposer à l'extension de l'allocation de remplacement pour l'emploi - dispositif de préretraite contre embauche financé par l'Unedic - à de nouvelles catégories de salariés âgés. A l'assurancevieillesse, il se battra contre tout surcroît de recettes, même si la co-

tisation patronale n'a pas augmen-

té depuis 1979. Dans l'assurancemaladie, il va réexaminer sa présence puisqu'en juin 1995, en désignant un nonveau vice-président à la Cnamts, le CNPF s'était donné trois ans pour se prononcer şur un maintien définitif au sein de la plus importante des caisses de Sécurité sociale:

Les régimes paritaires, notamment les caisses de retraite complémentaire, out longtemps constitué une sphère vraiment autonome par rapport à l'Etat dans le champ social et permis au patronat d'affirmer son pouvoir et de faire pièce à la « démocratie sociale » qui prévalait, selon lui, dans les caisses de Sécurité sociale. Les temps unt changé. L'aile la plus libérale du CNPF, qui plaide pour que la régulation des rapports salariés-employeurs passe davantage par les lois du marché, a pris un poids considérable dans l'insti-

définitive, consacré lo non-inclusion des syndicots dans les domaines économiques et une formidoble in-

tégratian de ceux-ci dans le domoine social », analysait Denis Kessler, vice-président du CNPF. iors d'un récent collingue. Sans marquer la fin de ce « Yalta » qui, en 1945, a cnnfié la gestion des grands risques sociaux aux partenaires sociaux sans leur donner de polds dans l'entreprise, l'élection de M. Seillière pourrait représenter un tournant.

Denis Kessler propose de réformer le SMIC

péfaites » que le gouvernement ait

économique du CNPF, Denis Kessler qualifie de « coup de force de l'Etat administratif français contre la société civile et sa représentation sociale » l'annonce faite, le 10 oc-tobre, par Lionel Jospin, du pas-sage aux 35 heures en l'an 2000. Dans un long entretien au mensuel Passages, à paraître le 22 décembre, M. Kessler, qui faisait partie, avec Jean Gandois et Didier Pineau-Valencienne, de la délégation du CNPF à la conférence du 10 octobre, affirme qu' « Il n'y a pas crise entre le CNPF et les syndicats ouvriers », mais qu' « il y a crise entre

le patronat et le gouvernement ». Le directeur général du groupe d'assurances AXA estime que les 35 heures, « présentées comme une conquête sociale », ne sont pas « le fruit d'un grand mouvement social ». « C'est une mesure politique, imposée de l'extérieur aux partenaires sociaux, et en particulier au patronat », affirme-t-il. Une loi, poursuit-il, est «touiours l'obiet d'un débat politique ». « En recourant à lo loi, on ne peut que politiser

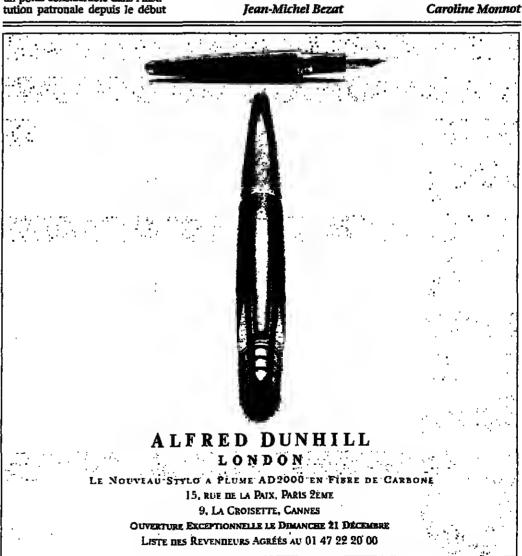
les relations sociales et salariales », déclare le vice-président du conseil exécutif du CNPF. Assurant que « le retour au plein emploi passe par une autre approche», M. Kessler estime qu'« il faut donner la priorité à l'accumulation sur la répartition ». Il appelle à « une réforme de l'Etat-providence » et déplore que, « plutôt que d'anticiper l'avenir, lo société française se consacre à la rêparation d'un modèle économique et social déjà dépassé ».

« AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ »

Evoquant le SMIC, le président de la commission économique du CNPF plaide pour une « distinction » entre salaire et revenu. Le salaire, indique M. Kessler, représente la productivité marginale des individus. «La notion qu'il faut faire occepter, c'est qu'il n'y o oucune vision normative des solaires. oucune raison de dire qu'ils sont. trop hauts ou trop bas », soutient-il. «La vroie question, estime M. Kessler, n'est pas l'augmentation des salaires, mais l'augmentation de lo productivité. »

comme dans la plupart des pays, les salaires s'équilibrer, natamment paur le travail mains qualifié », souligne encore M. Kessler. « Cela ne veut pas dire baisser le revenu des smicards », indique-t-il. Il propose donc de « compléter, une fois qu'ils ont reçu leur salaire, leur revenu, de foçon qu'ils oient un revenu égal à celui du SMIC ». A qui la responsablité de compléter ce revenn incomberait-elle? A l'Etat, snus-entend M. Kessler, puisqu' « il est possible de compléter un salaire par une politique fiscale au par une palitique de transferts

SOCIOUX ». « Avons une politique de revenus. conclut le thénricien dn CNPF pour les questions économiques. mois loissons, d'une monière ou d'une outre, lo politique salariale suivre l'évolution du marché ! Autrement, c'est le marché qui se venge, et lorsque le marché se venge, cela veut dire chômage. > Pour M. Kessler, en cette fin de siècle, «l'ambitian nationale est plus que



jamais économique ».

cau Opel

id votre voiture

= 50 pour

e d'une Astra

La Cour de cassation confirme la condamnation Deux services de Bercy d'Henri Emmanuelli dans l'affaire Urba

Le président de la commission des finances va être déchu de ses mandats

rejeté, mardi 16 décembre, le pourvoi formé par

Henri Emmanuelli contre l'arrêt de la cour d'ap- 30 000 francs d'amende et deux ans de privation donc devenue définitive et exécutoire.

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mardi 16 décembre, le pouvoi formé par rejeté, mardi 16 décembre, le pouvoi formé par 1996, à dix-huit mois de prison avec sursis, BLE. La condamnation de M. Emmanuelli est

LA CHAMBRE criminelle de la Cour de cassation, présidée par Hector Milleville, a rejeté tous les pourvois des prévenus dans l'affaire URBA-SAGES-BLE, Henri Emmanuelli, Jean-Jacques Gastebois, Jean-Louis Claustres, Gérard Vourcb, Micbele Deveze, Alain Pillas, Christian Lucon, Pierre Villa, Jean-Pierre Barth et Gérard conclusions de l'avocat général, René Amiel qui, le 11 décembre. avait réclamé une annulation de la condamnadon du député, estimant que la condamnation de l'ex-trésorier du Parti socialiste était insuffisamment modvée. Il rejoignait alusi la plaidoirie de M° Alain Monod, avocat de M. Emmanuelli. M^e Monod avait aussi estimé que la privadon des droits civiques pour deux ans aurait dù être motivée. La cour ne l'a pas sulvi sur ce point en estimant qu'« aucune disposition légole n'impose aux juges de motiver une peine autre qu'un emprisonnement

va avoir pour effet à court terme

électifs d'Henri Emmanuelli qui était député des Landes - et président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale – et président du conseil général de ce département. Dans un délai d'une semaine, la Cour de Cassation doit notifier sa décision au garde des sceaux qui la transmet au Conseil constitutionnel. Celui-Monate. Elle n'a pas suivi les cl dipose d'une petite semaine pour notifier au président de l'Assemblée nationale la décbéance du mandat de député que l'ancien premier secrétaire du PS détenait depuis 1986. M. Emmanuelli avalt été réélu le 1º juin avec 60,93 % des suffrages. Le 8 février, il avait été désigné comme tête de liste pour les élections régionales dans le département des Landes et était pressenti pour briguer, en cas de victoire de la gauche, la présidence de la région Aquitaine. Le 13 mars 1996, lorsque la cour d'appel de Rennes avait condamné l'ancien trésorler du PS à dixhuit mois de prison avec sursis, 30 000 francs d'amende et deux

ans de privation des droits ci-

viques, Lionel Jospin, alors pre-

rompu une réunion du bureau nadonal pour tenir, avec M. Emmanuelli, une conférence de presse. M. Jospin avait évoqué une « décision inique » qui, avaitil souligné, « nous o stupéfoit et blesse ». Tandis qu'après avoir bésité, M. Emmanuelli décidait de se pourvoir en cassation, le PS avait lancé une campagne nadonale de soutien au député des Landes, avec l'objectif de recueillir un million de signatures. Le PS, avait assuré M. Jospin, « ne conteste pas lo justice, il demande lo justice ». Cette campagne n'avait pas fait l'unanimité au sein du PS et, à la date du 10 mai, elle n'avait recueilli que 70 000 signatures. Le comité de souden qui devait rassembler des personnalités des arts et des spectacles n'avait jamais vu le jour et le sénateur PS Philippe Labeyrie, maire de Mont-de-Marsan, avait estimé que « le PS ne bauge pas assez (...) pour oider l'un

D'autres responsables socialistes jugealent que le PS prenait le risque de braquer les magistrats de la Cour de Cassadon en lanune décision de justice ; un certain nombre de fédérations n'avaient pas relayé la pédtion. Tout en mettant *de facto* cette campagne en veilleuse, M. Jospin avait pris soin d'associer M. Emmanuelli, auquel il avait succédé au poste de premier secrétaire en octobre 1995, aux travaux du PS. Il l'avait ainsi cbargé d'animer la convention nadonale qui s'était tenue en décembre 1996 sur la politique économique. M. Emmanuelli s'était toutefois singularisé en affirmant baut et fort, mais sans en faire un amendement au projet, que la parité entre le franc et le mark « ne saurait être érigée en dagme ». Il s'était, sur ce point, opposé à M. Jospin. Lors du dernier congrès du PS à Brest, M. Emmanuelli n'avait retrouvé que quinze places au conseil national, au lieu de 43 à l'issue du congrès de Liévin, en novembre 1994. Au bureau national, les emmanuellistes sont au nombre de quatre. L'un de ses amis, Jean Glavany, est chargé de l'emploi au se-

Michel Noblecourt

devront préparer une réforme fiscale

Nomination d'un nouveau directeur des impôts

MINISTRE de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn avait annoncé qu'il engagerait une réforme de la « forteresse Bercy ». Il va en donner le coup d'envoi en commençant par un premier secteur-clé dont il a la charge, celui des impôts. Changement d'homme, changement de méthode de travail des grandes directions du ministère : une cascade de décisions devraient intervenir dans les prochains jours, témoignant de cette volonté mo-

Première décision : le ministre a d'abord choisi, comme on le pressentait, de nommer un nouvean directeur général des impôts. Jean-Pascal Beaufret devrait, comme prévu, être nommé à ce poste par le conseil des ministres du mercredi 17 décembre (Le Mande du 13 décembre), en remplacement d'André Barilari, qui va devenir inspecteur général des finances. A elle seule, cette décision est symbolique. Ancien chef de service à la direction du Trésor, M. Beaufret, après plusieurs années de disgrâce, se voit promu à un poste stratégique: c'est le signe qu'une période de mutation va s'ouvrir. La direction générale des impôts est la plus grande direction du ministère: elle regroupe 80 000 agents sur les 176 000 qui dépendent de

FAIRE JOUER LES SYNERGIES La comination de M. Beaufret ira de pair avec me réforme des habitudes de travail de la maison. Les grandes directions de Bercy ont, en effet, la réputation d'être souvent en compétition entre elles et de ne pas travalller en commun. Lors de son arrivée, M. Strauss-Kahn avait donc expliqué que l'un de ses projets était de faire jouer les synergies entre les compétences multiples de son grand ministère.

Le premier point d'application va donc en être trouvé avec l'administration qui s'occupe des sujets fiscaux. Au cours de ces dernières années, les questions de fiscalité étaient, en effet, au ministère, de la compétence, en amont, du service de la législation fiscale (SLF), chargé de la conception des réformes. et. en aval. de la direction générale des impôts (DGI), chargée du recouvrement et du contrôle. Sans aller jusqu'à la fusion DGI-SLF. M. Strauss-Kahn devrait annoncer un rapprochement des deux enti-

Un rapprochement sera opéré

entre la direction des impôts et le service de législation sous la houlette de M. Beaufret avec l'appui de Patrice Forget, le patron du SLF. A peine installé, ce tandem devrait être chargé d'une mission particulière délicate : élaborer dans un délai de trois à quatre mois des propositions de réforme fiscale, en prévision de la préparation du projet de loi de finances pour 1999. Trois pistes devront être explorées : la fiscalité locale, la fiscalité du patrimoine et des successions. et la fiscalité écologique. Les responsables de ce comité devraient. toutefois, se voir confirmer que leurs réflexions devront se dérouler dans un cadre strictement délimi-

Convergence sur l'ISF

Les biens professionnels doivent-ils être en compte dans l'assiette de l'impôt sur la fortune? Dans un entretien publié par Les Echos mardi 16 décembre, le rapporteur général du budget à PAssemblée nationale, Didier Migaud, répond par l'affirmative: « Ce sera l'objet de la discussion du début de l'année, dit-il, puisque le gouvernement nous a proposé de réserver l'examen de la fiscalité du patrimoine et de la fiscalité locale à la prochaine loi de finances. En matière d'ISF, je pense que le statu quo n'est pas bon. La piste de l'élargissement de l'assiette et d'une éventuelle réduction des taux est une bonne base de discussion. »

276 .

. .

 $D \in \mathcal{F}_{\mathcal{F}}$

.

L'industriel François Pinauit, proche de Jacques Chirac, a luimême admis récemment qu'il n'était pas opposé à une réforme combinant un élargissement de l'assiette à une balsse des taux d'imposition (Le Monde du 5 décembre). Pour l'instant, les biens professionnels, les-œuvres-d'art et, partiellement, les forêts sont

. té: toute réforme devra être concue à prélèvement constant. En clair, aucune proposition ne devra conduire à un relevement des lin-

Le choix d'un nouveau directeur général des impôts, disposant de pouvoirs renforcés, a donc valeur de symbole : pour le gouvernement, la question de la réforme fiscale sera l'une des grandes priorités économiques de l'année 1998.

Laurent Mauduit

300 cheminots de FO quittent leur confédération

syndicaux au lendemain des élections prud'homales se font sentir. Lundi 15 décembre, trois cents cheminots de Force ouvrière ont annoncé leur départ de la confédération de Marc Blondel et, dans la foulée, la création d'un Syndicat national des personnels et exécution (SNPE) des chemins de fer et annexes. Ce syndicat a aussitôt demandé son adhésion à l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), dirigée par Alain Olive. Gilles Vaucouleur, ex-responsable FO de la région Paris-Est, démis le 9 décembre de tous ses mandats par la fédération FO des cheminots, a expliqué, au cours d'une conférence de presse au siège de l'UNSA, les raisons de cette rupture par « une longue série de désoccords avec la confédé-

ration FO ». Partisan de Jacques Mairé, patron de l'union départementale de Paris et rival malchanceux de M. Biondel lors du 18º congrès de FO eo février 1996, M. Vaucouleur a décidé d'entrer en dissidence après le refus des emplois-jeunes à la SNCF par sa fédération en septembre. Rejetant « la conceptian d'une démorche syndicole protestatoire, envelappée d'un discours révolutionnaire » qui abandonne « le terrain du paritarisme et la négociation collective », il a mis en cause la mainmise de la « minorité

LES PREMIERS craquements trotskiste » du Parti des travailleurs sur FO. Il a aussi dénoncé « lo politisation por des ovant-gardes soi-disont écloirées ».

Au sein de l'UNSA, M. Vaucouleur va retrouver la FMC, qui regroupe des agents de maîtrise et cadres de la SNCF et qui a recueilli 11 % des voix aux élections de délégués dn personnel de mars 1996. Le SNPE entend se présenter aux élections professionnelles à la SNCF en février et mars 1998, et représenter « le syndicolisme non protestataire » au niveau des personnels d'exécution. Une dizaine de cheminots CFTC de la région Paris-Est ont aussi quitté leur fédération pour rejoindre le SNPE.

Aussitôt qualifié de « coup médiatique » par M. Blondel, ce départ est, selon M. Vaucouleur, « le début d'une langue série », car « la réflexion » des opposants internes à FO «aboutira un jour au l'outre ». Le S décembre, M. Blondel a convoqué M. Mairé. Une menace de mise sous tutelle plane sur son organisation. Ayant respecté la trève pendant les prud'homales, les militants opposés à M. Blondel ont l'intention de relancer leur journal, Syndiqués, et d'ouvrir un grand débat sur le syndicalisme, à l'intérieur ou à l'extérieur de FO, suivant le sort qui

Alain Beuve-Mérv



eau directeur des ing

Convergence with

profession and the second

TOTAL PRODUCTION

THE PART OF

C. 16.50.50

all where

T. TORTHE

2332

"" 严雄。"

100 W 252

一分下 3 4厘元度

1 1 Car

Target State

2 242

Committee (ag)

CONTRACTOR

1.000

一日 日本の日本

A Land Mark & Comme

Les députés ont adopté les dispositions nouvelles sur l'ouverture du droit d'asile

Le vote sur l'ensemble du projet de loi sur l'immigration est prevu mercredi

Les députés ont adopté, dans la nuit du lundi 15 d'asile. Les tensions, encore perceptibles le matin na mardi 16 décembre, les artides du projet de loi même et qui avaient amené le ministre à demander la réserve de plusieurs votes, ont laissé place à un débat juridique passionné, mais serein. Initiale-ment fixé au mardi 16 décembre, le vote sur l'en-

L'ÉVOCATION d'une grande le ministre de l'intérieur, une percause nationale engageant la réputation de la France, « pays des droits de l'homme », suffirait-elle à adoucir les mœurs parlementaires ? On a pu le penser, dans la nuit du hındi 15 an mardi 16 décembre, au moment où les députés examinaient les dispositions du projet de loi Chevenement destinées à élargir l'accès au droit d'asile. Tout au long de la soirée, une controverse juri-dique passionnée mais polie a été rythmée, depuis le perchoir, par un Laurent Fabius visiblement décidé à gommer l'image d'une Assemblée

empêtrée dans une discussion aussi

opaque qu'interminable. Cette soirée a débuté à front renversé, la droite accusant la majorité d'amalgamer immigration et droit d'asile dans un même texte, au risque, selon Richard Cazenave (RPR, isère), de galvander le caractère « sacré » de l'asile. A l'inverse, Robert Pandrand (RPR, Seine-Saint-Denis) s'est félicité de ce mélange, rappelant sa conviction selon laquelle l'asile est un canal d'immigration irrégulière, ainsi que sa crainte d'un afflux d'Algériens. Le débat de fond s'est engagé après que le rapporteur de la commission des lois, Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), eut rappelé que le texte, à l'inverse de la loi Pasqua de 1993, visait à dissocier asile et immigra-

L'opposition a affirmé sa crainte d'une inflation des flux de réfugiés et des recours contentieux, liée à l'affichage de deux nouvelles voies d'asile, ainsi que son profond scepticisme quant à la validité du montage juridique retenu: Nicole Catala (RPR, Paris) s'est inquiétée de la « jonction » opérée entre l'asile classique - au titre de la convention de Genève - et l'aslle territorial, accordé de façon discrétionnaire par

sonne déboutée par l'Ofpra pouvant être « repêchée » par le ministre. « Ce système va attirer en France de nombreux demandeurs d'asile », a averti M= Catala. « Une chance au grattage, une autre ou ti-

rage », entendait-on à droite. Se posant en défenseur de la convention de Genève, Henri Piagnol (UDF, Val-de-Mame) s'est insurgé contre l'utilisation de l'asile constitutionnel comme voie d'appel pour les déboutés. Mais au concours de la plus belle « faille juridique ». Pierre Mazeaud (RPR. Haute-Savole) a devancé tous ses

étrangers vont avoir à interpréter lo Constitution au nom du peuple français », a tempêté le juriste, sans toutefois emporter la conviction du ministre, ni de tous ses amis poli-

Le frisson constitutionnel passé, l'Assemblée s'est employée à définir la notion de « combattants de la liberté », auxquels le projet de loi promet l'asile. « Notion firmeuse ». « terrible ambiguité », « entorse au droit européen », « leurre », « signe donné oux Algériens », a grondé l'opposition, avant que Jean-Pierre Chevenement ne tente de la rassurer en confiant sa définition des

Prolongation du délai de rétention

La prolongation de la rétention administrative de dix à douze jours, mesure la plus répressive du projet, n'a pas permis le jeu à front renversé attendu par le gouvernement. Jean-Pierre Chevènement s'était pourtant montré inflexible face à la majorité, se prononçant contre l'amendement de Patrick Braouezec (PC, Seine-Saint-Denis), défendu par Yann Gallut (PS, Cher), visant à instaurer un contrôle des sites de

De même avait-il sévèrement encadré les amendements de la commission des lois rendant publics l'identité, la date et les lieux de rétention, ainsi que la possibilité d'être assisté d'un avocat. La suppression simultanée d'une disposition de la loi Debré empéchant les juges de remettre un sans-papiers en liberté en cas d'irrégularité de procédure, rendait son texte « équilibré », assurait-il... « Une goutte sécuritoire dans un ocean de lacisme », a répliqué Patrick Offier (RPR, Hautes-Alpes). Socialistes et communistes ont voté pour, la droite contre.

collègues. Montant solennellement à la tribune, il s'est dit convaincu de l'inconstitutionnalité du dispositif gouvernemental. Selon lui, le fait qu'un représentant du Haut Comité des Nations unies pour les réfugiés (HCR), potentiellement de nationalité étrangère, siège à la Commission de recours des réfuglés devrait l'empêcher de statuer en matière d'asile constitutionnel. « Pour lo première fois, des juges

« combattants de la liberté » : « Des hommes et des femmes d'élite », nécessairement en « petit nombre ». L'asile, « grande tradition française, doit être respectée et valorisée dans les décennies à venir », a déclaré le ministre, s'exprimant de la tribune dans un silence inhabituel. Les «combattants » en question devrout avoir lutté « pour lo construction d'un Etat où règne la loi, a indiqué M. Chevènement. C'est ainsi

France à l'universalité, (qui) se manifeste à lo fois par l'idéal républicain (...) et par l'aide que nous devons apporter o la construction de l'Etat de droit dons le monde en-

semble du texte pourrait intervenir le lendemain.

Le ministre a également donné une définition restrictive des bénéficiaires de l'asile territorial: « Des hommes ou femmes traqués illégalement, victimes de tentatives d'assassinat, personnes engagées oux côtés de la France par leur métier ou leur activité ortistique et menacées pour cette raison. » L'Assemblée a adopté un amendement défeodu par Christophe Caresche (PS, Paris), qui soumet l'asile territorial à des canditions compatibles avec les intérêts du pays », ainsi qu'une autre précision, apportée par Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle) exigeant la consultation du ministre des affaires étrangères.

Ainsl achevée, la « nnit de l'asile » a laissé à certains de ses protagonistes le souvenir d'un débat assez vain, puisque sans effet notable sur le texte gouvernemental, mais baignant dans un climat de sérénité retrouvée. La journée avait en effet commencé dans un contexte de tension. Assailli d'amendements hostiles alors que les bancs de la majorité étaient encore terriblement déserts, le mioistre de l'intérieur avait été contraint de réserver le vore sur plusieurs articles de son texte. Dans la soirée, les députés se sont donc prononcés par un seul vote - 85 voix contre 38 - sur quatre articles du projet de loi, concernant notamment l'assouplissement des conditions du regroupement familial et l'augmentation de la durée de rétention administrative.

Philippe Bernard

Union PS-PCF dans le Nord et division dans le Gard

LE PARTI SOCIALISTE a présenté, lundi 15 décembre, une liste in-dépendante dans le Gard, après avoir refusé que Pierre Blotin, numé-ro deux du PCF, ne conduise une liste commune de gauche. M. Blotin avait proposé en vain, le 12 décembre, que la liste soit conduite par le maire (PCF) de Nîmes, Alain Clary. Conduite par Guy Roca, maire de Vauvert, la liste socialiste espère « obtenir cinq ou six élus » dans le Gard, contre quatre sur dix-huit en 1992.

De son côté, la secrétaire de la fédération communiste du Nord, Annick Mattighello, a indiqué, le 13 décembre, à la présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, que le PCF avait choisi de faire liste commune avec le PS dans le Nord pour les élections régionales, contrairement à ce que sa fédération et la direction du PCF avait annoncé. « On sait que lo majorite régionole de gauche repose sur des bases fragiles », explique cette procbe de Robert Hue, en indiquant que le PCF se veut « résolument constructif ».

DÉPÊCHES

■ PRÉFETS: le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, devait recevoir les préfets, mardi 16 décembre, pour faire le bilan de ses actions en matière d'immigration et de sécurité et pour présenter ses projets en matière d'intercommunalité. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, devait faire venir les recteurs pour évoquer la lutte contre la violence scolaire et la relance des constructions universitaires. Emile Zuccarelli devait présenter la réforme de l'Etat.

■ CHÔMEURS: plusieurs agences des Assedic des Bouches-du-Rhône sont occupées, depuis le jeudi 11 décembre, par des chômeurs, qui réclament le versement d'une prime de Noël de 3 000 francs. L'on passe, 55 000 personnes ovaient obtenu, dons les Bouches-du-Rhône, une prime de 1 500 francs, olors que, cette onnée, elle nous est refusée », assure le comité des chômeurs. L'agence de Lonent, dans le Morbihan, est aussi occupée par une quarantaine de chômeurs de-

■ IMMIGRATION: près d'un millier de personnes ont manifesté, lundi 15 décembre à Carpentras, à l'appel de la fédération RPR de Vaucluse, contre les projets de loi sur la nationalité et l'immigration. L'UDF s'était jointe à cette manifestation. Le Front national a qualifié cette manifestation de « monœuvre pour récupérer les électeurs ».

■ VICHY: Alain Jappé affirme, dans un entretien publié mardi 16 décembre par France-Soir, être « en pleine hormonie avec Jocques Chirac » à propos de la signification du procès de Maurice Papon. « Il y o eu en France des héros et aussi des solouds (...). Il faut les juger », ajoute l'ancien premier ministre.

■ PRUD'HOMMES: la Fédération nationale entreprise moderne et libertés revendique deux autres élus aux élections prud'homales du 10 décembre, dans le collège employeurs. Ceux-ci se sont présentés comme patrons indépendants à Nancy. Cela fait donc au total huit elus de ce satellite du Front national dans le collège employeurs (Le

■ MANIFESTE: une trentaine de jeunes intellectuels, dont Delphine Gardey, la présidente du club Merleau-Ponty, et des représentants de l'aile gauche des Verts, comme le sociologue Philippe Corcuff, ont décidé, le 13 décembre, de rejoindre la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Dans un manifeste intitulé « Pourquol nous nous liguons? », ces intellectuels, qui se réclament d'une « sensibilité écologiste, libertalre et radicolement sociol-démocrate », souhaiteot « aiguillonner [la] nouvelle organisation qui vo succéder à la LCR »,

Asile « constitutionnel » et asile « territorial »

LA RÉFORME dn droit d'asile, contenue dans le projet de loi Chevènement, va-t-elle simplement rétablir la tradition française de l'accueil; comme le gouvernement le prétend? Risque-t-elle, au contraire, d'ouvrir les frontières à un flot de réfugiés, voire à une immigration incontrôlée, comme l'opposition en brandit la menace ? Au-delà des intentions généreuses et des cris d'orfraie, tout porte à croire que les conséquences concrètes du nouveau texte seront réduites et que le nombre d'étrangers bénéficiant des nouvelles formes de protection sera limité, dans un contexte général de net reflux du nombre de demandeurs d'asile (17 405 demandes et 19,6 % de décisions positives en 1996, contre 61 000 demandes, dont 28 % ont été acceptées, lors du « pic » de

Pourtant, en instituant deux nouvelles voies juridiques menant à cette protection, le texte d'aujourd'hui semble en élargir l'accès. A côté du statut de réfugié – prévu par la convention de Genève de 1951 et traditionnellement reconnu en France par l'Office de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) ou, en appel, par la Commission de recours des réfagiés (CRR) -, la future loi donne à ces mêmes instances le pouvoir d'accorder la protection de la France à un étranger persécuté « en raison de son oction en faveur de lo liberté », expression tirée du préambule de la Constitution de 1946. En outre, le texte confie au ministre de l'intérieur le pouvoir d'accorder l'« asile territorial » à un étranger établissant que « sa vie ou so liberté » est menacée dans son pays ou qu'il y serait exposé à des traitements inhumains ou dégra-

En réalité, ancune de ces deux possibilités n'est réellement nouvelle puisqu'elles sont prévues par les textes de haute valeur juridique que sont la Constitution et la convention européenne des droits de l'homme. Leur consécration dans une loi traitant spécifiquement du droit d'asile va leur conférer une force nouvelle, mais jusqu'à quel point? La volonté affichée par le gouvernement consiste à « contrebalancer » la jurisprudence du Conseil d'Etat, qui, depuis 1983, refuse l'asile aux étrangers persécutés par une autorité autre que l'Etat dont ils sont ressortissants. INTERPRÉTATION RESTRICTIVE

Cette interprétation restrictive, combattue par le Haut Comité des Nations unies ponr les réfugiés (HCR), n'est pas remise en question par le projet. C'est elle qui justifie la

plupart des refus de protection opposés aux Algériens victimes des islamistes. Seuls ceux qui parviennent à apporter la preuve que l'Etat a « encouragé ou toléré » leurs persécutions – par exemple lorsque la police, sollicitée, ne leur a pas prêté secours - peuvent obtenir le statut de réfugié. Résultat, en 1996, sur 1 080 demandes algériennes examinées, seules 49 ont donné lieu à une décision positive, soit 4,5 %.

Plutôt que de lever par la loi les

La galerie de Pekin **EXCEPTIONNEL** provenance Chine, Japon. Pierres dures travaillées, Lapis, Coraux,

Jade, Turquoise, Rubis. ACHATS - VENTES Expertise sur rendez-vous **2** 01 53 76 20 51

10, avenue Matignon 75008 PARIS Galerie ouverte du lundi su samedi de 10h30 à 13h et de 15h à 19h30.

d'Etat, ainsi que le réclament le HCR et les associations comme Amnesty International et France terre d'asile, le gouvernement préfère contourner l'obstacle en affichant la création de deux voies parallèles d'accès à l'asile. L'asile

« constitutionnel », innovation la plus spectaculaire, exige du demandeur une attitude active, ce qui, indique-t-on à l'Ofpra, ne peut concerner que quelques dizaines de cas par an. La phipart des demandeurs d'asile algériens, ajoute-t-on à l'Office, fuient un climat général d'insécurité; sculs les journalistes et quelques artistes qui défendent la langue française penvent être considérés comme des « combattants » de la liberté. Au reste, depuis 1993, date de la révision constitntionnelle qui avait associé François Mitterrand et Edouard Balladur, seules deux demandes de ce type sont parvenues jusqu'au

toutes deux. La loi va résoudre les obstacles de procédure soulevés par ces deux arrêts, mais elle ne résoudra pas la difficulté majeure tenant à la définition du mot « liberté». Le ministre de l'intérieur a déjà balisé le terrain

Conseil d'Etat, qui a les a rejetées

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kjosques) offre un dossier complet sur :

"La représentation politique"

Envoyer 60 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en specifiant le dossier demandé ou 220 F pour l'abornement arrusé. (60% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numero.

restrictions posées par le Conseil en parlant de liberté « républicoine ». A l'Ofpra, on n'imagine pas reconnaître, à ce titre, la liberté revendiquée par les talibans afghans ou les islamistes algériens, pour qui la liberté individuelle est entièrement soumise à la loi divine. Reste que l'asile « constitutionnel » va conduire l'Ofpra et la CRR à apprécier la légitimité d'une action en faveur de la liberté, autrement dit une activité politique, ce qui, théoriquement, n'est pas dans les cordes de ces institutions chargées de mettre eo œuvre la convention de Genève sur le plan juridique. Intellectuellement, c'est un beau cadeau, commente-t-on à l'Ofpra, mais, juridiquement, cela tient du chewing-gum qu'on essaie de décoller d'une chaussure et qui colle à

> AURON VOIU OIR DES AUTORITÉS L'asile dit « territorial » va probablement soulever moins de difficultés juridiques et dayantage d'espoir chez ceux qui cherchent refuge en France. Formellement, le projet consiste à inscrire dans la loi une pratique déjà mise en œuvre au bénéfice des ex-Yougoslaves et des Algériens : une simple autorisation de séjour et de travail accordée par le ministre de l'intérieur à des personnes dont la sécurité est menacée, mais qui ne souhaitent pas nécessairement invoquer la convention de Genève, symbole de rupture avec le pays d'origine.

> L'officialisation de cette procédure devrait faciliter les recours en cas de refus et, surtout, instaurer en France, à l'instar d'autres pays, un « statut B » de réfugié, nettement moins protecteur que la convention de Genève puisqu'il dépend du bon vouloir du gouvernement. L'opposition, qui y voit un « appel d'air », semble oublier que c'est Charles Pasqua qui, dans un télégramme circulaire du 22 décembre 1993, a demandé aux préfets d'« examiner avec attention et bienveillonce » les demandes émanant d'Algériens menacés. En quatre ans, ce texte n'a bénéficié qu'à 3 000 personnes. Son contenu n'a jamais été rendu pu-

Prix Bernier de l'Académie des Beaux-Arts Hervé Lacombe Les voies de l'opéra français au XIX siècle 396 p. **150 F** Cet essai vient à point pour nous donner de l'opéra français une vision synthétique. Gérard Condé, Le Monde Maintenant n'allez pas me dire que les voies de l'opéra français sont insondables. Luc Décygnes, Le Canard enchaîné La Musique

sécurité, recrutés par le ministère de l'intérieur dans le cadre du plan emplois-jeunes, font leurs débuts sur le terrain. Trente d'entre eux viennent

d'être affectés à Paris au service de protection et de sécurité du métro. ● FIN 1998, ils devraient être 8 250 à apporter leur renfort à la police nationale dans le cadre de ce disposi-

tif. Ils seront orientés prioritairement vers vingt-six departements jugés sensibles. • LA FORMATION offerte aux adjoints de sécurité a fait rebondir la polémique sur le dé-

sarmement des policiers municipaux. Ces demiers, qui multiplient les protestations, font valoir qu'ils n'ont pas de raison d'être désarmés si de jeunes recrues disposent d'une

arme. Les syndicats ont également émis des réserves. ● À L'ÉCOLE DE POLICE de Sens, Florence et Nouh envisagent de poursuivre leur carrière au sein de la police nationale.

Les adjoints de sécurité seront dirigés vers des départements difficiles

Recrutés par le ministère de l'intérieur dans le cadre du plan emplois-jeunes, ils seront 8 250 à la fin de 1998 à apporter leur renfort à la police nationale. Leur entrée en mission devrait coıncider avec la mise en œuvre, au printemps, des premiers contrats locaux de sécurité

destiné à faire reculer l'insécurité, au nom d'une meilleure adéquation entre la géographie criminelle et la répartition des forces de police, les adjoints de sécurité, recrutés dans le cadre du plan emplois-ieunes, font leurs débuts sur le terrain. Anciens policiers ou gendarmes-auxiliaires, les premiers membres d'un contingent qui devra atteindre le total de 8 250 personnes à la fin de l'année 1998, sont à pied d'œuvre. notamment à Paris, où trente d'entre eux ont été affectés, lundi 15 décembre, au Service de protection et de sécurité du métro (SPSM).

La direction centrale de la sécurité publique (DCSP), en charge de la formation et de l'affectation des ad-Joints, a d'ores et déjà établi un ordre de priorité, dont se dégage une liste de vingt-six départements jugés particulièrement sensibles. Ceux-ci devraient bénéficier d'environ 70 % des effectifs. Une vingtaine d'autres départements viennent en seconde position. Le reliquat est constitué des zones les plus tranquilles, selon les critères de délinquance et des violences urbaines retenus par la DCSP pour définir l'ordre des urgences.

Ce n'est qu'un début, empreint d'une certaine prudence. La communication officielle sur le recrutement des adjoints de sécurité n'a pas été lancée. Dans certains départements, les emhauches n'auront lieu qu'en 1999. L'heure n'est pas à la precipitation, même si dès décembre le rythme de l'arrivée en formation

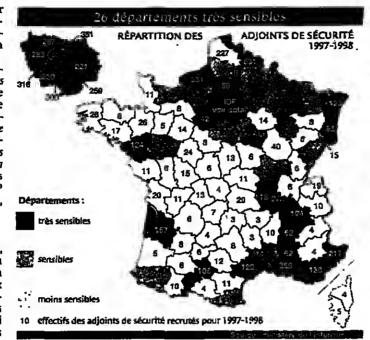
PLACÉS au cœur du dispositif des adjoints se chiffre à 600 par mois, et qu'au terme de 1999 ils seront 20 000 aux côtés des 70 000 gardiens de la paix et brigadiers de la Sécurité publique.

Globalement favorables à un projet « créateur d'emplais paur les jeunes », les principaux syndicats de police craignent cependant que l'opération masque « une paupérisation de la police nationale ». « Ne risque-t-on pas d'embaucher des adjoints moins chers que des policiers actifs pour compenser les départs à la retraite? » s'interroge Jean-Louis Arajol, secrétaire général du SGP (Syndicat des gardiens de la paix, majoritaire en région parisienne).

OES MISSIONS PRÉCISES

Pour les responsables policiers, l'idéal serait que l'entrée en fonction des adjoints vienne s'inscrire dans la mise en œuvre des contrats locaux de sécurité (CLS). Ceux-ci ont notamment pour mission d'établir des diagnostics locaux de sécurité, qui permettront de définir à la fois les besoins et les tâches à confier aux jeunes recrues.

A cette date, aucun CLS n'a encore été signé. Les premiers pourraient être conclus à la fin de février ou au début du mois de mars 1998. Pour la majorité d'entre eux, il faudra attendre le printemps. S'appuyant sur un partenariat actif entre les collectivités locales, la justice, la police, la gendarmerie et l'Etat. ils nécessitent une discussion approfondie, qui vient à peine d'être entamée. C'est pourtant bien sur ces do-



Avec 900 adjoints de sécurité, Paris sera le premier dépertement bénéficieire La région partsienne, le Nord-Pas-de-Celeis, le Fiftine, où se concertient la la majorité des quartiers difficiles, figurent au nombre des misus difficiles.

cuments que compte le ministère de . ponsabilité d'un policier « tuteur », l'intérieur pour assurer une bonne intégration des 20 000 adjoints de. sécurité dans l'ensemble du dispositif policier. Aux yeux des desponsables, la précision des missions est la principale garantie de réussite, avec l'efficacité de l'encadrement. Dès leur entrée en fonction, les adioints sont ainsi placés sousila res-

qui les accompagne dans l'exercice de leur nouveau méties.

L'objectif est d'éviter les déra-pages pour si dou II, avec les poli-ciers-auditaires, parfois victimes du flou de leur mission, et de l'indifférence de leur entourage professionnel. « J'ai été en poste dans des quartiers difficiles à Nanterre, racoute, par

exemple, André-Michel Ventre, le mméro un du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN). J'ai vu a plusieurs reprises des policiers-auxiliaires laissés à l'abandon sur la voie publique, par les brigadiers ou sousbrigadiers qui en avaient la charge. Pour les responsables de la sécurité publique, les missions doivent être « diverses et gratifiantes », et surtout, « ne pas faire des adjoints des dégoutés en six mois ».

EN TERRAIN CONNU

A la différence des auxiliaires, les adjoints de sécurité bénéficient de la durée. Leur contrat est de cinq ans. ils tirent aussi avantage d'un meilleur enracinement local. Recrutés sur une base départementale, ils travailleut en terrain comu, dans leur région, dans leur ville, à proximité de leur quartier. Cette situation inédite est censée favoriser leurs rapports avec la population, apporter « un plus ò l'institution », dont les rapports avec les jeunes des quartiers difficiles notamment, sont toujours de qualité médiocre. Ils portent l'uniforme, ils peuvent éventuellement être armés. Le ministère de l'intérieur espère cependant qu'ils ne seront pas confondus avec les gardiens de la paix, qu'ils pourront « créer du liant ».

Ils doivent aussi jouer leur plein rôle dans la redéfinition des tâches des policiers, comme cela a été largement souligné lors du colloque de Villepinte les 24 et 25 octobre derniers. Grâce au travail spécifique des

adjoints - esquisse d'un véritable troisième corps après les en-tenue et les civils -, les policiers sont libérés de nombre de leurs missions administratives ou de l'accueil dans les commissariats, par exemple. Ils devraient ainsi pouvoir se reconcentrer sur le traitement des infractions et des délits, sur tout ce qui relève du pénal. Il s'agit « de tirer vers le haut les gardiens de la paix, indique un responsable de la sécurité publique, d'éviter le gaspilloge de technicité dans des tâches subalternes ». Le dispositif suscite pourtant les doutes de Gérard Boyer, secrétaire général du syndicat Alliance. « Ces jeunes, nous allons devoir les encodrer, explique-til. Pendant ce temps-là, an ne fera pas autre chose. »

Aux dires mêmes de l'entourage du ministre de l'intérieur. la réussite des adjoints de sécurité est l'un des principaux enjeux de la politique de sécurité de proximité dont Jean-Pierre Chevènement, s'est fait le promoteur. Elle dessine aussi en filigrane le futur visage de la Sécurité publique, qui regroupe plus de la moitié des effectifs policiers. Beaucoup d'adjoints de sécurité deviendront dans les cinq années qui viennent des gardiens de la paix à part entière. Par une aide à la preparation des concours, leur intégration au sein du corps en tenue sera officiellement appuyée. Fin 1999, ils devraient représenter entre un quart et un tiers des effectifs de la Sécurité

Pascal Ceaux

En formation à Sens, Florence et Nouh veien Jean avenir dans la police

SENS de notre envoyé spécial Florence et Nouh rêvent leur avenir dans la police. L'uniforme les. tente, le métier les rassure. Cela

PORTRAITS.

Si Pune a été aidée par le hasard, l'autre réalise un « rêve d'enfant »

leur suffit pour s'imaginer un futur en bleu roi, couleur de leurs épaulettes. Le 16 janvier 1998. ils deviendront adjoints de sécurité. Ils anpartiennent à la première « promotion » formée, durant six semaines, dans les locaux de l'école de police de Sens (Youne). Leurs prédécesseurs n'étaient que des anciens policiers ou gendarmes auxiliaires, qui ont eu quinze jours pour réviser les leçons apprises pendant leur service militaire. Au total, ils sont aujourd'bui quatre-vingtquatre, dont trente-huit jeunes femmes, à s'initier aux méthodes de self-defense, au tir au pistolet au-

tomatique 7,65 mm, et aux mots d'ordre de la citoyenneté, dont le ministère de l'intérieur espère qu'ils seront les plus fidèles servants, jusque dans les quartiers difficiles. Le programme est chargé : cent vingt beures de théorie, soixante

heures de technique et de sport.

Ils ne regrettent rien. A vingt-six ans. Florence ne savait plus trop que faire. Originaire de Rouen, titu-laire d'un baccalauréat G 3 et d'un CAP de comptable, elle naviguait à vue, d'un petit boulot à l'autre, le tout entrecoupé de périodes de chômage. Et puis « la police, ditelle, c'est une vocobon », même sielle est la première de sa famille à vouloir en faire son métier. En 1994, elle s'était frottée au concours de gardien de la paix. Elle avait réussi les tests psychotechniques. Elle s'était abstenue, lors de la seconde partie, parce qu'elle « avait trouvé. du travail ». Cette fois, le hasard Pa aidée. Elle s'est inscrite au rectoratde Rouen pour un emploi-jeune. Son dossier a été transmis à la préfecture, qui l'a orientée vers les adiomts de sécurité. « En fait, se rappelle-t-elle, ie n'étais pas au courant,

A1 7 4 car il n'y a pas eu beaucoup de pu-« C'est une manière de me préparer au concours de gardien, avoue-telle, et ça m'intéresse, même si je ga-

gnais plus d'argent en intérim. change. Contrôleur de qualité dans le plastique près de Beauvais, dans l'Oise, : il gagnait de 7000 à. 8 000 francs par mois. Le salaire d'adjoint de sécurité plafonne à un peu plus de 5 000 francs mensuels. Cela n'entame en rien l'enthousiasme de ce jeune homme de vingt-cinq ans, d'origine algérienne. Six mois de chômage l'avaient dé goûté du plastique, Policier ? « Un' reve d'enfant, jure-t-il, comme pompier ou explorateur », et « la sécurité de l'emploi », avant d'ajouter : «A la maison, man père était là paur naus apprendre les bonnes ma-

Son fière est policier municipal. Grâce à son contrat d'adjoint de sécurité, il espère réussir « d'autres concours » dans la police.

Jeudi 11 décembre, les futurs adioints de sécurité ont suivi un cours consacré à la légitime défense.

REPRODUCTION INTERDITE

Secrétaire confirmée.

hilingue andais/espagnol.

.15 ans d'expérience,

recherche emploi salarié

équipée d'un Mac, tax, moder

impriments couleur. Tél.: 05-61-30-25-91

Fax.: 05-62-74-03-18

E-mail: michelle@hol. fr

· Dans certaines de leurs missions: ils blicité. » Elle a sauté sur l'occasion. .. porteront une arme. « Je ne soilhaite pas l'utiliser, précise Noul, simplement bien lo connaître. > ...

> MI CRAINTENI EXCITATION ... Florence n'a guère plus d'états d'ame. The toute façon, assure t-· lo voie publique. » « J'ai réfléchi longtemps, reprend Nouh, on sera encadré par des policiers, on ne fero pas le premier pas, ce sera notre sopérieur hiérarchique. » A leurs yeur, les risques seraient donc minimes. Le brigadier-chef Marcel Manoir, moniteur de tir, reconnaît volontiers que « six semaines, c'est un peu juste ». Mais c'est pour préciser aussitôt qu'« ils suivront des leur entrée en service une formation continue, et l'usage de l'arme est vraiment très rare ». A l'école de police de Sens,

les adjoints ont douze heures de tir et douze heures d'apprentissage de la manipulation de l'automatique 7.65 mm.

Ils savent anssi qu'ils ont été choisis pour leur connaissance du « terrain », que l'Ilotage devrait être l'essentiel de leur travail. Florence habitait Grand-Couronne, un quartier sensible de la banlieue de Rouen. A son retour, elle s'attend à subir la « curiosité » des jeunes de la cité. « Ils se demandent quel va ëtre notre rôle », murmure-t-elle. Nouh vit à la campagne, mais il connaît par cœur les tours et les détours des cités de Beauvais, dont il égrène les noms, «Saint-Jean, Saint-Lucien, Argentine. » « Ces jeunes ont une sale image de la police, dit-il, ils voient trop de films à la télé. On est là pour discuter avec eux, créer un contact. »

Sens s'apprête à accueillir, en 1998, cinq on six promotions d'adjoints de sécurité, une toutes les six semaines. Une douzaine de formateurs sont mobilisés autour d'un programme établi à Clermont-Ferrand par l'Institut national de la formation (INF) du ministère de l'intérieur. Michel Lepoix, le directeur de l'école, a dû démarrer dans l'urgence. Une mission d'observation a été mise en place au niveau national. Elle sera chargée d'évaluer la qualité du programme de formation. « S'il y a des choses qui ne vont pas, explique le commissaire Lepoix, on changera. Ce n'est, de toute façon, que le travail des adjoints qui naus permettra d'effectuer un vrai bilan. » Florence et Nouh ont déjà hâte de faire ce travail sur le terrain.

M. Chevènement revient sur le désarmement des municipaux

n'est plus si catégorique sur la question du désammement des policiers municipaux. Dans un discours adressé aux préfets, mardi 16 décembre. Jean-Pierre Chevènement précise que «les conditions dans lesquelles ces agents pourront être armés seront encadrées beaucoup plus strictemeat, sans aller jusqu'au désarmement général annoace par certains». Devant ssion d'un méconteniement relayé par les élus, Jean-Pierre Chevènement avait déjà rappelé, la veille, à l'occasion de la cérémonie des voeux du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), que sa position n'était pas figée. Faisant référence au travall de nuit de ces unités, le ministre de l'intérieur a indiqué qu'il pourrait être autorisé « au cas par cas ». Le projet de loi définitif devrait être présenté au prochain conseil de la sécurité in-

ioints de sécurité ? Les municipaux

et leurs représentants syndicaux ne

sont plus les seuls à poser la ques-

térieure, au mois de janvier. Il s'appuiera, notamment, sur les conclusions du rapport commandé par le ministre à Jacques Genthial sur les polices municipales. Jeune fille 22 ans, Pourquoi désarmer les policiers municipaux, si l'on arme les ad-

LE MINISTRE de l'intérieur tion à voix haute. Les syndicats de la police nationale critiquent, à leur tour, l'armement des adjoints de sécurité. Deux mois d'apprentissage, douze heures de tir, « leur farmatian est largement insuffisante », souligne Jean-Louis Arajol, secrétaire général du Syndicat des gardiens de la paix (SGP, majoritaire dans la région parisienne), pour expliquer son opposition. Gérard Boyer, le responsable d'Alliance, s'avoue, de son côté, « résolument hostile » à l'armement des

La position d'André-Michel Ventre est plus nuancée. « On aurait dû discuter un peu plus sur ce paint, concède le numéro un du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN). Mais, enfin, c'est un métier de police. Il faut imaginer toutes les situations auxquelles ils seront confrontés dans le cadre de demain nous ne pourrons plus effectuer des patrouilles de nuit, intervemir en flagrant délit, répondre à vos appels, bénéficier du port d'arme ». ont-ils notamment écrit. Le manifeste proclame que la sécurité « est assurée aujourd'hui par des hammes et des femmes formes, quolifiés, campétents, de vrais professiannels qui ant à cœur de remplir leurs missions, et ce en étroite collaboration avec la police nationale et la gendarmerie ».

A Strasbourg, les pobciers municipaux ont maintenu un préavis de grève tournante illimitée, à compter du jeudi 18 décembre. Ils avaient également l'intention de rendre leur arme. Ils y ont renoncé, après que la municipalité les eût menacés de sanctions. La grève devrait prendre la forme d'un arrêt de travail d'une heure minimum lors de chaque service. A l'issue de la rencontre avec les syndicalistes. le maire Roland Ries (PS) a dit qu'il demanderait à Jean-Pierre Chevenement de revoir son projet. « Il faut respecter les situations locales, a t-il expliqué. A Strasbourg, il faut que lo police municipale puisse assurer ses missions au-delò de · 20 heures et, paur cela, il faut qu'elle soit ormée. »

GRÉVE TOURNANTE Hotage, notamment. >

Les policiers municipaux ont, eux, multiplié les actions de protestation. Samedi 13 décembre, ils ont lancé une pétition contre le projet Chevenement, en distribuant à leurs concitoyens un texte intitulé « Votre sécurité est en danger ». « Avec lo Loi Chevènement,

P. Ce.

OFFRES SOCIÉTÉ BASÉE A AUBERVALLIERS (93)

CONTRÔLEUR DE GESTION H/F

environ 30 ans Dipl. Enseign, Superious (ESSEC, SCIENCES-PO, ESP) 2 ans d'expérience Envoyer lettre, CV, photo au Monde Publicité sous nº 9814 21 bis. rue Claude-Bernard 75226 Paris Cedex 95

VOS ANNONCES dans l'emplei Téi. : 01-42-17-39-33

URGENT Lycée cherche pour son BTS informatique de gestion

PROFESSEUR connaissant Merise 1 et 2, C

ACCESS, VB, Algo Tel.: Mr Edouard. 01-43-74-79-52

STÉ AGENCEMENT TABAC PRESSE

1 COMMERCIAL

25-30 ans (env.) secteur Paris, lle-de-France, possédant une expérience dans notre matier. Fixe + com., env. lettre et CV:

E + G, 3, rue Cuvier

ORGANISME DE FORMATION .

echerche pour Bordeaux UN FORMATEUR

en droit public el synthèse Nbx déplecements à prévoir Envoyer CV + photo sous nº 9813

Au Monde Publicité 21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris

DEMANDES J. H. 25 a., DROIT et DEF.

Exp. éducateur, protection enfance et lutte sida. Elu local, ch. poste charge

de mission. Tél.: 01-64-08-20-54. MÉCANICIEN entretien, maintenance industrielle

cherche emploi Tours et environs Tél.: 02-47-54-89-46

maîtrise biologie celtulaire et physiologie animale, cherche emploi 01-48-98-94-25

Les souvenirs de Solène, seule survivante du massacre de Thorigné

's départements difficile

de notre envoyé spécial L'instruction à l'andience est terminée. Depuis le 8 décembre, la cour d'assises de la Sarthe a enten-



No. of Lot

· 5 82 2275

.2. ₩3!ĕ

್ಷ ಬ ಉದ್ಯಾಪ್ತ

- --

- TE A COS

1 0 m (C)

72222

1.75%

5 T 2 2025

772.416

71.2

10 T 20 TO 20

J 152.05

. .:2.0

1.10.5

··· · x ===

-- .u.:..æ

7 Length

1

5 7 127

م شند

179.

du tous les tétibles d'appor ter des éléments permettant aux jurés de forger leur intime conviction sur le rôle sils d'assaut. C'est pas pour m'im-pressionner: moi je suis un mili-

tenu par Dany Leprince, quarante ans, accusé d'avoir tué son frère, sa belle-sœur et ses deux nièces, le 4 septembre 1994 à Thorigné-sur-Dué. Après l'évocation des aveux rétractés de l'accusé, son épouse Martine et sa fille Célia, dixhuit ans, sont venues dire qu'elles l'avaient vu frapper son frère. Puis dans un long défilé émaillé de ragots, les familles du couple et les habitants du village ont souligné le fossé qui séparait les époux Dany Leprince, cultivateurs endettés, à la famille de son frère Christian, carrossier automobile baignant dans la réussite. Malgré les charges qui s'accumulent contre Dany Leprince, rien ne permet cependant d'affirmer que la jalousie soit le mobile d'un crime commis dans des circonstances épouvantables.

Le dernier témoin a'est pas venu, mais il a été abondamment entendu, hindi 15 décembre. Le président Patrick Chauvel avait en effet gardé pour la fin des débats les témoignages relatifs aux déclarations de Solène, fille de Christian Leprince et unique survivante du camage de Thorigné-sur-Dué. Elle était âgée de deux ans au moment des faits : il n'était pas concevable de l'entendre directement. Aussi ce fut en quelque sorte un témoignage par procuration. « Jamais elle n'o pleuré, c'était seulement ses yeux qui pleuraient » a expliqué Nelly Hatton, noutrice de Solène, qui a recu la garde de l'enfant après qu'elle eut . été retrouvée seule dans une chambre de la maison où toute sa famille avait été tuée. « Un jour, raconte la nourrice, en voyant une photographie de Dany, Solène m'a tapé dessus avec la main en disant Tonton, il a fait comme ça à Maman" ». Plus tard, l'enfant se serait barbouillée de feutre rouge avant de s'allonger sur le soi de la salle de bains de la nourrice « pour imiter sa

« IL EST MÉCHANT DANY »

En 1995, les parents de Dany Leprince se seraient livrés à une expérience discutable en emmenant Solène, le soir, dans le cour de la maison du drame. Et Solène, très énervée, aurait dit : « Il est méchant Dany, il a fait ça à Yaya [Sandra] et à Yeye (Audrey) » avec le même geste de la main. Après ce témoignage, était-il vraiment nécessaire de faire venir à la barre la fille de la nourrice? Agée de anze ans, Charline a confirmé que Solène lui avait term des propos semblables à ceux rapportés par sa mère. Très impres-sionnée, la fillette a ensuite rejoint le banc pour assister à la suite des débats sans que personne ne songe à préserver cette enfant de la violence qui se dégage de tout procès

Un pédopsychiatre, le docteur Liliane Daligand, a aussi recueilli les confidences de Solène. L'entretien a eu lieu au palais de justice dans le bureau du juge d'instructioa, dans un lieu que l'expert qualifie de « condition favorable ». Solène hi a fait des dessins. L'un d'eux représente sa sœur Audrey « la tête en bas » selon les propres mots de l'enfant, et les cheveux sont répandus; Sandra a le visage rouge et les yeux rouges. A l'expert, Solène a dit: « Dany, il est pas gentil, il a fait ça avec un marteau» en ajoutant « il ne m'a pas vue, j'étais cachée làhaut dans le grenier ». Est-il possible de faire la part entre ce que l'enfant a pu voir et ce qui pourrait résulter de ce qu'elle a entendu dire ? L'expert n'a aucun doute car il explique que si l'on doit être prudent avec les réponses aux questions, le « récit libre » est « un témoignage fioble ». Verdict, mardi 16 décembre.

Maurice Peyrot

Le « Carlos Circus » ne distrait pas la cour d'assises de Paris

Au cours de la deuxième journée d'audience, le terroriste a multiplié les déclarations provocatrices envers le tribunal, les parties civiles et ses propres avocats. Mais la défection de ses défenseurs n'a pas empêché la poursuite des débats

Le procès d'ilitch Ramirez Sanchez, alias Carlos, accusé d'avoir commis trois meurtres, le 27 juin 1975, rue Toullier à Paris, se poursuit devant le cour d'assises de Paris. Lors de la deuxième journée d'audience, lundi 15 dé-

POUR sa deuxième journée de-

vant la cour d'assises de Paris, le

« Carlos Circus » est désormais au

point. L'homme babillé, lundi

15 décembre, d'un blazer bleu ma-

rine assorti d'une pochette

blanche, commence d'emblée par

un « je voudrais parler, j'ai le droit

de parler, voyons l », avant de se

tourner vers les jurés, comme un

chanteur de charme vers soa pu-

blic: « Vous m'entendez ? ». Carlos

dénonce les conditions d'escorte.

« Tous ces gendarmes avec leur fu-

tuire. Au contraire, ça me donne de la nastalgie. [C'est] pour cette

dame de bonne famille qui assure ma défense, elle est intimidée »,

s'indigne-t-il en désignant son

avocate, Me Isabelle Contant-

Mais qu'an l'imagine, lui, Car-

los, envisager des représailles qu'il

pourrait commanditer sur des ju-

rés, ironise-t-il : « Non... ». « Des

magistrats, plusieurs fois, sont pas-

sés à la casserole, ça c'est vrai et ça,

nous ne le regrettons pas ». Puis se

tournant vers les jurés : « Ne vous

laissez pas impressionner, dit-il, ne

laisse: pas couvrir une illégalité, ne

soyez pas complices des traftres à

votre patrie qui travaillent pour Is-

roel et les Etats-Unis ». Carlos dé-

nonce «la relation incestueuse»

qui existe, à ses yeux, entre le pré-

sident Yves Corneloup et l'asso-

ciation SOS attentats, partie civile.

Ce procès est « le scandale de ce

siècle », un tour de « passe-passe ».

Cette procédure, «c'est de l'en-

culage de mouches pour cacher lo

vérité ». Il faut « arrêter tout de

Carlos continue. Au président, il

hurle : « Vous êtes coupable de for-

faiture; vous n'avez pos le droit

d'être là » A M. Francis Szpiner,

avocat des parties civiles: «Pour

un sioniste révisionniste, chef de mi-

lice, je vous crovais plus futé. » A un

policier de la brigade criminelle:

« Vous êtes un barbouze. » L'avocat

général, Gino Necchi, visiblement

excédé par la patience dont fait

preuve le président Corneloup, ré-

clame un peu de « dignité » dans

les débats. Carlos lui répond:

« Vous êtes un diene élève de M. Ar-

paillange, c'est le même style, vous

parle: avec une casuistique toute jé-

Il rappelle à l'ordre son avocate :

« Eh, lève-tai, naus sommes en guerre »; se moque d'elle, une

première fois : « Les réponses des

parties civile, ça peut morcher avec

une avocate - excusez-moi - naïve,

elle n'a pas fait la guerre, mais ça

ne marche pas avec quelqu'un comme moi. » Lâche une deuxième

fois : « Malheureusement, elle ne

connaît pas les bas-fonds de la so-

ciété, elle n'y habite pas ». Carlos,

hii, est en guerre, rappelle-t-il.

A Me Francis Szpiner,

des parties civiles :

« Pour un sioniste

révisionniste,

chef de milice,

je vous croyais

Pourtant M' Coutant-Peyre ne

méaage pas sa peine pour accompagner son client dans la stra-

tégie de rupture et de retaurne-

ment de l'accusation. « Carlos est

un prisonnier politique. Vous ne fe-

rez croire à personne que c'est une affaire judiciaire, c'est une affaire

d'Etat. C'est pour cela que les jour-

nalistes du monde entier sont là ».

explique celle qui croit à une

quatre étudiants latino-améri-

cains, ne sont pas présents au-

jourd'hui, poursuit-elle. « Le juge Bruguière a volontairement saboté

les Instructions de recherche en

commettant des erreurs dons les états-civils. Nous, naus avons fait

« mochination du Mossad ». Les témains de la fusillade.

plus futé »

suitique. »

cembre, le terroriste a tenté de serrer la per-turbation en multipliant les déclarations provocatrices envers le tribunal, les parties civiles et même ses propres avocats. Dénoncant ce a procès stalinien » sur des faits d'un nouvel avocat, commis d'office, ce coup

aux policiers après les faits. « Ils

ont été tarturés à l'électricité ».

s'enflamme Carlas. Un policier

vient expliquer à la barre que les

commissions rogatoires envoyées

à Caracas par Interpol n'ont pas

été fructueuses. « Mais Mario Te-

resa Lara [la locataire de l'appar-

tement où a en lieu la fusiliade),

c'est une jaurnaliste connue au Ve-

nezuela. Cloire Chazal, on sait où

elle se trouve en Fronce i » proteste

Carlos. L'avocat géaéral Gina

Necchi rappelle que si la défense

de Carlos avait réussi à localiser

ces témoins, rien ne l'empêchait

défenseurs de Carlos. Après la désignation ces recherches, certains vivent en cision de la caur de poursuivre les France ». Les parties civiles et le débats, M. Courant-Peyre produit ministère public rétargaent à son caup de théâtre : « Dans cette M' Coutant-Peyre que les témoins ont fait des dépositions très claires

> A l'évocation des attentats commis en 1975 à l'aéroport d'Orly, son visage s'illumine

de les faire citer au procès. Pour Me Coutant-Peyre, il n'était « Je vous commets d'office », atdonne le président. « Je refuse », pas question de prêter concours à une justice qui fait revenir « artifirépond l'avocate qui quitte définiciellement une offaire, vingt-deux tivement le prétoire, en compaans après les faits ». Ce qui lui pergnie des deux autres conseils de Carlos, le Libanais Hani 5liman et met de qualifier ce procès « de la Vénézuélienne, Milagros Irureprocès stolinien, sans témoins, ou tout le monde est d'accord ». Après ta-Ortiz. Carlos se lève et déclare : une suspension de séance et la dé-« Je suis très fier d'avoir rencontré

affaire, on ne veut pos chercher la vérité, votre décision est contraire aux principes pour lesquels j'ai prèté serment, je me retire. »

qu'elle apparente à une « machinetion du Mossad », i'un de ses avocats, M° Isabelle

Coutant-Peyre, a annoncé le départ des trois

d'un premier sourire

pecte lo tradition de courage qui a fait la grandeur de la France, c'est une vraie Française ». Quand il apprend quelques minutes plus tard que celle-ci devrait seulement encourir une peine disciplinaire, il s'étonne : « Ça aurait été bien pour elle de passer quelques jours à Fleury-Mérogis, je pensais qu'elle allait en prison, j'étais très content, ca allait lui apprendre le courage de la

Puis Carlos dénance à nouveau le «lynchage», lit la lettre que vient de lui adresser le bâtonnier de l'ordre des avocats, Mr Bernard Vatier: « J'ai pris note que vous refusiez d'être assisté par un avocat ». écrit celui-ci. « C'est faux ! ». Carlos tente de caavaincre que ses trais avocats ant agi en « conscience ». Il veut maintenant « étudier le dossier avec un conseil ». M. Olivier Maudret est commis d'office. Celui-ci demande un délai d'une semaine pour étudier le dossier qui comporte dix tomes. « Yé vous assoure qu'en oune semaine, on ne peut pas », dit Carlos à son nouvel avocat. «Le

respect du droit de la défense ne doit pas aller jusqu'à l'obsurde », s'impatientent les parties civiles. La cour d'assises refuse ce délai, estimant que le départ des trais avocats de Carlos n'est le fait ni des parties civiles, ni du ministère

de théâtre n'e pas causé d'interruption du

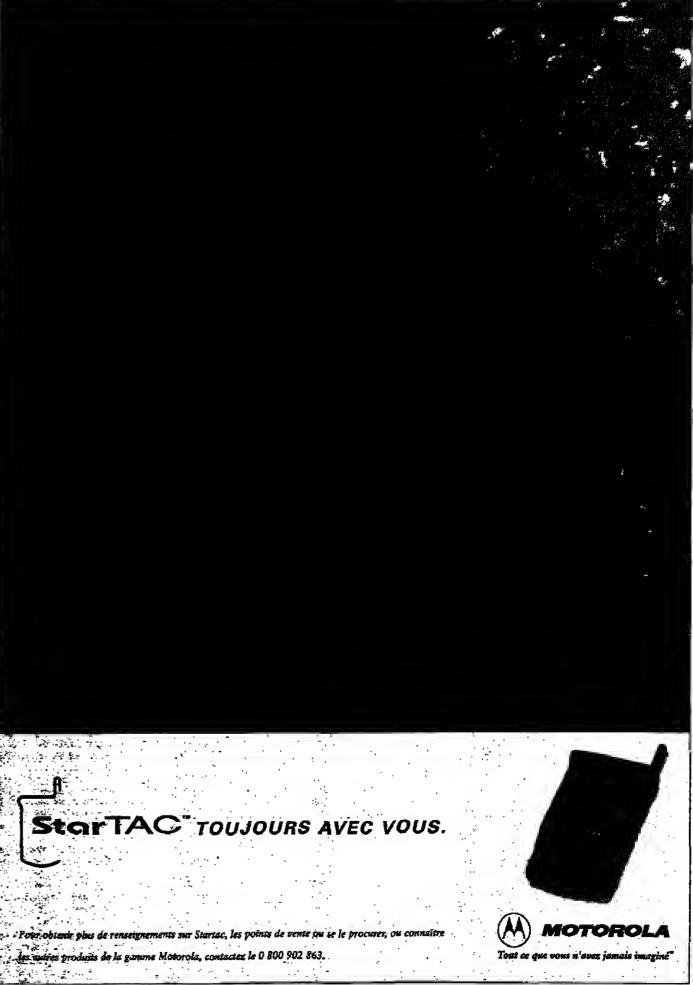
procès. Ce n'est qu'en fin de journée, à dix-

huit heures, que la cour a entamé la lecture

de l'arrêt de renvoi, sous les quolibets de

public, ni de la présidence. A 18 heures seulemeat, le « vrai » proces cammence avec la lecture de l'arrêt de renvai. Carlas écoute, attentivement. A l'évocation des attentats commis contre la compagnie israéliene El Al ea 1975 à l'aéroport d'Orly, son vi-sage s'illumine d'un premier sourire. Puis d'un deuxième, plus franc, lorsque l'on rappelle la teneur d'une lettre qu'il a écrite à un ami après la fusillade de la rue Toullier: « J'ai envayé Chiquitin [Michel Moukharbal, son compagon de route qui l'a « donné » à la DSTI dans un mande meilleur à couse de sa trahison ». Il savoure encore lorsqu'il est précisé que « le casier judiciaire de l'intéressé ne porte aucune condomnation ». La guerre continue.

Dominique Le Guilledoux



La prévention des expulsions de locataires demeure largement inefficace

Les familles en difficulté, faute d'informations, se perdent dans un maquis de procédures

venir les expulsions de locataires en difficulté. mis en cause, Chaque année, près de cent Une enquête de l'agence nationale d'informa-

tion sur le logement (ANIL) démontre le peu d'efficacité des divers dispositifs visant à prê-

La complexité des procédures et le manque d'information des familles sont directement

trente mille expulsions sont demandées par les propriétaires.

LA PRÉVENTION des expulsions de locataires devrait constituer le point fort du volet logement de la future loi de lutte contre l'exclusion qui doit être débattue au printemps 1998. Une enquête de l'Agence nationale d'information sur le logement (ANIL) démontre qu'il y a urgence à modifier une procédure qui, dans sa forme actuelle, pénalise les ménages les plus fragiles. Des dispositifs de prévention ont déja été mis en œuvre : Fonds de solidarité logement (FSL) pour les impayés de loyer; information écrite des locataires dès le commandement de payer. Mais ils n'ont pas eu l'effet escompté.

Depuis 1991, les demandes d'expulsion faites par les bailleurs devant les tribunaux d'instance oscilient, selon les années, entre cent vint-six mille et cent vingt-neuf mille. Point de départ de la procédure, le commandement de payer fait par un huissier demeure un acte efficace pour récupérer une dette, souligne l'ANIL. Mais son efficacité pour informer les personnes en difficulté des recours et des aldes disponibles est encore très limitée. « Illisible », « incomaréhensible», « source de confusion > sont les qualificatifs les plus couramment employés à son

Les locataires ont en outre toutes les peines du monde à se retrouver dans le maquis des délais qui peuvent être accordés. Les locataires ont deux mois pour saisir le tribunal en vue d'obtenir un échelonnement de leur dette. S'ils peuvent rembourser d'un coup, ils ont de vingt-quatre à quarantehuit heures pour le faire, mais les huissiers peuvent aussi effectuer une saisie conservatoire des biens et des meubles, cette fois dans un délai de huit jours.

Enfin le commandement écrit est

rarement assorti d'une explication orale de l'huissier. Dans la grande majorité des cas (65 %, selon une étude réalisée en Gironde), ces actes de procédure sont déposés en mairie et non pas remis en mains propres à leurs destinataires. Or, pour saisir le tribunal et demander des délais de paiement, il est indispensable d'aller retirer l'original du commandement en mairie. Combien de locataires le savent? Très peu si l'on en juge au nombre de démarches entreprises. En 1995, 1 426 ménages menacés d'expul-sion ont ainsi saisi les tribunaux, soit environ 1 % seulement du total des ménages faisant l'objet d'un contentieux locatif.

Même s'ils connaissaient la procédure, souligne l'ANIL, la démarche qui consiste à aller voir un huissier pour saisir le juge n'est évidemment pas « naturelle » au locataire en difficulté de paiement, qui doit en outre s'acquitter des frais l'assignation (environ 500 francs) et plus des frais de commandement. «Lo saisine du tribunol par simple déclorobon au des lacataires à la justice, recommande l'ANIL. Actuellement, cette incapacité des locataires à réagir canduit taut naturellement à l'application de la clause résolutoire [ou résiliation automatique du bail] et au jugement d'expulsion. »

Lors de l'audience qui doit statuer sur la résiliation du bail et prononcer l'expulsion, 40 % seulement des locataires assignés sont présents et rares sont ceux qui sont représentés par un avocat. Le recours possible à l'aide juridictionnelle accordée sur critères sociaux, n'est. pas connu, souligne l'ADIL. Et les délais pour l'obtenir - trois mois en général - semblent trop longs.

Le commandement de payer fait par un huissier demeure un acte efficace pour récupérer une dette

La « clause résolutoire » mentionnée dans la plupart des baux de location apparaît comme un système pervers. Elle prévoit que le bail est résilié si, deux mois après greffe facilitarait sans doute l'accès l'envoi d'un commandement à

payer, le locataire accuse le défant de paiement d'un seul terme de loyer. Passé ce délai, le juge ne peut que constater la résiliation du ball. Même si le locataire arrive au tribunal avec un plan d'apurement de sa dette. Même si la saisine du FSL ou de la commission de surendet-

tement est en cours. Il arrive que le juge prenne la liberté de ne pas prononcer la résiliation du bail, quand le locataire présente un plan d'apurement de sa dette. Mais cette attitude, sanctionnée par la Cour de cassation en mai 1994, est loin d'être générale. D'où un effet pervers souvent dénoncé par les associations : le locataire devient occupant sans droit ni titre d'un logement dont il ne sera pas pour autant expulsé puisque l'apurement de sa dette est en cours. Il reste néammoins expulsable, le bailleur préférant conserver le jugement d'expulsion comme une épée de Damoclès plutôt que de signer un nouveau bail

avec son locataire. SI la prévention est actuellement très insuffisante, le nombre d'expulsions effectivement réalisées reste relativement faible, rappelle l'ANIL En 1995, 32 286 demandes d'expulsion avec concours de la force publique ont été demandées par les bailleurs. Les préfets en ont accordé 13 615 et 4 675 ont été réalisées. Restent quelque 28 000 ménages « expulsables ».

Christine Garin

Une société se charge du fichage des mauvais payeurs

impayés n'est pas perdue pour tout le nées - nom, prénom, date et lieu de naismonde. Un ancien agent immobilier du Vau- sance - vont être envoyées au fichier. Le dicluse, Olivier Malatrait, en a fait la matière | recteur de la SEFI assure qu'en cas de | d'un tel système, le 2 juillet 1996, la CNIL de sa reconversion professionnelle en créant une société spécialisée dans la fichage des locataires mauvais payeurs. La Société d'exploitation de fichiers informatiques (SEFI), domiciliée en Avignon, existe depuis février 1996. Son principe est simple: moyennant une adhésion annuelle de 2 500 francs, les professionnels de l'immobilier, agences ou administrateurs de blens, peuvent consulter un fichier où figurent, selon M. Malatrait, les

noms de dix mille locataires « à risques ». Le fichier est alimenté par leurs soins mais également par des propriétaires physiques qui ne peuvent pas, toutefois, le consulter. Du moins directement. L'incident de paiement est jugé « caractérisé » après trois mois de retard de loyer. Le locataire défaillant est

L'AUGMENTATION du nombre des loyers 1 alors avisé, par lettre-type, que ses coordonle propriétaire et son locataire le nom de ce dernier est immédiatement rayé de ce fi-

« L'INQUIÈTUDE » DE LA CNIL

M. Malatrait assure que la constitution de ce fichier a reçu un avis favorable de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL). En réalité, dans la mesure où la SEFI est une société privée, la CNIL n'est pas habilitée à émettre un avis. Elle se contente de délivrer un récépissé attestant que le fichier informatique a été déclaré et constitué dans les formes. En l'espèce, la CNIL a fait traîner un an la délivrance du récépissé et exigé que l'infor-

avant l'inscription au fichler. Dans une communication relative à la mise en œuvre avait jugé utile « d'ottirer l'attention du pre mier ministre sur son inquiétude face ou dévelappement de systèmes de collecte des incldents de paiement par des société privées pour le campte de plusieurs professians ».

Pour sa part, Olivier Malatrait met en avant « le rôle sociol » de ce nouveau service qui interviendrait come un «signal d'olorme » et permettrait, assure t-il, à de nombreux locataires « de bonne fai », de saisir à temps les services sociaux susceptibles de les aider. Il envisage, même, nous a t-il déclaré, de travailler en collaboration avec une association spécialisée dans l'insertion par le logement. Il ne l'a pas encore trouvée.

La cour de discipline budgétaire et financière condamne un ancien collaborateur de M. Dumas

LE lournal afficiel en date du 16 décembre publie l'arrêt de la cour de discipline budgétaire et financière (CDBF) concernant la gestion du Quai d'Orsay lorsque Roland Dumas était ministre des affaires étrangères. L'arrêt motive la condamnation à 3 000 francs d'amende de l'ancien chef adjoint du cabinet de Roland Dumas, Jacques Demorand, et la relaxe de son cbef de cabinet, Gérard Pardini, et du directeur du personnel de l'époque, Bernard Garcia, ainsi que le régisseur de l'hôtel du ministre (*Le Mande* du

La cour, présidée par le premier président de la Cour des comptes, Pierre soxe, avait nigé, le 5 novembre, ces quatre membres du ministère des affaires étrangères, après avoir été saisie, en 1993, par la Cour des comptes. Cette dernière avait constaté, lors d'une mission d'inspection, de graves irrégularités financières au sein du cabinet de M. Dumas. Le ministère public leur reprochaît le prélèvement irregulier, via des certificats administratifs, de 10 millions de francs, en moyenne, effectué chaque année, entre 1988 et 1991.

Ce système a permis au cabinet du ministre de soustraire au rythme de deux cents à trois cents certificats par an, autant de fois près de 50 000 francs à la comptabilité publique. Les fonds étaient verses soit de la main à la main, solt déposés sur un compte ban- diqué, les membres de la cour caire d'où ils repartaient sous forme de chèques ou en liquide. Ils étaient destinés à rémunérer une trentaine de fonctionnaires sans contrat de travail attachés au service du ministre et à finan-

cer les réceptions et « les distrac-

soulignent « que les relevés du campte bancaire ant fait apparaître en particulier des versements de plus de 1 million de francs en 1989 et 1990 à un fleuriste et à un imprimeur. [...] L'excuse de l'urgence invaquée paur

M. Joxe veut réformer la CDBF

Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes et président de la Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF), a transmis au ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Khan, an mois de juillet, des propositions pour réformer cette juridiction. La CDBF, qui ne siège que quatre à cinq fois par an, peut juger tout fonctionnaire ou membre de cabinet ministériei coupable d'infraction en matière comptable.

Dans son courrier, M. joxe recommande d'augmenter le nombre de membres de cette Cour de six à dix, de créer des sections et de pouvoir inclure, parmi les justiciables, les ministres et les élus locaux. Enfin, le président de la CDBF demande que les andiences puissent bénéficier, de façon systématique, d'un caractère public. La structure ou les procédures de cette institution ne penvent être modifiées que par le vote d'un nouveau texte de loi.

tians » cotisacrées à ses hôtes. constate « que la destruction systémotique et rapide des pièces et documents établis par les fournisseurs et par les services adminis-

tratifs [...] qui auraient été susceptibles de justifier les paiements effectués por lo régle d'ovance, ont eu pour effet d'empecher tout contrôle véritoble de lo dépense publique ». Par ailleurs, Iorsque l'objet des dépenses a pu être in-

justifier l'utilisation de la procé-Dans son arrêt. la CDBF dure des certificats administratifs est en conséquence difficilement

admissible ». Enfin les magistrats estiment « qu'il est manifeste que les dépenses portées sur les certificots odministrotifs pouvoient ne pos correspondre de façon précise à lo somme exacte supportée pour des prestotions d'un niveau nécessairement varié ». En clair, dans certains cas, ces attestations

comptables n'auraient été qu'un prétexte pour sortir de l'argent sans rapport direct avec leur. usage déclaré.

Considérant toutefois l'ancienneté de ces pratiques, qui remontent à 1947, mais dont la dérive est surtout notable depnis le début des années 80, l'absence d'implication des personnes renvoyées devant la cour dans cette procédure et la connaissance des faits par le ministre lui-même, la cour a estimé qu'il pouvait étre fait état de circonstances atté-

nuantes. De plus, M. Garcia et M. Pardini semblent avoir mis à profit la discussion budgétaire de 1991, après avoir été alertés par une note du contrôleur financier, pour régulariser la situation des fonctionnaires non déclarés et encadrer l'usage des certificats administratifs. . Il apparait qu'ils ont, sur ce paint, à la différence de leurs prédécesseurs, contribué à l'extinction de ces irrégularités ». note ainsi la cour.

L'arrêt distingue cependant l'action des deux membres du cabinet Dumas, Gérard Pardini et Jacques Demorand. Selon les magistrats, si le premier bénéficie de la relaxe au motif qu'il a lancé une réforme du système, le second, M. Demorand, a contribué, après son entrée en fonction, à la pérénnité de pratiques illégales.

Jacques Follorou

M. Chirac plaide en faveur de la recherche sur les maladies infectieuses

Il veut développer le séquençage et le génotypage

S'EXPRIMANT lundi 15 décembre à Paris, dans le cadre du 50º anniversaire de la Fondation pour la recherche médicale, Jacques Chirac a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur d'une intensification de la recherche sur les maladies infectieuses toucbant l'espèce humaine. Ce n'est pas la première fois que le président de la République traite de cette ques-

Pour autant, il n'était jamais allé aussi loin dans l'exposé des motifs qui le conduisent à aborder un sujet aussi important en termes de santé publique. Confiant qu'il « avait travaillé et vaulu camprendre », M. Chirac a quelque peu surpris son auditoire réuni à la Maison de la chimie, auditoire au sein duquel on notait la présence des principaux responsables de la recherche biomédicale en France.

Citant le Triomphe des bactèries, titre d'un des chapitres de l'Eventail du vivant, de Stephen Jay Gould, professeur de biologie à Harvard, M. Chirac a déclaré que « l'interaction entre les microbes et leur environnement naturel, au, plus précisément, lo modification de cette interaction, est la principale cause de l'émergence de nouvelles moladies infectleuses ». Depuis 1973, a précisé M. Chirac, « une trentolne sant opporues », parce que « des modifications de l'environnement mettent en contoct l'homme avec les microbes ou leurs vecteurs (moustiques, rats...). >

« SOUPES MICROBIENNES »

C'est notamment «le cas de lo déforestation ». C'est aussi « le cas de lo construction de barrages, de lacs où, sons même insister sur la prolifération des moustiques, les troupeoux viennent ensemble s'obreuver, ce qui favorise l'échange

des microbes entre animaux ». C'est, enfin, « le cas des câtes octaniques, ultimes points d'arrivée de taus les déchets et praduits chimiques et où les algues abritent virus et bactèries en grand nombre ». Selon le président de la République, « les zanes catières sant, par endroits, des soupes microbiennes où la probabilité d'échanges génétiques est tres elevée ».

« C'est dans l'interaction entre l'homme et ses semblobles que l'on trouve les facteurs d'amplification qui permettent aux microbes de faire le saut quantitatif séparant la maladie d'une poignée d'individus de l'infection d'une population nombreuse », a ajouté M. Chirac.

Pour combattre « la mondialisatian des microbes », il a souhaité encourager la recherche dans le domaine des maladies infectieuses. appelant de ses vœux « un socie de nouvelles connoissonces ». Décrivant ensuite le «séquençuge des génames microbiens », le président a affirmé: « Alars que toute notre culture baigne dans le réductionnisme, naus devons penser camplexité et voir le tout. »

Retraçant le parcours de son « ami, le docteur Chorles Mérieux », et la construction en cours à Lyon du « laboratoire de haute protection pour la recherche des souches pathogènes », M. Chirac a assuré veiller « personnellement à ce que la France se dote d'un grand centre de séquençage », à ce « qu'elle lonce un centre de génotypage » et « qu'elle propose à ses chercheurs un programme de recherche fondomentale en microbiologie ». « Pendant que les hommes, trop souvent, se déchirent, les microbes, bactéries, virus et parasites font la course en tête », a conclu le président.

Jean-Yves Nau

Menace d'« expulsion » de lycéens étrangers « fauteurs de troubles »

de notre correspondant A la suite d'incidents dans un lycée professionnel d'Evreux (Eure), le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par Antoine Rufenacht (RPR), a adopté, hundi 15 décembre, une motion d'urgence demandant « des mesures concernant les fauteurs de troubles pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive des établissements, l'expulsian du territoire français s'ils sant étrangers, la suppressian des aides

sociales et familiales ». Présenté à l'initiative d'Yves Dupont, élu FN de l'Eure, ce texte a été approuvé par le groupe majoritaire UDF-PR. Seuls, les cinq élus Verts et deux Divers écologistes ont voté contre alors que les socialistes et les communistes ont refusé de prendre part au vote, en application d'une consigne de non participation aux débats consacrés à l'examen du budget primitif 1998. En guise d'explication, M. Rufenacht a rappelé « la jurisprudence Plaisance », du nom du maire PCF d'Evreux, Roland Plal-

sance. En 1993, ce dernier avait cotivoqué les parents d'enfants perturbateurs, en menaçant de leur supprimer les prestations sociales municipales.

Cette motion était motivée par les événements qui se sont produits au lycée professionnel Augustin-Hébert, à Evreux, où les enseignants et les personnels administratifs et techniques sont en grève depuis le mardi 9 décembre pour obtenir des moyens de lutte « cantre un climat de violence et d'insécurité permanent et croissant ». Ils protestent contre l'absence de restructuration d'un établissement « en mauvais état au l'an enseigne dans des locaux provisaires depuis de nombreuses années ». Ce mouvement a été suspendu, mardi 16 dans la matinée, dans l'attente de la venue du recteur de l'académie de Rouen, Paul Desneuf, à qui les enseignants devaient demander le classement du lycée en Zone d'éducation priori-

Etlenne Banzet

DÉPÊCHES

■ IMMIGRATION: trente-trois immīgrés clandestins, originaires d'Afrique Nord, ont été interpellés, lundi 15 décembre, en provenance d'Espagne, au poste frontière du Perthus (Pyrénées-Orientales). Selon la préfecture, ils voyageaient dans un camion espagnol. Depuis le début de l'année, plus de deux mille clandestins ont été arrêtés dans ce département. 90 % d'entre eux ont été reconduits à la frontière.

■ JUSTICE: une reconstitution du quadruple meurtre de Sainte-Cécile- Plage, près de Boulogne-sur-mer (Pas-de-Calais), a été organisée, lundi soir 15 décembre, en présence des deux frères Jourdain, soupconnés d'avoir violé et tué quatre jeunes filles, dans la nuit du 11 au 12 février. La reconstitution a duré plus de sept heures. ■ FRÉGATES : Pintermédiaire Gilbert Miara a été mis en examen et

incarcéré pour « complicité de tentative d'escroquerie », lundi 15 décembre, par le juge d'instruction parisien Eva Joly chargée de l'enquête sur la vente par Thomson de frégates à Taïwan en 1991 (Le Monde du 5 décembre). Son avocat, M. Jean-Yves Liénard, a déposé une demande de mise en liberté.

■ HUMANITAIRE : l'abbé Pierre a entamé, lundi 15 décembre, à Marseille. un « Tour de France des sans-abris et des mai logés » afin de faire mieux connaître les solutions mises en œuvre pour les défavorisés par les associations soutenues par sa Fondation. L'abbé Pierre, âgé de quatre-vingt-cinq ans, prévoit de se rendre, d'ici mars 1998, dans une dizaine de villes, dont Metz, Valenciennes, Beauvais, Gretoble et Paris.

n water and the

· September ()

 $\mathcal{F}^{(2)}(\mathcal{F}^{(2)}_{\mathcal{A}_{1}}(\mathcal{F}^{(2)}_{\mathcal{A}_{1}}(\mathcal{F}^{(2)}_{\mathcal{A}_{1}})) = \mathcal{F}^{(2)}(\mathcal{F}^{(2)}_{\mathcal{A}_{1}}(\mathcal{F}^{(2)}_{\mathcal{A}_{1}}))$

mar Parker.

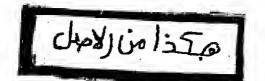
Company of the second

مايشوره وأرواه

40.00

The second

- 1/1 - 1/1



M. Chirac plaide en faven de la recherche sur les maladies infectieux

LE PROCÈS PAPON

Lorsque Georges Gheldmann, dix ans, vit sa mère déportée vers Drancy

Il est le premier témoin direct des faits reprochés à l'accusé. Entendu par la cour d'assises, il a raconté les rafles de juillet 1942 puis l'organisation d'un convoi vers la région parisienne. Maurice Papon a assuré ne se sentir « nullement impliqué »

BORDEAUX

de notre envoyé spécial « Mon chéri, je suis au commissariat, viens me rejaindre, vite!» Quatre lignes jetées sur un carré de papier. « Le 16 juillet 1942, j'avais dix ans et demi, se souvient Georges Gheldmann, aujourd'hui retraité. Je suis rentré à l'heure du goûter et j'ai trouvé un mot de ma mère qui me demandait de la rejaindre. J'ai pris mon véla jusqu'au cammissariat. Là, j'ai été arrêté. Puis nous sommes allés à la prison de Dax, au nous avons été livrés aux Allemands. On nous a mis dans une grande cellule, nous étions une dizaine. Le lendemain matin, naus sommes sortis de la prison. On m'a libéré, chassé. C'est la dernière fois que j'ai vu ma mère.» Lundi 15 décembre, Georges

Gheldmann témoigne à la barre de la cour d'assises de la Gironde. Il est le premier témoin direct de faits que l'on reproche à Maurice Papon. Hongroise originaire d'un faubaurg de Budapest, Berthe Gheldmann avait trente-cinq ans lorsque la police française est venue l'arrêter en vertu des instructions allemandes. Elle faisait partie des douze juifs arrêtés et recensés, « en provenance de Dax », où, en 1939, arrivant de Paris, elle avait trouvé refuge.

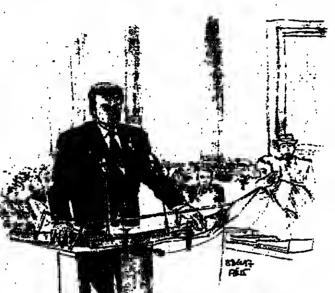
Puis Georges Gbeldmano raconte le demier regard, la marche à reculons tandis que le convoi s'éloignaît. Et les jours qui suivirent : l'accueil chez un ami de sa mère, la crise de foie le soir même, l'hospitalisation à l'hôpital de Dax. « Bien longtemps après, un passeur m'a emmené en zane libre. » D'abord chez sa grand-mère, ensuite dans un orphelinat cathofique de l'Aveyron, enfin, en Cor-

rèze, où il vécut « la vie des enfants de paysans qui passaient des messages paur le maquis, jusqu'à la Li-

« Qu'est devenue votre mère? », demande le président Castagnède. « l'ai su par le Mémorial de la départatian de Serge Klarsfeld qu'[elle] avait été internée à Méri-gnac le 17 [juillet], déportée vers Drancy le 18, puis vers Auschwitz le 19. Man père a été arrêté dans la rafle du Vel'd'Hiv', à Paris, le 16. Peut-être se sont-ils rencontrés ? Je n'en sais rien. Ils ant pris tous les deux le canvai nº 7. » Celui-ci comportait 999 personnes. 375 ont été gazées à leur arrivée en Haute-Silésie. 17 survivalent eo 1945. Georges Gheldmann o'a plus jamais revu ses parents.

LES PHRASES ET LES RATURES Le président relève que le témoin - à l'époque non déportable puisqu'il n'avait pas quinze ans o'a pas été pris eo charge lorsqu'il a été relâché. Maurice Papon avait affirmé que la préfecture s'était inquiétée du sort des enfants. «A quelle époque ce drame s'est-il déroulé? », demande curieusement l'accusé, à qui l'an rappelle qu'il s'agit de la rafle de juillet 1942. Jusque-là, Maurice Papoo semblait avoir retrauvé soo énergie des premiers jours pour réaffirmer qu'« en ce qui concerne ce convoi », il ne se sentait « nullement implique ».

Puis, s'adressant ao témoin: «Ce témoignage est émouvant par sa nature et également par la dignité avec laquelle il naus est rapporté. Si j'al bien campris, madame votre mère avait été saisie par les Allemands... » Georges Gheldmann rectifie: « Nous avons été arrêtés et transférés à la prison par la ponce



française. » « Ah I aui », se reprend l'accusé. Et, pour répondre sur la prise en charge des enfants dacquois : « Il foudrait savoir si les parents ant été conduits à Bordeaux après un stage à Mérignac [NDLR : le camp d'internement] au directement au convoi [NDLR: eo gare Saint-Jean]. »

A la demande de Mª Arno Klarsfeld, le président Castagnède fait projeter le mot griffonoé par Berthe Gbeldmann, le 16 juillet 1942. Puis les phrases raturées d'enfant que Georges écrivit à sa tante le soir-même du 17 : «Ma chère tante, je t'écrit en ce mament paur te prévenir qu'an est venu chercher maman paur la mener dans un camp de cansentration paur travailler. J'ai tellement pleuré

que je n'ai plus de larme et man cœur est fondu : an m'a arraché de maman après avoir passé la nuit dans la prison alemande, on était dix et deux enfants et ce matin elle est parti à Mérignac avec d'autres juifs ou l'an va les consantrer puis il vont partir en Alemagne (...). Jajo. »

Le président Castagnède observe qu'il est question de l'Allemagne dans ce texte d'enfant. « Un garçon de dix ans était plus informé qu'un haut fonctionnalre de la préfecture de la Girande », lache M' Klarsfeld, L'avocat remarque que Berthe Gheldmann, hongroise, a été arrêtée, bien que cette nationalité fit partie des nationalités exemptées de déportatioo. « Elle était enregistrée camme polonaise! », révèle-t-il. Il précise alors qu'elle était fichée hoogrolse.

qu'une dauzaine d'autres hangrois, selon lui, sont dans ce cas, et qu'ils ont été « sciemment dénatia-

Puis il demande la prajection d'un autre document : la dernière carte postale écrite, à Drancy, par Berthe Gheldmann. « Prier M. Durand-Narpas avec M. Caugouille (NDLR : l'ami qui hébergea l'enfant à sa sortie de prisoo] de ne pas laisser mon fils au préfecture, au besoin accompagné chez sa grand-mère en Z libre (...), est-il écrit. Je dannerai de mes nauvelles aussitôt que j'ai une adresse paur recevoir des nouvelles de mon fils. » « Entre Dax et Drancy, elle a du camprendre que les ardres ne venaient pas des Allemands, mais de la préfecture », commente Georges

« JE N'EN AI RIEN À FAIRE »

M. Klarsfeld demaode alors qu'on projette la photo de la mère du témoin. Le président Castagnède s'oppose pour l'instant à la demande, dont l'impact émationnel est évideot, mais n'exclut pas y accéder « avant la fin de l'audience ». Il note que « des choses très impartantes viennent d'être dites ». L'avocat de la partie civile reste sourd aux arguments du juge et lui lance : « Pour vous aussi, il y a des julfs intéressants! Je représente les Fils et filles de déportés sans l'actian desquels vaus n'auriez pas Phanneur de présider cette [audience] ». Sans broncher, le président Castagnède relève les « pra-

pos intolérables » à son encontre. Me Gérard Boulanger, pour la partie civile, reboodit sur la questioo de la nationalité de Berthe Gheldmann, déportée polooaise

« Les autorités françaises ant falsifié ces listes » pour gonfier les convais. « Je ne peux pas laisser dire ça!, proteste Maurice Papon, vous save: avec quelle canscience Garat INDLR: chef du service des quesdons juives] vérifiait les listes l »

« Camment devient-elle Polanaise?, questionne alars le pré-- Les Allemands, peut-être, ré-

pond Maurice Papon. Pas les Fronçais. Peut-être la police aux questians juives [qui dépend du Commissariat général aux questions juives], pas la préfecture.

- Pourquoi de telles erreurs ? - Je ne comprends pas. >

Puis la salle examine une liste des 171 juifs déportés que projette le président. Un natif de Prague est classé polonais, un autre, de Riga, roumain. Des guillemets placés sous une Egyptienne semblent décréter qu'une vingtaine de juifs sont égyptiens. Certains suggerent que les guillemets signifient, au contraire, apatrides...

La confusion règne. « Je voudrais bien savoir d'au vient cette liste riche d'anormalités », demande Maurice Papon. Curieusement, ni le président, ol les parties civiles, ni même la défense ne sont en mesure d'indiquer la provenance de cette pièce, qui est le deuxième document coté au dossier l

Alars que les débats s'interrompent, Gearges Gheldmann souhaite reprendre la parole. « Je voudrais récuser les félicitations que m'a adressées M. Papon. Cela, je n'en ai rien à foire ». Dans la salle, spontanément, les parties civiles

> Jean-Michel Dumay Dessin : Noëlle Herrenschmidt

Juliette Benzazon et la mémoire de quatorze proches exterminés à Auschwitz

BORDEAUX

Elle est belle, Juliette. Avec ses cheveux blanc-bleu, sa goualante des enfants du quartier Mériadeck, à Bordeaux, ses soixante-sept ans qu'elle porte avec allégresse, sa manière de s'adresser directe-

PORTRAIT_

L'itinéraire d'une enfant du quartier de Mériadeck, partie civile contre Maurice Papon

ment à Maurice Papon par-dessus la tête du monde entier, Juliette Benzazon est devenue une des égéries des parties civiles. « Ma culture, elle s'est faite sur les marchés et pas à l'ENA », dit cette petitefille de fripiers.

Brocanteuse, son appartement, dans le quartier Saint-Michel de Bordeaux, recèle. autant de trésors que la caverne d'Ali Baba. Des poupées de chiffon aux abjets pieux en passant par une incroyable collection de n'importe quoi. Le tout servant, on le comprend bien, de faire-valoir aux photos des sept enfants, quatorze petitsenfants et deux arrière-petits-enfants qui font de Juliette une vieille dame heureuse.

Heureuse si quatorze personnes de sa fa-mille la plus proche o'avaient été extermi-j'al encare un peu nées à Auschwitz. Comme pour la plupart des enfants juifs de cette époque, tout commence avec l'étoile jaune. Juliette a douze ans. « Mon père a dit de ne plus te parler car tu es juive », lui dit une de ses amies. Juliette décide, avec quelques amis, de détourner l'odieuse distinction. L'étoile est décaupée, attachée avec une épingle « anglaise » et cousue avec un sou percé

« Cétait peut-être absurde, mais, dans nos esprits de gosse, cela voulait dire que nous étians tout à la fois juifs, français et anglais. » Un jour, les Allemands arrêtent, pour quelques beures, les meneurs de cette froode adolescente. « Ne recommencez pas, sinan naus reviendrons et, alors, attentian! > «En rentrant, man père m'a danné une sacrée correction! », racoute Juliette Benzazon.

Le pire arrive. C'est d'abord le grandpère, Simon Dray, qui, en mars 1942, est arrêté et conduit au camp de Mérignac. « A cette époque, les conditions de détention n'étaient pas très dures, se souvient Juliette. Une fois par mois, la fomille allait au camp avec des paniers pour manger avec le grand-père. » Entouré de deux policiers, ce dernier peut même assister à la circoocision d'un de ses fils. « Plus de cin-

honte de mes réactians de l'époque : je croyais que man grand-père était un voleur I », avoue Ju-

liette Benzazon. En juillet 1942, le père de Juliette, Salomoo, sa mère, Marie, soo frère

partent vers Marseille pour tenter de gagner l'Algérie, d'où la famille est originaire. Le père et le frère sont pris dans la rafle du Vieux-Port, conduits à Fréjus puis à Auschwitz, où ils seront exterminés le soir de leur arrivée. La mère, Marie, échappe à la déportation grâce à un médecin français, chargé de faire le tri « entre les juifs et les autres ». Une famille catholique de Bordeaux recueille les trois petites sœurs alors que Juliette reste avec sa mère près d'Aix-en-Provence.

« IL N'Y AVAIT PLUS PERSONNE »

«Le village qu naus étians, racantet-elle, était presque entièrement habité par des personnes ariginaires d'Italie ; au début nous naus sommes méfiés d'eux ; à tart, car

paraître la mention

/uif ~ des papiers d'identité de Juliette, qui retaurne alors de temps en temps à Bordeaux pour voir ses sœurs et leur porter un peu

En décembre 1943, la veille de la grande rafle de Mériadeck, elle dîne chez son grand-oncle et sa femme, qui ont quatre enfants. Ils insisteot pour qu'elle reste dormir chez eux. Elle hésite puis refuse. « Le lendemain, ils avaient taus été raflés, et alors, à ce mament-là, j'ai eu très peur. »

quatre enfants, dont le petit Michel Dray, âgé d'un an. A la fin de la guerre, Juliette revient à Mériadeck. «J'ai eu l'impressian qu'il n'y avait plus persanne », dit-elle, avant d'ajouter : « Papon a peut-être sauvé des

Raflés aussi, et aussi extermioés, la

deuxième épouse du grand-père et ses

ils naus ant beaugens de la haute, mais pas du petit caup aidés. A gens de la haute, mais pas du petit peuple. » Elle se marie avec Joseph Benchaque fois que des saldats allemands zazon, dont elle est eocore fière aujourd'hui de dire qu'il s'est battu contre arrivaient, ils naus les Allemands et qu'il a abtenu la médaille prévenaient et naus des jeunes résistants de moins de vingt naus cachians dans ans. Ils auront sept enfants. « Pendant la guerre, je me disais toujaurs que si je m'en les callines avaisinantes. » Le maire sartais, j'en ferais au mains dix ! >> Michel Slitinsky n'a pas beaucoup de du village fait dis-

mal à la convaincre de se porter partie civile contre Maurice Papon. Depuis, elle est un des piliers de cette étrange famille qui veut faire aboutir sa plainte contre l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Elle y joue le rôle de « rassembleuse », notamment entre les religieux et les non-religieux. « Que Dieu me pardanne, dit-elle en levant les yeux au ciel, mais beaucoup de gens chez naus ant perdu la foi durant cette période, certains m'ant même dit : "Ton Ban Dieu, il était en vacances quand an naus exterminait" ! »

Tous les jours, Juliette Benzazon s'assoit dans les rangs des parties civiles. « Je n'ai pas de pitié pour Maurice Papon, dit-elle, car lui n'a pas eu de pitié paur naus Bien sur qu'il est vieux. Man père, lui, n'a même pas pu devenir vieux. Il n'a vu aucune de ses filles se marier. »

José-Alain Fralon



RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 17 DÉCEMBRE 1997

Le gouvernement tente de réinventer l'aménagement du territoire

Dans un entretien au « Monde », la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Dominique Voynet confirme que la loi s'appuiera sur les potentialités des agglomérations et des « pays » et mettra en place des « schémas de services collectifs »

Pierre Chevénement a-t-il été au cœur des débats dn Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (Cladt), réuni lundi 15 décembre à l'hôtel Matignon?

- En fait, le débat a un peu tourné court, car le ministre de l'intérieur a dù partir à l'Assemblée pour défendre son projet de loi sur l'immi-gration. Mais sur le fond, son *credo* republicain me convient : ce n'était pas un discours désincarné sur l'Etat et la nation, mais il a insisté sur le role de l'Etat garant des grands équilibres, ce qui est bien naturel. Nous aurons prochainement l'occasion, lui et moi, d'en discuter en tête à tête. Si incident il y a pu avoir, je considère qu'il est clos.

- Avez-vnus été confirmée comme chef de file pour la préparatinn de la ini d'orientatinn, la Loadt?

- Même si le mot de « chef de file » n'a pas été prononcé, Lionel Jospin a confirmé que ce projet de loi serait présenté avant les autres. Les autres textes, par exemple sur l'intercommunalité, viendront le complèter. La préparation de cette Loadt se fera dans le cadre d'un



DOMINIQUE VOYNET

large débat public : je rencontrerai les associations d'élus intéressées et je réunirai à nouveau en Janvier 1998 le Conseil nadonal d'aménagement du territoire. Je serai également auditionnée par les commissions compétentes de l'Assemblée

- Quels sant les principes fandateurs de votre projet de lnl?

 La loi Pasqua ne nous dérange pas. C'est un texte dans lequel Il y a même des dispositions ingénieuses. dont beaucoup, à l'évidence, sont soit inapplicables, soit inappliquées. Notre philosophie est de rompre avec une conception dépassée de l'aménagement du territoire qui laissait de côté la question des villes pour se focaliser sur les territoires ruraux désertifiés sur lesquels l'Etat devrait porter son attention comme sur un grand malade. Finie la vision purement redistributive et caritative de l'Etat, pour mettre désormais d'avantage en valeur les potentialités endogènes de chaque territoire. A chaque territoire son projet!

- On'appelez-vnus dans votre ini les schemas de services col-

- La loi énoncera de grands prin-

cipes prioritaires d'aménagement et fixera les orientations des nouveaux schémas de service collectifs. Conjointement, principes et schémas se substitueront au schéma national prévu par la loi Pasqua, Le schéma ne pouvait etre qu'un stock de projets et un catalogue à la Prévert, dans lequel chaque ministre pouvait piocher, ou qu'un discours général d'intennons sans valeur normative. Nous allons reprendre en les rénovant les schémas touchant, par exemple, l'enseignement supérieur ou la culture. Mals la nouveauté est que nous créons deux schémas intermodaux de transports - I'un pour les voyageurs, l'autre pour les marchandises -, un autre sur l'énergie et un

dernier sur les espaces naturels et les risques. C'est notamment dans ce dernier document que nous allons marier - ce qui n'est pas facile - les préoccupations d'aménagement et d'environnement. Ce document illustre notre démarche : c'est un schéma de précaution et de prévention. Tous ces schémas ne se traduiront pas nécessairement par du bitume, du béton ou une cartographie figee.

L'Etat va-t-il, comme en liede-France, mettre en œuvre vingt-deux schémas régionaux?

Le besoin se fait sentir d'un échelon de planification intermédiaire renforcé, entre le niveau communal et le niveau national. La question se pose de savoir jusqu'à quel point ces schémas régionaux seront prescriptifs. Le débat n'est pas tranché; ce sera la tâche d'une mission d'expertise de faire des pro-

– Sur les agglomérations et les pays », quelles sont vos inten-

 Les agglomérations sont un sujet qui relève d'abord de la compétence, au plan institutionnel, de mon collègue de l'intérieur. Quant aux « pays », je remarque que per-

« Tout s'est très bien passé »

sonne ne les critique: on recense environ deux cents projets. Mais il est nécessaire d'alier au-delà de ce qu'on a fait jusqu'à maintenant, et l'Etat doit les reconnaître officiellement. Ce qui devrait se manifester par exemple lorsque seront négociés les futurs contrats de plan. J'ai confié à Jacques Chérèque, ancien ministre, une mission d'évaluation des contrats de plan en cours.

- Le Ciadt a-t-il décidé des délocalisations d'activités?

- Le gouvernement préfère parler d'« implantations d'emplois et de services ou public ». Par exemple, l'implantation du CNASEA à Limoges, décidée en 1992, a été confirmée, mais nous prendrons le temps de la concertation avec les intéressés, notamment les personnels. Avant toute décision, il faut analyser les potentialités des villes et y implanter des activités qui renforcent leurs pôles de compétence ou qui corrigent les déséquilibres. L'Ecole nationale des douanes devrait aller de Neuilly à Tourcoing, et la Sonacotra Saint-Denis, Le CIAT a confirmé l'objectif de 30 000 emplois réim-

plantés d'ici l'an 2000. - Et le plan Massif Central? - C'est l'illustration même de

notre démarche. Ce ne sera d'ailleurs pas un plan. Nous voulons prendre des mesures de développement durable de ce territoire: il s'agit, à travers des projets émergeants, de renforcer les potentialités de création d'emplois et d'activités durables.

- Ce Ciadt marque-t-il une rupture avec les précédents?

- On peut parler de victoire culturelle, car les esprits ont singulière-ment évolué. Après le rève des années Pasqua et l'immobilisme des années Gaudin, on revient désormais à des approches concrètes, mesurables, avec une volonté: la proximité avec le terrain.

- Vous ne dites pas un mnt de Péquilibre Paris-province ?

- Tout le monde est bien d'accord sur l'importance du sujet, et ce sera l'objet du prochain Ciadt , L'agglomération parisienne a également ses problèmes. Il ne faut pas opposer Paris et les régions mais rechercher leur complémentarité et un nouvel équilibre entre les grandes métropoles françaises. •

> Propos recueillis par François Grosrichard et Sylvia Zappi

Les mesures territoriales

Parmi les mesures arrêtées par le Ciadt, certaines ont une portée générale intéressant l'ensemble du territoire et d'autres ont un impact regional précis. Vis-à-vis des entreprises. Le

fonds national de développement des entreprises (FNDE), créé par la loi de 1995, sera doté en 1998 de 200 millions de francs. Contrats de plan : Jacques Chérèque, ancien ministre chargé des reconversions et de l'aménagement du territoire, se voit

des contrats de plan en cours Zones aidées : Une mission d'analyse et de simplification du dispositif actuel est confiée à Jean Auroux, ancien ministre, maire (PS)

de Roanne. ● Etudes et prospective : création d'un institut des hautes études de l'aménagement du territoire dans lequel se retrouveraient des fonctionnaires, des universitaires, des élus, des représentants du monde économique et social. • Transferts d'activités hors de Paris. Le gouvernement a arrêté une liste de déplacements d'organismes publics ou parapublics, à négocier avec les organisations syndicales et les personnels, et à mettre en œuvre, éventuellement après le résultat des expertises en cours. Plusieurs villes

cotières de Bretagne devraient acqueillir des administrations dépendant du ministère de l'équipement et des transports et du ministère de la défense : l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées et ingénierie de la direction des constructions navales pourrait se voir transférer à Brest, l'Etablissement national des invalides de la marine à Lorient, et le Centre d'études techniques maritimes et fluviales (CETMF) verrait son site renforcé à Brest. Le Nord devrait également voir l'arrivée progressive du Centre national de formation et d'études de la protection judiciaire de la jeunesse à Roubaix, de l'Ecole nationale des douanes à Tourcoing. et la création d'une cour administrative d'appel à Douai. La ville de Saint-Denis serait concernée par des transferts prévus d'organismes sociaux dépendant du ministère de Martine Aubry comme le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille (FAS), l'Office des migrations internationales (OMI). la Sonacotra et le Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente (Centre Inffo). La relance de la décentralisation du Cnasea d'issy-les-Moulineaux à Limoges a été reconfirmée. Par ailleurs, un renforcement de l'école de geodarmerie est à l'étude pour Tulle. Au totai, 1889 emplois sont concernés par ces différentes

« Taut s'est très bien passé » ont dit, en revenant dans leur ministère, la plupart des quelque vingt membres du gouvernement présents au Cladt, lundi 15 décembre, et invités par Llonel Jos-

RÉCIT_

D'un côté, les partisans de l'« Etatdépartement-communes », de l'autre, ceux de l'« intercommunauté-régions-Europe »

pin à observer un strict silence vis-à-vis de l'extérieur. Tout s'est donc « très blen passé », malgré une actualité qui a quelque peu chahuté l'agenda des uns et des autres: Jean-Pierre Chevenement, le ministre de l'intérieur, soucieux d'ouvrir un débat de fond mais contraint de rejoindre l'Assemblée nationale pour la suite de son marathon législatif sur l'immigration; Alain Richard, son collègue de la défense, intéressé par les restructurations militaires mais sautant dans un avion pour accompagner lacques Chirac en par-

tauce pour les Emirats arabes unis. Dominique Voynet elle-même, l'héroine du jour, filant dès la fin du Cladt pour attraper un TGV vers Besancon en compagnie de Pierre Moscovici, le ministre des affaires européennes, pour régler un problème urgent lié aux élections régionales.

Tout s'est «très bien posse», enfin, malgré le choc des cultures entre Jean-Pierre Chevènement et Dominique Voynet, qui développent des conceptions largement divergentes de l'aménage-ment du territoire (Le Mande du 16 décembre). Comme prévu, Jean-Plerre Chevenement a soulevé un débat de fond - que le gouvernement tr'avait, et fait, jamais abordé - sur les orientations mêmes de cette politique. Au nom de l'intérêt général et de la pérennité d'un Etat fort, le ministre de l'intérieur s'est notamment inquiété de la disparition du schéma national d'aménagement du territoire prévu par la loi Pasqua et écarté, depuis un premier arbitrage rendu le 4 novembre, de l'avant-projet de loi Voynet. L'un des proches de l'ancien maire de Belfort résume sa préoccupation en affirmant: . On ne peut pos avair une palitique natianale à partir de la somme de vingt-deux politiques régionales l »

De son côté, Me Voynet, qui n'a pas apprécié l'annonce du dépôt par les services du ministère de l'intérieur d'un projet de loi sur l'intercommunalité avant que le CIADT ne se tienne, a développé sa conception plus régionaliste de l'aménagement du territoire. Selon l'un des participants, le gouvernement s'est partagé de façon très nette en térieur, ceux qui raisonnent « Etat-département-communes »; et, autour de la ministre de l'aménagement du territoire, ceux qui pensent: «Intercommunalité-régions-Europe ». SI le ministre de l'intérieur prépare, lui-même, un projet de loi sur l'intercommunalité, il s'est montré cependant très attaché à ce que le gouvernement ne touche pas aux compétences actuelles des différents écbelous de collectivités territon'ales. Comme prévu, le Ciadt n'a pas trancbé le débat, qui a été intense: bien qu'Interrompue par le départ de

Jean-Pierre Chevènement pour le Palais-Bourbon, cette discussion a occupé un bon tiers des presque trois heures qu'a duré le Cladt. Le ministre de l'intérieur n'a d'ailleurs pas désarmé et a rappelé, avant de partir, que d'autres occasions se présenteront, dans les phases suivantes d'élaboration de la loi d'orientation sur l'aménagement et de développement (Loadt), de rouvrir ce

MÉNAGER L'UN ET L'AUTRE

Dans ce contexte. Lionel dolt gérer les deux Franc-Comtois « ennemis » de sa majorité plurielle, a dû s'employer à ménager l'un et l'autre. Aiusi li a consacré la prééminence de Dominique Voynet dans le processus en cours. Mais l'arbitrage qui falt de Jean-Pierre Chevénement le ministre responsable de l'important volet de la politique gouvernementale que représente le développement des agglomérations. est considéré comme une victoire par le cabinet du ministre de l'intérieur.

Récit du service Régions

Aujourd'hui une convention de développement du Pays basque, demain un département?

de notre correspondont Parmi les mesures prises par le comité interministériel. le Pays basque bénéficie d'un traitement particulier: 32 millions de francs sont débioqués par l'Etat qui, avec le concours de la région Aquitaine et du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, en affectera, par exemple, 4 à l'agriculture et à la péche, et 10 aux transports, dont la moitié pour le port de Bayonne. Ces sommes s'ajouteront aux crédits du contrat de plan Etat-région (Le Monde du 13 dé-

Première originalité par rappott

aux dossiers babituellement traités à ce niveau, une enveloppe consistante de 26 millions de francs est attribuée à la culture et au patrimoine basques. Cet effort a été vivement défendu par la députée PS Nicole Péry, par ailleurs chargée par le gouvernement d'une mission sur les langues régionales. Seront aidés la formation des enseignants en langue basque, les centres culturels et les médias bascophones tant du service public que du secteur privé.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'une « convention de développement », la première en France, qui pourrait préfigurer la

démarche que Dominique Voynet souhaite mettre en œuvre dans le cadre du futur contrat de plan Etat-région. La convention associe Etat, région et département, et s'appliquerait movennant un contrat passé avec une agglomération ou un « pays ». C'est le cas ici avec le Pays basque, déjà reconnu comme tel au sens de la loi Pasqua par arrêté préfectoral du

La convention adoptée pour le Pays basque est également un aboutissement: depuis septembre 1992, des partenaires économiques et sociaux venus de tous horizons avaient élaboré un

schéma d'aménagement à travers la démarche « Pays basque 2010 », puis créé un « conseil de développement », sorte de conseil économique et social local. Le 22 mars. le conseil des élus du Pays basque a ratifié ce schéma avant de le transmettre à Paris. La nouvelle convention reprend bon nombre des propositions de ce texte.

Nicole Péry a affirmé le 15 décembre que, rédigée à Paris, « la convention demeure ouverte », c'est-à-dire qu'elle reste à cosigner par les instances politiques locales, dont le conseil des élus du Pays basque. Simultanément François Bayrou, président (UDF-

FD) du conseil général des Pyrénées-Atlantiques a bien pris som, dans une longue déclaration, de s'inscrire dans cette démarche contractuelle. Pour autant, ce farouche adversaire d'un nouveau département du Pays basque n'eutend pas adhérer à l'appel lancé le 15 décembre par la parlementaire socialiste et à une « réflexion sur les aspects odministratifs et les instances du Pays basque ». Un clin d'œil que pourront par contre apprécier les partisans d'un nouveau département, déjà séduits par les gestes en faveur de la culture.

Michel Garicoix

Rock acrobatique et artistes RMIstes à la trésorerie de Meurthe-et-Moselle

NANCY

de natre correspondonte Depuis quelques années, aller à l'hôtel des finances à Nancy n'est nlus si douloureux que cela. C'est parfois même divertissant, déroutant dans tous les cas, puisque cette austère maison pratique une politique d'expositions décoiffantes, histoire d'en changer la

perception par les usagers. Accent du Sud-Ouest, formules qui décapent, Georges Riera, trésorier-payeur général de Meurtheet-Moselle, est arrivé à Nancy après un parcours atypique de recteur d'académie à Nice et Besancon et de président d'université à Perpignan. En débarquant de la trésorerie de Saint-Brieuc, il a trouvé en Meurthe-et-Moselle une pratique déjà bien enracinée d'expositions qui n'ont, la plupart du temps, rien à voir avec la vocation

première de cette « mognifique institution » pour laquelle il confesse une tendresse sans limite. A raison de six expositions par an depuis 1989, année du bicentenaire, la trésorerie de Meurthe-et-Moselle n'est plus un « bunker » dans lequel on entre à reculons pour parler d'impôts.

« Cette image archaïque ne me plait pas. Je dirois même que j'en souffre, explique-t-il. On n'a la cole ovec personne. Ce que naus poursuivons ici, initié par man prédécesseur Hugues Maizy, ce n'est pas paur nous donner bonne canscience ct faire posser la pilule. Je n'oi pas honte de collecter l'impôt. L'argent sert aux crèches, aux routes, aux hôpitaux, aux ecoles... Le problème, en court, de marques et de contrefa-France, c'est que le Trésor patit de ce folklare anti-fise érigé à hauteur d'un sport national. » Alors, pour bousculer cette image, la trésorerie artistes y ont été accrochées ainsi

s'est lancée dans cette aventure doublée d'une politique active de soutien et de conseil aux entreprises. « Nous sommes de véritables infirmiers des entreprises en difficulté », dit-il encore, ajoutant : « Nous sommes une administration de type modeste, qui ne lo ramène

« C'EST PLEIN DE JEUNES 1 » Les quelques petites réticences des agents, au départ, ont été rapidement gommées, et le public a fini par être séduit. Aujourd'hui, on vient à la trésorerie comme on irait dans une galerie, pour admirer une exposition de médailles, de sculptures, de lutherie de Mircons, d'accordéons ou de photos lors de la Biennale Internabonale de l'image. Les œuvres de RMIstes que celles des fonctionnaires. On y a vu aussi un danseur indien, Ragbunat Manet, sacré meilleur danseur de barathanatya, et même une démonstration de rock acrobatique. Quand Nancy vibre à l'automne au rythme de Nancy Jazz Pulsations, son festival de jazz, la trésorerie participe et « c'est plein de jeunes! ».

Chaque grand événement nancéien suscite un partenariat. Une fois, on a même dansé après le pot d'inauguration Organisé avec les moyens du bord. C'est Dominique Crabouillet, chargée de la communication et véritable cheville ouvrière de cette aventure, qui tartine les toasts. Il ne faudrait pas que le contribuable s'imagine qu'on jette l'argent par les feuêtres en organisant des cocktails somptueux. Le hall circulaire ou s'étendent les guichets est ainsi, avec belle régularité, transformé en salle d'exposition. Pour le montage, c'est le système D. Dominique Crabouillet a récupéré des vitrines à droite et à gauche. C'est elle qui fait le ménage, qui colle les étiquettes. Les invitations sont ronéotypées.

Grand amateur de rugby, Georges Riera a même invité son copain Daniel Herrero, à l'occasion du tournoi universitaire de rubgy. « Ça a changé l'image de lo tresorerie. Les gens se sont dit, tiens, c'est ça, le Trésor. Ils croyaient qu'on était lo pour les bouffer tout crus », reprend-il. Et d'ajouter : « Les impôts, c'est un truc civique. Molgré ca, an o mouvaise presse. Le recouvrement de l'impôt, c'est 30 % de notre octivité. Les expos, c'est un moyen de nous exprimer, d'ovoir de

Monique Raux

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 17 DÉCEMBRE 1997 / **15**

L'employé du mois.

de Formule 1,

les conditions

le test

tous,

Le charmant animal que vous voyez là est un élan. Il a donné son nom à un test de comportement des véhicules en conditions extrêmes. C'est au cours d'un de ces tests -dit de l'élan- que certains journalistes ont pris en défaut la tenue de route de la Mercedes Classe A. Suite à ce test -et pour couper court à toute décidé de rumeur- nous avons suspendre temporairement la livraison de toutes nos Classe A afin de procéder à un réglage des suspensions et de l'équiper en série d'un système de stabilisation totalement révolutionnaire : l'ESP (Electronic Stability Program). Ce système intègre les aides à la conduite les plus efficaces du moment : l'ABS, le BAS (système de freinage d'urgence) et l'ASR (système anti-patinage). Mais ce n'est

pas tout : il peut également freiner indépendamment

est en péril (pluie, neige, verglas) et même

intervenir directement sur la gestion moteur.

chaque roue de la voiture lorsque la stabilité de celle-ci

Exactement comme si vous aviez une pédale de frein

pour chaque roue. Le premier modèle de Classe A

équipé de ce système est sorti des chaînes de montage.

nagement du territoire

une tenue de route tout simplement extraordinaire.

Non, nous ne pouvions pas laisser notre réputation de sécurité et notre image de qualité remises en cause. Nous avons corrigé ce qui devait l'être. Aujourd'hui, la Classe A est enfin devenue la voiture qu'elle aurait toujours dû être : sans doute le modèle le plus sûr de sa catégorie. A partir de quand la Classe A modifiée sera-t-elle sur le marché ? Mars 1998.

Il a été testé le 8 décembre dernier par les journalistes

qui l'avaient mis en cause précédemment (Robert

Collin, Jochen Albig, Michael Specht et Dirk Vincken)

l'ancien champion du monde

Niki Lauda. La voiture, dans

de conduite extrêmes qu'impose

de l'élan, a eu, de l'avis de

système ESP et de tous les nouveaux réglages qui s'ensuivent. A quelque chose malheur est bon :

cette date bénéficieront, sans frais supplémentaires, du

Toutes les Classe A qui seront livrées à partir de

aujourd'hui la Classe A est plus sûre que jamais et crée par la même occasion un nouveau standard de sécurité.

Mercedes-Benz

Le général Jean Thiry

Le bâtisseur de Mururoa

LE GÉNÉRAL JEAN THIRY, qui dirigea les centres d'expérimentations nucléaires de Polynésie française entre 1963 et 1969, est décédé, dimanche 14 décembre, à Paris, dans sa quatre-viogt-cinquième année.

Né le 30 mai 1913 à Reims (Marne), polytechnicien, Jean Thiry choisit d'entrer dans l'armée de l'air en 1935, peu après la constitution de cette armée, intégrée précédemment dans l'armée de terre. Il sert eo Afrique, puis en Algérie et au Maroc, avant de rejoindre la Grande-Bretagne en 1943 et de participer à des hombardements alliés au sein des escadrons 346 et 347 de la Royal Air Force (RAF). A la fin de la guerre, le jeune commandant Thiry dirige la section des expérimentations générales du centre d'expériences aériennes militaires (CEAM) basé à Mont-de-Marsan (Landes). Il sera ensuite affecté au bureau des pro-

grammes de matériels à l'état-maior de l'armée de l'air, puis en Afrique. Lieutenant-colonel en 1949, il commande la base du transport aérien d'Orléans (Loiret). Promu colooel eo 1954, il commande la base aérienne de Chambery (Savoie).

C'est à partir de 1958 que Jean Thiry, promu général de brigade, va entamer une seconde carrière au service de la mise au point de l'arme nucléaire. Il sert tout d'abord auprès du colonel, puis général Charles Ailleret, qui a pris le commandement interarmées des armes spéciales à Reggane (Sahara), chargé de préparer l'armement nucléaire avant, puis après l'accession du général de Gaulle au pouvoir. C'est le général Thiry qui sera notamment responsable, à partir de 1963, de la construction du centre d'expérimentations sur trois atolls du Pacifique, Hao, Mururoa et Fangatau-

fa. Directeur, entre 1963 et 1969. des centres d'expérimentations nucléaires (Dircen), un organisme mixte armées-Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Jean Thiry sera élevé en 1967 au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne. En 1971, placé dans le cadre de réserve, il devient conseiller militaire auprès de l'administrateur du CEA.

A la fin des années 70 et au début des années 80, le général Thiry est l'un des experts militaires de la commissioo des affaires étrangères du Parti radical, alors présidé par M. Jean-Jacques Servao-Schreiber. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la croix des TOE et de la médaille de l'aéronautique, le général Jean Thiry était grand-croix de l'ordre national du Mérite et grand officier de la Légioo d'honneur.

Jacques Isnard

■ ÉTIENNE PASQUIER, violonceiliste français, demier survivant du Trio Pasquier, est mort, dimanche 14 décembre, dans une maison de convalescence de Neuilly-sur-Seine. Il était âgé de quatre-vingt-douze ans. Né dans une famille de musiciens originaires de Tours, Etienne Pasquier fonda en 1927, avec ses deux frères jean le violoniste et Pierre l'altiste, le trio à cordes portant leur nom de famille. Jusqu'en 1974, le Trio Pasquier fut un ambassadeur de la musique française. Il assura la création du Tho de Jean Françaix en 1934, du Dewième Trio de Martinu, du Trio de Jolivet, en 1938, de celui de Milhaud, en 1947, de celui de Florent Schmitt, en 1948. Gabriel Pierné composa pour les frères Pasquier son opus 90 sur les noms de Jean-Pierre-

INSTITUT UNIVERSITAIRE

François Heisbourg a été nom-

mé, lundi 15 décembre, directeur de

l'Institut universitaire des hautes

études internationales (luhei) de Ge-

nève. Cet institut est une fondation

DES HAUTES ÉTUDES

INTERNATIONALES

Etienne Pasquier, Prisonnier au début de la seconde guerre mondiale, Etienne Pasquier cut comme compa gnon de stalag en Silésie le compositeur Olivier Messiaen.

■ HARRY GLASS, sauteur à skis, qui était devenu le premier sportif d'Allemagne de l'Est médaillé olympique en décrochant le bronze aux Jeux d'hiver de Cortina d'Ampezzo (1956), est mort dimanche à Klingenthal (Est) à l'âge de soixante-sept ans. Champion d'Allemagne de saut à skis en 1954, 1955, 1956 et 1958, Harry Glass avait réussi à émerger dans une discipline alors dominée par les Finlandais et les Norvégiens. Après une chute à innsbruck, le sportif avait dû mettre un terme à sa carrière en 1961.

contrôlée par le département fédéral

des affaires étrangères et par l'uni-

versité de Genève, en vue de former

des spécialistes et des chercheurs en

[Né en 1949 à Londres et ancien élève de

l'ENA, François Heisbourg a occupé plu-

sieurs fonctions diplomatiques à Paris et à

New York, avant de devenir, de 1981 à 1984,

conseiller pour les affaires internationales au

relations internationales.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 13 décembre sont publiés :

• Allocations familiales: un dècret relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour la période du 1 juillet 1993 au 31 décembre 1993 (2 014,06 francs) et pour la période du 1ª juin 1995 an 31 décembre 1995 (2 096,64 francs). • Routiers : un arrêté portant extension d'un avenant à la conven-

tion collective oationale des transports routiers et des activités auxiliaires de transports. Il étend a toutes les entreprises de la profession l'accord du 7 oovembre conclu entre le patronat des transports, la CGC et la CFDT, qui a mis fin au conflit des routiers.

cabinet de Charles Herma, ministre de la défense. Entre 1987 et 1992, il dirige l'Institut des haotes études internationales (IISS) à Londres, dont il préside aujourd'hui le comité exécutif. Il entre ensuite dans le groupe Matra-Défense, dont il est directeur du développement stratégique. François Heisbourg est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont un essai, Les Volontaires de l'an 2000, paru en 1995 chez Balland.]

AU CARNET DU « MONDE » Naissances

- Michel et Isabelle annoncent la naissance de

Paul-Emile, Tom, Pierre DUGNAT,

vendredi 12 décembre 1997, à Perthuis

Michel Dugnat, 285, boulevard Chave, 13004 Marseille. Isabelle Robert. 17, rue Chevandier, 26000 Valence.

Anniversaires de naissance - Pour tes quarante ans, après-demain,

tes amis.

Léonard, te disent tonte leur affection. Villefontalne, le 17 décembre 1997.

<u>Décès</u>

Mr Jean BADER,

va rejoindre son mari et les siens au cime-tière du Montpamasse, le mercredi 17 dé-cembre, à 14 h 45 (entrée principale).

De docteur et Me Claude Moch. De M. et M= Francis Bader, Du docteur et M™ Gérard Langman

ses enfants. De Florence Moch-Ray et Patrick Ray, D'Isabelle Mneb et Daniel Masloff, De Benjamin et Elodie Langman,

ses petits-enfants, De Yohan Ray, De Samuel et Sacha Masloff, ses arrière-petits-enfants, De M= Nerson

SCS SŒUIS. De toute sa famille Et de tous ceux qui l'ont entourée

Et de M= Landau

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

219, rue Saint-Honoré.

M[™] Elisabeth Bodin,

M= Catherine Hudelot-Bodin, sa fille. M= Jacqueline Duvillard

et ses enfants, Pierre, Françoise et Denis, et leurs neveux Didier et Sebastien, M. Henri Paulus et ses enfants, Laurence et Christine, et leurs enfants Doro-thée, Stéphanie et Thomas, Ses amis d'enfance, de bateau et de tra-

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Jacques Marcel BODIN. à la suite d'une longue maladie, le 12 dé-

« Homme libre, toujours tu chériras la mer.

Pensez à lui.

M= Catherine Hudelot-Bodin. 67, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

 René Gourevitch et M™, née Bogatchkoff. son frère et sa belle-sœur,

Antoine et Emmanuelle Gourevitch,

Philippe et Sylvie Coen, ses neveux et nièces, Benjamin et Nathan, ses petits-neveux,

Les familles Gourevitch, Kouchniroff, Parents, alliés et amis. oot la douleur de faire part du décès de

M. Charles Henri GOUREVITCH. expert-comptable, nmissaire aux comptes, gérant de Sortec,

survenu le 14 décembre 1997. Il est rappelé le souvenir de ses parents Mendel et Gima,

et de sa sœur, Odette,

morte pour la France, en déportation, à l'âge de vingt ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 décembre. Réunion à 11 h 30, porte principale du cimetière parisien de Ba-

Cet avis tient lieu de faire-part. 11 bis, rue Paidherbe, 75011 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

LE MONDE Décembre 1997

diplomatique

PROCHE-ORIENT: Souffles guerriers, par Alain Gresh.

-Premier échec de la croisade de Washington contre

Bagdad, par Paul-Marie de La Gorce. - Enlisement

turc au Kurdistan (A. G.) - Les atouts de la guérilla

ARGENTINE: Coup da semonce pour la président, par

MULTINATIONALES: Ces biberons qui tuent, par

TRANSPORTS: La maladie du « tout-routier », par

Laurent Carroué. - Des villes asphyxiées par l'automobile, par Isabelle Bourboulon. - Exception

revisitée par des historiens israéliens, par Dominique

pour les Alpes suisses, par Bernard Schéou.

SOCIÉTÉ : Maladies du progrès, par Marc Ferro.

HISTOIRE: L'expulsion des Palestiniens (1947-1949)

ाः RELIGION : La tentation bouddhiste en France, par

kurde en Turquie, par Michel Verrier.

Carlos Gabetta.

Claire Brisset.

Alain Renon.

et leurs enfants Ainsi que les familles Habib, Narva et

Jean-Claude Habib,

Annie Narva.

ont le chagrin de faire part du décès de M. Gaston HABIB,

survenu le samedi 13 décembre 1997, à

Les obsèques ont eu lieu, lundi 15 décembre, au cimetière parisien de Pantin, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses enfants et petits-enfants

M~ Ghyslaine MALAURIE, survent, à Paris, le 11 décembre 1997.

- M. Patricio Zamora, son compagnon, Les families Mel et Briane, Et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Mar Jeanne MEL,

le 13 décembre 1997, en son domicile,

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 décembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Raymond-Losserand, à Paris-14^a, où l'on

- Lucienne René Maus, sa mère, Daniel Molgat,

son mari, Christian, Miryam, Lise, ses enfants.

Hélène, sa belle-fille,

Sarah, Sarah, sa petite-fille, Françoise Danoo, Nicole Sabatié, ses sœurs et frère

ses socurs et ircre, leurs conjoints, enfants et petits-enfants, Sa famille et ses amis de France, du Canada et d'Angleterre, ont la profonde tristesse de faire part du

Jacqueline MOLGAT, née Jacqueline MAUS,

ur enu le 9 décembre 1997, à Ottawa. 80. avenue de Breteuil.

96, rue Frank Ottawa K2P OX2 Canada

- Sa famille et ses amis nous prient d'annoncer le décès de

Anne J. MOULIN, principal du collège Modigliani de 1979 à 1993,

survenu le 6 décembre 1997, dans sa

du Père-Lachaise, selon sa volonté.

128, avenue Félix-Faure,

- M= Pierre Oheix. ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre OHEIX.

issaire divisionnaire honoraire. capitaine de réserve, officier du 22º bataillon ancieu chef scout de France.

survenu le 12 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M= Pierre Pasquier, M= Jean Pasquier. ses belles-sœurs, M. Claude Pasquier,

NOMINATION

M. et M= Bruno Pasquier, M. et M= Régis Pasquiet. M. et Mer Patrick Pasquier M, et M= Joel Pas

M. et M= Patrick Gros,

quatre-vingt-treizième année.

ses neveux et nièces et leurs enfants. ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne PASQUIER, chevaliet de la Légion d'honneur, surveno le 14 décembre 1997, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 18 décembre, à 10 h 30, en l'église Saiot-Justin, 4, place D'Estieone-d'Ores, à Levallois-Perret (Hauts-de-

Cet avis tient lieu de faire-part.

Orléans.

Le doctour Jean-Louis Plettner. Anne-Laure et Ande, ont la douleur de faire part du décès de Danièle PLETTNER,

née LALANNE,

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Saint-Jean-de-Luz.

- M= Dorothée Rousset,

M. et M. Michel Rousset et Françoise M. et M- Denis Rousset et Sophie Mi-

M. François Rousset, ses fils et belles-filles, Laure, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Bernard ROUSSET. professeur émérite de philosophie ancien président de l'université

survenu le 7 décembre 1997, à l'âge de soixante-huit ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Montrouge, le 16 décembre.

77, avenue Aristide-Briand, 92120 Montrouge.

- Susie Rousset.

sa femme, Marc, Anne-Marie, Marion et Clément Pierre et Sally, Luc, Martine et Viviane, ms et petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de David ROUSSET.

écrivain, ancien déporté-résistant,

survenu à Paris, le 13 décembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu an crémato-rium du cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 19 décembre, à 15 b 45. Cet avis tient lieu de lettre de faire-part.

(Le Monde du 16 décembre.)

Vous pouvez nous transmettre pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

vos annonces la veille

CARNET DU MONDE

Tél. : 01-42-17-39-80 - 01-42-17-29-96 01-42-17-38-42

- La Genevraie. Le Merlerault.

M. Jean Terrenoi M. et Ma Jacques Terrenoire, Ses enfants et petits-enfants. Les familles Forcinal, Bozo,

ont la douleur de faire part du décès de M= Geneviève TERRENOIRE, née DUBU,

survenu le 12 décembre 1997, dans sa natre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 décembre, à 15 heures, en l'église du Merterault, suivie de l'inhuma-tion, dans le caveau de famille, au cimetière de la Genevraie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Elevage de Taloney ., 61240 La Genevrale.

- Marie-France et Jean-Claude Guérel Daniel et Marie-Denise Christophe, Florent et Pascaline, Pierre, Anne, Ju-

lien, Sébastien, Emeline, Marie-Jul Emile, Charlotte, ses pents enfants et son arrière petite fille, Janine et Bernard Ferret,

font part du rappel à Dieu de M- Yvette THIBAUDEAU,

Anne et Claire, es cufants et petites-filles de cœu

le 10 décembre 1997, dans sa quatrevingt-quatrième année.

Sa famille et ses amis se réuniront pour prier au temple de Marly-le-Roy (Yve-lines), 29, chemio des Maigrets, le mardi 6 décembre, à 11 heures.

 Mª Georges Valensi,
 Ses enfants, petits-enfants et sa famille,
 ont la douleur d'annoncer la mort de leur mari, père, grand-père et parent,

Joseph Georges VALENSL

L'incinération, selon sa volonté, aura lieu an crématorium du Père-Lachaise, le vendredi 19 décembre 1997, à 9 h 15.

- Patrick de Vilmorin son époux, Emilie,

sa fille, M= Henri BRICOUT,

sa mère, M. et M= Michel de Vilmorin,

M. et M Didier Bricout

M. et M= Jean-Louis Piquemal

Les familles Bricout et de Vilmorin, ont la douleur de faire part du décès de Catherine de VILMORIN,

survenu le 13 décembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Meudon (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Saint-Georges-d'Oléron. Le présent avis tient lieu de faire-part.

51, rue de la Liberté, 92150 Suresnes.

Le président, Pierre Tchernia, Et les membres de la commission de la

<u>Condoléances</u>

Société des auteurs et compositeurs drafont part de leur tristesse après la dispari-

Claude ROY. Ils adressent à ses proches et à ses amis l'expression de leurs sentiments affec-

SACD, 11 bis, rue Ballu, 75009 Paris.

Anniversaires de décès 17 décembre 1977-17 décembre 1997.

Michel ANTIER

Il repose en paix dans le souvenir des

Ashes to ashes, dust to dust

Colloques

 Le club Témoin organise un colloque le mercredi 17 décembre 1997, de 18 h 45 à 21 heures, à la Maison de l'Amérique lanne. 217, boulevard Saint-Germain, Panne. 217, nonlevaro Samt-German, Far-ris-7°, sur le thème : « Les nouvelles or-ganisations du travail : libération ou esclavage ? Quelles évolutions juri-diques et sociales ? »

Avec Michel Caron, M. Grumbach, Jacques Guin, Jean-Pierre Peuler, Pierre Vanlerenberghe, Jean-Michel Rale, Jean-Pierre Mignard. (Entrée libre.)

Communications diverses - Le CBL et l'URDI organisent un dé-

bat sur « D'uni Livre noir à l'autre... », avec J.-C. Szurek. A Rayskl et H. Bu-lawko, ce jeudi 18 décembre 1997, à TEL: 01-42-71-68-19.

Soutenances de thèses

-- « Un pionnier de la Nouvelle-France : Marc Lescarbot (v. 1570-1641), « homme d'étude » de la première moi-tié du XVII siècle », par Eric Thierry, thèse de doctorat nouveau régime en histoire préparée sous la direction du pré-sideot Jean-Pierre Poussou, vendredi 19 décembre 1997, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), Institut d'histoire de l'Occideot moderne, salle 342, escalier G, 1º étage 1/2.

- M^{er} Pauline de Bary, ép. Dupon-chel, a obtenu avec succès, le samedi 29 novembre 1997, à l'École pratique des haures études, section des sciences reli-gieuses, en Sorbonne, une thèse de docto-rat intitulée :

Textile de coton - Bogolan du Mali Teinture de plantes et de terre

devant un jury composé de M. Alfred Adlet, directeur d'études à l'EPHE, direc-teur de thèse ; M. Jean Bazin, directeur d'études à l'EHESS; Mª Michèle quet, CR2 au CNRS; M. Gérard Du-mestre, professeur à l'Inalco,

et a été déclarée digne du titre de docteur

de l'Ecole pratique des hames études, sciences des religions, avec la mention « Très bonorable avec félicitations ». Le Monde

LA TELEVISION ET A LA RADIO Autour du Monde LCT Le samedi à l2h10 et à 16h10

Le Grand Jury RTLICI Le dimanche à 18h30

Le dimanche à 12h10 et à 23h10

La chaune HISTOIRE Les vendredi à 21 h, samedi à 13 h mardi à 23 h, mercredi à 19 h. et jeuda à 17 heures .

Le Grand Débat

FRANCE CULTURE

De l'actualité à l'Histoire

Les 3 et 4 huidis de cheque mois à 21 heures ·**I** -A la « une » du Monde RFI

Du lundi au vendredi à 12h45 (heure de Paris)

8-10-69

e de la seu de de la composition de la

والمراز والمتنبية المحاودة والمحا

19 19 July

4、水平、香蕉水。

1.74.50

er in High

 $A_{i,j_{1},\ldots,j_{n}}$

ATT AND A STORY

West gre

19.00

and it is the first that

roisade d'E

amp 2.55 a 25 \$2 (2) \$1

25 hours

7.

A STATE OF THE PERSON NAMED IN

HORIZONS

Successeur de Jean Gandois à la tête du CNPF, l'héritier de la famille Wendel affirme vouloir défendre l'esprit d'entreprise. Le patronat voit en lui un homme « de rayonnement » et « de rupture ». Pour l'heure, le diplomate devenu financier s'est proclamé champion de la lutte anti-35 heures

JOURNAL OFFICE

00

The state of

÷ 1

printemps, co 199S. Le lundi 8 mai exactement. Au lendemain dn second tour de l'élection présidentielle, une promotioo de l'ENA célèbre son trentième anniversaire. La cuyée Stendhal a mûri et déià fourni soo compte de têtes d'affiche : deux ministres, Jacques Toobon et lean-Pierre Chevènement, à la Répubbque; un président, Alain Gomez, au groupe Thomson nationalisé; un premier secrétaire, Lionel Jospin, au Parti socialiste. M. Jospin, vedette incontestée de la soirée, est des convives. « Rassure toi, mon cher Lionel Tu as ici cinquante vrais "amis de trente ans" ! >, s'exclame l'un des anciens condisciples du candidat socialiste qui vient d'échouer après avoir devancé, au premier tour, les deux frères-enne-mis du RPR, Jacques Chirac et Edouard Balladur. Eclat de rire général. Uo vice-président du CNPF, Ernest-Antoine Selllière, s'esclaffe de bon coeur.

Deux ans et demi plus tard, la

'EST un soir de Plus qu'une famille politique, il y voit un état d'esprit « qui existe encore dans certains refus, certaines attitudes ». Naturellement, le futur baut fonctionnaire devient chef de cabinet du préfet d'Oran, « en

pleine période OAS ». Le retour, rue des Saints-Pères, hil est périble. Il achève sa scolarité. La carrière diplomatique le tente. Il rejoint le Quai d'Orsay, où il partage un bureau avec Lionel Jospin. La politique l'émoustille, il intègre le cabinet de Jacques Chaban-Delmas en 1969. Il y rencontre Jacques Delors et, surtout, Simon Nora, qui sera témoin à son mariage. En 1971, il épouse Antoinette Barbey, fille d'un banquier suisse, et, quelques années plus tard, propriétaire d'une galerie d'art dans le Marais. L'échec de M. Chaban-Delmas à l'élection présidentielle de 1974 l'éprouve. Il en gardera une certaine rancceur à Valery Giscard d'Estaing. C'est au retour d'une année de réflexion passée à Harvard, qu'il décide de rejoindre les affaires familiales.

En 1978, les Wendel sont virtuellement ruinés. Les deux groupes de la familie, Sollac-Sacilor et Usinor, sont en faillite. Les actionnaires réplique allume encore l'œil sont incapables d'y mettre le d'Ernest-Antoine Sellière. La taille moindre sou. L'Etat va nationaliser



Couvelaire, le patron d'AOM, il ne s'est pas impliqué, comme ce dernier, dans la mouvance patronale

organisée autour d'Alain Madelin. Homme de rupture, dit le CNPR Simple et anticonformiste, assure son ami Fraoçois Périgot, qui prend pour preuve le mioibus *rouge > avec lequel le futur patron des patrons a trimbalé femme et enfants. Uo François Périgot doot M. Seillière expliquait, en décembre 1986, l'accession à la présidence du CNPF, en ces termes : « Les chefs d'entreprise n'ont plus besoin d'un chef de guerre montant au créneau choque jour. Nous ne sommes plus au temps de la lutte des classes à outrance et de lo société de classes où il follait au patronat un Jupiter tonnant. »

NZE ans plus tard, au momeot de gagner l'Olympe du patronat français, le président de la CGIP oe s'en transforme pas moins en un Zeus véhément. « Déstabiliser Jospm +, souhaiter « sa chute sur les 35 heures »... Ses premiers pas de tribun ont été malheureux. Il ne s'agissait, répète-t-il, que d'une métaphore sportive. Noo, il n'a pas cultivé l'ambiguité à dessein : * j'oi été bizuté », explique-t-il.

La croisade d'Ernest-Antoine Seillière

baute, les cheveux alles de corbeau, les sourcils charbonneux, l'élégance britannique, le patron de la Compagnie générale d'industrie et de participation (CGIP) fêtera son soixantième anniversaire, an lendemain de son élection, le 16 décembre, à la présidence du CNPF. Un homme de « rupture » et de « rayonnement ». soutient Porganisation patronale. qui eo a fait son champion. De fraîcbeur et de convivialité. aiontent ses fervents supporteurs au sein du conseil exécutif. «Les gens oiment Ernest-Aotoine», s'écrie François Périgot, ancien président du CNPF.

Rupture et rayonnement... Va pour le rayonnement. Car, c'est vrai, tout le monde a toujours adoré Ernest-Antoine. Jeune homme, il a tout du héros fitzgéraldien et jone volontiers les Gatsby le Magnifique. Un Gatsby dont les origines familiales plonge-raient dans la vallée de la Fentsch, en Lorraine, le berceau de la famille de Wendel. Un Gatsby qu'il n'a jamais totalement cessé d'être, lorsque, il y a quelques années, il pose, en tenne cavalière évoquant irrésistiblement l'équipement de polo, pour la couverture du Nouvel

Des frasques de bon ton, des virées dans la maison familiale du bassin d'Arcachon, des fêtes dans l'hôtel particulier de sa mère, à Paris, quai de New York, après des études classiques : le collège en Grande-Bretagne, le lycée Jansonde-Sailly, Sciences Po, PENA. Une jeunesse dorée interrompue par un service militaire en Algérie. Passé par Saumur, sous-lieutenant d'un régiment de spahis, il est affecté, quatorze mois durant, dans un poste isolé de l'Atlas saharien. « Le cadre était extraordinaire », se souvient-il. « Pas du tout » Algérie française, le jeune Seillière se sent ganHiste. « Mais du gaultisme historique », précise-t-il aujourd'hui.

ces activités sidérurgiques, rembourser leurs dettes de 25 milliards de francs et injecter 13 milliards pour renflouer le secteur. Aux frais du contribuable. La famille Wendel, quant à elle, obtient la faveur de conserver sa holding propre, la CGIP qui est à l'époque un portefeuille de participations boiteuses. M. Seillière en devient le responsable opérationnel. Il va v faire « le ménage », revendant ce qui peut être revendu, reprenant des participations dans des activités qu'il juge prometteuses. Sans état

Près de vingt ans après, la CGIP, qui appartient toujours pour 52 % à la famille Wendel vio la holding Marine Wendel, est une des passé », explique-t-il

la CGIP depuis 1987, M. Seillière doit assurer à l'ensemble de la famille des dividendes confortables. Patron de la commission économique du CNPF sous François Périgot, il s'opposera en vain, la gauche revenue au pouvoir en 1988, à toute réinstauration de l'impôt sur la fortune, « sous quelque forme que ce soit ». Pour autant, aujourd'hui, il affirme garder le meilleur souvenir du dialogue noué avec le gouvernement de Michel Rocard, à qui il avait été présenté lors d'un dioer organisé par un ami commun, l'avocat Tony Dreyfus. « De tous les premiers ministres que j'ai protiqués, c'est celui avec lequel celo s'est le mieux

« Les chefs d'entreprise n'ont plus besoin d'un chef de guerre montant au créneau chaque jour » Ernest-Antoine Seillière, 1986

valeurs stires de la Bourse. Les analystes conseillent, tous, les actions de cette très rentable société de participations qui gère plus de 20 milliards de francs d'actifs et qui gagné 1,3 milliard de francs en 1996. La CGIP détient ainsi 20,3 % de Valeo (équipement automobile), 8,3 % de Crown Cork (emballage), 20,7 % de Cap Gemini Sogeti (informatique), qui sont toutes cotées. Elle possède aussi des participations importantes dans des entreprises non cotées - 100 % de Wheelabrator Allevard (grenailles), 100 % de Orange Nassau (holding), 33,2 % de Bio Mérieux Alliance (pharmacie), 19 % du bureau Veritas (vérification), et 100 % de Solfur (holding), qu'elle in muira à terme probablement en Bourse pour son plus grand profit.

Le diplomate est devenu un financier avisé. La famille Wendel a obtenu sa revanche. Président de

Une politique généreuse de dividendes pour les 350 actionnaires familiaux... En échange, M. Sell-Hère a les mains libres pour gérer les actifs de la société comme il l'entend. Et les valoriser au maximum. Il sait accompagner durablement, comme le montre soo engagement aux côtés de Cap Gemini Sogeti depuis plus de quinze ans. En juillet 1997, la CGIP a racheté la part de Daimier-Benz dans la société informatique, dont elle souhaitait pourtant se désengager au profit de l'actionnaire allemand. Rien d'affectif là-dedans! C'est la bonne tenue boursière du titre qui a conduit M. SeilHère à revoir sa position. Comme le souligne une analyste, même si la CGIP peut, a un moment donné, jouer l'actionnaire de référence, elle a pour objectif final de se reorer en encaissant une importante plus-

Ainsi en a-t-il été pour Carnaud. En 1990, le groope d'emballage Carnaud devient CarnaudMetalbox, et la CGIP conserve 32 % du capital du nouvel ensemble franco-britannique. Nommé président du directoire en 1991, Jürgen Hintz remet le groupe en état de marche. Rapidement, son actionnaire français le bride. La CGIP ne veut ni investir d'argent supplémentaire, ni voir sa participation diluée. En 1995, M. Hintz négocie, avec l'aval de M. Seillière, le rachat d'un groupe américain. Les négociations sont sur le point d'aboutir, mais ce que ne sait pas M. Hintz, c'est que M. Sellière négocie de son côté, dans le plus grand secret, la cession partielle du groupe d'emballage à Crown Cork & Seal, uo autre américain. Le futur patroo do CNPF parvient à un accord. Et c'est la veille de la signature qu'il informera son président de directoire. Furieux, M. Hintz claquera la porte quelques mois plus tard.

Aujourd'hui, Crown Cork a absorbé CamaudMetalbox et est deveou le leader moodial de Femballage; mais CarnaudMetalbox est progressivement vidé de sa substance au profit des centres décisioooels américains. Le groupe, au dire d'un observateur, est moins bieo traité par Crown Cork qu'une vulgaire filiale sudaméricaine. M. Seillière, lui, est sorti gagnant. Il récupère une participation - réduite depuis - dans Crown Cork qui, comme geste de bienvenue, distribuera en 1996 des dividendes, pour la première fois en quarante ans.

L'affaire CarnandMetalbox bouclée, l'équipemender automobile Valeo présente un potentiel important aux yeux de la CGIP. Fin 1996, M. Seillière en devient l'actionnaire principal en rachetant sa participation à Cerus, la holding française de Carlo de Benedetti. A l'époque, les deux tions. Très proche d'Alexandre

constructeurs automobiles français (Renault et PSA) sont à fond derrière lui pour empêcher Valeo de partir chez l'américain TRW. Comme lors de la fusion de CarnandMetalbox avec Crown Cork, le premier geste de M. Seiflière concerne les dividendes: il porte ceux versés par Valeo de 18 % à 33 % des bénéfices. Pas question que ceux-ci ne soient pas dans la norme : les sociétés cotées à Paris reversent, en moyenne, 35 % de leurs bénéfices à leurs actioonaires. Après s'êtreprésenté comme un sauveur de l'industrie équipemendère française. Erpest-Antoine Seillière o'exclut rien pour Valeo. Pas même une fusion avec un Américain. « C'est le développement de Voleo et l'intéret de nos octionnaires qui nous guident. Que celo convienne ou non à un intérêt notional quelconque nous indiffère », déclarait en 1996 le président de la CGIP.

A logique n'est pas celle d'un capitaine d'industrie, mais d'un capitaliste. « C'est un octionnoire prévisible dans ses exigences », dit-on de lui sur la place de Paris. Chiraquieo en 1995, il se sent aujourd'hui des affinités électives avec le discours libéral développé au RPR par Nicolas Sarkozy ou par Pierre Lellouche. Membre de l'AFEP (Associacio française des entreprises privées) d'Ambroise Roux - qui défend, avec habilité et loin des tapages, les intérêts des grandes valeurs de la cote - et d'un oombre incalculable de clubs, M. Seillière oe fait partie, à strictement parler, d'aucune « bande ». Ou phrtôt, il entretient de cordiales relations avec toutes. Ses pairs ne l'identifient pas comme l'un des patrons qui fraieot dans le sillage de Claude Bébéar, le président d'AXA-UAP dont il partage pourtant un certain nombre de convic-

Vieux sage, M. Roux y voit la marque attendrissante d'un excès de fougue. Uo membre du conseil exécutif du CNPF met plutôt l'attitude de M. Sellière an compte de sa campagne électorale, comme le disent Lionel Jospin et Dominique Straoss-Kahn. Le candidat, explique cet anonyme, « entend des troupes qui ne souhoitent qu'une chose sur les 35 heures: l'odeur de lo poudre et le son du

Parti à la présidence du CNPF comme on part en croisade, au nom d'un esprit d'entreprise qu'il estime menacé. M. Seillière se veut « le porte-voix des entrepreneurs ». « On ne peut décréter les 35 heures comme on odresse une circuloire aux instituteurs !, s'exclame-t-il. Si le gouvernement veut recréer un codre de relations normolisées ovec les chefs d'entreprise, il n'o qu'à présenter le passage oux 35 heures comme un objectif. dons son projet de loi, et non comme une décision

Le parier est plus haut. La forme est plus audacieuse. Le président de la CGIP va jusqu'à se présenter, dans un entretien très ciblé au Figoro-Mogazine, comme «un tueur de chomage ». Le fond, finalement, n'est pas oouveau. M. Seillière est, sans doute, plus rassurant pour les milieux d'affaires que ne l'était Jean Gandois, son prédécesseur à la présidence du CNPF. Les circonstances ont fait de ce clubman émérite le président du club des patrons. En tant que candidat, il réagit beaucoup, mais on ne sait pas vraiment où il souhaite eo venir, ni quels moyens il entend se donner. A-t-il une stratégie? Audelà des déclarations générales et des éclats de voix, M. Sellière doit

Virginie Malingre et Caroline Monnot Photographie: Arnaud Baumonn pour Le Monde.

France-Egypte, un rendez-vous renouvelé avec l'Histoire

par Pierre Hunt

U moment où la France engage avec l'Egypte sous le titre symbolique « Horiznus partagés » une importante programmation culturelle illustrant dans les deux pays leur attraction réciproque et leur puissant lien historique, voici qu'une fureur sauvage endeuille la valiée du Nil au cœur antique d'une civilisation dont les vestiges et les valeurs attestent la grandeur bumaine.

Dans l'Egypte islamique, sa lointaine héritière, le respect des hôtes étrangers est un devoir sacré. En les attaquant, une vinlence aveugle cherche à mettre à bas un régime qui, malgré les difficultés, assume la formidable tâche de rénover les structures économiques et sociales d'un Etat tentaculaire et qui travaille inlassablement à la solution des conflits qui minent la région.

Nul doute que l'Egypte, avec sa forte tradition étatique et le soutien de son opinion publique, sumnotera l'épreuve qui lui est infilgée. La France, qui l'a si souvent accompagnée au cours des deux siècles écoulés, ne lui refusera pas sa sympathie et son soutien. Aussi peut-on penser que ses ressortissants, une fois passée l'émotion légitime et confirmées de nouvelles mesures de sécurité, donneront l'exemple de la fidélité et reviendront aux rives du Nil, dont ils savent d'expérience le chaleureux accueil.

L'Année franco-égyptienne qui s'ouvre est là pour leur rappeler le rayonnement dont cette terre a été le foyer et la part que notre pays a prise dans soo approche ainsi que dans l'élaboratioo historique de l'Egypte moderne, amie de sa culture et nuverte à travers la Méditerranée aux solidarités du futur.

Audacieuse eotreprise, cootestable et contestée, l'expédition française en Egypte conduite en juillet 1798 par Bonaparte a été le point de départ d'une relation exceptionnelle entre deux pays, éloignés alors par la géographie et l'histoire, mais appelés par une sorte d'attraction mutuelle à s'ouvrir l'un à l'autre et à coopérer à travers de nombreuses initiatives et de grands talents dans un échange aujourd'hui biseculaire. La France fascinée par la plus riche civilisation antique, l'Egypte émergeant à la modemité au cours d'un puissant réveil national ont entretenu un dialogue fécond marqué par la rencontre des cultures et l'attachement commun

au progrès et à la paix.

Entreprise idéologique ambigüe, entreprise militaire et coloniale avortée, la savante aventure française était cependant porteuse d'avenir. Elle a développé eo France cette «égyptomania », source d'attachement et de comaissances. Elle a ouvert à l'Egypte, selon le témoignage de Nasser lui-mème, « de nouveaux horizons ». L'idéologie des sciences et du progrès, le droit des peuples à se constituer en « enité nationale » sont des ferments que le XIX° siècle verra mitrir.

Un « capitaine heureux », Mohammed Ali, en sera l'ouvrier. En rompant l'emprise mamelouk et ottomane et en établissant un pouvoir autonome dans la vallée du Nil, il donne naissance à un muvel Etat qui, hors de toute dépendance européenne, pratique avant l'heure une sorte d'autodéveloppement fondé sur la croissance économique et la puissance militaire. Bien des Français sont appelés à contribuer à cette ceuvre d'édification. Plus tard, Ferdinand de Lesseps lui donnera son accomplissement avec la gigantesque réalisation du canal de Suez, tandis que de onuvelles générations de cadres égyptiens, formés dans le silage de la mission azhariste de Rifaat et Tahtawi dépêchée en France dès 1826, se persuadaient de la nécessaire conciliation entre la tradition religieuse et la connaissance ration-

A partir de 1882, les Egyptiens, s'accommodant mai du joug administratif et militaire de l'Empire britannique, devaient rechercher dans leur vieil allié dont ils pratiquaient la langue et la culture juridique le partenaire d'élection qui les accompagnerait sur le chemin du progrès national et démocratique. C'est à Paris que les leaders nationalistes égyptiens trouvaient inspiration et appui. La convergence du mouvement nationaliste et du réformisme isla-

La France,
qui a si souvent
accompagné l'Egypte
au cours des deux
derniers siècles,
ne lui refusera pas
son soutien

mique portait tous les espoirs. En Egypte même, un enselgnemeot français de qualité (notamment religieux mais sans prosélytisme, avec les Jésuites et les frères des écoles chrétiennes) fonnait en langue française toute une élite musulmane. Les arts, la littérature, étaient fécondés par cette ouverture culturelle dont maints auteurs, dernière Taha Hussein, témoignent pour le siècle écou-

Indépendamment de l'ancieuneté de leurs bens, la France, soucieuse de soo rôle eo Méditerranée et eo Orient, ne pouvait négliger le premier Etat du monde arabe sans qui la paix et la stabilité d'une région tourmentée ne peuvent être assurées. Une confrontation de vues et un rapprochement politique se sont opérés tout naturellement entre responsables français et égyptiens. L'Egypte, directement tributaire de la prépondérance américaine (dont le rôle dans le conflit israélo-palestinien est loin d'être impartial), cherchera sûrement auprès de la France et de ses partenaires européens une compréhension et un soutien nécessaires à sa propre respiration.

L'Année franco-égyptienne portera témoignage que l'histoire ne s'arrête pas et que le futur ne s'appréhende pas sans une juste évaluation du passé. L'Egypte et la France continueront à avoir rendez-vous avec l'histoire,

Pierre Hunt, ambassadeur de France, est coprésident du comité d'arganisation de l'Année France-

AU COURRIER DU « MONDE »

CONTE DE FÉES

Les discours médiatiques et gouvernementaux se réjouissent de voir diminuer le nombre de Français hostiles à l'euro. Comment pourraitil en être autrement alors qu'aucun débat télévisé ou radiodiffusé ne permet d'en cerner les risques et les difficultés, que les économistes critiques ne s'expriment jamais sur les écrans et que la campagne gouvernementale d'information sur la future monnaie infantilise les Français en réduisant ce changement fondamental et porteur de profonds bouleversements à une simple modification d'intitulé? Craignons qu'à ce paysage de conte de fées ne succède une douloureuse « gueule de bois » dont certains sauront tirer profit. Patrick Barrau

Marseille

L'ACTION D'ANDRÉ LAVAGNE

Dans son article du 10 octobre intitulé « L'Egise, Vichy et les juits », Pierre Birnbaum, invoquant l'autorité de Jacques Duquesne, prétend qu'André Lavagne, maître des requêtes au Conseil d'Etat et chef du cabinet du maréchal Pétain, « joue un rôle essentiel dans la mise en place > du statut des juifs. On ne peut trouver dans les écrits de Jacques Duquesne, qui s'en défend, l'opinion avancée ci-dessus. A Vichy, André Lavagne était certes responsable des affaires religieuses, mais celles-ci ne concernaient que les rapports des protestants et des catholiques avec l'Etat (enseignement libre, statut du clergé, etc.). Le commissariat général aux questions juives était à part, avec séparation nette entre les deux types de questions. Par ailleurs, André Lavagne a été nommé et a pris son poste à Vichy après que ce statut eut été publié. L'étude des archives du ministère de l'intérieur révèle bien qu'il ne s'occupait pas de ces questions, si ce n'est pour des interventions personnelles en faveur de personnes poursuivies, ce pourquoi le Crinseil d'Etat lui a rendu hommage dans un arrêt du 1º mars 1957 sous la présidence de René Cassin.

Pierre Lavagne Lagny (Seine-et-Marne)

La blessure et les remèdes

Suite de la première page

On sent que l'Egypte est blessée et qu'elle ne mérite pas ce qui lui arrive. Les gens ne comprennent pas pourquoi le pays a été poignardé dans le dos de facon aussi barbare juste au moment où le tourisme commençait à reprendre. Un peu de paranoia se lit dans les commentaires : « On a voulu punir l'Egypte d'avoir refusé de se rendre à la conférence de Doha ». « On a décidé de casser l'Egypte parce qu'elle tient tête à Nétanyahou et aux Américains », « A qui profite le crime? », etc. Sur le banc des accusés: le Mossad ou la CIA, même si on reconnaît qu'ils sont plus soupconnés de manipulation que d'action directe.

Le pays se sent puni. Quelqu'un m'a dit: « Depuis Mahammed Ali, l'Occident ne peut supporter que l'Egypte reiève la tête; on lui permet juste de survivre, pas d'exister pleinement; dès qu'elle montre une volonit d'indépendonce et d'action, on hu donne un coup fort sur la tête, car îl ne funt pas oublier qu'elle joue un rôle de leader dans le monde arabe et musulman. »

Les pages « Opinions » d'Al Ahram publient des analyses et commentaires autour de « la catastrophe de Louxor ». Certains intellectuels o'out pas aimé que M. Moubarak accuse la Grande-Bretagne de donner Pasile politique à certains opposants islamistes comme Yasser Al Siri, condamné à mort par la justice égyptienne. Ils disent que « les causes sont internes et qu'il ne faut s'en prendre qu'à nous-mêmes ». Depuis qu'oo connaît l'identité des membres du commando, on n'invoque plus la misère des banlieues et la frustration d'une jeunesse sans perspectives d'avenir Etudiants en médecine, issus de familles plus aisées que modestes. ces jeunes gens se sont livrés à un massacre terrible avec une rage résultant d'un lavage de cerveau dont les effets ont dépassé toutes les prévisions. Alors on se met à analyser le problème en termes de géopolitique : une guerre est menée contre Fislam, contre le monde arabe, insidieuse, qui s'inscrirait dans une logique des hautes sphères : l'Occident doit rester dominant ; l'Orient arabe doit se plier, sinon, on le casse. L'opposition traditionnelle Nord-Sud devient choc des cultures. Le cynisme prend le pas sur la diplomatie. On salt que des Saoudiens financent des mouvements isla-

mistes. On sait que les Etats-Unis

d'Amérique se soucient peu de l'ins-

tauration de la démocratie dans la

phipart des Etats arabes, que ce qui les préoccupe le plus, c'est la sauvegarde de leurs intérêts. Ils feront tout pour protéger les monarchies pétrolières du Goife, pas par amour de ces monarques, mais par intérêt direct.

J'al regardé la télévision libyenne. Un discours de haine y est déversé en permanence : haine de l'Amérique, de l'« ennemi sianiste», de l'Europe (sauf la France, pulsque Jacques Chirac a envoyé par l'intermédiaire du président de l'institut du monde arabe, Camille Cabana, un message à Kadhafi). Cette télévision est captée dans les foyers égyptiens au moment où le « peuple d'Egypte odresse au mande ses excuses et ses canda-léances».

Dans un film documentaire réalisé par l'Egyptienne Tahani Racbed. Quatre Femmes d'Egypte, on voit une musulmane prôner l'application stricte de la charia. Elle s'appelle Safynaz Kazem. Elle est passée par le communisme, a étudié aux États-Unis et a fait de la prison en Egypte. Aujourd'hui, son discours est violent. Bien sûr, elle condamne le recours au terrorisme. Elle dit avoir enfin une identité. Rencontrée dans une réception, cette ferrime voilée se couvre la main d'un fnulard pour saluer les hommes. Dans le même film, on entend une autre Egyptienne, professeur de littérature comparée à l'université du Caire, Amina Rachid,

réclamer la séparation de la religion et de l'Etat, revendiquer le droit de ne pas croire et de vivre ses convictions en toute liberté. Elle aussi a commu les prisons égyptiennes. L'islamiste sent que ses idées progressent : de plus en plus d'étudiantes à l'université (plus de 65 %) arrivent vollées. Elle ironise : « Nietzsche a dit que Dieu est mort, mais Dieu est plus grand que tout, plus grand que l'Amérique ! » Plus posée, plus réfléchie, Amina Rachid constate : « Quand je regarde l'avenir, ie trouve la situation très sombre. Face à l'obscurantisme, qui est plus dangereux que le terrorisme, il n'y a pas de société laïque qui s'oppose. Les islamistes sont proches des gens. Nous, les laiques, nous ne le sommes pas. »

Au-delà du traumatisme que vit actuellement l'Egypte, le problème de
sa relation avec la religion et la culture
reste entier. Il ne peut être résolu que
dans un cadre de démocratie véritable et dans un Etat de droit décidé à
lutter crintre la corruption sous
toutes ses formes. L'Egypte est une
société généreuse et accueillante;
c'est un peuple pacifiste, c'est une nation qui a les reins solides, mais elle ne
cesse de grossir, de prendre les choses
à la légère. Peut-être l'épreuve actuelle obligera-t-elle les dirigeants de
ce pays à davantage de rigueur et de
rationalité.

Tahar Ben Jelloun





La logique du passé par Véronique Nahoum-Grappe

lement et juridiquement notre passé tragique au travers de l'action (ou de l'inaction) des bureaucrates d'autan suppose implicitement la conviction consensuelle que la résistance en face du génocide est un modèle positif de l'action politique. Et que cette positivité est générale, c'est à dire qu'elle s'applique même main-

Cette évidence morale produite par la culture de notre mémoire historique rejoint la nécessité juridique (a-historique) d'assister les personnes en danger. Elle renvoie aussi à tout un imaginaire littéraire de l'action inscrit dans notre culture de « cape et d'épée »: la colère du juste en face du spectacle de l'injustice constitue le ressort nécessaire de l'action, passionnément attendue sur la page ou l'écran lorsque «Lagardère viendra à toi ». -

mieux que juger; elle répare et console. Tout procès s'inscrit dans cette dramaturgie-là et vient redou-

UESTIONNER mora- d'attente esthétique d'un cycle littérairement nécessaire: après l'hor-reur, la figure de la justice permet de penser la survie. Et notre soif tragique de survie devant l'écran, notre bonheur profond lorsque le juste gagne à la fin nous entraînent à croire sans trop réfiéchir que nous-mêmes, plausiblement, fai-sons partie de la famille des justes. Que, sans doute, si Hitler revenait dans notre présent, an cœur de notre France contemporaine, eh bien, on verrait alors, ah! En fait, lorsqu'un pouvoir politique assas-sin de masse envahit le présent, tout est différent et imprédictible. Notre horizon d'héroïsme éventuel - « faire de la résistance » - perd de son plaisir du texte pour se fonder sur une logique implacable : si cela arrive à l'autre, cela peut arriver à moi, aux miens; si je ne fais rien pour cet autre, Jouvre l'hypothèse purement logique que personne ne fasse rien pour moi. Il y a un lien La juste colère du héros fait entre générosité, imagination, amour de soi et des siens, et exercice de la raison pratique qui s'appuie sur la symétrie juste, bien par-

moi-même : toute défiguration de la victime innocente consiste à nier cette égalité mathématique et morale entre moi et celui que je regarde monter dans le fourgon, qui pourrait être moi.

Le racisme, dans toutes ses variantes - depuis l'exemple contem-porain de « l'ethnisme » d'un Sesel grand-serbe qui proclame: « Les musulmons sont les déchets génétiques des Serbes... » jusqu'à l'invisibilité non pensée des morts de masse de ceux qui, même vivants, existent peu, les pauvres des pays non européens par exemple, consiste à détruire cette symétrie entre ma vie, mon être, et ceuxd'autrui, et à empêcher la déduction logique « hi, comme-donc moi ! »...

Lorsqu'un pays entier se paye le haze d'infliger à ses propres citoyens le procès du consentement au crime passé, c'est qu'il promeut implicitement et fortement qu'il ne faut pas laisser passer les crimes à venir, que le devoir de résistance est une condition de survie pour tous.

Mais une catastrophe historique se produit depuis une dizaine d'antouche à la logique, à la cohérence fondatrice de l'espace social que suppose toute promotion collective de valeurs du type, « ne fais pas o autrui ce dont tu occuses un troiième ». En effet, le traitement par la France des massacres de masse récents est en contradiction terrifiante avec les valeurs affichées, ce qui produit un effet de mauvais rêve, d'envie de vomit lorsque ceux qui prêchent les valeurs de la résistance passée cogèrent de fait les gé-

nocides contemporains.

Si la purification ethnique en Bosnie, la tragédie de Srebrenica, et le génocide rwandais en avril 1994 furent possibles, si les généraux français sous bannière de l'ONU (mais à l'écoute des coups de fils de leurs supérieurs politiques natio-naux) qui ont cogéré la purification ethnique pendant cinq ans refusent actuellement d'aller témoigner devant le Tribunal pénal international, si l'amnésie frappe les responsabilités directes et indirectes lors des génocides présents alors qu'une hypermnésie illumine des points atroces mais révolus de notre passé,

gique qui est touchée, c'est la justesse d'une position collective, son degré d'ampleur vraie et de cohérence fondatrice. C'est la confiance collective en son propre espace qui est invisiblement mais réellement

frappée, saccagée. Enfin, c'est le programme du fu-tur qui fait froid dans le dos, un futur où les assassins à venir ne peuvent plus sous les projecteurs faire autrement que palpiter au ré-cit de la résistance nécessaire, pendant qu'ils tiennent le juridique, l'économique, la légitimité internationale, et les fusils braqués sur les camps et les charniers qu'ils ont laissé faire sous leurs yeux. Ils n'ont pas résisté alors qu'il en était temps, alors qu'ils étaient mandatés et payés (fort cher) pour cela, alors qu'ils en avaient les moyens politiques et, chose plus inquiétante, la culture morale.

Véronique Nahoum-Grappe est onthropologue, elle enseigne à l'Ecole des houtes études en sciences sociales (EHESS).

Contre l'unanimisme climatique par Yves Lenoir

N tant qu'écologiste je ne saurais me réjouir, ni de la teneur des débats, ni des résultats de la conférence de Kyoto. D'une part, les pays où l'infléchissement du déveoppement vers un modèle énergétignement plus efficace serait le moins coûteux - en gros, la Chine, l'Inde et les pays dits à économie émergente – sont dispensés de tout objectif à moyen terme, comme si on attendait que la situation y soit contrainte par une structure socioéconomique aussi énergivore que la nôtre pour se proposer d'en changer.

D'autre part, mises à part celles des groupes de pression de l'énergie. aucune voix, aucune contre-expertise indépendante n'a eu, au cours de cette conférence, droit de cité pour ce qui concerne la présentation du dossier scientifique sur les impacts climatiques possibles de l'accroissement du forçage radiatif de l'atmosphère, ce qu'on appelle vulgairement et quelque peu improprement « l'effet de serre ».

A lire les comptes rendus de cette conférence et des réunions qui l'ont précédée, on peut légitimement penser que la quasi-totalité des chroniqueurs et des délégués ne connaît du dossier climatique que la compilation partielle (quand ce n'est one son * executive summary > a destination des décideurs pressés) concoctée après moult discussions pas toujours scientifiques par le groupe intergonvernemental sur Pévolution du climat (GIEC).

De plus, par l'effet d'une sorte de surenchère médiatique et d'une volonté de dramatiser les enjeux, ce qui est encore exprimé au conditionnel dans le demier rapport scientifique dn GIEC est donné comme de l'ordre de la certitude dans l'exposé des motifs. Pour preuve l'entrée en matière de l'éditorial du Monde du 12 décembre : « Les tractotions de Kyoto (...) ont parfois nové dans une sauce technocratique et affairiste le drame que constitue le réchauffement climatique pour des milliards d'humains confrontés à une aggravation des sécheresses, des inondations et des

Il n'est pas besoin, pourtant, de beaucoup se documenter, ni de s'abimer dans un effort intellectuel surhumain, pour trouver dans les documents officiels du GIEC et dans l'argumentaire à propos des impacts du changement climatique matière à poser de nombreuses questions qui, désormais, du fait de l'image d'unanimisme assénée à l'opinion, vont apparaître comme iconoclastes

D'abord, concernant l'image du phénomène en cause, si la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère a crii de l'ordre de 30 % en un siècle, et plus encore pour celles du méthane et du protoxyde d'azote, le flux infrarouge de la troposphère vers le soi n'a, lui, augmenté que de moins de 1 %. Le choix de mettre l'accent sur les concentrations et non sur la propriété physique significative ne saurait être considéré comme neutre.

D'autre part, on omet toujours de signaler que, grâce à l'effet de serre, le bilan radiatif de l'atmosphère est négatif (il y manque environ un tiers du flux d'énergie moyen que la Terre recoit du Soleil) et que le complément provient des flux de chaleur fournis à l'air par les surfaces des terres et des mers, plus chaudes en moyenne que l'air susjacent.

Ainsi, sur une Terre sans effet de serre, dont l'atmosphère ne saurait ni absorber, ni émettre la moindre énergie radiative, du fait de la convection, l'air serait en moyenne beaucoup, beaucoup plus chaud que la surface du sol, ce qu'on se garde bien de dire quand on prétend illustrer le rôle général de l'effet de serre dans la formation du climat.

Cette base scientifique étant succintement rappelée, voici, à mon avis, les questions essentielles qu'il faut poser si l'on veut garder une chance qu'un débat rationnel s'instaure un jour sur les prémices du processus bureaucratico-politique piloté par le GIEC.

Pourquoi diable la situation climatique actuelle, ou celle d'il y a dix ans, représenterait-elle l'optimum souhaitable? On sait pourtant que tout refroidissement du climat se traduirait, comme au tournant du XIV siècle puis lors du « Petit âge de glace * par une baisse de la productivité primaire, par une aggravation des contraintes de températures et par une fréquence plus élevée des

A l'inverse, les relations anciennes et les archives paléoclimatiques montrent que, lors des périodes passées plus chaudes, les conditions d'épanouissement de la vie étaient globalement meillenres. Par exemple, on produisait dn vin iusqu'au sud de l'Ecosse avant le XIV siècle et les Suédois du Néolithique - il y a environ 6 000 ans - ont laissé des pépins de raisin dans leurs dépotoirs alors qu'à la même époque le Sahara était vert et non le désert qui s'y installa lorsque le climat se refroidit ensuite l

On sait aussi que la route du Canada ne fut plus praticable pour les navires des Vikings après la transition froide du début du XIV siècle, le risque de tempête étant devenu trop élevé. Si cette simple question était considérée, les apports de la paléoclimatologie trouveraient place dans le débat. Certaines contradictions flagrantes dans la liste des conséquences promises en cas de réchauffement seraient alors perceptibles.

Pourquoi parer de superlatifs le cours actuel de la température moyenne du globe ? Après tout, elle a bien plus augmenté entre 1920 et 1935 que depuis 1980, et personne n'eut l'idée de se plaindre alors de la disparition des vagues de froid sur les Etats-Unis, ni du réchauffement très marqué de l'eau de l'Atlantique Nord.

Pourquoi aussi donner à penser qu'une éventuelle transition climatique de type « effet de serre » serait plus rapide que toutes celles d'origine autre qui ont eu lieu ? Car il est vrai que, pour nous en tenir à la transition froide du début du XIVe siècle - durée : deux ans sans signe annonciateur – et à celle qui vit s'amorcer la deuxième phase de la demière déglaciation, il y a environ 10 000 ans moins de cinquante ans sans doute les résultats des simulations informatiques avancés comme preuves sont plutôt en retrait.

Enfin - et j'en resterai là, car mon propos n'est pas de convaincre mais de réveiller l'esprit critique et la curiosité: pourquoi les avantages désormais tangibles de l'enrichissement en gaz carbonique de l'atmosphère sur la croissance des végétaux et leur meilleure utilisation de la ressource hydrique sont-ils systématiquement passés sous silence, alors qu'ils ont manifestement part aux impacts des activités industrielles humaines?

La question d'un développement moins énergivore n'est qu'un volet de celle, plus générale, de la gestion des ressources limitées et/ou non renouvelables. En concentrant l'attention sur les risques hypothétiques en termes de réchauffement du climat et de ses éventuelles conséquences du fait des combustions fossiles, on a appauvri la problématique et faussé la réflexion. C'est dommage et on doit espérer que ce n'est pas irréver-

Yves Lenoir est chef de projet à l'Ecole des mines de Paris.



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le patronat et son image

cellent, souvent, dans l'art de l'anto-caricature. Avec l'élection à sa tête, mardi 16 décembre, d'Ernest-Antoine Seillière, le Conseil national du patronat français (CNPF) en donne, à son tour, une nouvelle Illustration. Méme s'il répugne à fumer de gros cigares, « EAS », le nouvean patron des patrons, donne, à bien des égards, l'image d'un patronat que Pon croyait en vole d'extinction. Il fant cependant espérer, pour l'économie comme pour la société françaises, qu'en réalité, derrière l'apparente caricature, se cache un fin diplomate qui pourrait beureusement surprendre.

Par sa personnalité d'abord héritier, énarque et sûr de lui -Ernest-Antoine Selllière de Laborde est, en kii-même, un porteur de symboles. Son profil facilitera la tache des « Guignols de Pinfo » sur Canal Plus tout autant que celle des journalistes de L'Humanité. « Le tueur vaut trois milliards », titrait dès mercredi le journal dn Parti communiste, faisant référence à la fortune personnelle du successeur de Jean Gandols et à la nécessité qu'avait évoquée ce dernier de désigner à la tête du CNPF un « tueur ».

Bien né, M. Seillière est donc un héritier, et quel héritier l'il est l'un des descendants des De Wendel, l'une de ces « 200 familles » brocardées avant-guerre, qui plus est l'une de celles qui avaient animé le Comité des forges, lointain ancêtre du CNPF. Il n'en a pas moins suivi le cursus universitaire commun à tonte l'élite administrativo-politique française. A l'instar d'Alain Juppé

si, passé par l'Ecoie nationale d'administration - une école qui n'est pas précisément organisée pour former des chefs d'entre-prise. Il a complété sa formation par des études à l'étranger. Patron d'une société holding depuis une vingtaine d'années, il a su reconstituer, à l'occasion des restructurations de la sidérurgie. l'empire de sa familleavec l'aide, parfois généreuse, de l'Etat. Financier plus qu'industriel on commercant, « EAS » n'est donc pas l'un de ces jeunes pleins d'allant qui, partis de rien, ont su créer entreprises et emplois, modèles de dynamisme et d'audace que le discours patronal aime

promouvoir Pour se faire élire et peut-être faire oublier son profil à un patronat très remonté contre l'Etat et ses « énarques », à propos des « 35 heures » notamment, le nouvean patron du CNPF n'a pas bésité à mener une campagne extrêmement agressive. Il a prétendu vouloir« déstabiliser Lionel Jospin », voire même le faire « chuter ». Il a multiplié les menaces à l'égard du « paritarisme ». Là encore, il a cultivé dans l'opinion Pimage d'un patronat arrogant, d'une caste semblant refuser le verdict des urnes.

Désormais patron des patrons, M. Seillière serait bien avisé de faire mentir la caricature et de prendre ses distances avec son « discours de campagne », Libéral et européen, « EAS » sait que, le marché, c'est aussi le contrat, et, donc, que ce dont la France a besoin, ce n'est pas de la mort du dialogue social, mais bien de son renouvellement.

Cellionide est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldury, directeur général ;
Notel Leon Engagement de la production de la place de la pla

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yues Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besser, Pienre Georges,
Laureur Greikamet, Erik Izraelesvicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur antistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef rechnique : Etic Azan

Médiateur : Thomas Ferencei

Directeur exécutif : Eric Pialioux : directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat : directeur des relations internationales : Daniel Ven

Consell de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1962), André Laurens (1962-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesoume (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent aus à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 P. Artfournières : Société civile » Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert leuve-Méry, Société anotyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entrephies, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, l'éna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

L'échec du conseil des Quatre

Londres s'est terminée par un échec complet : le consell a été ajourné hier sine die. Des trois semaines de discussion, aucune décision importante n'est sortie. C'est sur la question des réparations que la conférence a échoué. Si M. Marshall, secrétaire d'Etat américain, a jugé mutile de poursuivre le débat, c'est qu'il n'a pas cru sincère ni efficace la proposition soviétique de porter à 70 % de 1938 la production industrielle allemande, eo prélevant 10 % de réparations. Il s'agit de travailler dans l'immédiat, et non pas de jouer avec des plans, comme celui de Potsdam, qui se révèlent inap-

Lorsque M. Molotov, chef de la diplomatie soviétique, compare l'état de la zone orientale à celui des zones occidentales, affirmant que la première produit davantage

LA CONFÉRENCE des Quatre à tout en fournissant plus de réparaondres s'est terminée par un chec complet: le consell a été
journé hier sine die. Des trois senaines de discussion, aucune dénision importante n'est sortie.
L'est sur la question des réparalons que la conférence a échoué.
Il M. Marshall, secrétaire d'Etat gu'empirer, surtout si l'occupant méricain, a jugé mutile de pour-

Quant aux zones occidentales, malgré les sacrifices hritanniques et américains, MM. Bevin et Marshall ont toujours admis qu'elles n'étaient pas hrillantes, qu'un effort devait être fait pour les remettre sur pied : de là l'idée de les inclure dans le plan Marshall. Les ministres hritannique et américain ont au moins le mérite de regarder les choses en face, de proposer et de prendre à leur charge les re-

mèdes nécessaires. (17 décembre 1947.)

Se.Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfibus du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Va donc, eh! sale flux migratoire!

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

« MAL NOMMER les choses, c'est ajouter au malheur du monde. » Camus a tout dit sur les mensonges volontaires qui nous ont fait tant de mal. De son temps, il ne fallait pas s'avouer en guerre avec l'Algérie. On employa donc le mot événement, jusque dans la loi d'amnistie; comme dans les familles, pour éviter de dire le divorce des Jacques, les mœurs d'Odile. Façon

d'épargner les autres et soi.

Nouveau cache-misère verbal, utilisé par tous les partis, et repris par vous et moi sans y regarder trop : le flux migratoire, mis pour « y'a trop d'étrangers chez nous ». L'astuce est si récente qu'elle ne figure pas dans les salubres traités d'hygiène sémantique, même « le » Rambaud sur le parler journaliste. Or il faut réagir vite, si on veut dédorer la pilule.

Comme toujours, on s'est abrité derrière le jargon expert. De même que l'air de Paris empeste moins depuis que les échappements des autos ont été remplacés par des pics de pollution, qui vous ont un air statistique, remédiable, et presque montagnard (l'air des pics, c'est déjà un peu l'air des cimes l), de même les étrangers, dont chaque Français un peu clair de peau grommelle – ne dites pas non l – qu'on ne voit plus qu'eux, à traîner sans rien faire, et pas seulement au métro Barbès, même à Michel-Ange-Molitor, que ce coup-là il faut faire quelque chose, que la France ne peut pas filer « notre »

Sécu à tont le tiers-monde (merci, monsieur Rocard!), que l'autre, comment déjà?, n'a quand même pas tout à fait tort de nous vouloir entre nous chez nous, sans parler des odeurs... et bien, on appellera ces gêneurs en surnombre : des first migratiques.

Flux flatte les xénophobes sans le dire. Il fait plus menaçant que pic. On peut entendre affuence, qui frise déferlement, et frôle invasion. Le mot n'a jamais été employé que pour des choses (flux monétaire, stocks à flux tendu), manière de ne pas accorder la pleine humanité au phénomène, et de le réputer maîtrisable énergiquement. Un flux, ça se contient, ça se régit (moins brusque que le verbe exact : règlementer), ça se contrôle (nous y sommes!). Comme les militaires vaincus et les médecins impuissants, la technocratie est imbattable pour désigner ce qu'elle échoue à faire. Quant à l'adjectif migratoire, il chante gentiment oiseau ; tout en rimant avec interrogatoire et vexatoire, on ne sait jamais. L'injure qui démange d'aucuns, c'est dé-

sormais: « Va donc, eh! sale flux migratoire! »
Les emphémismes voyagent en groupes. Leurs
bluffs se confortent l'un l'autre. Naguère, les
étrangers indéstrables étaient passibles de refoulement. « je n'aime pas le mot », s'est excusé
maurice Papon. Quand quelqu'un « n'aime pas
le mot », écoutez hien, c'est qu'il le trouve trop
adéquat à ce qui l'embarrasse. On n'arrête pas le

progrès: refoulement, qui aurait mieux convenu au flux, mais qui avoue trop le rejet, a été remplacé par la délicate reconduite des marquises raccompagnant les invités jusqu'au perron. Si vous « effectuez humainement des reconduites en vue d'assurer l'indispensable maîtrise des flux migratoires », la Ligue des droits de l'homme ne peut rien trouver à redire, ni Bertrand Tavernier, ni Jean-Louis Debré. Pas de consensus sans tricherie de vocabulaire.

L'autre année, quand je demandais à ma gardienne pourquoi le gérant imposait un code à l'entrée de l'immeuble, son visage s'est illuminé: « A cause de l'augmentation de lo recrudescence, c'idée! », a-t-elle expliqué, dupe rassutée et énigmatique de nos entourloupes

A l'Odéon, Macha Makeieff et Jérôme Deschamps démontrent avec allégresse les désastres possibles du parler faux (Les Précieuses ridicules). L'avertissement vaut pour le snobisme, mais aussi pour notre lâcheté devant les réalités et nos pulsions. Traduire le « mairisons les flux » de nos responsables par : « Rassurezvous, moi anssi je trouve qu'il y a trop d'étrangers et qu'il faut en virer un bon nombre! », ce n'est pas faire le lit de comment-déjà.

C'est au contraire la seule façon de le battre sur le terrain où, hélas l'il est le meilleur : le

Les petits pas du président iranien

KOFI ANNAN, le secrétaire général des Nations unies, lul a décerné un certificat de bonne conduite, les rois et chefs d'Etat musulmans ont tenu à le désigner président pour trois ans de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). L'Arabie saoudite s'est proposé de Jeter un premier pont eotre lui et les Etats-Unis, Décidément, après avoir conquis ses compatriotes, le nouveau président iranien, Mohamad Khatami, a séduit nombre de ses pairs.

Mais c'est d'un crédit qu'il s'agit, en attendant que se décante la situation intérieure iranienne. Car M. Khatami n'a pas encore remporté la partie dans les luttes d'influence entre les différentes factions au pouvoir à Téhéran, même si l'impression se dégage de plus en plus que la roue de l'Histoire a bien tourné, ce 23 mai 1997, lorsque 70 % des électeurs l'ont porté, contre toute attente, à la présidence de la République isla-

mique.
Face à de redoutables adversaires conservateurs, M. Khatami tire sa force à la fois de la légitimité populaire et de son entêtement à faire appliquer la loi. Paradoxalement, soo légalisme est aussi son talon d'Achille, car il limite ses pouvoirs.

Constitutionnellement, il n'est pas le premier persoonage de l'Etat. C'est le Guide de la république, fonction aujourd'hui occupée par l'ayatollah Ali Khamenei, qui est l'autorité suprême. Les deux hommes, qui appartiennent pourtant à la même génération, sont aux antipodes l'un de l'autre, tant pour ce qui concerne la conception de l'Islam que pour ce qui est relatif aux choix de société. aux méthodes de gouvernement, aux droits et devoirs des citovens ou aux relations internationales. Leurs discours respectifs devant le récent sommet de l'OCI furent la caricature de cette opposition (Le Monde du 11 décembre). Le Guide est un homme du passé, qui voit le mal partout sauf en islam. M. Khatami croit à l'interaction des civilisations et est tourné vers l'avenir. Le Guide non seulement jouit de pouvoirs constitutionnels considérables, mais il dispose d'institutions parallèles à celles de l'Etat, qui lui obéissent au doigt et à l'œil. Et il ne s'est pas privé d'en user depuis l'accession à la présidence de M. Khatami.

REFUS DE TRANSFERT D'AUTORITÉ Un exemple: alors que le ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, a obtenu la confiance du Parlement et qu'il est en exercice depuis près de quatre mois, il n'a toujours pas reçu du Guide la délégation officielle de pouvoirs qui lui donnerait autorité sur les forces de sécurité et la police. Dans le passé, M. Khamenei n'a jamais refusé un tel transfert d'autorité, parce qu'il était assuré de pouvoir tout cootrôler. Il est vrai que dans la configuration actuelle, tout excès des forces de l'ordre étant imputable au seul Guide, M. Khatami et son gouvernement ne peuvent qu'en devenir de plus en plus populaires. Cela ne leur confère pas pour autant davantage de capacité à influer sur le cours des choses.

La position du ministre de la culture et de l'orientation islamique, le libéral Ataollah Mohadjerani, n'est pas plus confortable que celle de son collègue de l'intérieur. Son ministère, capital pour tout ce qui relève de la liberté d'expression, est doublé d'une Organisation de la culture et de l'orientation islamique dépendant directement du Guide. C'est aussi le Guide qui contrôle la radio-télévision. Le chef du pouvoir judiciaire est un ami du Guide, et ce sont aussi ses amis conservateurs qui sont majoritaires au Parlement et au Conseil des gardiens, dernier passage obligé de tout texte avant qu'il prenne force de loi. Les organisations d'encadrement de la jeunesse relèvent elles aussi geant suprême.

M. Khatami serait-il donc totalement paralysé, dès lors qu'il ne veut pas enfreindre la loi? Pas vraiment, mais il est acculé à faire de la résistance, à avancer à petits pas chaque fois que l'occasion se présente. Pour la formation de son gouvernement, il a réussi à obtenir du Guide – qui s'y est d'abord opposé – que soient remerciés certains anciens titulaires (des affaires étrangères, de l'intérieur et surtout des renseignements), qui, aux yeux des Iraniens comme des étrangers, faisaient plus de mal que de bien au pays. Il a aussi obtenn la démission de Mohsen Rezaï, le chef des gardiens de la révolution (pasdorons), ce corps d'élite qui « double » l'armée régulière.

INCURIE ÉCONOMIQUE

Son ministre de la culture a pris des premières mesures en faveur d'une plus grande liberté d'expression et ne manque pas une occasion de dénoncer les extrémistes, qui tentent encore d'imposer par la force, voire la violence, la pensée « politiquement correcte ». M. Khatami s'est astreint et a astreint ses ministres à un changement de comportement qui impressionne beancoup, dans un pays où les titres et les honneurs sont quasiment des droits. Il bénéficie d'une certaine désorientation des conservateurs après leur déroute à la présidentielle du 23 mai. Mais, surtout; M. Khatami est fort d'un phénomène tout à fait nouveau en Iran : l'ingérence de la population dans les affaires politiques. Et cette population voit en-

lui une victime, comme elle, du système.

Aussi les Iraniens semblent-ils disposés aujourd'hui à donner du temps à leur nouveau président, même si les cent premiers jours de son gouvernement n'auront pas marqué l'Histoire. Ici, le temps n'a pas la même valeur qu'en Occident et l'impatience des premières années de la révolution a fait place à

une grande endurance. L'autre handicap de M. Khatami tient à son absence totale de projet économique. Les conditions de vie des Iraniens ne se sont toujours pas améliorées, et aucune mesure ni aucune stratégie économiques ne paraît avoir été tracée. M. Khatami vit-il, comme le pense certain diplomate occidental, « dans les chimères du socialisme », avec sa décision d'augmenter les subventions pour certains produits alimentaires? Continuera-t-il la poli-tique économique chaotique de son prédécesseur. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani? Ou n'a-t-îl tout simplement pas les idées claires?

Le pays a un besoin dramatique d'investissements étrangers, ne serait-ce que pour maintenir et développer l'économie pétrolière. Or la législation intérieure - en particulier l'article 80 de la Constitution, qui interdit toute alienation du patrimoine - ne favorise pas l'afflux de capitaux. Il faut y ajouter la loi américaine D'Amato, qui menace de sanctions toute société qui investirait pour plus de 40 millions de dollars dans le domaine des hydrocarbures en Iran - ou en Libye - et qui a un effet dissuasif sur nombre de compagnies.

Selon les statistiques officielles, le taux du chômage est de 8 %, mais les chiffres en Iran n'ont pas grand sens, l'entraide familiale et sociale y jouant un grand rôle, comme dans l'ensemble de la région. Les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi sont de plus en plus nombreux. Mais cette situation n'est pas nouvelle et l'économie a toujours suivi cahin-caha la politique. De l'avis d'un spécialiste, le bricolage peut continuer pendant des années encore... Sauf si cette même population qui s'est ingérée en politique décide de descendre dans la rue pour réclamer une amélioration de sa vie au quo-

Mouna Naīm

Mouna N

RECTIFICATIFS
EUROPE (1)

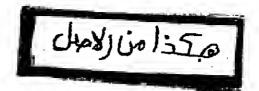
Le traité d'Amsterdam a été signé par les ministres des affaires étrangères des quinze pays de l'Union européenne, le 2 octobre et non pas le 17 juin, date à laquelle il avait été adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement, contraîrement à ce qu'il était indiqué dans l'article sur la saisine conjointe du Conseil constitutionnel par Jacques Chirac et Lionel Jospin (Le Monde daté 7-8 décembre).

EUROPE (2)

Les cinq pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne entraîneront un accroissement de sa population de 17 %, et non de 17 millions d'habitants, comme il était indiqué par enteur dans nos éditions du 12 décembre.



Généalogie par Lionel Portier



ENTREPRISES

FINANCELe ministre de l'économie at des finences, Dominique Strauss-Kahn, présentera prochainement devant la commission des fi-nances de l'Assemblée nationale une

réforme du Consortium de réalisation (CDR), l'organisma chargé de gérer et de céder les actifs compromis du Crédit lyonnais. • TRANS-FORMÉ en société à directoire et

conseil de surveillance, le CDR abandonnera son conseil d'administra-tion, composé des responsables de ses principales fillales. • MICHEL ROUGER, actuel président, démis-

CONSORTIUM e hérité, fin 1995, de 198 milliards de francs d'actifs bruts

sionnera, tandis que Raymond Lévy, ancien PDG de Renault, présidera le conseil de surveillance. • LE ce jour, il a cédé près de 120 milliards de francs et enregistré 42 milliards

Raymond Lévy va prendre la tête du conseil de surveillance du CDR

Le Consortium de réalisation, chargé de gérer et de céder les actifs compromis du Crédit lyonnais, sera transformé en société à directoire et à conseil de surveillance placé sous la présidence de l'ancien PDG de Renault

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN, le ministre de l'économie, présente-

ra prochainement à la commission des finances de l'Assemblée nationale la réforme du fonctionnement du Consortium de réalisation (CDR), la structure chargée de gérer et de céder les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais.

Dans les prochaines semaines, le CDR sera transformé en société à directoire et conseil de surveillance. abandonnant son actuel conseil d'administration, maladroitement composé des responsables de ses principales filiales. Cette réforme s'accompagnera du départ de Michel Rouger, l'actuel président du CDR, et de la nomination de Raymond Lévy, l'ancien président de Reoault, à la tête du nonveau conseil de surveillance. Prançois Lemasson, actuel directeur général du CDR, deviendra président du direc-

En réformant le dispositif et en commant une personnalité réputée pour son intransigeance et son inté-

grité, incontestée sur le plan poli-tique – M. Lévy avait été nommé par Alain Madelin en 1986 à la tête de Renault -, Bercy veut assurer au CDR « une gestion indépendante et responsable ». Et éloigner l'atmosphère de polémique qui o'a cessé de l'entourer depuis sa créanon, souvent liée, a rappelé M. Strauss-Kahn, aux «interférences politiques implicites ou explicites, qui sont ve-nues perturber certains dossiers emblématiques, jetant la suspicion sur tout le processus ». Une allusion à peine déguisée aux dossiers d'AOM ou à de la cession de la participation du CDR dans la société de François Pinault. « Chez Renoult, M. Lévy n'aurait pas laissé sortir une voiture si lo qualité n'était pas parfaite quelles que soient les pressions de ses commercians », explique-t-on

intransigeance au CDR. L'ensemble du dispositif de cantonnement a été recalibré pour garantir cette indépendance et éloigner le ministère des finances des

à Bercy. On attend de lui la même

décisions quotidiennes du CDR. d'intéressement aux résultats et de Pour lui, l'ancien dispositif explique « Le CDR sera seul responsable des processus de cession, dans le cadre d'une stratégie proposée chaque année », précise Bercy. Cette stratégie sera du ressort du conseil de surveillance. On ne connait pas encore sa composition définitive, mais, outre M. Lévy, il comprendra Francis Lorentz, le président de l'Etablissement public de financement de réalisation (EPFR), la structureécran qui finance et garantit le CDR pour le compte de l'Etat. Le comité consultatif de contrôle, une émanation de Bercy qui validait toutes les décisions du CDR, sera dissous et ses missions assumées par le conseil de surveillance.

MOYENS RENFORCÉS

En matière de contrôle, c'est l'EPFR et M. Lorentz qui auront désormais le premier rôle. Le député PS du Lot, Martin Malvy, et le sénateur apparenté RPR de l'Aube, Yann Gaillard, continueront à sièger au conseil d'administration de l'EPFR. Michel Laffitte, chargé de mission à la direction du Trésor, qui suivait ce dossier au cabinet de Jean Arthuis, en fera aussi partie, ainsi que deux autres hauts fonctionnaires de Bercy. Pour exercer sa mission de contrôle, PEPFR aura des moyens renforcés.

La stratégie de cession suivie par le CDR prendra un nouveau tournant avec cette réforme, pour « sortir d'une logique exclusivement liquidative », précise M. Strauss-Kahn, et pour chercher à mieux valoriser les actifs de CDR « pour optimiser le résultat finocier pour l'Etat ». Le CDR n'aura donc plus de calendrier

En contrepartie, ses dirigeants

responsabilisation de ses équipes. Ils devront aussi favoriser de nouvelles méthodes, comme la formule du mandat de gestion. Celle-ci consiste à confier la gestion de certains actifs à un intervenant extérieur, rémunéré en fonction de ses résultats, qui reprendra tout ou partie des équipes du CDR.

La réforme va donc dans le sens de ce que M. Lemasson et M. Rouger demandaient depuis plusieurs mois. Remercié avant la date qu'il s'était kui-même fixé – courant 1998, l'année de ses soixante-dix ans. M. Rouger ne cache pas son amertume, mais se montre tout de même satisfait que l'Etat « prenne enfin le dossier à bras le corps et garde ses équipes, en particulier M. Lemasson, et son projet ».

Par cette réforme, M. Strauss-Kahn a également adressé un message à la Commission de Bruxelles.

UN ADEPTE

DU « PARLER-VRAI »

« J'appartiens à un peuple qui a

la nuque raide », aime à répéter

Raymond Lévy. En nommant l'an-

cien patron de Renault à la pré-

sidence du conseil de surveillance

du CDR, Dominique Strauss-Kahn

n'a pas choisi un homme-lige. Les

deux hommes se connaissent

bien : ils ont créé ensemble, en

1993, le Cerde de l'Industrie, un

areopage de patrons. D'une inté-grité proverbiale, ce polytechni-

cien, ingénieur en chef des Mines,

s'est fait remarquer tout au long

en grande partie « la dérive des prévisions de pertes depuis 1995, passées de 50 à 100 milliards de francs » sur le dossier Crédit Ivormais. La séparation totale entre le CDR et le Crédit Ivonnais, exigée par Bruxelles, et la décision de repousser la charge financière, ont en particulier contribué à faire tourner le compteur des pertes plus vite que prévu. Pour Bercy, il est donc clair que l'on ne peut imputer au Crédit lyonnais

Ce point est au cœur des négociations que l'Etat mène à Bruxelles sur le dossier Lyonnais. Deux thèses s'y opposent actuellement. Celle de la DG IV. la direction qui prépare les dossiers du commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, et qui estime que la Commission doit revoir le dossier Crédit lyonnais

riqueur intellectuelle et morale en

a fait un adepte du « parier-vrai »

cher à Michel Rocard, ce qui lui

vaudra quelques revers de car-

En 1980, après vingt ans dans le

pétrole, il quitte Elf, en désaccord

avec le président nommé par Gis-

card d'Estaing, Albin Chalandon, auquel M. Lévy n'a pu faire allé-geance. En 1984, président du

groupe sidérurgique public Usinor,

Il s'oppose au ministre de l'indus-

trie Laurent Fablus, favorable à la

création d'un laminoir dont le

grand patron, confronté à la crise

de l'acier, ne veut pas. Le gouver-

nement se range à son avis... après

l'avoir débarqué. Nommé en dé-

cembre 1986 à la tête d'un Renault

l'augmentation de la facture que

l'on constate aujourd'hui pour

en prenant en compte l'ensemble des recapitalisations et des pertes du Lyonnais et du CDR, quitte à exiger des cootreparties proportionnelles de la part de la banque.

Paris, de son côté, estime que la nouvelle aide qu'il soumet à Bruxelles porte sur moins d'une vingtaine de milliards de francs (c'est à dire la neutralisation des conséquences financières que doit supporter le Lyonnais en raison du prêt qu'il conseot à l'EPFR et l'abandoo du dispositif d'obiigations à coupon zéro prévu dans le plan de 1995). Faute d'avoir trouvé un terrain d'entente, le dossier ne sera pas examiné par la commission le 17 décembre. Si les négociations promettent de prendre encore plusieurs semaines, cette réforme du CDR va donner des arguments sup-

Sophie Fay

conformismes et aux pouvoirs. Sa

plémentaires à Paris.

Georges Besse, Il met d'entrée de jeu les pieds dans le plat, en critiquant la qualité de sa R 25 de fonction. Une « gaffe » dont il fera la pierre angulaire du redressement de Renault, qu'il transforme en champion de la qualité totale.

Cassant, mordant, le brillant înaénieur ne dédaigne pas jouer les hommes d'influence. A peine il a quitté Renault, en 1992, qu'il prend la tête du corps des Mines. dont il mate les dissidents. En 1993, Jean-Luc Lagardère l'appelle à la présidence du conseil de surveillance du nouveau Groupe Lagardère. Ce sera la seule incursion dans le privé que se sera autorisée ce grand commis de l'Etat, qui a aujourd'hul soixante-dix ans.

42 milliards de francs de pertes

● Le Consortium de réalisation (CDR) a hérité, fin 1995, de 198 milliards de francs d'actifs bruts du Crédit lyonnais, représentant plus de 1 500 créances et participations, dont les engagements liés au cinéma (MGM), les banques Altus, SDBO, Colbert, le portefeuille de participations industrielles de

7,022

nut the time

*

Clinvest et Clindus. • A ce jour, le CDR a cédé près de 120 milliards de francs et enregistre 42 milliards de francs de pertes. Le ministère des finances avait estimé,

le total des pertes prévisibles sur l'ensemble de la période d'activité du CDR (jusqu'en 2014). Nombre de cessions ont été sujettes à polémiques, comme celles du studio hollywwodien Metro-Goldwyn-Mayer vendu à Kirk Kerkorlan pour 6 milliards de francs, alors que le Crédit lyonnais y avait investi 13 milliards de francs, de la participation d'Artémis à François Pinault, des casinos Emerande, de la compagnic aérienne AOM et de la

société de location de bateaux

Sur l'écran géant, les places de premier mondial ou européen se succèdent à chaque présentation de branche devant l'assistance attentive. « Pour Saint-Gobain, la bataille européenne est livrée et gagnée. Nous pouvons nous oppuyer sur cette force européenne pour conquérir le monde », souligne le PDG du groupe, qui falt le pari d'être classé, dès 1999, parmi les grandes valeurs cotées en euro. Depuis dix ans, le titre Saint-Gobain surpasse l'indice CAC 40 avec un rendement de 14 % par an. Une performance

Saint-Gobain redécouvre le charme des petits porteurs

de notre envoyée spéciale

Its étalent venus nombreux et attendaient sagement. Pour la première fois depuis la privatisation de Saint-Gobain en 1986, Jean-Louis Beffa a éprouvé le besoin de les rencontrer, eux, les actionnaires de province. L'exercice étant très inhabituel, le PDG du groupe a choisi, lundi 15 décembre, de se roder à Nice, sa ville natale. Quelques poignées de main, des signes de reconnaissance dans l'assistance, Jean-Louis Beffa se trouve vite en terrain connu. Il peut entamer son opération de séduction.

Alors que ses grands actionnaires (Générale des eaux, BNP, AXA-UAP, Suez) qui détiennent près de 30 % du capital du groupe sont appelés à largement réduire leur participation dans les prochaines années, Saint-Gobain redécouvre les charmes des petits porteurs, quelque peu tombés dans l'oubli. Alors qu'ils détenaient 40 % du capital au moment de la privatisation, ceux-ci n'en possèdent plus que 15 % environ. « ils représentent un élément de stabilité indis-

pensable », affirme M. Beffa, qui aimerait les voir atteindre 20 à 25 % du capital.

Mais il faut les convaincre de revenir. « Saint-Gobain a changé. Il est devenu plus moderne, plus international. Il est capable de créer plus de croissance », explique-t-il d'emblée. L'assistance, peu familiarisée avec les mots magiques de croissance ou de création de valeur pour l'actionnaire, si chers à la finance internationale, reste un peu insensible. Ce qui compte pour elle, c'est la sûreté de leur placement. « Comment avez-vous fait pour être moins cyclique? », interroge un vieux monsieur.

La question réjouit le président de Saint-Gobain. Toute sa stratégie a été dessinée pour prémunir le groupe contre les aléas de la conjoncture, en diversifiant les métiers, les pays, les marchés. En dix ans, le groupe s'est séparé d'activités comme le BTP, le papier, certains matériaux de construction, soit la moitié du chiffre d'affaires du groupe en 1986. Il les a remplacées par de nouveaux métiers (abrasifs, céramiques, distribution spécialisée de Pollet) qui représentent désormais 57 % des ventes de Saint-Cobain. Sa présence géographique s'est étendue dans 42 pays contre 19 il y a dix ans. « La crise asiatique devroit peu nous toucher. La croissance européenne devrait compenser la chute des marchés asiatiques, où nous sommes encore peu présents », s'empresse d'ajouter M. Beffa.

qui ne s'est pas traduite par l'abondance des dividendes distribués.

Martine Orange

La justice allemande engage des poursuites contre le président de Thyssen

BONN

de notre correspondant Le procureur de la République de Berlin a engagé des poursuites contre Dieter Vogel, le président du directoire de Thyssen, et contre deux autres de ses dirigeants, pour abus de confiance, a annoncé lundi 15 décembre le groupe. M. Vogel est soupçonné d'avoir détourné, pour le compte d'une filiale de Thyssen dont il était président, 37,8 millions de marks (127 millions de francs) an détriment de la Treubandanstalt, l'institution chargée de privatiser les sociétés de l'ex-Allemagne de l'Est, à l'occasion de la reprise en 1990 du combinat Metallurgiehandel. Un jugement arbitral, en 1995, avait condamné Thyssen à verser 87 millions de marks à la Treuhandanstalt. Mais la justice pénale a poursulvi ses investigations. Depuis l'été 1996, M. Vogel était sous le coup d'un mandat d'arrêt et ne devait sa liberté qu'au paiement d'une caution de 2,5 millions de

Ce rebondissement judiciaire in-

tervient alors que la fusion entre le tur ensemble. M. Cromme a l'ap-Krupp, annoncée début novembre, rencontre de grandes difficultés. Les modalités précises do rapprochement, qui devaient être connues fin novembre, ne seront vraisemblablement révélées que courant janvier. Le conseil de surveillance exceptionnel de Thyssen, qui devait se réunir le 19 décembre, a été annulé le jour même de la mise en accusation de M. Vogel.

MARIAGE DE RAISON

Ce mariage de raison avait été annoncé six mois après une tentative infructueuse d'OPA hostile lancée par Krupp cootre Thyssen. Gerhard Cromme, président du directoire de Krupp, avait dû faire marche arrière, en raison du tollé politique et syndical provoqué par son raid boursier.

Premier problème, les conseils de surveillance des deux groupes ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le nom d'un patron, MM. Vogel et Cromme étant tous deux candidats à la direction du fu-

deux sidérurgistes Thysseo et pui des banques, tandis que les salariés de Thyssen, échaudés par les projets du patron raider, lui pré-fèrent M. Vogel. Le poids des salariés est décisif chez Thyssen, cette entreprise étant soumise aux règles de cogestion de l'industrie sidérurgique: ils ont autant de sièges que les actionnaires au conseil de surveillance (dix chacun), les éveotuels conflits étant arbitrés par un vingt-et-unième membre, oeutre. Le 27 novembre, le cooseil de Thyssen avait approuvé la manière dure dont M. Vogel menait ses né-

gociations avec Krupp.

Deuxième difficulté, les parités de fusion. L'OPA financée par endettement de M. Cromme présentait un avantage pour ses deux principaux actionnaires, la fondation Krupp (51 % du capital), qui gère l'héritage d'Alfried Krupp décédé à la fin des années 60, et l'Etat iranien (22 %): ils étaient certains de contrôler le nouvel ensemble à

l'issue de l'opération. Dans le contexte d'une fusion, ces deux actionnaires vont voir qu'ils souhaieot conserver ensemble la minorité de blocage (25 % du capital), ce que conteste Thyssen. M. Vogel a fait monter la pression courant novembre en annonçant, en pleines oégociations, le doublement de son résultat d'exloitation pour l'exercice clos le 30 septembre, l'envolée de son résultat net - passé de 350 millions de marks à 2,17 milliards - et l'aug-

mentation de son dividende de

Les discussions achoppent sur bien d'autres points. Les modalités fiscales du rapprochement ne sont pas connues. Les syndicats souhaitent que le futur groupe adopte le système de cogestion dela sidérurgie, ce dont Krupp ne veut pas. Les deux conglomérats n'ont pas précisé quels métiers ils voulaient conserver, etc. Reste à savoir quel sera l'impact de la procédure engagée contre M. Vogel. Certains n'exchient plus la possibilité d'un échec du rapprochement Krupp-Thyssen.

Arnaud Leparmentier

En 1997, combien de temps faut-il pour aller de Paris à Dijon? Ça dépend du véhicule.



Aujourd'hui, pour concilier vie de famille et journée de travail, vous n'avez pas de temps à perdre. Alors, pour vous, la SNCF améliore la relation Paris-Dijon en mettant à votre disposition, du lundi au vendredi, 14 allerretour par jour entre Paris et Dijon et un aller-retour quotidien au départ des gares d'Ile-de-France : Marne la Vallée · Chessy et Aéroport Charles de Gaulle TGV.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

Cathay Pacific subit le contrecoup de la crise en Asie

POUR FAIRE face à la baisse de trafic consécutive à la crise financière asiatique, la compagnie de Hongkong Cathay Pacific repousse d'un an ou deux vingt-cinq commandes d'avions en option, initialement prévus pour être li-Vrés entre 2000 et 2003. Ces options portent sur neuf Airbus A 330 ou A 340, six Boeing 747-400 et 10 Boeing 777. En revanche, aucune commande ferme n'est annulée : cinq Airbus A 340 et un Airbus A 330-300 devant être livrés en 1998, ainsi que sept Boeing 777 livrables sur les deux prochaines années sont maintenus. Cette augmentation de capacité arrive au pire moment. Aussi la direction de Cathay n'exclut-elle pas de vendre entre sept et dix Boeing 747. Son directeur général, David Tumbull, prépare aussi un plan de réduction de coûts. L'action Cathay Pacific est en baisse de 62 % depuis le mois d'août. - (Corresp.)

■ VIRGIN : la compagnie aérienne Virgin Atlantic est la première à avoir passé, lundi 15 décembre, une commande ferme de huit A 340-600, le nouvel avion gros porteur (378 places) du constructeur européen Airbus. Le lancement industriel de ce nouvel avion, qui concurrencera les 747 de Boeing, a été décidé le 8 décembre.

■ PPG Industries : le groupe américain a racheté lundi 15 décembre le fabricant de produits pharmaceutiques français Sipsy Chimie Fine, précédemment sous le contrôle de Jouveinal (groupe Warner-Lambert). Installé à Avrille près d'Angers (Maine-et-Loire), Sipsy a été fondé en 1972 et emploie

■ CHARBONNAGES DE FRANCE : les salariés de la centrale thermique Emile Huchet à Carting (Moselle) ont entamé lundi 15 décembre leur quinzième journée de grève. Ils protestent contre les disparités de salaires entre les cinq centrales exploitées par la SNET (Société nationale d'électricité et de thermique), filiale des Charbonnages de France. Carling (640 salarlés) produit la moitié de l'électricité de la SNET.

MICROSOFT : le groupe américain a fait appel, lundi 15 décembre, de la décision de justice lui interdisant temporairement d'imposer aux constructeurs d'ordinateurs son logiciel d'accès à Internet (Explorer) en même temps que son système d'exploitation Windows (Le Monde du 13 décembre). TÉLÉPHONE: 90 % des Prançais sont satisfaits des services de France Télécom, mais 66 % se déclarent prêts à changer d'opérateur et 60 % préferent n'avoir qu'un seul fournisseur, selon un sondage CSA-La Tribune-

CORRESPONDANCE

Une lettre de George Simpson

A lo suite de l'article intitulé « GEC de GEC-Alsthom démontre claireet Alcatel se désengagent de GEC-Alsthom », paru dans Le Monde du 7 décembre 1997, nous avons recu de George Simpson, directeur général de GEC, la lettre suivante :

Mercer Management, paru le 16 décembre.

Votre article me fait dire que cette firme commune apparaît dominée par les Français et peu respectueuse des normes comptables anglo-saxnunes et laxiste en matière de cootrôle financier.

Outre le fait que je n'ai jamais dit ou même pensé cela, je crois qu'il est utile de mentionner plusieurs faits objectifs. Tout d'abord, le Management Board de GEC-Alsthom est constitué de trois Français et de deux Britanniques, dont l'un d'eux, Jim Cronin, directeur général, est notamment en charge de la stratégie financière et du contrôle financier. D'une façoo plus géoérale, l'analyse des structures de direction du groupe il y a huit ans.

ment que le groupe n'est pas dominé par les Français.

Ensuite, les Financial Statements de GEC-Alsthom NV, société de droit oéerlandals, sont établis conformément aux cormes comptables internationales édictées par l'International Accounting Standards Committee; préalablemeot à leur publication, ces comptes soot approuvés par le comité d'audit de GEC-Alsthom, auquel nous participoos; ces comptes sont certifiés par deux commissaires aux comptes, Arthur Anderseo et Deloitte & Touche, dont la réputation de rigueur et de compétence au plan international o'est pas contestable; ceux-ci out coo stamment approuvé les comptes de GEC-Alsthom sans aucune réserve depuis la formation

M. Spinetta propose aux pilotes d'Air France d'échanger des actions contre une baisse de salaire

Près de 49 % du capital de la compagnie pourraient être détenus par le privé

Lundi 15 décembre, le président d'Air France a lités d'une ouverture de capital de la compagnie des titres pourraient être mas sur le marché. réuni ses cadres et envoyé une lettre à l'en-semble du personnel. Il leur a présenté les moda-tiendraient près de 20 % de l'entreprise et 20 %

M. Spinetta veut économiser 3 milliards de franc semble du personnel. Il leur a présenté les moda-tiendraient près de 20 % de l'entreprise et 20 %

JEAN-CYRIL SPINETTA, qui a

succédé à Christian Blanc à la tête

d'Air France en octobre, a réuni ses

cadres, lundi 15 décembre, et envoyé

une lettre à l'ensemble du personnel

pour lui anonncer un « certain

nombre d'orientations sur la stratégie

d'Air France dans les prachains

mois ». Au premier rang desquelles,

l'ouverture du capital de la compa-

gnie nationale. L'opération, qui de-

vrait intervenir mi-1998, doit être ap-

prouvée par Jean-Claude Gayssot,

ministre des transports, et Domi-

l'économie et des finances.

nique Strauss-Kahn, ministre de

L'ouverture du capital d'Air France

doit d'abord permettre - conformé-

ment aux objectifs fixés par la lettre

de mission adressée par le gouverne-

ment à M. Spinetta - aux 12 600 sala-

riés qui, en 1994, avaient consenti

une balsse de leurs salaires en

échange d'actions (2 % du capital en-

viron) de valoriser leur épargne. « Si

cela n'était pas fait, nous risquerions une véritable crise de confiance », es-

time le président de la compagnie. Il

existe un autre actionnariat salarié

chez Air France, qui trouve ses ori-

gines dans la fusioo-absorptioo d'UTA par Air France. Aujourd'hui,

ao total, 36 000 salariés d'Air France

sont actionnaires de la compagnie et détienment 3 % de son capital.

Deuxième objectif affiché par la

lettre de mission adressée à M. Spi-

netta : « rechercher de manière équi-

librée et réaliste la possibilité de pro-

longer et dévelapper cet actionnariat salorié. » La loi permet aujourd'hui

de réserver aux salariés d'une entre-

prise 10 % du montant des titres cé-

dés sur le marché. « Une nouvelle loi

nous permettra de porter cette part à

20 % », explique M. Spinetta. M. Spi-

netta souhaiterait mettre en Bourse 20 % du capital d'Air France. Dans

cette hypothèse, les salariés pour-

raient donc souscrire jusqu'à 4 % des

actions Air France.« Pour assurer la

ché. Mais la décision n'est pas encore

Troisième objectif énoncé dans la

lettre de mission du gouvernement :

prise », dit-on chez Air France.

BAISSE DU COÛT DU TRAVAIL

poursuivre le redressement d'Air Les attributions d'actions ne sont pas Prance. Ce qui passe par une réduc-

tion du coût du travail des pilotes.

plus élevé que celui de leurs homo-

logues de Lufthansa nu de British

Airways, M. Spinetta propose de leur

donner 10 % des actions d'Air France

en échange d'une baisse de leur sa-

laire brut de 15 % sur trois ans. Au to-

tal, dnnc, 37 % du capital d'Air

France serait privé. En outre, le

1º janvier 2000, la BNP, qui a souscrit

considérées comme un revenu tant

pour l'impôt sur le revenu (IR) que pour le calcul des charges sociales. Les pilotes ne se verraient donc imposés que sur les plus-values, une fois ces actions cédées sur le marché, à un taux de 25 %, inférieur au taux marginal de l'IR. Autre argument dont dispose M. Spinetta: le développement d'Air France, donc ses achats d'avions et les perspectives

Les lignes domestiques sont revenues à l'équilibre

« Les lignes domestiques d'Air France sont revenues à l'équilibre au premier semestre de l'exercice 1997/1998. L'amélioration s'est faite beaucoup plus vite que prévu : on pensait qu'il faudrait trois ans », annonce Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France. Entre le 1ª avril 1996 et le 31 mars 1997, l'ex-Air Inter a perdu 488 millions. Le dépôt de bilan à l'automne 1996 d'Air Liberté a mis un terme à la guerre des prix meurtrière qui sévissait en France. Le plan d'économies, annoncé le 15 mai 1996 par Christian Blanc, le prédécesseur de M. Spinetta, et qui prévoyait environ 950 départs (sur 10 667 salariés), commence seulement à faire sentir ses effets. La fusion entre Air Inter et Air France, effective depuis le 1º avril 1997, a permis une rationalisation de la flotte : le remplacement des gros porteurs par de plus petits appareils, couplé à l'augmentation des fréquences, a réduit l'offre de 14 %. Le trafic n'a diminné que de 3,6 %, ce qui s'est traduit par un accroissement du coefficient d'occupation de 7,7 % à 71,6 %.

à 1,25 milliard d'obligations Air d'évolution des carrières de ses pi-Prance remboursables en actions, se retrouvera avec environ 4 % du capital. Par ailleurs, Air France a émis 1,78 milliard de bons de sousciption d'actions (en partie détenus par le personnel) qui, s'ils soot exercés, * porteront la part du capital d'Air France détenue dans le privé à près de 49 % », développe M. Spinetta.

Les négociations entre pilotes et direction devraient commencer très prochainement. M. Spinetta oe manque pas d'arguments pour les convaincre. Argument fiscal d'abord. lotes, dépendent fortement des économies que la compagnie réussira à faire. A l'instar des compagnies américaines comme US Airways, on peut imaginer que M. Spinetta fera du chantage aux pilotes : les achais d'avions seront conditionnés à des baisses des salaires.

Le nouveau président d'Air France a annoocé le 20 oovembre (Le Monde du 22 novembre 1997) qu'Air France allait consacrer 40 milliards de francs entre 1998 et 2002 à son développement, doot 30 milliards à

l'accroissement de sa flotte. Depuis 1994, celle-ci est restée stable à environ 200 appareils: Bruxelles avait accepté que l'Etat recapitalise Air Prance a hauteur de 20 milliards de francs à condition, notamment, que cet argent ne soit pas dépensé pour son développement pendant la durée du plan de redressement (1994-96). L'argent public a exclusivement servi à rembourser la dette qui était, an 31 mars 1997, retombée à 16 milliards de francs. Mais aujourd'hui si Air France veut profiter au maximum de sa plate-forme de correspondances mise en place à Roissy 2. qui hii permet d'alimenter ses vols long-courriers par ses passagers en provenance de ses vols court et moyen-courriers, elle doit augmenter ses movens.

M. Spinetta veut économiser 3 milliards de francs

« Ce développement ne doit pas se faire aux dépens de notre ratio endettement sur fonds propres, aujourd'hui de 1,1 », explique M. Spinetta, « Notre résultat, avant omortissements, nous permettra de financer en partie ce développement. Mais de nouvelles économies s'imposent. » Si les pilotes acceptent de baisser leurs salaires de 15 %, cela représentera à terme une économie de 500 millions de francs. M. Spioetta prévoit d'économiser, sur l'ensemble des postes de la compagnie, 2,5 autres milliards de francs dans les trois ans à verin. « Il s'agit pour Air France de travailler mieux, pas plus », explique-t-il.

Virginie Malingre

FO et la CFDT oot retiré le préavis de grève qu'elles avaient déposé pour le 19 décembre à la suite de l'annooce par le PDG, Jean-Cyril Spinetta de l'ouverture de oouvelles oégociations sur le « projet d'avancements 1998 ».

EURO DISNEY S.C.A.

REJOIGNEZ LE CLUB ACTIONNAIRES D'EURO DISNEY S.C.A.

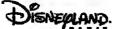
Le Club odresse régulièrement à ses membres les nouvelles finoncières de l'entreprise. De plus, lo carte Club leur affre des réductions sur les entrées du Porc à Thèmes, les séjours dons les hôtels et dons les boutiques de Disneyland Poris.

Pour bénéficier des ovantages offerts por le Club, demondez votre brochure

Grôce à plusieurs lignes téléphoniques dédiées, le Club vaus offre un contoct direct ovec notre équipe Relations Investisseurs et nos responsables commerciaux.



TEL, 01 64 74 56 30 - Fax 01 64 74 56 36 MINITEL: 3615 EURO DISNEY ACTIONS (1,29 F TTC/mm) INTERNET: http://www.disneylandparis.com Relations Investisseurs - EURO DISNEY SCA - BP 100 77777 Marne-la-Vallée cedex 4



La compagnie condamne définitivement son pôle tourisme

EN ANNONCANT, jeudi 11 décembre, la cessation de Voyages. Cette filiale, spécialisée dans la vente de billets liquidité du titre, il faudrait mettre l'activité d'Air Charter à partir de novembre 1998. Air entre 10 et 20 % du capital sur le mar-France a mis un point final à son activité tourisme. L'arrêt des activités d'Air Charter est selon Jean-Eudes Rabut. son PDG, « un véritable gâchis, alors que l'entreprise avait tout pour réussir ». Il dénonce, à demi-mot, le corpora-tisme du SNPL (syndicat de pllotes majoritaire), qui n'a pas permis de trouver des conditions de pilotage adaptées au marché. Les pilotes d'Air Charter qui sont des pilotes d'Air France, gagnent en moyenne 30 % à 40 % de plus que des pilotes d'une autre compagnie de charters. Ils demandent en outre un planning avec quarante jours d'avance, alors que les tours opérateurs (TO) planifient leurs demandes avious avec sculement vingt et un jours d'avance. « Comment expliquer à un TO et à ses 1 200 passagers que leur départ est retardé de vingt-quatre heures -parce qu'un commandant de bord a rejusé d'aller à Dierba au lieu de Milan, au titre de la stabilité de son planning ? », interroge le PDG d'Air Charter.

Ce manque de souplesse et ce surcoût out condamné Air Charter : après avoir perdu 25 millions de francs en 1995-1996, la compagnie devrait perdre 60 millions cette année, alors qu'un concurrent comme Star Europe, qui travaille sur le même marché, avec les mêmes avions, sur

les mêmes programmes, gagnera de l'argent. Air France a commencé son désengagement du tourisme en novembre 1994 avec la vente de la chaine hôtelière Méridien. Puis ce fut l'arrêt des activités de Go

d'avion à tarif réduit et qui avait une petite activité de tour-opérateur, avait été rachetée à la GMF en 1994. Go Voyages a arrêté ses activités en octobre 1996, après avoir affiché un deroier exercice déficitaire de 11 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 311 millions de francs. Puis est venu le tour de Visit France, filiale qui organisait le séjour des visiteurs étrangers en France et faisait voyager les Prançais dans leur propre pays. Visit France, qui employait 72 personnes, affichait, pour l'exercice clos au 31 mars 1997, une perte de 27 millions de francs pour un chiffie d'affaires de 270 millions de francs. Visit Prance a été vendu à Sopartour (Sociétés de participations touristiques), société créée par un ancien d'Air France. La compagnie nationale a renfloué Visit France à hauteur du déficit et a prêté 12 millions de francs au repreneur avant de céder la société pour le franc symbolique.

Recapitalisation et vente pour le franc symbolique, c'est également le schéma retenu pour la cession de Jet Tours (Le Monde du 5 décembre). Après l'avoir renfloué à hauteur de 320 millions de francs à l'automne 1996, Air France réinjectera encore 70 millions dans le tour-opérateur avant de le céder à ses cadres, associés au fonds d'investissement TCR, dirigé par Jean-François Borde, ex-directeur des investissements d'AXA, et au groupe Teker, malson mère des voyagistes Pacha Tours et Eden.

François Bostnavaron

IC Decaux installe son mobilier urbain à Sydney

de notre correspondante Quatre municipalités australiennes, dont celle du centre de Sydney, ont choisi l'eotreprise française JC Decaux pour s'équiper en mobilier urbain. Il y a quelques semaines, sur Martin Place, la «grand-place » de Sydney, environ dix mille Sydneysiders avaient eu le loisir d'essayer et de commenter les bancs, les cabines téléphoniques, les toilettes publiques ou les abribus que Decaux et ses trnis concurrents proposaieot d'installer dans la prochaine ville olympique.

Pour répnudre à cet appel d'offres, la firme française a créé une filiale australienne. JC Decaux y est associée à 50-50 avec Manboom, une entreprise d'affichage publicitaire récemment constituée autour de trois hommes d'affaires australiens, dont le magnat de la presse Kerry Packer.

L'investissement total pour ce contrat, qui prévoit la fourniture et l'entretien de 4500 meubles ur-

l'nrdre de 40 millions de dollars australiens (enviroo 160 millions de francs). L'affichage publicitaire, principalement sur les mille abribus, devrait rapporter 210 millions de dollars, dont les municipalités toucheroot des dividendes. L'appel d'inffres lancé il y a six mois portait sur dix communes, mais les quatre municipalités qui se sont déjà prononcées pèsent 85 % de la

valeur totale du cootrat. Implanté dans plus de mille villes d'Europe, JC Decaux ne s'en était jusque-là éloigné qu'une fois, en 1995, en gagnant la ville de San Francisco. JC Decaux attend également, en ce moment, la réponse d'un appel d'offres à New York, doot les eojeux publicitaires seraient entre cinq et dix fois plus importants que ce premier contrat australien. « Cette décision va nous permettre de démontrer notre expertise dans l'une des plus belles villes du monde, Sydney. C'est une excellente opportunité pour créer une base solide en vue de nouveaux développements en Australie, et bains pendant vingt ans, est de dons les grandes villes d'Asie du

Sud-Est », a déclaré Jean-François Decaux, présideot de JC Decaux Australia. Dans l'immédiat, le directeur de JC Decaux Australia, Marc Zeisel, s'affirme plus soucieux de mener à bien ce premier contrat avant la fin de 1998. Certaines municipalités s'avouent réticentes à avoir du mobilier urbain financé par la publicité. « C'est un concept très européen encore peu connu par ici ». déclare-t-il.

En s'imposant ainsi, JC Decaux estime avoir cassé le mooopole de fait que son concurrent APN (Australian Provincial Newspapers) exerçait depuis peu sur le marché australien de l'aménagement urbain. L'entreprise a également mis « un pied dans la porte » du marché publicitaire olympique que représente Sydney, hôte des jeux en septembre 2000. JC Decaux a promis de fournir gratuitement à Sydney deux semaines d'affichage publicitaire sur mille de ses sites à travers le monde, un « extra » évalué à 1 million de dollars.

in position

er kiedt maigne-til

- 2 Zone othe

n riem ien

The state of the s

-Y-15

でいると言葉

ع توسية عود .

TO COMPANY

The Party of the P

Herein Street

.

4000

.. : .. 2

3773

200

كيور

1 1222

2 222

and the second

C Signalage

and the

-11-2 Coles pas on man &

--- Fre Parte province:

The species pretedents

Le gouvernement peine à modifier la loi anticoncentration dans les médias

Tandis que le Parti socialiste propose d'abaisser à 30 ou 33 % le seuil maximum détenu par un opérateur dans une chaîne de télévision privée, le ministère de la culture et de la communication recherche une solution parmi les différents systèmes en vigueur dans les pays européens

FAUT-IL inventer de nouveaux mécanismes anti-concentration dans les médias ? Catherine Trantmann, ministre de la culture et de la communication, a promis de s'atteler à cette tache complexe, dans sa prochaine lol sur l'audiovisuel prévue pour le printemps. Avant les élections législatives, le PS avait envisagé de revenir à un seuil maximum de 25 % détenu par un opérateur dans une chaîne de télévision privée (cnntre 49 % actuellement), tout en bloquant à 10 % la participation maximum détenue par des groupes ayant accès à des marchés publics.

Une telle hypothèse, qui se traduirait par une totale remise à plat de l'audiovisuel français, a immédiatement suscité une levée de boucliers de la part de la Générale des eaux (présente dans Canal Plus), la Lyonnaise des eaux (M 6) et Bouygues (TF 1). Tandis que le PS a modifié ses propositions initiales, la commission des affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée nationale dnit également se pencher, mercredi 17 décembre, sur les règles anti-concentration des médias, en recevant les présidents des princi-

pales chaînes privées. Pour Pheure, le service juridique et technique de l'information (SJTI), qui dépend de Matignon, élabore différents scénarios, en examinant les exemples fournis

par nos voisins européens. Il existe trois grands types de comme en France, à bloquer les velléités d'expansion des groupes par des critères capitalistiques ou de droits de vote. En Espagne et en Autriche, la participation au capital d'une chaîne hertzienne est ainsi limitée à 25 %.

SEUIL D'AUDIENCE Dans le but de renforcer le plu-ralisme, l'indépendance et l'objectivité des médias, le Royaume-Uni. la Grèce nu l'Allemagne interdisent le contrôle d'un journal. d'une radin nu d'une télévisinn aux partis politiques, aux institutions religieuses ainsi qu'aux personnes « soumises à une influence inoppropriée des outorités publiques », on ayant une activité relative au secteur public, voire des parents proches d'un opérateur de

Enfin, d'autres pays envisagent les concentrations via des critères de part de marché. C'est le cas des Pays-Bas où un opérateur ne peut pas détenir une télévision s'il contrôle 25 % du marché des quotidiens d'information. En France, ce critère de part de marché est aussi utilisé.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne (qui a mis en place sa nouvelle loi audinvisuelle en janvier), ont adopté une notion de seuil d'audience maximum, en évaluant concrètement l'influence d'un média sur le public. En Grande-Bretagne, une même personne ne

dispositifs: le premier consiste, peut détenir plus de 20 % dans deux chaînes qui, ensemble tota-lisent une audience cumulée supérieure à 15 % de l'audience TV totale. Outre-Rhin, un npérateur peut détenir un nombre illimité de chaînes dans la limite d'un seuil d'audience de 30 %. Un plafond choisì pour que les principaux acteurs, Kirch et Bertelsmann (via CLT-UFA), n'aient pas à céder d'actifs. De plus, l'Allemagne a mis en place une autorité administrative indépendante chargée du contrôle des concentrations dans

En ftalie, la nouvelle loi, adoptée au printemps par l'Assemblée nationale, prévoit qu'un même opérateur ne pourra détenir plus de 20 % des canaux hertziens ni plus de 30 % de l'ensemble des recettes publicitaires. Enfin, anx Etats-Unis, la réglementation anti-trust reste très sévère et oblige fréquemment certains npérateurs à céder des actifs pour être en règle avec les seuils anti-concentration.

Pour sa part, la Commission de Bruxelles tente, en vain, depuis des années, de faire adopter une directive européenne sur le plura-

semble consolidé d'un opérateur

titulaire d'autorisations de chaînes

hertziennes, de bouquet de pro-

lisme et la concentration des médias. Mais, jnsqn'à présent, le Livre vert de décembre 1992 n'a toujours pas été suivi d'effet. Ce texte affirmait notamment one « lo disparité des réglementations nationales sur le pluralisme relative à lo propriété des médias créait un certain nombre d'effets restrictifs en particulier sur la libre circulation des services et lo liberté d'établisse-

D'où l'idée, défendue par le commissaire Mario Monti, de proposer une directive visant à limiter à 30% l'audience télévisée maxi-

visuelles pourrait être créé, avec

un conseil de surveillance repré-

sentatif des actionnaires et un di-

rectoire chargé des aspects édito-

riaux. Le PS souhaite renforcer les

garanties d'indépendance des ré-

dactions des chaînes, par la mise

en place d'un statut spécial des so-

Troisième proposition: le PS

préconise l'instauration de cri-

tères multimédia pnur éviter

qu'un groupe soit à la fois npéra-

teur d'une radio, d'un inumal et

d'une télévisinn locale dans une

même région. Des compétences

seraient accordées au Conseil de

la concurrence, qui pourralt sanc-

tinnner les concentrations et les

ententes de toute nature, quitte à

obliger certains acteurs à des ces-

sions d'actifs. Le Conseil de la

concurrence devrait aussi émettre

des avis avant que le Conseil supé-

rieur de l'audiovisuel ne délivre

une quelconque autorisation de

diffusion.

ciétés de rédaction.

10% le senil de la part des consommation de tous les médias contrôlés par un même opérateur. Cette proposition n'a pas été adnptée. Jean-François Pons, di-

recteur général adjoint de la DG IV (la direction générale chargée de la concurrence), indiquait récemment que «si cette directive ovoit été propasée, les différents pays n'en auraient pas voulu » (Le Monde daté 26-27 octobre). Dans l'hypothèse la plus nptimiste, la Commission de Bruxelles pourrait, au mieux, proposer uoe re-

Aucun des systèmes anticoncentration ne semble parfait. Le critère du seuil d'audience, qui semble se dégager en Europe, functionne bien pour les grandes chaînes hertziennes, mais la marge d'erreur reste importante pour des petites chaînes thématiques du câble et du satellite. Seules l'Espagne et la Grande-Bretagne se sont dotées d'une loi spécifique à la télévision numérique. L'idée étant de cadrer juridiquement le passage d'un système de rareté des fréquences à celui d'une profusion de chaines et de services, qui rendra caduc tout régime fondé sur un cumul des auto-

D'autres aspects fondamentaux. comme la concentration dans les drolts audinvisuels, ne fint I'nbjet d'aucune restriction législative. D'une manière plus générale, une remise à plat de l'actuel système français ne pourra pas échapper non plus à un questionnement sur les phénnmènes de concentration « horizontole », comme les rapports capitalistiques entre diffuseurs et producteurs.

Nicole Vulser

Les trois propositions du PS pour durcir la législation LA DÉLÉGATION nationale aux nir plus de 40 % du capital de l'en-

médias du parti socialiste doit remettre, mercredi 17 décembre, à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, la première partie d'un rapport de

grammes numériques et de câble. De plns, à l'issue d'un délai propositions sur l'audinvisuel. transitoire - au plus tard iusqu'au renouvellement de l'autorisa-« Tout en loissant ou législateur le soin d'éloborer la prochaine lai, tino -. l'actinnnaire de référence nous préconisons un obaissement à 30 % ou 33 % du seuil maximum détenu par un même opéroteur (contre 49 % oujourd'hul), pour permettre l'arrivée de nouveoux entronts dans le copital des choines »,

d'une chaîne privée ou d'un résean câblé ne pourrait pas être tributaire des marchés publics. Le PS précise que le Conseil d'Etat aurait la charge de fixer par décret la notinn d'accès aux marchés publics, explique Louis Gantier, délégué en fonction de la nature des marnational à la communication du chés et du pourcentage du chiffre d'affaires. « L'idée n'est pas d'em-PS. A ce seull s'ajouterait un seconde contrainte, l'impossibilité pêcher, par exemple, Nothon de vendre des livres à l'éducation napour un même opérateur de détetionole, mais de pousser certoins octeurs du secteur à évoluer pour Nouvelle grève à « Libération » obtenir une plus grande étanchéité entre les différentes octivités d'un groupe présent dans les médias et

Dans cette optique, nn statut

dons l'industrie ou les services »,

précise M. Gautier. spécifique pour les sociétés audio-

POUR LA DEUXIÈME FOIS en une semaine, Li-bérotion est absent des kiosques, mardi 16 dé-augmentations collectives (1,9 million de francs y demandent des augmentations de salaires et leur pement; un partie (450 000 francs) de l'enveloppe

cembre, à la suite d'une grève de l'ensemble du personnel. Jeudi II décembre, le quntidien n'avait pas paru (*Le Monde* du 12 décembre). Les salariés meilleure répartition, mais la grève fait aussi figure de mnuvement de « ras-le-bol », trois ans après l'échec de la nouvelle formule du contidien et dixhuit mois après la prise de contrôle du journal par le groupe Pathé de Jérôme Seydnux.

An cours d'un vote à bulletin secret, le personnel a vnté pour le monvement de grève proposé par les syndicats SUD et CGT, par 131 vnix contre 103 et nn bulletin nul, soit 235 votants sur un total de 300 salariés. Le scrutin a été plus serré que lors de la grève précédente qui avait rallié 150 vnix sur

La crise est partie d'une revendication bautement symbolique pour Libération: la transparence des salaires. Traditinnnellement, ceux-ci étalent affichés, mais, depuis plusieurs mois, la direction refusait cette communication, au pnint que les syndicats unt lancé une action judiciaire, finalement perdue. Dès l'annance d'un premier préavis de grève, la direction a donné satisfaction à cette revendication de transparence. Mais le conflit était

Avant le deuxième jour de grève, la direction a dnnné satisfaction à de numbreuses revendicatinns. Le budget des angmentations est passé de 4 millions à 5 millions de francs. La direction a accepté « lo revalorisation globale, substantielle et immédiate des solaires, ovec un effort en faveur des plus bas », comme le demandaient les syndicats. Elle

seront consacrés) et à entreprendre une refonte de la grille (1,05 millinn). Les syndicats unt pris acte de ces avancées. Mais il subsistait une plerre d'achopallnuée à la renégociation de la grille restait conditionnée aux résultats du premier semestre

DEUX CONCEPTIONS

Deux conceptions se sont alors npposées. Pour Pierre Haski, chef du service étranger et gérant de la société des rédacteurs, « le principe d'un conditionnement des ougmentations oux résultats n'est pos une oberration. Lo garontie de notre indépendonce, c'est de faire des bénéfices ». Tandis que pour une représentante syndicale, « on refuse, oprès des onnées d'austérité, que les saloires soient conditionnés oux ventes ». Chacun reconnaît que « le climat sociol n'étoit pos bon cette onnée » et se snuvient qu'une centaine de personnes ont quitté l'entreprise depuis deux ans.

Dans une note adressée an personnel, hundi matin, la directinn expliquait que « les bons résultats de 1997 ne se reproduirant pas nécessoirement l'année prochoine. Les chiffres de décembre montrent que les ventes restent fragiles ». 5i Libération devrait réaliser un bénéfice de 8,5 millinns de francs en 1997, la direction prévnit un résultat de 3 millions de francs pnur 1998. Une nouvelle assemblée générale devait avoir lieu, mardi 16 décembre en fin de mati-

Le 1 % sur le hors-média devrait permettre de réformer les aides à la presse

rampe de lancement à une future révision des aides à la presse? L'Assemblée nationale devait discuter à nouveau, mardi 16 décembre, de l'amendement au projet de loi de finances 1998 du député Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) concernant la taxe de 1 % prélevée sur les annon-ceurs investissant dans le hors-média. Des nombreux amendements proposés par les sénateurs (Le Monde du 27 novembre), la Commission des finances de l'Assemblée nationale n'a retenu que celui excluant les catalogues de la vente par correspondance (VPC) du

champ de la taxe. Le débat à l'Assemblée devrait préciser le cadre général de l'amendement. Le 1% sera prélevé chèz les annonceurs assinjettis à la TVA qui investissent dans le hors-média imprime - presse gratuite, prospectus, publipostage -, et dont le chiffre d'affaires dépasse 5 millinns de francs (1,5 million pour les sociétés de services). Une façon de simplifier la collecte de cette taxe parafiscale et

LE HORS-MÉDIA servira-t-il de d'éviter qu'elle touche les associa- citoyen et le consommoteur. »

La mise en œuvre de ce 1% devrait avoir lieu au printemps 1998 et porter d'abord sur les quatre derniers mois de 1997. La taxe devrait rapporter environ 300 millions de francs en année pleine et servira à financer le plan de soutien à la modemisation de la presse quotidienne, nationale, régionale et départementale, ainsi que de la presse hebdomadaire régionale.

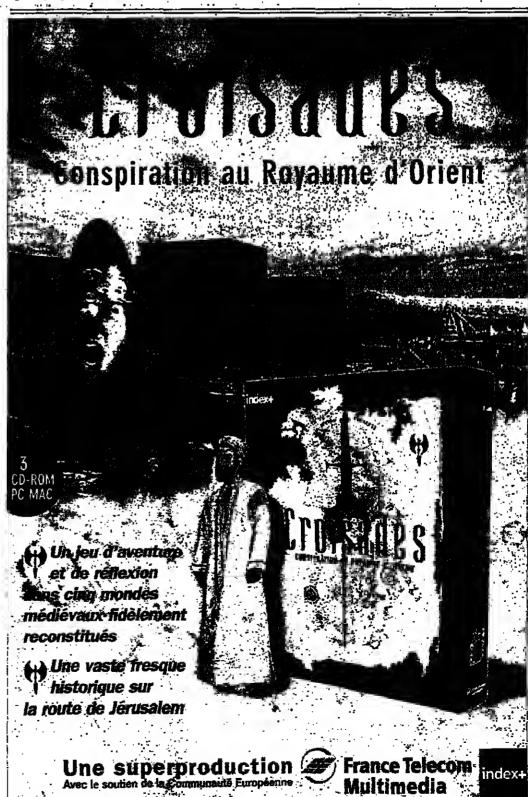
ASSAINIR LE SYSTÈME

Pour M. Le Guen, prelever 1 % sur le hors-média imprimé vise à respecter le « parallélisme papier-papier », les autres formes de hors-média (télémarketing, relations publiques, promotint, publicité événementielle) étant plus difficilement indentifiables et pesant moins sur le plan financier. Le député estime, en outre, que cette taxe parafiscale correspond « à un signal donné aux annonceurs, afin qo'ils comprennent que dans teur politique d'annonce, ils doivent prendre en compte le

Reste au législateur à définir la durée du 1 % et son mode d'utilisation. La permanence du dispositif paraît dangereuse et s'assimilerait à « une incitation à combler des déficits »; des parlementaires plaident donc pour une durée limitée - de trois à

Quant à son utilisation, le fonds collecté devrait favoriser la modernisation de la production et de la distribution de la presse, en contribuant à l'amélioration de la qualité et à la baisse des coûts. Ce 1% devrait aussi être une étape vers une réforme approfondie des aides à la presse, dans le sens d'une plus grande selectivité. « La presse quotidienne, mais aussi la presse d'opinion, doivent être aidées. Ce n'est pas le cas de la presse magazine, ni celui de la presse spécialisée, explique Jean-Marie Le Guen. Au gouvernement de « respécifier » les aides à la presse, de dire ce av'il veut oider et pourquoi, et d'assainir le système. »

Yves-Marie Labé



■ LE DOLLAR restait ferme face au yen, mardi 16 décembre, sur le mar-ché des changes de Tokyo. Il s'échangeait à 131,06 yens, contre 130,85 yens à New York lundi soir.

les évènements asiatiques redon-

francs doot 3,5 milliards de francs

sur les 40 valeurs de l'indice CAC. Wall Street a terminé la séance

de lundi sur une hausse de 1,07 %.

Sur le marché obligataire le taux de

rendement des obligations du Tré-

sor à 30 ans remontait à 5,967 %

contre 5,92 % vendredi, signe que

les opérateurs reprenaieot

confiance. En effet les investisseurs

orientaient ces derniers jours leurs

capitaux vers le marché obligataire

La décisioo des autorités sud-co-

réennes de laisser flotter leur devise

a été plutôt bien accueillie par les

plutôt que vers celui des actions.

mardi, l'abandon du lien fixe entre le won et le dollar en terminant sur une hausse de 4,8 %. L'indice a gagné 18,46 points, à 404,26 points.

7

CAC 40

■ LA BOURSE DE SÉOUL a salué, ■ LA BOURSE DE TOKYO a gagné 0,5 %, mardi, dans un dimat d'optimisme sur le programme de relance que le parti au pouvoir devrait annoncer dans la journée.

MIDCAC

7

■ LE DOW JONES, principal indicateur de la Bourse de New York, s'est repris lundi et a terminé en hausse de 84,29 points (1,07 %), à 7 922,59 points.

PRINCIPAUX ÉCARTS

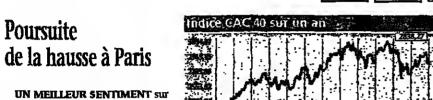
L'OR a ouvert en hausse, mardi 16 décembre, sur le marché international de Hongkong, à 283,30-283,70 dollars l'once, contre 283,20-283,60 dollars lundi en clôture.

LONDRES

1

NEW YORK

LES PLACES BOURSIÈRES



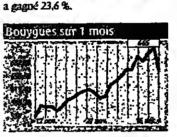
nait du tonus, mardi 16 décembre. à la Bourse de Paris qui béoéficiait également d'un raffermissement du dollar. En hausse de 1,17 % à l'ou-Dans ses prévisions de fin d'anverture. l'indice CAC 40 affichait née, l'OCDE table sur une reprise vers 12 b 20 une hausse de 1.08 % à solide eo France qui devrait entrainer un reflux du chômage eo 1998. 2868,97 points. Le volume des échanges sur le marché à réglement Mais ces prévisions ne prennent mensuel s'élevaite à 4 milliards de

toutefois pas en compte l'impact potentiel de la crise asiatique qui, toujours selon les experts de l'OC-DE, devrait coûter de 0,1 à 0,2 % à

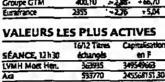
CAC 40

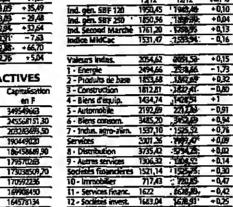
Bouygues, valeur du jour

L'INTÉRÊT spéculatif autour du titre Bouygues est brutalement re-tombé, lundi 15 décembre, à la Bourse de Paris. L'action, qui a terminé en tête des plus fortes baisses sur le marché à règlement mensuel, a perdu 6,7%, à 665 francs, avec 326 000 transactions. L'accord intervenu entre la famille Bouygues et Vincent Bolloré protège le groupe de BTP et de communication de toute OPA bostile. Les analystes soulignent tout de même que, lorsque Vincent Bolloré entre dans le tour de table d'une société, il finit toujours par en prendre le contrôle. Depuis le début de l'année, l'action Bouygues



PRINCIPAUX ÉCARTS AU REGLEMENT MENSUEL Saupiquet (Ns INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ







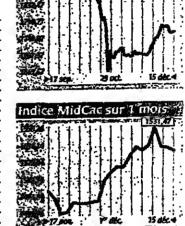
MILAN

MIR 30

FRANCEOR

¥

DAX 30



Reprise à Tokyo et à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en légère hausse, mardi 16 decembre, la plupart des opérateurs se tenant sur la défensive avant la présentation mercredi du troisième voiet de mesures de relance économique du parti au pouvoir au Japon. L'indice Nikkel 225 a ga-gné 75,82 points, soit 0,48 %, à 15 985,21 points. « Il faudra étuder le programme, qui a été établi d'une monière un peu compli-quée », a estimé Mildo Takada, de Nikko Securities Co Ltd. Ce pro-gramme devait être initialement annoocé mardi mais sa publication a finalement été reportée d'une journée.

La veille, Wall Street s'était repris et l'indice Dow Jooes avait terminé en bausse de 84,29 points (1,07 %) à 7 922,59 points. Les valeurs technologiques ont enrayé

leur mouvemeot de baisse. L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq, où sont coocentrées les valeurs de la haute technologie, a limité ses pertes avec une baisse de 0,02% à 1536,56 points après avoir cbuté de 6% sur l'ensemble de la semaine dernière. Intel, Motorola et Texas Instruments étaient ootamment en hausse lundi.

	Cours au	Cours au	Yar,
	15/32	12/12	en 9
Paris CAC 40	2827,20	2830,26	-0,1
New-York/DJ Indus.	7868.63	7838,30.	+0,3
Takyo Nikkei	15909,40	15904,30	+0,0
Londres/FT100	5099,50	5045;20	+1,0
Francion/Dax 30	4060,04	4082,60	-0.5
Frankfort/Commer.	1395,90	1337,25	+4,7
Bruxelles/Bel 20	2974,°0	2574,50	
Brunelles/General	2440,50	'ZGAJ3'	+0,3
Milan/MIB 30	1260	T268 ·	-
Amsterdam/Ge. Cbs	601,80	-609,40	+0,
Madrid/Ibex 35	621,74	615,78	+0,9
Stockholm/Affarsal	2334,05	2334.05	***
Londres FT30	3248,40	3770,50	+0,1
Hong Kong/Hang S.	10435,15	10614,78	-1,7
5ingapour/Strait t		1632 98	- 24

→

PARIS

¥

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones						
**	13/12	12/12				
Akoa	69,37	67,75				
Aliled Signal	36	36,62				
American Express	88,56	86,67				
AT & T	57,23	57,62				
Boeing Co	48,93	48,81				
Caterpillar Inc.	50,68	50,68				

VIOLI	27,00	,36,000
Boeing Co	48,93	48,81
Caterpillar Inc.	50,68	50,68
Chevron Corp.	76,78	75,50
Coca-Cola Co	65,87	64,93
Disney Corp.	97,12	93,62
Du Pont Nemours&Co	61	60,93
Eastman Kodak Co	54	54.12
Exxion Corp.	62,81	62
Gen. Motors Corp.H	65,81	62,50
Cen, Electric Co	74,62	72.25
Goodyear T & Rubbe	66,18	66
Hewlett-Packard	61,43	. 60,93
IBM	100,81	99,93
Intl Paper	43,81	42,37
J.P. Morgan Co	119.75	117,06
Johnson & Johnson	65	63,93
Mc Donalds Corp.	46,12	46,37
Merck & Co.Inc.	105.50	104,75
Minnesota Mng.&Mfg	92,68	92,37
Philip Moris	44,68	45,06
Procter & Gamble C	80,75	80,62
Sears Roebuck & Co	45,18	45,37
Travelers	53,81	52,68
Union Carb.	45,25	45,62
Utd Technol	72,87	73
Wal-Mart Stores	41,12	39,93

FRANCFORT

7

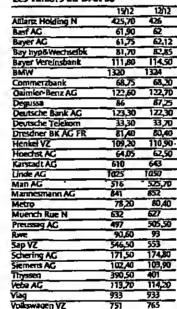
FRANCFORT

7

Sélection de valeurs du FT 100

	15/12	12/12
Allied Lyons	5,34	5,24
Barclays Bank	16,79	16,39
B.A.T. industries	5,47	5,44
British Aerospace	17,50	17,44
British Alrways	5,67	5,53
British Petroleum	8,14	8,14
British Telecom	4,77	4,73
B.Y.R.	1,60	1,60
Cadbury Schweppes	6,28	6,20
Eurotannel	0,60	0,60
Forte		
Gluso Wellcome	14,22	14,17
Granada Group Pic	8,71	8,55
Grand Metropolitan	5,85	5,82
Guinness	5,85	5,85
Hanson Pk	0,67	0,87
Great kc	7,49	7,38
H.S.B.C.	14,95	15,01
Imperial Chemical	9,48	9,25
Legal & Cen. Crp	5,23	5,11
Lloyds TSB	7,52	7,38
Marks and Spencer	6,08	5,04
National Westminst	9,94	9,75
Peninsular Orienta	6,53	6,54
Reuters	8,45	6,44
Saatchi and Soatch	1,10	1,70
Shell Transport	4,45	4,33
Tate and Lyle	4,85	4,89
Zeneca	19,69	19,65
		$\overline{}$

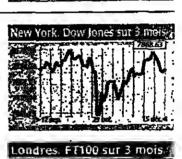
FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

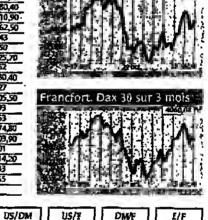


US/F

7

7





¥

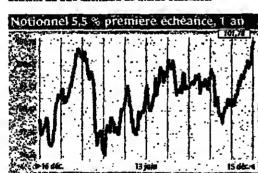
X

9,7240

LES TAUX

Léger recul du Matif
LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en légère baisse, mardi 16 décembre. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 4 centièmes, à

101,16 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,29 %, au même niveau que le rendement du titre allemand de même échéance.



LES TALLY DE DÉFÉDENCE

	Taux	Taux	Taux.	Indice
TAUX 15/12	jaur le jour	10 ans	30 ans	des prix
France	3,31	5,27	5,82	1,70
Allemagne	3,30	5,27	5,85	1,20
Grande-Bretagne	7,12	6,28	NC	2,80
Italie	5,06	5;75	6,25	2.50
Japon .	0,44	1,86	NC	0,50
Etats-Unis	5,56	5,73 · .	5,93	3,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE

_			
TALLY BY SENDELLE IN	Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	au 15/12	au 12/12	(base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	. 4.21	98,50
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5 _	4,96	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,42	101,48
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,77	101,20
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Obligations françaises	5,76	5,73	101,02
Fonds d'État à TME	- 1,95	- 1.96	98,28
Fonds d'Etat à TRE	- 2,18	-215	98,86
Obligat, franc. a TME	- 2,20	-2.03	99,14
Obligat franc à TRE	+0.07	+077	100.14

La veille, les obligations américaines avaient terminé la séance en baisse, pénalisées par les signes d'apaisement de la crise financière en Asie du Sud-Est et par l'annonce d'une hausse de 0,8 % de la production industrielle en novembre, supérieure aux prévisions. Le rendement du

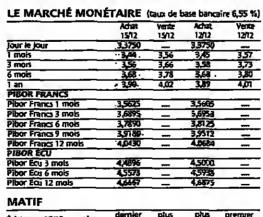
NEW YORK

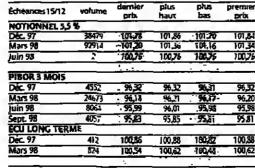
¥

NEW YORK

→

titre à trente ans s'était inscrit à 5,97 % en clôture. La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,38 %, le niveau de l'argent ao jour le jour.





Echéances 15/12	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier prix	
Dec. 97	9203	2841,50	2862	2832	2845	
Janvier 98	1022	2253	.1866	2844,50	2657	
Février 98	1	2266	2866	256	2866	
Mars 98	1169	2862	2885	2854	2867	

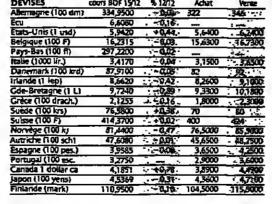
LES MONNAIES

Remontée du won coréen LE DOLLAR était stable, mardi matin 16 décembre. lors des premières transactions entre banques sur les places finaocières européennes. Il cotait

1,7770 deutschemark et 5,9495 francs. Face à la monnaie japooaise, le billet vert se repliait légèrement, à 130,90 yens. Le woo sud-coréen s'inscrivait pour sa part en très forte hausse, gagnant plus de 10 % face au dollar, au lendemain de la décision de

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

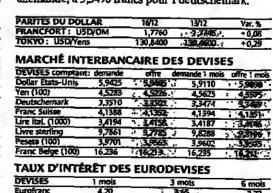
DEVISES coors BOF 15/12 % 12/12 Аветтадне (1 5,6400 _6,2400 15,6300 _46,7300 Beigique (100 F) Pays-Bas (100 ff) Danemark (100 km Irlande (1 lep)



Séoul de laisser flotter librement sa devise. Jusqu'à présent, les transactions étaient suspendues dès que le won connaissait une variatioo de 10 % par rapport à son cours de la veille. En dépit de son rebond de mardi, le recul du won face au biliet vert depuis le début de l'année s'établit à 39 %.

7

Le franc cédait un peu de terrain face à la monnaie allemande, à 3,3496 francs pour 1 deutschemark.

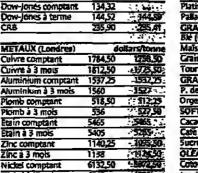


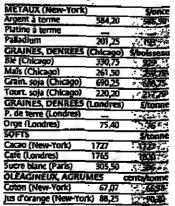
L'OR

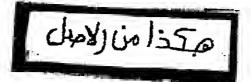
	cours 15/12	cours 12/12
Or fin (k. barre)	53300	54100
Or fin (en lingot)	23100	54500
Once d'Or Londres	283	283,60
Piece française(20f)	313	316
Pièce suisse (201)	313	314
Place Union lat(20%)	313	314
Pièce 20 dollars us	2340	Z340
Pièce 10 dollars us	1332,50	1332,50
Pièce 50 pesos mex.	2020	2035

LE PÉTROLE								
en dollars	cours 16/12	cours 13/12						
Brenz (Londres)	17,34	17,26						
MTI (New York)	16,31	18,21						
light Sweet Crude	18,1B	18,17						

LES MATIÈRES PREMIÈRES







ال تر.

>

HE !

30.

. .

3.32

7 }

.5-1125

121

FINANCES ET MARCHÉS

• LE MONDE / MERCREDI 17 DÉCEMBRE 1997 / 25

Cred Fort France
Credic Lyonoris Ci 263 263 463 467 253 13,75 Union Assur Fdal
Usiner
Valeo
Valeo + 0,01 + 0,50 + 2,57 - 1,02 - 0,15 732 82,50 378 399 175 435 1370 75) 2138 973 648 52,40 132,50 174 432 1389 986 + 0,90 + 0,89 - 1,03 - 0,57 - 0,68 + 1,38 - 1,40 583 90,70 276,40 83 82 REGLEMENT CAC 40 IC | 8 Ito Yokado 8 Kingfisher pic 8 ... Marsushita 8 + 0.64 - 2.38 - 3.38 + 0.99 + 0.56 + 0.16 - 2.91 - 2.91 - 2.92 + 1.64 + 0.96 + 1.85 - 0.88 + 2.34 1 MENSUEL CS Signatus (CSEE)... + 1,14 - 0,72 + 1,13 + 2,20 - 0,44 + 2,62 - 0,24 PARIS MARDI 16 DÉCEMBRE 15.5 26.78 144 175 271 286 Merch and Co e Microbestal Corp.e... Mobil Corporat.i ... +1,10% Dassault-Aviat Liquidation : 23 décembre CAC 40 : Dassark Syste 2869,47 De Dietrich Taux de report : 3,88 Cours relevés à 12630 Norden (My). Morgan J.P. 9 Nestle SA Nort. # Develop(1,y)e______ Develop(1,y)e______ Devia France_____ Montant coupon (1) VALEURS FRANÇAISES Cours Demiers précéd. cours + 0,46 + 0,26 + 3,58 + 0,72 + 1,73 + 1,73 + 1,73 + 1,74 + 1,73 + Permod-Ricard

Penged

Pissas Print Red

Pissis Ormu(ky)

Primagaz

Promodes

Publics 6

Penge Control Exus (Cle des)
Hittings
Hittin + 1,24 + 0,10 - 0,05 + 0,17 + 0,31 + 0,21 + 0,27 ~ 1,33 Cr.Lyonneis(T.P.)
Renault (T.P.)
Rhone Poulenc(T.P.)
Sainz Gobain(T.P.)
Thomson S.A (T.P.)
Accor -0.93 -0.22 ontant Royal Dutch e
Dupon Sega Enterprises

(1) Saint-Heléna e
Schlumberger 9

1.14: SCS Thomson Micro.

1.3.13: Shell Transport e
2,77: Siemens e
1,111: Sony Corp. e
7,14: Sumitoring Bank e
6,95: T.D.K.E
6,28: Telefonica e
1,61: Toshiba e
6,89: United Technol. e
6,89: United Technol. e
6,89: Wallswer act. Din.s
6,89: United Technol. e
6,89: Wallswer act. Din.s
6,89: United Technol. e
6,89: Wallswer act. Din.s
6,99: United Technol. e
6,99: United Technol. e
6,19: Wallswagen A.G. e
6,10: Wallswagen A.G. e
6,10: Wallswagen A.G. e
6,10: Wallswagen A.G. e
7,23: Wastern Deep e
7,23: Yamsnootch e
7,27: Zambia Copper 377,60 110 18,35 465 517 42,65 338,30 508 431,50 173,30 22,55 357,10 435 200 3279 161,50 93,05 134,90 12,25 Royal Dutch &. VALEURS ÉTRANGÈRES AGF-Ass.Ceo.France.... Cours Derniers précéd. cours coupo (1) Rose Rose Povient
Rochette (La)
Rochette (La)
Rose Imperated
Sager SA
Sager SA
Saleman (Ly)
Saleman (Ly)
Saleman (Ly)
Saleman (Ly) Rhone Poulenc A.... Rochette (La) Rue Imperiale(Ly)... ABN Amm Hole
Adero S.A.
Adero S.A.
Adero S.A.
Adero S.A.
Angla American #
Ampoid #
Ampoid #
Angla American #
Ampoid #
Angla Servander #
Barnak Gold #
B.A.S. #
Barnak Gold # Atos (Et.Axione) CA..... 119 1472 1513 2517 170 16,45 1513 2517 170 16,45 1513 2517 170,20 2514 152,50 151,50 1 119,50 1479 525 526 294,90 208 16,05 339,46 154 101,70 206 Barcaire (Cle) ... Bazar Hot, Ville . Bertrand Faure.. 3,30 Amgoid e
48,30 Angold g
48,30 Angold g
48,30 Angold g
48,30 Angold g
5,30 Angold g
6,30 Angold + 0,93 - 1,06 + 0,13 + 2,63 - 2,10 - 0,39 - 1,19 + 1,20 B.N.P. Bollore Techno. Bongrain Bongues Bongues Offs. Bulle Sering CA.
Seling CA. + 0,96 - 0,30 + 1,12 + 0,59 220 411,20 123,90 124,60 273,50 THE REPORT OF THE PARTY OF THE Gr. Zampier (Ly) # ____ Guilbert ____ Guyenne Gascogne ___ Hachesse Fill. Med. ___ + 1,27 + 1,27 - 6,09 - 0,76 + 0,59 - 2,72 + 1,64 + 0,59 - 3,05 + 0,61 - 1,78 - 1,84 - 1,88 Carrefour
Casino Guichard - ī,sī +1,29 -0,63 -0,44 +0,06 +0,79 -2,67 +1,05 Sidei...
Side CA...
Sirco...
Sirco...
Sirco...
Sir Ressignol...
Societe Generale...
Societe Allance...
Soumer-Allinet...
Sopr Communic. I + 0,85 - 0,76 - 0,46 + 1,11 + 1,06 + 0,15 + 8,96 4,50 Dreidner Bank

20,26 Du Pour Nemous 4

20,26 Du Pour Nemous 5

2,50 East Rand 6

17,58 Eho Bay Mines 9

4 Britsson 9

17,25 Ford Moore 4

17,25 Ford Moore 4 Casino Quich ADP____ Castorana Dub (Li)____ C.C.F. 38.55 30.40 30.37 44.55 40.90 32.55 40.90 36.10 56.15 56.75 27.76 12.25 40.90 56.15 56.75 27.76 12.25 40.90 Imetal Immenti France Infogrames Enter. Cegid (Ly)

Cerus Europ Reus

Cetelem

CGIP **ABRÉVIATIONS** + 0,51 **SYMBOLES** Freegold #
Genera act.regr
General Elect. #
Geoeral Motors #
Gle Belgque #
Grd Metropolitan
Guinness Pic #
Harmon PiC reg.
Harmony Cold #
Histehia 1 ou 2 = carégories de cotation - sans indication carégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché. - 3,68 + 1,46 + 0,71 Christian Dior .. + 0,80 + 2,51 - 0,54 + 2,64 - 0,10 + 2,57 - 0,07 - 0,98 + 0,17 Ciments Français. Cipe France Lys. **DERNIÈRE COLONNE (1):** - 0,50 - 0,86 - 0,78 10,50 Gle Belga 2,30 Grd Men 10,50 Guinness 14,61 Harmon P 14,97 Harmony 28 Historia - 0,35 - 0,61 + 0,62 - 1,07 - 1,98 - 1,38 Lafange ... Lagardere Lundi daté mardi : % variation 31/12 Mardi daté mercredi : montant du co Mercredi daté jeudi : palement dernie Jeudi daté vendredi : compensation 1195 950 372 348,50 1557 ACTIONS ÉTRANGÈRES ACTIONS FRANÇAISES Cours précéd. OAT 985-98TRA Cours précéd. 274 1175 950 1520 164 165 582 58 510 331 5 136 333,90 257 262 1758 500 300 160 100,25 102,63 99,94 105,48 108,67 102,35 112,56 101,15 114,65 Demiers cours Demiers OAT 7,50%88-98 CAI..... OAT 7148 87/77 CAI..... France S.A. COULZ COMPTANT 142.50 Une sélection Cours relevés à 12 h 30 CAT 8,705 89-99 229,50 17 74,65 230)7 71 191,10 143,70 600 274 326,5 306 329,21 4,55 156,26 258,90 500 257,7 759 598 399 399 399 GTJ (Transport). 1761 377,10 541 485 304 9290 18,00 1 CAT 850990BCAI

CAT 8500TRA CAI

CAT 10%5850BCAI

CAT 10%90-01 eccl......

CAT 15%786-01CAI 1761 377 541 485 304 9200 Flat Ord ______ Cold Flekts South ___ MARDI 16 DÉCEMBRE Bains Calonaco

Bose Transmiand

B.N.P.Intercore Montedison action Hotek Deauville... **OBLIGATIONS** msneubillyon (ly) Bouilet (ly) Bidesmann his BTP (la cie)... da nom. 112,50 115,90 134,54 135,98 105,13 974,50 **Olympus Optical** 92.30 (551 168.30 51.4 138.50 351 Nat.Bq. 9% 91-02 CEPME 9% 92-06 TSR ... CEPME 9% 92-06 TSR ... CFD 9.7% 90-06 CB ... CFE 10% 88-98 CM ... CFE 10% 88-98 CM ... CFE 10% 88-98 CM ... 115 107,39 122,50 120,36 119,50 104,66 114,30 108,80 108,60 123,45 114,10 104,61 107,65 OAT 85% 91-02 equ. Rodanico N.V. . Rolinco Sema Croup Pic 4..... 2550 390 108 114 485,20 700 179 CLTRAMIE). 390° 103 111,50° 490,30° 700° 1773 11773 CLF 8.9% 85-00 CAN CLF 9788-97/98 CA4..... CNA 774 472-07....... CRH 8,674, 97/94-03...... monfly) **ABRÉVIATIONS** Samse (Ly) B = Bordeaux: U = Lille; Ly = Lyon; M = Marse ETEMAS Park Sucr. Pichiviers 3151 30,50 261,30 300 586 705 505 4571 3330 270 581 777,52 123,73 113,06 108 100 4510 3398 250 500 1850 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; El coupon détaché; el droit détaché; EDF 8,6% 92-04 4_ FIPE D = offert; d = demandé; † offre réduite; 1 demande réduite; d contrat d'animation. Floral9,75% 90-99# OAT 88-98 TME CAL Causier France 8

Causier France 8

CE 2000

CECO15 8

CFI Industries 8

CFI Industr 200 5 166 5 200 E 100 E 780 920 123,90 269 45 305 1150 24,40 965 200 397 545 195,20 140 509 47,10 505 505 720 47,10 505 727,90 31,20 54,20 73,50 73,70 73,70 NSE Groupe Ny 21,50 390 229 190,20 **NOUVEAU MARCHE HORS-COTE** SECOND CFFT #... P.C.W. Une sélection. Cours relevés à 12 h30 Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 80 MARCHE Contractive CET Contractive CET Contractive CET CONTRACTIVE CET CENTRACTIVE CE MARDI 16 DÉCEMBRE MARDI 16 DÉCEMBRE 730 220 630 1075 223,50 97 510 8,10 370 65 554 157,70 774,10 774,10 630 1020 220 90,59 519 4,10 300 508 658 Une sélection Cours relevés à 12h30 257,80 256 305 765 300 MARDI 16 DÉCEMBRE Derniers cours Cours précéd. Derniers **VALEURS VALEURS** 18,60 601 220 135 715 840 10 178 131,10 25,30 840 10 178 **VALEURS** CAJOR Vizine.... CAJOR ALINS ... CAPAS de Calals... Heraes Internet 14 195,20 196,20 Securider # ... Smoby (Ly)#... Sofoo (Ly) 220 135 720 Hurral Dukois...... ICET Groupe # 65,70 512 316 143 1725 295 2000 187 215 326 177 1005 105 320 351,50 274 Actal (Ns) #_ 5tě lecteurs du Monde.... + Viz Crédit (Banque)....... + CAdu NordiffLD. ICOM Informatique 50 6 7,5 5,6 97 70 Bectronique D2 Aigle # _____ Albert S.A (Ns). 184,60 Int. Computer I FDM Pharman, 385 620 162 75 74 37 72,90 **ABRÉVIATIONS** M6-Metropole TV B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille Ducros Serv.Rapide... Ny = Nancy; Ns = Nantes Marie Srizard # Marie Srizard # Maxi-Livres/Profit 610 293 90,50 804 573 152,60 200 m 91 10 299 575 153 514 440 SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; → cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; 795 172 21 380 MGI Coutier # ______ Mormeret Joses Lyf _____ Naf-Naf-# _____ Norbest Dentires 5 _____ 250 14,90 51,36 730 Union Fin France Viel at Ces _____ Vimorimet Ces___ Virbar____ R21 Sante 6,65 Prévoyance Bour. D. (* 106,63 186,63 GC Sensipronière C. 0 13750,12 13750,83 GC CIC BANQUES

C 149,15 14695 Avent Alices

O 140,26 13CT CM Option Dynamique

CM Option Editor:

Créd Mart En Court T

Créd Mart En Court T 108650 106029 108770 150,22 136,85 625,07 203,01 Prévoyance Ecur. 0 108,95 13790,12 Septimier C 108,95 13790,12 Fonds communes de placements four Componente C 0 12223,90 Ecur. Securioremière C 0 12155,80 BRED BANQUE POPULAIRE 2363.37 133.44 265.38 135.63 931.02 140.33 SICAV et FCP Une sélection 12143.66 Cours de clôture le 13 décembre Oblitys D ______ Plénitude D PEA_ . . . CDC-GESTION Émission Rachat Frais Incl. net 15060,51 **VALEURS** GOLD CHEST CO. SECO. 23204.50 1653.61 1573.12 1063,18 CRÉDIT AGRICOLE Ample Ample Atout American 1213/302 Associc 1137,10 193,85 85,45 858,25 1568,87 399,99 1710,16 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT 1935/H Créd.MucEp.Quatre... 0 100-ye 1944/H Fronts community de placements 1603/10 CM Option Modération . 0 103/10 10003/2 Saint-Honoré Capital ... 0 20400,23 51-Honoré March, Erner. 0 695,40 51-Honoré Pacifique ... 0 637,55 ADULT AMERICO
ADULT France S
ADULT France S Atout France Europe...... O Patrimoine Retraite C ... 0 317
Patrimoine Retraite D ... 0 307/0
Sizav Associations C ... 0 240/0 218,68 \$72,06 10106,44 3980,41 1204,35 30462,21 1066,28 1054,98 1044,27 415,52 374,91 9426,50 7632,89 741,44 2121,38 2025,12 1983,12 1812,67 773,86 1985,77 231 BANQUES POPULAIRES 685.45 610.19 217216 198935 Biresh 198935 Burodyn Indice Monk C 962673,03 2676,41 1744,10 12089,09 2474.37 Forsicar C 19919,31
Mutual dépois Sicar C 0 19918,39 90573.08 2611.13 1351.66 LEGAL & GENERAL BANK
17951.65 Securitary 1251.43
1639.67 Stratégie Actions 110.62 BNP 1405.58 3615 BNP 17350,65 16233,07 CAISSE D'EPARGNE 11704.78 563,30 539,75 Natio Court Terme. 14385 2242,82 870,13 11156.77 Oblifutor D 11185,77 13 188 27 267 58 28 262 66 77 1573 91 11185,77 26759,)2 3285,12 142,02 163,14 1798.64 TA POSTE Seves 118.62 24263.49 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 1605,39 Natio Epargne Retraite ... O Natio Epargne Tresor..... O Natio Euro Valeurs O 18873.65 11451 165,56 ns de placements Amplitude Amerique C.... C Amplitude Europe C..... C Amplitude Europe D..... C Amplitude Monde C.... C 1531,39 2517,31 2229,53 730,09 1501.56 2402.55 2007.66 715.77 122,04 1446,49 1720,43 238,58 1418,13 11393,67 - 1059,11 169,70 166,86 1010,59 Favor D... 162,79 983,54 940,59 63,44 161,64 Uni-Foncier. 1703,40 - 233,50 12715,50 323,48 310,92 2081,98 195,21 1037,27 Eour. Trisorerie C ... Eour. Trisorerie D ... 1481 1635,10 1054,40 1112,93 194,78 1117,01 11302,08 964,10 87,58 Uni-Garantie D. Natio Euro Opport. 1237,47 592,80 251,64 1575,22 Sivafrance. Natio Inter ... Epartourt-Sicay D Geoptim C..... 186,18 153,48 685,45 313,31 313,31 Stram.... SYMBOLES Silvarente. 300.26 13725/42 113023.97 Natio Revenus... cours du jour;

 cours précédent. 813,04 12148,08 2304,56

SCIENCES La Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, organise, du 16 décembre à la fin 1998, une exposition intitulée « Nouvelle image, nouveaux réseaux : pas-

seport pour le cybermonde ». ● SUR 2 000 m², cette manifestation invite à voyager dans l'histoire des réseaux et à découvrir les secrets des technologies numériques. • DES ATELIERS

pratiques permettent aux visiteurs d'expérimenter la création d'images de synthèse, le truquage ou l'animation multimedia... • CETTE ÉDUCA-TION à l'image répond aux préoc-

cupations du sénateur Claude Huriet, auteur d'un rapport sur les images de synthèse et le monde virtuel. • LE CCEUR DE RÉSEAU que la Cité présente à cette occasion anticipe ce que

seront les systèmes de transmission de vidéo à haut débit et, plus tard, servira à ouvrir la base documentaire de La Villette aux écoles françaises et aux musées européens.

La Cité des sciences et de l'industrie dévoile les secrets du cybermonde

Pendant un an, le musée va proposer au grand public de se familiariser avec le multimédia. Les promoteurs de cette exposition espèrent attirer les « branchés » et ceux qui, par méconnaissance, redoutent encore ces nouvelles technologies de l'information

C'EST un « miroir » qui montre de nouveaux outils en même temps qu'il les utilise. Dès l'abord, l'exposition « Nouvelle image, nouveaux réseaux: passeport pour le cybermonde > plonge au cœur de l'univers oumérique, royaume de l'irréel où règnent le reflet et l'illusion. Organisée par la Cité des sciences et de l'industrie, cette manifestation, qui a beu jusqu'à la fin de 1998 sur les 2 000 m² de l'espace Explora.

ouvre ses portes à point oommé. Les ventes d'ordinateurs explosent en France depuis les promotions réalisées par les grandes surfaces à la fin de l'été. Noël viendra encore accroître le nombre d'informaticiens en herbe et d'internautes débutants. Ces derniers o'ont pas fini de se poser des questions aussi bien techniques que sémantiques ou philosophiques. Une visite à La Villette apportera sans doute bon combre de réponses, àla fois sur l'état actuel du cybermoode et sur ses perpectives d'évolution.

« Nous ovons cherché la difficulté en presentant ce qui existe, mais egalement ce qui va exister... », insiste Gérard Théry, le président de la Cité. Une telle prise de risque correspond « à l'esprit pionnier de la Cité ». Elle s'exprime essentiellement dans le « Cœur de réseau » (lire ci-dessous). L'essentiel de l'expositioo se concentre sur les aspects historiques et pratiques de l'émergence du cybermonde. Les mystères de l'image numérique et la complexité des réseaux de communication offrent un terrain particulièrement fertile à la vulgarisation. L'exposition propose un voyage initiatique en deux parties : la première pour visualiser et comprendre les oouveaux réseaux ; la seconde pour expérimenter les

services et comprendre les enjeux. lmage au singulier et réseaux ao phriel Gérard Théry explique cette particularité du titre de l'exposition par la multiplication des pouveaux réseaux (d'Internet à Teledesic, la constellation de satellites que doit

mettre en place Microsoft, en pas- Entretiens. Trois journées sont prévues du 25 au 27 mars, pour former les enseignants à l'usage

communication. Le 28 mars, une quatrième journée est ouverte au • Renseignements. L'exposition est ouverte tous les jours, sauf le lundi, de 10 b à 17 b 30 (18 b 30 le

des oouvelles technologies de

l'information et de la

dimanche). La carte d'entrée aux expositions de la Cité y donne accès (50 F, gratuit pour les moins de sept ans). Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris. Informations tel : 08-36-68-29-30: Minitel 3615 Villette ; E. mail : http://www.cite-sciences.fr

sant par la télévisioo numérique) depuis les ancêtres comme le télégraphe. Eo revanche, l'image, composante centrale du multimédia entre le texte et le son, revêt un caractère géoérique.

Expliquer, faire compreodre et être attirante. L'exposition de La Villette vise ces trois objectifs classiques pour une telle manifestation. « Notre but : remettre dans le coup tous les publics. Pas seulement ceux qui sont déjà fortement initiés et technologiquement branchés, préclse Gérard Théry. L'exposition s'adresse à ceux qui ressentent, vis-àvis des technologies de l'information, une sorte d'inquiétude et surtout la crainte d'une exclusion. » Et de citer les gens du trolsième âge (l'affiche de l'exposition arbore un portrait de grand-père) ou les enseignants qui doivent retrouver le sens de ces nouveaux outils, sans parier des phis défavorisés, souvent privés de l'accès aux dernières technologies de communication. La Cité propose à ces catégories sociales le résultat de soo travail de vulgarisatioo, de familiarisation et de

démystification. Cette préoccupation rejoint celle du sénateur Claude Huriet, rédacteur d'un rapport intitulé Images de synthèse et monde virtuel: techniques et enjeux de société, qui a été présenté le 10 décembre à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technolo-

giques (Opecst). Face au déferie- en page électronique ou de l'animent des images numériques, et aux risques croissants de confusion entre le réel et le virtuel, le sénateur (Force démocrate) de Meurthe-et-Moselle préconise une éducation à l'image. « La meilleure façon de comprendre les manipulations d'images est assurément d'en faire soi-mème, écrit-il. Lorsqu'un Elève aura mis une fausse barbe à un portrait au auro rapproché deux personnages sur un écran, il aura compris en une minute ce qu'est une manipulation d'image et combien elle est facile à réaliser. » Cette pédagogie comporte un risque; celui de faire naître la méfiance envers toute image. Aussi le sénateur n'hésite-t-il pas, avec l'expert Philippe Quéau, à invoquer ici une nécessaire « éthique du virtuel », une « impethique » qui pourrait s'inspirer du comité créé pour éclairer les

En attendant de se poser ce type de question, l'exposition de La Villette iovite déjà à dépasser la simple découverte du cybermonde. Grâce à la multiplication des forums et des ateliers, les visiteurs sont invités à une véritable prise en main des outils présentés. Onze thèmes out été retenus pour animer les ateliers standards qui se tienment dans un espace équipé de quinze postes multimédias en réseao local et qui accueille trente personnes simultanémeot. Ils traitent de la création d'images de synthèse, du truquage, de la mise

avancées des sciences du vivant.

mation multimédia. De quoi transformer les spectateurs en véritables acteurs. Et toucher ainsi à l'une des caractéristiques majeures du cybermonde. Contrairement à la télévision et à la plupart des divertissements, l'ordinateur impose une participation active. Impossible de regarder passivement son écran sous peine d'un ennui immédiat.

Ce passage à l'acte coostitue sans doute l'obstacle principal que rencontrent les néophytes. Dans le cyberespace, il faut savoir jongier avec la messagerie électronique, la Toile d'Internet, le transfert de fichiers ou le dialogue en direct. Et le nombre des outils disponibles augmeote sans cesse. Le télénbooe commence à se glisser sur les réseaux numériques en attendant la généralisation des bauts débits, qui donnera accès à la visiophonie et à la vidéocooféreoce. La vitesse d'évolution des technologies électroniques et informatiques a plutôt tendance à augmenter qu'à faiblir.

De quoi laisser présager des difficultés majeures pour ceux qui accumuleraient trop de retard. La manifestation de La Villette offre une occasion de mettre le pied à l'étrier. Une façoo d'anticiper sur le thème de la prochaine exposition temporaire, qui, en 1999, traitera de l'art d'apprendre.

Michel Alberganti

Du 16 décembre 1997 à la fin de l'année 1998

200 multimédias.

Installée sur deux niveaux, l'expositioo est présentée à la Cité des sciences et de l'industrie, du mardi 16 décembre à la fin de Pannée 1998. • Premier étage. Quelques repères pour comprendre les concepts qui fondent les nouveaux réseaux. Cette partie est organisée en quatre ensembles : l'histoire des communications et de l'image électronique, le oumérique, la transmission de l'information et les terminaux. Second étage. Les réseaux d'aujourd'bui et de demain. usages et eojeur. Les visiteurs peuvent expérimenter : le klosque d'actualités et ses bornes

multimédias ; le Cœur de réseau

avec ses consoles; l'atelier et ses

nouveaux outils ; la salle de

à travers une sélection de

et grands écrans pour voyager

Animations. Chaque jour, éditeurs, concepteurs et professionnels des secteurs concernés se succèdent dans l'auditorium pour parler de leur métier, effectuent des démonstrations et débattent avec le public. Pendant les vacances scolaires de Noël, le thème prévu est le jeu en réseau et les images virtuelles; en janvier 1998; l'évolution des métiers et du travail à l'âge numérique ; eo tévrier : les villes numériques ; en mars : le mois de l'éducation : en avril: informatioo et médias: en mai : le mois de la météo ; en juin : les pouvelles images... Conférences. Organisées quatre fois par mois avec des spécialistes, elles permettent une

technologies du numérique, le

multimédia et la nouvelle image.

Où trouve-t-on un célèbre raccourci pour aller à Grenoble?

Paris Gare-de-Lyon.



Pas besoin de faire appel à la science-fiction ou au fantastique pour coyager cite : il y a le TGV. Et pour mieux répondre à vos attentes en matière d'horaires, la SNCF met en place une nouvelle desserte du lunds au vendredi : un départ à 8h24 de Paris pour Grenoble, et un départ à 17h53 de Grenoble pour Paris. Ce sont donc mainzenant 7 allernetour quotidiens qui vous conduisent directement en 3h (temps de parcours moyen) d'un centre ville à l'autre. Sans oublier les 2 allerretour qui desservent les banlieues Sud (Gare de Massy TGV), Est (Gare de Marne la vallée - Chessy) et Nord (Gare Aéroport Charles de Gaulle TGV) de Paris.

Avec le « Cœur de réseau », La Villette s'ouvre sur l'extérieur

DIFFUSER le savoir scientifique, technique et industriel grace aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). La Cité des sciences et de l'industrie de La Villette s'est fixé cet objectif en marge de son exposition « Nouvelle image, nouveaux réseaux : passeport pour le cybermoode ». Pour l'atteindre, elle a créé un système de communication à baut débit baptisé « Cœur de réseau ». Au service de l'exposition dans un premier temps, ce système a pour vocation de rendre accessibles les ressources documentaires de la Cité à partir d'autres lieux.

« Fin 1998, nous espérons avoir réalisé la liaison avec une dauzaine d'écoles du 19 orrondissement de Paris, d'Aubervilliers, de Pantin et de Saint-Denis », lance Gérard Théry, président de la Cité. Ensuite, l'installation pourra être connectée aux musées scientifiques de villes françaises (une ceotaine oot déjà été cootactées) et européeones. Munich, Amsterdam, Prague et Loodres seraient intéressées. Adepte des réseaux à haut débit. Gérard Théry a milité, dans le passé, pour la généralisation de la fibre optique en France. Le Cœur de réseau hui donne l'occasioo de satisfaire sa passioo pour la technologie, même si certains estimeot qu'il transgresse la vocation du Musée qu'il dirige. Les réseaux à haut débit oécessaires pour

transmettre confortablement des documents numériques sous forme vidéo o'existent pas encore. Internet reste limité par le principe même de soo fonctionnement, qui interdit de garantir un débit fixe d'information.

Gérard Théry s'est donc tourné vers la technologie ATM (asynchronous transfer mode), qui lève cette difficulté en offrant, pour des tarifs plus élevés, une continuité du débit adaptée aux besoins de l'audiovisuel numérique. L'objectif du Cœur de réseau est triple : assurer la compatibilité avec Internet, encourager la multiplication des sites de ce type et garantir leur « interopérabilité », c'est-à-dire leur aptitude à communiquer entre eux.

UN COÛT DE 40 MILLIONS DE FRANCS Pour ce faire, la Cité s'est lancée dans une expérience digne d'un laboratoire. Avant de lancer un appel d'offres, ses ingénieurs ont choisi un ensemble de logiciels (ATM, Java, Mheg, Davic, Corba, Mpeg2, IP...). Autant d'options ne répondant à aucune norme existante. « Nous avons choisi des logiciels entièrement ouverts », déclare Gérard Théry pour défendre les solutions reteoues en l'absence de toute standardisation. La Cité s'est heurtée à des difficultés insoupconnées. « Naus avons découvert des problèmes d'incompatibilité entre Windaws, Javo et

Mpeg2 », que les six personnes de l'équipe du Cœur de réseau ont dû résoudre. D'où l'acquisition d'une expérience qui sera d'autant plus utile que les choix de logiclels se révéleront judicieux à l'avenit.

Ouarante millions de francs environ sont prévus pour ce projet étalé sur deux ans. En 1997, les dépenses out atteint 20 millions de francs - dont 10 millions avancés par le ministère de l'industrie – auxquels s'ajoutent 3 à 4 millions pour le développement d'une vingtaine de logiciels destinés à l'exposition « Nouvelle image, nouveaux réseaux ». Grâce à cette subvention, les dépenses de la Cité pour ce projet n'atteigneut que 2,7 % du budget de la Cité en 1997, affirme Gérard Théry. En 1998, l'effort sera sensiblement identique si le gouvernement apporte une nouvelle contribution.

De telles sommes ne se justifieront que si les liaisons projetées avec d'autres sites se réalisent. Or les dépenses ont été engagées avant que des accords n'aient été signés. Gérard Théry devra donc convaincre de la validité de ses choix. Aujourd'hui, pour relier le Cœur de réseau aux écoles environnantes, il envisage l'ADSL (asynchronous digital suscriber line) ou la fibre optique. Avec une préférence pour cette demière...

....

Le CEA pourrait perdre une partie de ses thésards

les laboratoires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). A l'origine de cette ébulition, la crainte d'une suppressioo ou, du moins, d'une forte diminution des postes de thésards au sein de l'organisme. Une pétition à ce sujet, lancée par le personnel de la direction des sciences de la matière, a recueilli. en deux jours, un millier de signa-

Cette inquiétude se noumit des propositions avancées par la table roode sur l'emploi scientifique, mise en place au début de l'été par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche, Claude Allègre, dont les conclusions ont été rendues début décembre. Parmi les idées retenues figurent la relance des écoles doctorales - imaginées eo 1991, alors que Lionel Jospin était ministre de l'éducation, pour former les foturs docteurs - et la créatioo d'une agence qui gérerait l'ensemble du système de financement des thèses. A travers ces mesures, l'objectif du ministère est de réserver la préparation des thèses

UNE CERTAINE fébrilité agite universitaires ou associés. Le CEA des sujets particuliers, sous réserve scientifique ». Mais les signataires -17 000 agents et 18 milliards de d'occords avec des laborotoires unifrancs de budget -, qui a le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), n'aurait plus alors qu'une possibilité réduite d'accueillir des thésards, jusqu'à présent très nombreux dans ses centres: leur oombre a doublé eo dix ans, pour atteindre 1 103 eo 1996, dont 493 payés sur fonds propres et 287 dans le cadre de contrats avec des partenaires

extérieurs. D'autres organismes de même statut, notamment le Centre national d'études spatiales (CNES), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Institut francais de recherche pour l'exploitatioo de la mer (ifremer) ou le Centre de coopératioo internationale eo recherche agrocomique pour le développement (Cirad) sont logés à la même enseigne.

Au cours d'une rencontre avec la directioo du CEA, lundi 15 décembre, Vincent Courtillot, conseiller spécial de Claude Allègre, a précisé que les EPIC pouraux universités et aux laboratoires raient conserver des thésards « sur compte, plus que d'une recherche

versitaires associés ». Cette réforme, a-t-il ajouté, « se mettra en place progressivement, pour devenir pleinement opérationnelle d'ici trois ans », et n'affectera pas, en tout état de cause, les thèses déjà eo cours. M. Courtillot a souligné que, en contrepartie, les EPIC vont bénéficier de la création de sortes de bourses post-doctorales, destinées à financer l'insertion professioonelle des nouveaux docteurs. Une provisioo de 50 millions de francs, inscrite au budget de 1998, doit permettre le recrutement de 250 d'eotre eux, sur un contrat d'un an renouvelable, dans ces établisse-

« ASPHYXIE » DES LABORATOIRES Pour le ministère, cette redéfinition des missions vise à assurer la qualité des travaux de thèses qui, dans certains EPIC, « portent sur des sujets parfois si pointus qu'ils n'ouvrent pas de débouchés », quand ils ne relèvent pas « d'une tion du CEA. mission d'ingénieur, financée à bon

de la pétition, qui estiment qu'un tel projet conduirait à « une situation catastrophique » pour les laboratoires du CEA, « en coupant les liens existant avec le milieu universi-

Cette orientation, soulignent les protestataires, est « en contradictian avec le contrat Etat-CEA qui affirme la vocation du Commissariat à l'enseignement et à la formation par la recherche ». Ils ajoutent qu'« exclure les thésards des laboratoires condamnerait ces derniers à l'isolement et à l'asphysie ».

Dans un communiqué intitulé « Le mammouth dégraisse les thésards », les syndicats CGT et CFDT du département d'astrophysique, physique des particules, physique nucleaire et instrumentations associée (Dapnia) dénoncent, pour leur part, « un mauvais coup contre la recherche » et craignent que, derrière cette redistribution des cartes de la formation doctorale, ne se cache aussi une restructura-

Chez le Grec

The state of the s

Turne B. T.

14. TYPE 1 - TA

. 4. 22

The many

SE LE

100212

.....

THE EX

11 . 11 March ----

11.12.622

0.555

Contraction

1777421

und in section

1 4 1 20 20 Z

2.2

7 - 7: 7: 2:

- 12 12 12 To

112021

· 4.43

~ . . · == :5e

and the second

The property of the

. D

المنطقان الموران

مشكلة فالمناز والأوادان

- CE-17

•2 ± ² ;

•

1 10 11

- 4-1 T 1-22

4. 1-2.

. . . . مؤلا بيدي 100 شتن .

les secrets du cybernon

Une cuisine solaire pas toujours commode à expatrier

L'HOMME appartenait à la race des grands turbulents posés mali-cieusement au milieu de leurs semhiables pour leur apprendre à démailloter correctement la vie et à trouver mille raisons par jour de s'extasier. On appelle ça un opti-miste. Celui-ci était grec, ce qui le faisalt en permanence sauter d'un pas de sirtaki à un autre, et gourmand, ce qui impliquait une santé de fer quand on le suivait dans le moindre de ses déplacements. Une

On l'avait quitté tard dans la nuit, sur les bords d'une piste de danse où il cassait des assiettes par piles de quinze - la coutume devra être proscrite, les ouvriers finissant par rivaliser dans le bris de faience avec les armateurs -, pour le retrouver, quelques heures plus tard, aux portes de Thessalonique, faisant ronfler son moteur, le mufie de son cabriolet pointé dans la direction d'Athènes. On voulait voir du pays ; on allait être servi.

Toujours émouvant, un joyeux qui fait mousser son patrimome culinaire - le Français est très fort pour ca. Lui prenait du recul. Voyez-vous, notre cuisine est si locale que je m'étonne qu'on puisse oser avoir l'idée même de l'expatrier. Nous avons arraché à l'Orient notre fond d'épicerie et acclimaté à notre caractère ce qui semblait pouvoir nous différencier de nos alliés naturels ou de nos ennemis mortels. Notre gastronomie est de circonstance; une série d'exercices de table pris dans les mailles de la géopolitique. Il ne faudra vous émouvoir de rien, et vous extasier de pas grand-chose; mais ça vous

Première leçon, ne jamais rester eo arrière de la main. Bouger, cuisioer le cuisinier, soulever les couverdes, interroger l'œil du poisson, caresser l'agneau, frôler la tomate, voler l'olive. De toutes ces savantes et pertinentes reconnaissances, il ressortait le regard allumé, la commande invincible. Trois jours durant, il allait nous tourmenter de ses excès et nous flatter de son sa-voir Jusqu'air vertigé.

dans ses entrailles pour plaire très longtemps aux mangeors en gris que nous sommes. Le Nord a inventé une cuisine de réflexion, une cuisine parlée. Eux la chantent: Ils peuvent même, quand arrive le moment du cabrement amoureux. la déployer en échelle de soie et s'en servir comme d'un instrument de charme qui saurait emporter la décision, Chez Actes Sud, Andréas Staikos vient de publier récemment Les Liaisons culinaires, conte cruel et savoureux, mettant en scène

deux becs fins serrés dans les entrelacs amoureux de la même femme. Damoclès et Dimitris sont voisius de palier, et tous les deux cinglés de cuisine, qu'ils pratiquent avec ardeur en échange des faveurs d'une jeune dame mariée, créature avec appétit, qui passe incognito du lit de l'un aux fourneaux de Pautre, et vice versa. Ils mettront du temps à découvrir le double jeu de la traftresse, mais finissent par se rendre à l'évidence : ils milotent leur passion en duo, au profit d'une infidèle silencieuse qui les contraint aux exploits, en leur offrant à tour de rôle le meilleur d'elle-même.

L'USURE DE LA PASSION

De la salade de persil au potage pascal, en passant par le civet de la-pin, les courgettes farcies, les kef-tedes, les dolmas ou les artichauts à la mode de Constantinople, rien ne résiste aux deux bernés qui s'accrochent à leurs casseroles pour se distinguer du rival. Travaillant leur jalousie jusqu'aux pires idées de meurtre, ils finissent par tomber en amitié, passant des alliances, aussitôt rompues, pour reconquérir celle qui répond au nom délicat de Na-

C'est une fable, L'homme délié sur les feux du mijotage aurait donc une longueur d'avance sur le bellâtre ou le beau parleur? Cette qualité ne lui vaudrait pas obligatoirement de reconnaissance éternelle, ni ne le protégerait de la versatilité, de l'usure de la passion on de la trahison. Dimitris et Damoclès décident d'en finir. Anonymement, ils vont préparer chacun une moussaka devant laquelle le cœur le plus sec hésitera à ne pas



retirer de la lice à jamais. Scandaleusement attirante, Nana fait son entrée, salue ses amants, déguste les offrandes avec dévotion, remercie pour autant de science et de délicatesse et tire sa révérence, laissant les deux gastronomes pétrifiés de dépit et enflammés à vie. Auteur de pièces de théâtre, traducteur en grec de Marivaux, Labiche, Lacios et Molière, Andréas Staikos est aussi donné pour fin cuisinier. Aucune raison de ne pas croire à l'avertissement : rapides, précises, ses préparations ont la candeur, l'entrain et la pureté de celui qui les

a longtemps pratiquées. Nous sommes dans la même veine chez ces frères Mavrommatis, Chypriotes de choc, unanimement donnés pour être les plus fidèles représentants de la cuisine hellène à Paris. Fermement atta-

prendre parti - le perdant devant se chés aux causes qu'ils défeudent, ces deux militants se posent, avec quelques aotres, en harrage à la grande arnaque qui sévit depuis plus de trente ans dans la capitale. Grec d'un soir, Grec pour rire. Ceux-ci sont beaucoup plus sérieux. Intelligents tout court. Leur cuisine s'en ressent. A notre niveau de méchant visiteur du cap Soumon, ou d'errant de la rue de la Huchette, on devrait faire assez rapidement la différence.

Caviar d'aubergines, carpaccio de thon, haut de gigot confit avec haricots grand format et vin crétois appelé kourtaki; hasardoos 'image: même Saint-Médard tout proche aura du mai à faire tomber des averses de mauvais augure sur

Jean-Pierre Quélin * Les Liaisons culinaires, Andréas

Staikos, Institut français d'Athènes/ Actes Sud. 98 F. * Mavrommatis, 5, rue du Marchédes-Patriarches, 75005 Paris, Tél.: 01-43-31-17-17. Menu: 150 F. Carte: 200-300 F.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

Pascal Dongevin, l'ancien directeur de salle de la Fontaine d'Autenil, où l'excellent chef Xavier Grégoire continue son office, vient de reprendre un restaurant au nom évocateur. Sa manière pondérée et soo sens de l'accueil devraient faire merveille. Le cadre a été entièrement revu et les éclairages seront adoucis. Bref, c'est un nouveau départ, avec le jeune Nicolas Harrouet, un Nantais qui a appris son métier en Provence puis au Troyon, pour cette confortable maison située au cœur de la Nouvelle Athènes.

Une ardolse propose les plats du jour : une terrine de lapin aux pruneaux, des chipirons poêlés au pistou, une savoureuse jambonnette de lapin à la tapenade, un pigeonneau aux leutilles liées au foie gras et bien d'autres délicleuses préparations, comme l'exceptionnel rognon de veau au genievre, parfaitement cuit, et accompagné de radis noirs santés, dans un jus léger (100 F). Une réussite absolue, à déguster avec un givry de la maison Faiveley aux arômes de fruits. Menu (plusieurs plats de l'ardoise au choix): 150 F. A la carte, compter

★ Paris. 47, rue Saint-Georges (75009). Tél.: 01-42-85-27-47. Fermé le di-

Gastronomie

LADURÉE

Pierre Hermé entend remettre la grande tradition patissière au goût du jour, renouant avec ses fêtes et sa munificeoce, li récuse depuis longtemps les gâteaux légers, colorés, aérés, réalisés avec des mousses prêtes à l'emploi obtenues en « mélangeant des poudres lyophilisées, un peu d'eau et de chantilly », aux arômes approximatifs et aux couleurs vives.

Le nouveau cadre de ses exploits pâtissiers, et maintenant culinaires, est une reconstitutioo luxueuse tout à la fois d'un salon de thé, d'une pâtisserie viennoise, d'un restaurant et d'une chocolaterie, en de multiples espaces, tels qu'aurait pu les imaginer Ernest Ladurée à la fin du Secood Empire. Un décor qui tranche avec l'atmosphère des Champs-Elysées, et une cuisine somme toute raisonnable : astucieuse avec le confit de lapin aux fruits secs ou le risotto aux supions poèlés, grandiose avec la bouchée à la reine aux ris de veau, goenelle de volaille et champignons de Paris.

Elo « pătissier de l'année », l'incootournable Pierre Hermé publie cet automne un Larousse de la pâtisserie et Plaisirs sucrés, chez Hachette. Meou (un plat, deux desserts): 195 F. A la carte, compter 250 F. Importante cave de cigares cubains.

* Paris. 75, avenue des Champs-Elysées (75008). Tél.: 01-40-75-08-75.

Jean-Claude Ribaut



La muscade

serait sorti en ville sans sa noix de muscade et sa râpe. Le peintre avait coutume d'en parfumer le porto, dont il était grand buveur. Quoique certains en accommodent encore leur vermonth, cette épice ne s'emploie guère aujoind'hui de cette façon. L'usage en est La Méditerranée a trop de bleu · désormais plus strictement culinaire et

Jamais Toulouse-Lautrec ne

surtout bien plus parcimonieux. On en ajoute un pen dans une purée, on l'additionne à quelques légumes vapeur, on l'incorpore dans une sance blanche. qu'elle soft béchamel, aurore ou soubise. L'engouement pour la muscade fut pourtant autrefols fort puissant. Dans Le Revas ridicule, Boileau, toujours caustique, ne fait-il pas dire à Pamphitryon: « Almez-vous la muscade ? On en a mis partout. » D'où vient cet excès? Sans doute de la rareté de la denrée et de l'étalage de luxe qu'il

signifiait alors. Longtemps la muscade a en effet été une

précieuse. Les Portugais, puis les Hollandais, mirent toute leur énergie à conserver le monopole de cette épice ; ils restreignfrent la culture du muscadier dans les Des Banda, d'où Il était originaire, arrachèrent les arbres des îles voisines.

et surtout passèrent toutes les noix à la chaux pour n'exporter que de la muscade dont le germe était détruit. Ce n'est que dans la seconde moitié du XVIII siècle que le Français Pierre Poivre réussit à s'emparer de quelques graines au germe intact et, forçant ce blocus, commença à acclimater les muscadiers à l'île Maurice. Aujourd'hui, 70 % de la production proviennent toujours d'Indonésie. Si Parbre est presque continuellement

fructifère pendant la centaine d'années

de son existence, il existe là-bas deux périodes où la récolte est encore plus abondante : la fin du printemps et les mois de décembre et Janvier.

> hauts. Débarrassée de sa chair, la arille que l'on nomme aussi « fleur au soleil. Son goût, plus fin que

Le fruit orangé que porte le muscadier, assez semblable à un abricot, est totalement méconnu ici. Les Asiatiques le dégustent la plupart du temps confit dans du sucre, du miel ou du vinaigre. Les fruits fendus, signe de leur maturité. sont cueillis sur ces arbres souvent très muscade n'est plus qu'un noyau entouré d'une sorte de résille végétale rosatre. Ceile-ci s'appelle le macis. Soigneusement épluché de la coque qu'il entoure, cet de muscade » est séché quelques jours celui de la noix de muscade (certains ont parfois une petite saveur de cannelle), était très apprécié au Moyen Age. Anjourd'hul, fi est passé de mode. « Nous importons 300 tonnes de muscade par an

et à peine 2 tonnes de macis », témoigne Jean-Marie Schouvey, de Ducros. L'entreprise, qui commercialise 80 % de sa muscade déjà moulue (à froid pour préserver l'arôme), vient de sortir des moulins à muscade. La noix délà fragmentée s'y râpe à la minute, ce qui est plus savoureux, et cela sans y laisser ses doigts. Usez-en toutefols avec modération : Caroline Audibert, dans son livre Les Epices (éditions Hatler), rappelle les importantes propriétés hallucinogènes de la noix de muscade. Elle affirme même que celle-ci « entre dans la composition de l'ecstasy ». Ce n'est plus : passez muscade !, c'est trépassez muscade !

Guillaume Crouzet

★ Moulin à muscade Ducros, 12 F environ. Macis entier ou moulu, 1SF les 50 g. En vente chez izraël, 30, rue François-Miron, 75004 Paris.

PARIS_2º



PARIS 5º



TÉL 01 42 36 45 38

PARIS 5º

LA FERME DU PERIGORD

1, nue dos Founds St-Marcol
Pris Jurdie des Plantes

- 01,43,31,69,20 -1, rue dos Fossés St-Marc Près Jardin des Plante - 01.43.31.69.20 rge an charme restique. Seion. mus 136 F et 226 F + Carte Menn touristique 150 F (apéritif & vin comp.)

PARIS 6º



. . . .

PARIS 6º

ALSACE A PARIS 01.43.26.21.48 9, pl. St-André-des-Arts, 6º - SALONS RÉVEILLONS - NOEL, carte normale SAINT SYLVESTRE: 460 F - 590 F Musique, Danses, Cotillous, pesqu'à l'aube

PARIS 6º



La Table d'ERICA Réveillon de la St Sylvestre 495 F

Cochon de lait grillé Riz créole et pois de bois Mousse à la maracuja et au coco 1/2 Bt. Champagne par personne. Danse - Cotilions. 6, rue Mabillon - @ 01.43.54.87.61 PARIS 6º

"LE CHRISTINE" Nichée au cœur d'un superbe hôtel particulier du XVIIIe, vous découvrirez une fois le bar franchi une salle à manger conviviale avec piernes et poutres donnant sur une joile cour intérieure.

Le chef élabore une savoureuse critique de seloce.

Le cher élabore une savoureuse cuisine de saison:
Potage du jour, terrine de foie de volsille confiture d'oignon. Carré d'agneau glacé au thym firmant. Cabillaud sur peau au jus balsanique. Souffié Grand Marnier. Bon rapport qualité-prix avec le menu à 185 F (brunch le dimanche). 1, rue Christine - 01.40.51.71.64

PARIS 7º Choumieux SPECIALITE DE CASSOULET et CONFIT DE CANARD

PARIS 6º



Rés : 01 43 26 67 76 Ouvert jusqu'à 2 h du matin Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS_7º ★7 NEW HAUTE GASTRONOMIE

Spécialités Pakistanaises et Indiennes A 100 m du Pont de l'Ahna Salle climatisée, insonorisée, cadre somptueux Menn 99 et 140 F. Carte env. 200 F 12, av. Rapp 75007 Paris Itj - Tél. 01.47.05.91.37

PARIS_Zº

LES MINISTERES Noël Réveillon 350 F Tout compris Animation musicale et dansante 30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37 LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 7º

BISTROT DE BRETEUIL Sérieux - Qualité - Prix. Carte-menu exceptionnalia sélection de produits parmi les plus appréciés : 6 huitres n°2 Mareines Oléron, foie gras, 1/2 homard (suppl. 20 Frs). 12 escargots Bourgogne. Chaque jour le plat Haut de Gamme: Bar, Lotte, Sole, St-Jacques, filet de boeuf, tournedos d'agneau, filet mignon de veau. Apéritif, vin direct de propriété 1/2 Btl par personne, café 182 F TTC. 7/7 - 3, place de Breteuil Tél. : 01.45.67.07.27

PARIS 8º

UM PATEO UNIQUE au cahna des Ch-Elysée FLORA DANICA (165 F) COPENHAGUE sallo cilmatisó MENU 240 F (boisson comprise) SAUMON, RENNE, CANARD SALE 142, avenue des Ch.-Elysées - 01.44.13.86.26

- Rétrouvez chaque semaine la rubrique. 7-46 ASTRONOMIE", renseignements

Place de la Bastille

Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité.

Huîtres toute l'année, poissons du marché, plats traditionnels et vins à découvrir.

Réservation : 0 01 43 42 90 32 • 1 entrée, 1 plat, 1 dessert.

Foie gras crus et canards gras sont reçus quotidiemement en provenance du Sud-Ouest, Qu'il r'agisse, de truffes. Caviars, saumons fumés, confut fuie gras Dominique Loi a sélectionné, le meilleur des fabricants réputés, au meilleur prix. Grands choix de champynous...
Belle sélection de viu et champagne. Foie gras Import 34, rue Montmartre (1er)

Ouverture d'un espace HEDIARD

Ses chocolats, ses pates de fruits, ses cafés, ses thés, ses corbeilles de fruits, ses compositions cadeaux, etc... Son salon de thé boulevard de la Libération 78220 VIROFLAY

Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin.

COMPTOIR DE LA GASTRONOMIE Les grands classiques du goid, enfin sur vos tables de fêtes...

LE COMPTOIR DE LA GASTRONOMIE Tel. 01.42.33.31.32

Cadeaux d'entreprise à partir de 150 F...

Tel. 01.30.24.23.87 - Fax 01.30.24.83.41

3.7 *≣*•• .

. .

- · -

. . . .

Quand la bulle fait d'un vin une fête

Il n'est pas un seul et unique modèle de champagne ni aucune maison qui aient le monopole de l'excellence. Ce breuvage magique à mille facettes, ce jet ruisselant de bulles, cet arc-en-ciel sensoriel attend votre choix

cier de Louis XV et aujourd'hui à la

maison Cattier, figure un vin de

crus homogènes, quand la plupart

des champagnes sont le produit

d'assemblages de raisins issus de

LA MASSE produite des bou- - et l'étiquette, hormis pour les teilles champenoises est le fait de nobles et anciennes compagnies, dont le nom est sur toutes les lèvres: Veuve Clicount Ponsardin, Moët & Chandon, Pommery. Leurs méthodes peinent parfois à retrouver la sanctas simplicitas de dom Perignon, le bon apôtre de l'abbave d'Hautvillers, attentif au grain, à la maturité, à la vie difficile de ce vin, certes doublement royal, mais qui devait traverser le pénible climat de la Champagne, ruser avec ces pernicieuses fermeotatioos non achevées, et qui reprenaient de plus belle au printemps, faisant éclater les flacnos fragiles, pour cette exquise et inattendue productinn de builes, qui comblait d'aise les Anglais contemporains de Vol-

ll convient de garder en mémoire

vins millésimés, ne vous sera d'aucun secours - que des assemblages savants de grains de provenance variées, de vins d'origine et d'années différentes sont nécessaires pour donner l'unité qui fait le style d'une maison. Il s'agit de compenser la faiblesse des uns par la qualité des autres. Bollinger, qui possède eo pripre un important vignoble, est maître en l'art de produire un style de vin d'une parfaite et constante élégance. Rumart atteint au même résultat, sans le support d'un important vignoble. Et il faudrait encore meotimner Pol Roger et ses cuvées spéciales, Krug, Deutz et Roederer

Ils snot quelques-uns, malgré tout, à prêcher pour une singularité, synonyme d'unité. Ainsi le Clos du Moulin, qui appartint à un offi-

parcelles et de cépages variés. Deux gros hectares de vignes nù le chardonnay apporte sa finesse et le pinot coir sa charpeote aromatique. Le jeu, comme celui du parfumeur, reste aux mains du maître de chais, qui mariera les subtils millésimes. Citons encore, parmi ces champagnes rares, le Clos du Mesnil (Krug) et le Clos des Goisses. Autre affaire, belle affaire, ce

vîn-là vieillit aussi! On vous soubaite de gagner la confiance de tel producteur, afin qu'il accepte d'ouvrir pour vous, pour une « verticale », le produit de dix années de travail, le temps de vie que l'on accorde au champagne, et que, du vif-argeot au mordoré, du plein arôme à l'exquise trace d'un son qui meurt à la coda, vous compreniez la vie du vin. Des tsars de Russie ao bon Churchill, les grands sa-vaient l'infinie flexibilité de ce vin, et que l'on pouvait intervenir sur les facteurs multiples qui le conditionnent. On commandait son vin, au « goût russe », au « gnût anglais », comme on falsait composer son parfum, nu comme l'on consti-

Chez Salon, équilibre, finesse ampleur et complexité snot les qualités premières du millésime 1988. Vin magnifique, tempéré et d'une grande fraicheur aromatique que l'on hésitera à classer parmi les champagnes « de cœur » ou « d'esprit », selnn la nomenclature proposée par le Comité interprofessionnel des vins de champagne. Vin délicat que celui de la maison Dela-

C'EST AU PRINTEMPS que s'élabore la

cuvée, c'est-à-dire l'assemblage des vins issus de

différents crus et cépages, selon les critères de

chaque marque. Lors do tirage, la « prise de

et de ferments oaturels. Une pénode de repos,.

une opération aujourd'hui automatisée, pour

amener vers le goulot les dépôts engendrés par

la fermentation. Ces lies seront éliminées par le

« dégorgement » à basse température. C'est à ce moment qu'interviendra l'ultime manipula-

tion, par ajout de vin de réserve et de liqueur de

Cette savante alchimie relève d'une seule ap-

pellatioo d'origine « champagne » I Le reste est

l'affaire des marques. Voici la maison de Castel-

lane, de bonne tradition, doot la tour domine

Epernay et la vallée de la Marne de ses soixante

mètres; elle produit aujourd'hui une majorité

de bruts non millésimés pour la grande distribu-

tion et quelques bouteilles d'exception comme

la cuvée Florens de Castellane. Toutes les éti-

tirage, selon le goût recherché.

tue sa cave de cigares,

motte à Mesnil-sur-Oger sur la montagne de Reims, 99 % d'un délicat chardonnay, issu des sols crayeux des 5 hectares de la propriété, et des raisins fnumis par une dizaine de vignerons des alentours. Une délicatesse qui o'exclut ni la densité ni le caractère gustatif spécifique, conditions nécessaires à l'élaboration d'un champagne digne de ce nom. La maisoo Delamotte, fondée en 1760, a su améliorer sa qualité tout en restant près de son caractère d'origine et de ses techniques de base.

DÉGUSTATION VERTICALE

La maisno Charles Heldsieck propose, elle, de « dater » le moment de la mise en cave d'un vin dont nn fait le pari que, comme pour tout autre vin, il vieillira et prendra des qualités. Révniutino copernicienne s'il en est, ou bien découverte de l'œuf de Colomb ? A. chacun d'en décider ! Le millésime, hii, ne peut que dénoter le résultat des meilleures années. Ici l'no prend date, sans préjugés. C'est stipuler qu'un vin, fut-il de Champagne, connaît un cycle de vie et d'évolution propre à tous les vins ieunesse, maturité et âge caduc - et que l'on vous permet, comme dans une dégustation verticale, d'en jauger la cnupe temporelle. Cbez Charles Heidsieck, trois mises en cave sont disponibles (1992, 1993, 1994), présentées avec un luxe raffiné dans un album, véritable jeu de tarot des goûts et des saveurs, nifactives, tactiles et imaginaires.

Petits seigneurs de village, les vignerons-manipulants soot, eux, des survivants, avec quelques autres, tel Paul Bara et son bouzy rouge, la maisoo Vaiselle et soo ceil-de-perdrix, ou le vignoble Sou-tiran-Pelletier, situé à Ambonnay, ou encore Anselme Sélosse, avec une cuvée délicate, simplement appelée « origine ». C'est à Verzy que Gérard Fresnet a commencé par creuser une cave dans la craie avant d'installer une cuverie, puis un pressoir ultramoderne. C'est un récoltant-manipulant dont le brut 1ª cru, dans lequel domine le pinot ooir, récolté en 1993 et assemblé avec des vins de réserve des années antérieures, est à l'image de son vinificateur: puissant, équilibré et chaleureux. Et à un prix raison-

Autre figure champenoise, assez atypique, celle d'Alain Thiénot, ancien courtier en raisins, aujourd'hui à la tête d'un groupe familial qui affiche sa réussite dans un puissant bâtiment le long de l'autoroute. En vingt ans, avec 6 bectares seulement à l'origine, et une excellente connaissance des vignerons et des négociants, Alain Thiénot a su imposer un style de vins et une signature qui s'expriment avec plénitude dans la grande cuvée 1985, très concentrée, mélant les arômes de fruits mûrs et de fruits secs. L'aventure du champagne continue l

Jean-Claude Ribaut

* Pour les membres du Club Planète-Vin, le sommelier Eric Mando, auteur du Tour de France des grands vins à petits prix (Cherche-Midi éditeur), achète directement auprès des propriétaires, vins et champagnes au meilleur prix. Oub Planète-Vin, 61, rue Auguste-Renoir 78400 Chatou, Télécopie : 01-39-52-08-74 et sur le Web : PlaneteVin@aol, com.

Des bouteilles entre 80 et 240 francs

D'une étonnante diversité sous un nom devenu générique, les champagnes élaborés à partir de l'assemblage de trois cépages (pinot noir de la montagne de Reims ou de la côte des Bar pour la puissance, pinot meunier de la vallée de la Marne pour le fruité et chardonnay de la côte des Blancs pour la finesse) peuvent être classés en familles de goûts : Champagne d'esprit (vif avec des notes délicates d'agrumes) : Piper- Heidsieck brut, 110 F; Nicolas Feuillatte brut, blanc de blancs 1992, 109 F; Mailly Grand Cru brut millésimé 1990, 139 F : De Venoge Cordon bleu, 130 F; Prince Henri d'Orléans brut millésimé 1990 (100 % chardonnay), 105 F. Champagne de corps (puissants et charpentés): Soutiran-Pelletier brut Grand Cru, 81 F : Moët et Chandon brut impérial, 125 F; « R » de Ruinart brut, 149 F; Mailly Grand Cru extrabrut sans dosage, 124 F. Champagne d'âme (complexes et matures) : Bollinger Grande Année 1989, 238 F; Mailly Grand Cru blanc de noirs, 131 F; Roederer brut millésimé 1990, 180 F; Jean Vesselle brut ceil-de-perdrix, 89 F (raisin des vignobles de l'Aube). • Champagne de cœur (nuctueux avec des notes de fruits confits): Pannier brut Tradition, 94 F; Charles Heidsieck brut millésimé 1990, 120 F; Pol Roger brut réserve, 131 F; De Castellane, cuvée Commodore rosé, 180 F. • Brochure. Pour se procurer gratuitement les Carnets de champagne, s'adresser au Comité interprofessionnel du vin de champagne, service information. 5, rue Henri-Martin, 51200 Epernay (disponibles aussi chez certains cavistes, restaurateurs et les vignerons et maisons de

Et si les coupes ressortaient des placards?

HIER, nn buvait le champagne dans les coupes. Elles complétaient heureusement la table mise avec discernement. C'était un art qui donnait un air de fête et gaieté. Le champagne fougueux y dansait et boodissait avec uoe ardeur aimable à voir, lorsque le maître de maisno le versait, pour honnrer quelque jeune femme, ou blen l'aïeule dont c'était l'anniversaire. et chacun suivait avec amusement l'impétunsité de la mnusse, et craienaît de la vnir s'écbapper de sa

vasque de cristal. Puis l'asceosinn ininterrompue des bulles qui venaient éclater à la surface, avec no crépitement joyeux, retenait les regards, et chacun admirait la forme élégante des coupes semblables à de lingues fleurs lactescentes, sorte de nénuphars cueillis dans la Vivnme, que l'on élevait bien haut, par-dessus les têtes réjoules, pour célébrer la réunion. Les coupes et les fêtes de famille chez Tante Léonie, à Combray, les soupers fins en cabioet particulier au Café anglais avec Odette de Crécy. Soupers dant no

disait qu'ils rassemblaient les têtes de columne du régiment de Royal-Cocotte, le dessus du panier de la galanterie parisienne.

L'heure des fariboles passa. Les coupes se retrouvèreot au fond des placards. On ne jura plus que par la flûte, ce verre en cul dur, censé mieux retenir les arômes. Pourtant. la coupe, face à la flûte, conserverait quelque modernité. Le gnurmet de nos jours veut respirer, flairer le vin, bumer snn frult. Il a compris que l'odorat joue dans l'art de la dégustatino un rôle aussi important que dans le goût. Il a adopté pour le bordeaux et le bnurgogne des verres considérables où soo nez disparaît tout entier. Que o'exige-t-il que le champagne lui soit setvi dans des cnupes, larges et plates, afin d'en sortir tout le parfum avant d'en faire profiter son palais et que, dans ce calice de cristal qu'il remplit au tiers, il mouille ses lèvres, tandis que le champagne malicieux lui monte au nez et lui permet d'apprécier sa qualité ?



Distribué par : Tel. 01 53 02 44 44



Centenaire de la Maison FLEURY Vignoble en BIO-DYNAMIE DEPUIS 1989 Cuvée Rour de l'Europe, les Chamapgne issu d'un vignoble en blo-dynamie Sèlection Guide Hacherte, Guit-Millau et Dussert-Gerber etc. Tid. 03-25-38-20-28 - Fax 03-25-38-24-63

quettes de cette dépendance de Laurent-Penier Pexport, des cuvées de prestige, la Palme d'Or sont frappées d'une croix rouge qui les distingue entre mille.

Secrets de fabrication et mystères des étiquettes

mousse » sera assurée par l'adjonction de sucre IDENTIFIER LA NATURE DU PRODUCTEUR ... an bas de l'étiquette, précèdent le numéro d'immatriculatinn et de contrôle : il s'agit alors d'une bouteille mise sur le marché par un négociantmanipulant, catégorie parmi laquelle se classent deux douzaines de « grandes marques » et les « négociants ». Les mentions « RC » et « RM » signifient « récoltant coopérateur manipulant » nu simplement « récoltant-manipulant », les plus nombreux. Ce sont les vignerons qui vinifient et commercialisent leur production, avec ou sans l'aide d'une coopérative nu d'un groupement de coopératives. Dans ce registre, Nicolas Feuillatte est une marque qui appartient à un groupement de 85 coopératives. Les immenses instaliations de Chouilly produisent aussi, à côté

de vins destinés à la grande distribution on à

PARIS 14º

PARIS 16º

LE MOULIN VERT

Dans un ilot de verdure, ce restaurent propose un meru-carbe exceptionnel à 179 F, epóritif, vin et carle compris. Douze entrése (terrine de fole gras, saumon mariné ...), un grand choix de viandes et poissons lasculape de saumon aux morilles, magres aux raisins ...) et le choix entre framade et desser font de certic framade et desser font de

entre fromage et desset font de cette adresse un des meillours rapports qualité-prix de la capitale.

En semaine, menu "express-mid" è 99 F. Ouv. TLJ.

34 bis rue des Plantes - 01.45.39.31.31

A Autenil, venez apprécier dens un cadre attrayent une entsine indicame authorique aux épices raffinées. MENU DE LA ST SYLVESTRE: 220 F Avec ambiance musicale indicame Réseavez des maistaneaux un: 01.42.38.37.31 - 5, rue leuboy

URANT INDIEN

VILLAGE

LINDE

ou bien un blanc de blancs millésimé.

Les étiquettes doivent encore obligatoirement faire mention de la contenance de la bouteille, de la teneur en sucre résiduel qui détermine le Mais pour identifier à coup sûr la nature du type de vin (brut, sec, demi-sec, doux...), de la cool et de l'origine « France ». A cela peuvent s'ajouter le millésime, lorsque la récolte est homogène et de qualité, ou les mentions (grand cru, premier cru). Verzy, par exemple, appartient à la zone des grands crus classés. Ce classement est fixé par décret et varie selon les villages, de 80 % à 100 %.

Ce pourcentage sert de référence pour fixer le prix du kilo de raisin payé par les maisons de champagne aux vignerons sur la base d'un cours révisable tous les quatre ans. Pour la campagne 1997, le prix de référence du kilo était de 24 francs. 1,2 kilo est nécessaire pour faire un litre de « vin tranquille ». Dix-sept communes les plus riches -, soit 14 % du vignoble, sont au maximum de la cotation.







Nuit de la St SYLVESTRE Menu à partir de 600 F 1 bouteille de champagne pour 2 Musique - Ambiance garantie Réservations souhaitées

01,44.95.98.44 2 bis, av. Franklin D. Roosevelt Tenue de solrée exigée PARIS 9



24 Bd des Italiens. Paris 9 - 01 47 70 16 64

Sur nos plateaux, c'est elle la star! PROMOTION FRUITS DE MER

Formules rapides

121 - 152

80° a 247° LA CHAMPAGNE CHEZ HANSI rande Brasserie de la Mer 3, place du 18-Juin-1940 - 75006 Peris Tél. 01 45 48 96 42 - Fax 01 45 44 55 48

6 PLATEAUX

PARIS 11º



Menu Royal dégustation 275 F. 43, rue de la Roquette 75011 Réserv.: 01 47 00 42 00 - Tij. F. sam. mid

PARIS 12º

 LE LYS D'OR 2, rue de Chaligny (12e) 01.44.68.98,88 L'une des plus fines et des plus authentiques cuisines Chinoise de Paris

SAVEUR DE PRINTEMPS 23, avenue Dr. Arnold Netter (12e) 01.44.68.99.99 MENUS A/C 98 F CARTE ENV. 160 F

PARIS 140 MONIAGE GUILLAUME Cheminée, Huitres, Humards on vivi Spécialité de Poissons et Bouillabais née, Huîtres, Homards du vivier

Menu carte : 185 F / 245 F

Fermé Dim. - Chambres confort **
St. me de la Tambe-Isoire, TE. 01.43.22.96.15

pieds tout Paris Burniné, un décor tééri-

PARIS 14º

PARIS 13º

AUBERGE ETCHEGORRY

Spécialités du Sud Ouest

Foies gras - Chipirons farcis Cassoulet sux haricots tarbais

grand choix de desserts.

Menu Carte Gastronomique

175 Fau 215 F (vin compris)

Hôtel 3 ***. Chambres donnant

sur jardin privatif et vigne.

41, rue Croulebarbe - Paris 13e 2 01.44.08.83.51 / Fermé dimanche

REVEILLONS

MOEL

ST-SYLVESTRE

que pour deux menus de fêtes. Pour la Saint-Sylvestre menu tout au champagne compris, una animation et un orchestre pour danser jusqu'à l'aube Tour Montpansases - 56* étage 33, Az. du Meine Paris 15º .01 40 54 77 84

PARIS 190 LE PALAIS DE L'INDE Face on parc des Battles Cleanno "Un des coefficiers reptements indians de Paris à prix raisse 01.42.38.91.25 - 01.42.39.31.14



LATLANTIDE Spécialités Berbères avec conscens any 7 légames à le vapeur, tagines, partilla... Cadre chaleureux et typique 7. ac Lumilles # 01-02-45.09.2

77 SEINE ET MARNE



rantenas aupra oss grandes chambias Separba meau curte découverte à 245 l' Acru d'attales 215 l'vin et caté compris Déjeuner de Noël et réveillons gastronomique de la St-Sylvestre Inscriptions dès maintenant (35 km de Paris) Accès direct autoroute Afia, sortie 12 - RN 6 - Welum Sénart 01.84.10.20.96 - Séminaires. Hélieuriace.

92 NEUILLY

arrasse L'Ecailler de Paris 2 01.46.24.07.56 4, av. de Madrid - 92200 Neuilly -Salons particuliers - Voiturier -

Puie, neige et tempête en Méditerranée

ENTRE L'ANTICYCLONE très ciel sera très nuageux avec de la puissant de l'Europe de l'est et la zone dépressionnaire du proche Atlantique, les vents d'est ou sud-est soufflent fort. Ils atteignent la force tempête en Méditerranée. Dans ce flux une perturbation remonte en donnant, mercredi, de la pluie ou même un peu de neige sur le Nord et le Nord Est.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. – Le radoucissement gagne et les précipitations qui tombent sous forme de neige dans la nuit virent à la pluie au petit matin. Quelques éclaircies reviendront sur la Bretagne dès la mi journée. Il fera entre 0 et 3 degrés le matin et 9 à 12 l'après-midi.

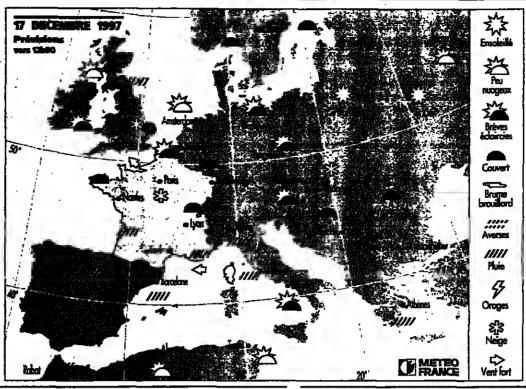
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Hante-Normandie, Ardennes. - Les précipitations arrivent par le sud d'abord sous forme de neige. De la phuie verglacante sera possible avant le redoux et la phie. Les gelées matinales iront jusqu'à -5 degrés puis il fera 4 et 8. Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le

neige puis de la pluie verglaçante sur la Bourgogne, la Champagne et la Lorraine. Il fera -6 degrés le matin puis entre 0 et 4 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur le Poitou-Charentes, le temps va rester couvert et pluvieux. Sur Aquitaine et le sud de Midi-Pyrénées, le temps deviendra sec mais restera muageux. Sur le Tarn et l'Aveyron la pluie continuera et il neigera au dessus de 800 mètres. Il fera 3 à 6 degrés le matin et 12 à 17 Paprès-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le temps couvert et pluvieux gagnera l'ensemble des régions. La neige tombera à partir de 800 mètres sur le Massif Central puis 1000 mètres sur les Alpes. Les températures se radouciront. Languedoc-Roussillon, Pro-

vence-Alpes-Cote d'Azur, Corse. -Le temps reste couvert et pluvieux. Les précipitations seront fortes sur le Languedoc et le sud du Massif Central. La neige tombera au dessus de



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ INDONÉSIE. Le groupe Four Seasoos & Regent ouvrira, le 15 janvier 1998, soo deuxieme hōtel à Bali. Situé à 10 minutes d'Ubud, le centre culturel de l'île, il comporte 46 villas, dessinées par l'architecte loodonien John Head, au milieu de rizières verdoyantes. A partir de 2000 F la suite. Renseignements (numéro vert) au 0-800-870-870.

SINGAPOUR. Le beau temps est reveou à Singapour, où les fêtes, festivals et illuminations de fin d'année ainsi que les célébrations du Nouvel An chinois, fin janvier, pourront se dérouler normalement. Renseignements au 01-42-97-16-16.

■ VIENNE. Les accords de Schen-gen sont entrés eo vigueur à l'aéroport de Vienne, où les passagers de la CEE, dispensés du contrôle des passeports, utilisent un accès réservé avec boutiques

Ville par ville, i	es minin S : ensole	E 17 DECEMBI 12/maxima de ter 1816; N : unagem; elgé.	mpérature		25/29 P 22/30 S 22/28 S	KIEV LISBONNE LIVERPOOL LONDRES LLIXEMBOURG	-19/-13 S 10/16 P 0/9 P 0/9 *	VENISE VIENNE ANTENQUES BRASILIA BUENOS AIR.	-3/3 N -5/-3 N 21/24 P 15/24 C	LE CAIRE MARRAKECH NAIROBI PRETORIA RABAT	12/20 S 9/21 C 15/23 C 16/26 P 14/21 P	
FRANCE mátro AJACCIO	6/14" P	NANCY NANTES	-5/2 N 1/9 P	ATHENES BARCELONE	2/9 P 12/17 P	MADRID. MILAN	9/17 P -2/2 P	CHICAGO	23/29 5 -4/3 S	TUNIS ASSE-OCÉANNE	10/17 5	
BIARRITZ BORDEAUX	5/16 C 4/15 P	NICE PARIS	2/11 P -1/6 *	BELFAST BELGRADE	-1/7 S -7/-2 C	MOSCOU	-16/-9 S -10/-2 S	LIMA LOS ANGELES	23/28 C 10/18 C	BOMBAY	24/35 S 21/30 S	
BOURGES BREST	1/9 P	. PAU PERPIGNAN	3/14 C 10/13 P	SERLIN SERNE	-9/-2 N -8/2 C	NAPLES OSLO	7/14 N	MEXICO MONTREAL	7/18 P	DIAKARTA	26/30 C	
CAEN CHERBOURG	-1/6 * 0/8 P	RENNES ST-ETIENNE	1/9 P 2/8 P	BRUXELLES	-2/7 N -13/-10 C	PALMA OF M. PRAGUE	9/19 P -10/-3 N	NEW YORK SAN FRANCIS	0/6 N 10/14 P	HANO! HONGKONG	21/24 C 20/24 C	
CLERMONT-F. DIJON	2/7	STRASBOURG TOULOUSE	-4/1 N	SUDAPEST COPENHAGUE	-71-4 * -61-3 N	ROME	6/12 P 14/20 P	SANTIAGOICHE TORONTO	14/26 N	JERUSALEM NEW OEHLI	11/20 P 9/19 S	
GRENOBLE LILLE	1/7 N -5/6 N	TOURS	1/8 P	OUBLIN FRANCFORT	1/9 N -4/2 S	SOFIA ST-PETERSB.	-8/-6 * -6/-1 *	WASHINGTON	-3/8 C	PEKIN SEOUL	-4/9 S -1/6 C	
LIMOGES .	4/8 P	CAYENNE FORT-DE-FR.	24/30 S 23/29 S	GENEVE HELSINKI	4/0 ·	STOCKHOLM	-4/-2 C	ALGER DAKAR	8/18 S 21/28 S	SINGAPOUR	26/30 P 20/30 N	THE CHARGE
MARSEILLE'	4/12 P		24/31 N	ISTANBUL	0/2 *	VARSOVIE		KINSHASA	23/28 P	TOKYO	6/13 C	Situation le 16 décembre à 0 heure TU Prévisions pour le 18 décembre à 0 heure TU

PRATIQUE

ison et mysteres des étiquetts

Patiner sur la voie publique : quelle sécurité, quelles assurances ?

QUI n'a cent fois envié ces slihouettes aériennes qui vous frôlent d'un souffle, et vont disparaître au loin sur le trottoir ? La Fédération française de roller skating ne compte que 25 000 patinents licenciés répartis dans 514 clubs et dans cinq disciplines (danse, hockey, course, randonnée, roller acroba-

Mais si l'on se rapporte aux ventes de matériel, le nombre total de pratiquants est estime à plus de quatorze ans, et les 58 % restants se répartissent également entre deux tranches d'age : 14-24 ans et 25-44

Le patinage n'est plus seulement un sport réservé à quelques adeptes mais un moyen de locomotioo, rapide, pratique, économique, et écologique, qui s'est développé lors des grèves de décembre 1995,

100

9.37

1.00

. 12

et continue de progresser. Alors que les piétons circulent à la vitesse de trois kilomètres/heure, les patineurs « valent » à quinze kilomètres/heure, et jusqu'à quarante dans les rues en pente ou lors des compétitions. Malheureusement cette vitesse représente un risque pour les piétons, surtout pour les personnes âgées ou bandicapées. « En descendant le boulevard Saint-Michel, un passant a reculé brusquement, et je n'ai pas eu d'autre solution que de l'entourer de mes bras, le soulever et l'emporter avec moi », raconte Adeline Lemen, présidente de l'association Roller squad institut (RSI) qui milite pour l'intégration et la reconnaissance

Les patineurs oot leurs tech-niques d'évitement ! e Il vaut mieux dépasser très vite les piétons, sans 1,5 million: 42 % out moins de signaler sa présence, sinon ils risquent de paniquer, de se mettre en travers de notre trojectoire, et c'est la catastrophe. » Cette stratégie n'est possible que si le patineur matrise parfaitement le freinage et fait preuve de coocentration pour anticiper les réactions des piétons et

du patineur dans la cité.

repérer les obstacles. Ces techniques sont enseignées dans les clubs et associations. Il faut modérer sa vitesse lorsque le trottoir est encombré, et surtout s'abstenir si l'on est débutant. « Ceux-ci n'ont rien à faire en ville, ce sont des dangers publics », estime Adeline Lemen. « Lorsque j'ai vu le patmeur foncer sur moi, je me suis précipitée sur le côté... et il est allé emboutir l'Abribus. Je me suis alors demandé quelle ourgit été so responsabilité s'il m'avait renversée », pe quitter le trottoir que pour raconte une passante, encore tout émue à ce souvenic

Les accideots soot cependant peu nombreux. En 1996, la préfecture de police de Paris en a recensé 32, pour la plupart des chutes, dont 4 % après une collision contre des obstacles fixes: murs et poteaux. Dans 25 cas sur 32 (soit 80 %), le patineur a été présumé respon-sable. Les infractions les plus fréquentes concernent la traversée de la chaussée hors des emplacements

prévus pour les piétons. La loi assimile le patineur à un piéton (articles R. 217 à R. 219-4 du reux, cor les potins se mettent à

Lectures et adresses

 Vivre en roller, de Serge Rodriguez et Marion Thuriot (Chiron 1997, 159 p., 98 francs). Choisir son matériel et maîtriser les techniques pour patiner sans

• Fédération française de roller skating, 1, rue Pierre-Curie, 33400 Talence; tel: 05-57-35-43-30.

• Roller squad institut (RSI), association pour l'intégration

code de la route). Il est donc censé vibrer, et la stabilité du patineur du patineur dans la ville, 6, impasse, Bandran, 75013 Paris; tél.: 01-45-88-23-75.

traverser les rues, en respectant les

patineurs emprunteot fréquem-

ment la chaussée pour diverses rai-

sous: trottoirs encombrés ou

inexistants, revêtement inadapté, travaux, comme l'article R. 218 du

code de la route autorise à le faire

Mais lorsqu'ils le foot durable-

ment, ils se heurtent à l'hostilité

des actiomobilistes... surtout quand

ils s'accrochent aux voitures parti-

culières ou aux autobus pour se

faire remorquer. « C'est très dange-

dans ces cas.

■ L'associatioo régionale des œuvres édocatives et vacances de PEdocation nationale (Aroeven) réalise dans les écoles et collèges et dans les quartiers de l'académie d'Orléans-Tours, une initiation au code de la route par le biais du roller (opération « Roller en toute sécurité ») ; 4, rue Marcel-Proust, 45000 Orléans ; tel.: 02-38-54-15-09.

lâche le véhicule, c'est la chute. Il lui feux tricolores. Pourtant, les faut donc attendre que la voiture rolentisse pour s'échopper. Or les conducteurs ont tendance à occélérer pour faire lâcher prise ». explique Serge Rodriguez, auteur du livre Vivre en roller. Les adolescents qui se livrent à ces jeux dangereux oo à des acrobaties sur les bancs, rampes d'escaliers et monuments, eodommageot le patrimobie urbain et temissent l'image duroller.

dépend olors de la voiture. Dès qu'il

« VÉHICULE À MOLLETS »

Assimilés aux piétons, les patineurs oe sont pas obligés de souscrire une assurance spécifique. En cas d'accident c'est l'assurance responsabilité civile-chef de famille ou responsabilité civile comprise dans l'assurance habitation qui couvrira les dommages causés à autrui. S'il se blesse lui-même, la sécurité sociale remboursera les frais médicaux, mais il est prudent de souscrire une assurance individuelle accident.

La solution coosisterait-elle à assimiler le patineur à un cycliste? Ceux qui circulent déjà sur les pistes cyclables y sont favorables, mais les cyclistes ne veulent pas en

entendre parler, « Les potineurs nous gênent, car ils sont plus rapides que naus et leur amplitude de déplocement (un mêtre cinquante environ) est trap importante », remarque Samuel Neulet, président de la commissioo sécurité, assurance, environnement et réglementation, de la Fédératioo française de cyclotourisme (FFCT).

Actuellement, un groupe de travail auquel participent la Fédération française de roller skating, la Prévention routière et le ministère de la jeunesse et des sports, examine la possibilité de doter le patineur d'uo statut et de trouver d'autres solutions que l'interdiction pure et simple de pratiquer le patinage au centre-ville, décidée par de nombreuses municipalités. Le statut impliquerait pour les patineurs l'obligation de respecter des règles : limitation de vitesse, respect du code de la route, port d'autocollants lumineux et de protections (casque, genouillères, coudières, protège-poignets). En attendant, les patineurs sont condamnés à naviguer entre la condition de « piéton sur roulettes » et celle de « véhicule à mollets ».

Michaela Bobasch

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 97280

♦ 50S Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

1 2 3 4 5 8 7 8 9 10 11 12 IV VI VI VIII

HORIZONTALEMENT

X

 Relations internationales. – II. Ouvertures eo façade. La côte de Toulon à Menton. - III. Le bruit des coups. Type d'un noyau atomique. - IV. Mises en quartiers pour mieux surveiller. Ville de Yougoslavie. - V. Négation. Dans sa vie tout fut relatif. - VI. Une voiture où le conducteur est à l'arrière. Bien venu. Habiletés souvent trompeuses. -VII. Vient de la côte espagnole. Compositeur contemporain franco-américaio. - VIII. De l'oseille pour certains. Cherches la

plus de temps. Accord dans un sens, point final dans l'antre. Conjonction. - X. Villa à Tivoli. Use de subterfuges.

VERTICALEMENT

 Impossible de le toucher. – 2. Que l'oo peut toucher et modifier. - 3. Balance sur les flots malais. Ouvrent tout grand. – 4. Passée à l'huile. Personnel. – 5. Symbole chimique. La première à l'arrivée. -6. Des champignons sur le chef. Fait partie de la majorité plurielle. - 7. Pour suspendre. Bien ou mal, il

Coquille porteuse de message. - 9. Rend la partie nulle. Annonce la victoire. - 10. Transformés et stérilisés. - 11. Ne sont pas dans le besoin, Préposition, -12. Donne de l'intensité. Regroupement de brebis égarées.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97279

HORIZONTALEMENT

I. Incompétence. - IL Nerveuse. Ion. - III. Couenne. Me. - IV. Onc. Tiraille. – V. Haiti. Clôt. – VI. Lie. Oindrait. - VII. Ans. Noé. Oise. -VIII. BD. Inn. ABS. - IX. Lerne. Age. Ta. - X. Exacerbasses.

VERTICALEMENT

1. Incollable. - 2. Néon. Index. -3. Cruches, Rå. - 4. Ove. INC. - 5. Mentionnée. – 6. Punition. – 7. Esé-rine. AB. – 8. Té. Aga. – 9. Microbes. - 10. Niellais. - 11. Co. Lois. Te. - 12. Endetteras.

A la recherche du troisième mot L Vous avez tiré E E R S T U X

SCRABBLE & PROBLÈME Nº 48

a) Trouvez et placez un mot de six lettres qui inclut le X.

b) Avec ce même tirage, trouvez et placez un mot de trois lettres (47 pts); un de cinq lettres (51); deux de cinq lettres (54). En le complétant avec trois lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille, trouvez un sept-lettres qui rapporte 54 pts et deux hnitlettres qui rapportent respectivement 84 et 86 pts.

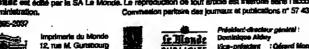
N. B.: Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine c) Premier tirage: 1 I L O R T V. Trouvez un sept-lettres. d) Deuxième tirage : E E H M N

Solntions dans Le Monde dn 24 décembre.

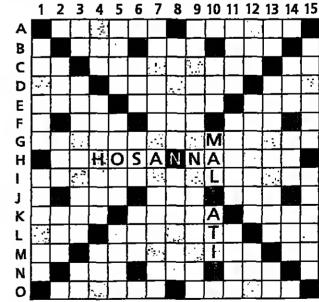
O R Trouvez un sept-lettres.

Ce Wande est érité per la SA Le Monde. Le recrod



Vice-polaritum : Origand Monte PUBLICITE

Directour général : Stéphene Con 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26



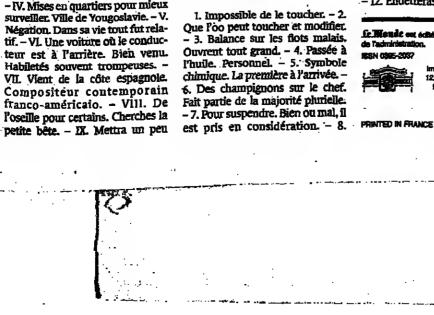
Chaque solution est localisée en salade, F 1, 66-COPINAGE, 4 B, sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) RAIPONCE, companule dont la racine et les feuilles se mangent

Solutions du problème paru dans Le Monde du 10 décembre. 76-OPIACENT, préparent avec de l'opium, 6 A, 70-CAPEION5, réduisions natre voilure, 8 A, 89.

c) HOSANNA ou AHANONS d) MALBATIE-TIMBALES ou l'anagramme 5EMBLAIT.

Michel Charlemagne



TEUR Pierce Brosnan reprend le rôle du personnage créé par lan Fleming, qu'il avait inauguré dans Goldeneve. Le rôle féminin est tenu par cinéma de Hongkong, ce qui change des habituelles pin-up éthérées. DANS UN ENTRETIEN au Monde, Michael G. Wilson, coproducteur de

17 décembre sur les écrans. • L'AC- Michelle Yeoh, véritable actrice du la série depuis Dangereusement vôtre, en 1985, explique que la chute du mur de Berlin, loin de condamner le personnage, a permis de rendre plus complexe l'environnement

dans lequel il évolue. • DEMAIN NE MEURT JAMAIS met le héros aux prises avec un dangereux magnat des medias, à la croisée de Rupert Murdoch et de Robert Maxwell.

James Bond contre le Docteur Mabuse des médias

« Demain ne meurt jamais », dix-huitième épisode des aventures du héros créé par lan Fleming, sort mercredi sur les écrans. Dans un entretien au « Monde », Michael G. Wilson, coproducteur de la série, explique comment l'agent secret a survécu à la fin de la guerre froide

COPRODUCTEUR, avec Borbara Broccoli, de la franchise lames Bond depuis Oangereusement vôtre en 1985, Michael G. Wilson avait hérité d'un persannage démodé qui avait failli disparaître après l'effandrement du mur de Berlin. Grâce a un marketing élaboré, qui aura transformé 007 en un homme-sandwich très désirable, et à son inventivité scénaristique, il a réussi à bățir un James Bond moderne, redevenu une machine à engranger les dollars.

« Revenez-vous souvent aux romans de lan Fleming?

- le ne cesse de relire ses romans, de manière à retrouver le parfum du personnage, sans jamais m'éloigner de lui. Les premiers James Bond de Fleming étaient très réalistes, mais certains ont vieilli pour les raisons que l'on connaît, c'est-à-dire la fin de la guerre froide. La façon dont Fieming aborde son personnage reste pourtant très moderne, et le m'y refere constamment. Mon rôle, avec Barbara Broccoli, est simple. Nous sommes les gardiens du temple, les garants de l'orthodoxie Bond.

- Pourquoi votre choix s'est-il porté sur Pierce Brosnan pour le rôle de Bond ?

- Oans les romans de Fleming, fames est un personnage très séneux, souvent gagné par le doute, parfois sans manières, et pas forcèment très à l'aise avec les femmes. Sean Connery possédait la même întensité, et îl y avait ajouté une dose d'humour. Roger Moore et Timothy Dalton s'étalent démarqués de ce cocktail, en sombrant dans la parodie pour le premier, ou en se révélant plus introverti pour le second. Brosnan marque un retour très net à la manière de jouer de Sean Connery. Son potentiel de star m'a toujours semblé évident. Il sans mettre le personnage de Bond

avec Timothy Dalton?

- Il s'agissait, de mon point de vue, d'un excellent acteur. Il n'a pas accroché avec le public. Il prenait son rôle très au sérieux, mais les spectateurs n'avaient pas ce sentiment à l'écran. Or James Bond ne fonctionne que sur des apparences. Pierce Brosnan est très intense, il n'intériorise pas son jeu. ce qui est essentiel pour un tel personnage

- Le demier Bond avec Timothy Dalton, Permis de tuer, a été un échec. Il a même failli mettre un terme à la série.

- Il serait plus juste de dire qu'il a eu moins de succès que les autres, ce qui ne l'a pas empêché de rapporter de l'argent. Mais il y avait moyen de faire mieux, c'est clair. Le plus gros échec de la série, c'est Dangereusement votre, le dernier Bond tourné avec Roger Moore. Mais la réalité financière de la franchise James Bond, c'est qu'elle rapporte toujours de l'argent. La question qui s'est posée pour certains films a été: pourquoi n'en n'avons-nous pas gagné davantage? Nous avons également eu un procès avec Glancarlo Parretti [le président de lo MGM au début des onnées 90, le studia avec lequel la franchise James Bond est liée contractuellement), ce qui explique le hiatus de six ans entre Permis de tuer et Goldeneye.

- La chute du mur de Berlin ne vous a-t-elle pas pris par surprise 3 et n'a-t-elle pas mené vos scénaristes dans une impasse?

- le l'ai surtout prise comme un cadeau tombé du ciel. Nous étions enfermés dans une logique manichéenne où prédominait l'affrontement Est-Ouest. Au lieu de cette pour cela que j'aime énormément confronté au mensonge et à la tra-- Qu'est-ce qui n'a pas marché hison. Il s'aperçoit que tous ses re-



Pierce Brosnan et Michelle Yeoh dans « Demain ne meurt jamais ».

pères sautent, avec d'anciens vité sur ses chaînes. situation monolithique, tout s'est agents communistes en fait télébrutalement complexisse. C'est guidés par quelqu'un à l'Ouest. Avec Demain ne meurt jomais, Goldeneye, car îl est l'expression de nous avons trouvé l'idée du patron ce chaos. Bond y est à chaque fois d'un empire médiatique qui provoquerait une troisième guerre mondiale afin de la diffuser en exclusi-

-Le prix de la fin de la guerre froide a été pourtant payé très cher. Tuer n'est pas jouer se déroulait en Afghanistan, mais au moment où le film est sorti on savait encore plus cher. Jaguar ayant le dējā que les troupes russes au-

Quant à Permis de tuer, il opposait Bond à un trafiquant de drogue

- Pour l'Afghanistan, je le reconnais, on a été un peu dépassé. Avec Permis de tuer, j'avais l'affaire Noriega en tête, mais je n'en al pas tiré toute la potentialité.

- Comment avez-vous réussi à multiplier les liens commercianz entre James Bond et des marques de voitures ou d'aicool sans interférer avec le déroulement de l'his-

- La question que je ne cesse de me poser est : ce produit colle-t-il à l'image de James Bond? Nous avons donc des accords avec des grandes marques, mais c'est inhérent à la nature même du per-

-L'accord avec Heineken n'est pourtant pas des plus orthodoxes. Voir James Bond en buveur de vodka on de champagne reste dans la logique du personnage, le découvrir en buveur de bière l'est

beaucoup moins. -On remarque à peine la marque à l'écran. Vous ne voyez quand même pas Bond à côté d'une caisse de bière en train de s'envoyer une cannette l'une après l'autre. C'est sans doute le changement de voiture qui a suscité le plus de controverses. Mais Bond ne pouvait pas garder son Aston-Martin - bien qu'elle apparaisse brièvement dans le film. L'usine anglaise construit cinq voitures par semaine, toutes assemblées à la main. Si vous prenez la séquence du parking avec la BMW téléguidée qui permet à James Bond d'échapper à ses poursulvants, nous avons dû en utiliser dix-sept, toutes fournies gracieusement par BMW. Comment voulez-vous que je m'en sorte avec Aston-Martin? Nous avons même pensé à en faire des copies, mais cela aurait coûté même prohlème, nous étions raient du mal à rester là-bas. condamnés à BMW ou Mercedes.

Je comprends que le spectateur soit choqué de ne plus voir James Bond rouler dans une voiture anglaise, mais on ne m'a guère laissé le choix.

- Ces accords avec les grandes marques sout-ils indispensables pour faire face aux investissements publicitaires des films de la

- Lorsque j'ai commencé à travailler sur la série, les dépenses marketing s'élevaient à un tiers du budget, elles sont ensuite passées à 50 %. Pour Goldeneye, elles s'élevaient à 125 %, et nous avons réussi à les maintenir à 100 % pour Demoin ne meurt jomais. Le budget de production de Goldeneye était de 60 millions de dollars, sur Demoin ne meurt jamais II était de 100 millions. Un tel investissement marketing est nécessaire pour être présent dans tous les médias. Il y a une règle qui dit qu'il faut que la publicité ait été vue au moins trois fois pour avoir nn impact. Pour faire face à de telles dépenses, nous avons donc besoin de nouer des tiens avec des compagnies qui pourront prendre en charge une partie du marketing. Nous ne recevons pas d'argent en retour. Cette escalade ne me rend pas heureux, je crois même qu'elle reflète une crise profonde de l'industrie du cinéma. La franchise James Bond n'est certainement pas la plus exposée, mais Sony a dû faire face à des pertes de 3 milliards de dollars, Universal a connu aussi des problèmes. Le cinéma est quand même la seule industrie à posséder une telle avance sur le plan technologique. Or celle-ci entraîne une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse et une inflation des coûts. Cette avance technologique aurait dû nous permettre de réduire nos budgets, et c'est le contraire qui se produit. »

> Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

Michelle Yeoh, James Bond girl et vraie actrice

C'EST une sorte de séisme dans la vie de James Bond : pour la première fois la pin-up de service, plus connue sous le nom de James Bond girl, n'a pas été



Demain meurt jamais, est une véritable comédienne. Son regard fondant et espiègle confirme que cette femme-fleur, capable de mettre en déroute six ou sept voyous par nuer à se comporter en « dinosaure

quelques coups de pieds bien sentis, est un être humain à part en-

Si elle se réjouit d'un tel retournement, Michelle Yeoh n'y voit qu'une étape prévisible dans la vie d'un héros qui se doit d'être synchrone avec son époque : « La première fais que j'ai vu dame Judi Dench dans le rôle de M., le patron des services secrets, ie me suis dit qu'an allait dans la bonne voie. » Une direction somme toute logique puisqu'elle correspondait à l'exacte réalité, le nouveau patron des services secrets anglais étant une femme. James Bond, homme des années 90, ne pouvait donc contimisogyne ». « Quand j'ai entendu cette réflexion que lui faisait M. dans Goldeneye, l'ai bondi de joie à l'idée que quelqu'un avoit enfin songé à lui river san clau ., se souvient Mi-

chelle Yeoh, hilare. Demain ne meurt jamais sonne aussi comme l'heure d'une exquise revanche pour cette actrice venue du cinéma de Hongkong, un univers qu'elle qualifie d' « asservi par l'hamme pour l'homme ». Oanseuse classique de formation, elle étudie la chorégraphie et le hallet à Londres, tout en allant assidument au cinéma avec son jeune frère voir tous les films de James Bond.

MISS MALAISIE

Au début des années 80, Michelle Yeoh, devenue Miss Malaisie, est courtisée par la puh. Son premier spot, réalisé à Hongkong, scelle son destin d'actrice : son partenaire n'est autre que Jackie Chan, la star du film d'action. Cette apparition publicitaire l'amène naturellement à prendre le chemin des studios. * J'étais taujours l'infirmière, ou l'assistante sociale, ou l'institutrice qui prodiguait ses bienfaits et qui, invariablement, était menocée par des bandes de voyous. Il est arrivé un moment où i'ai eu envie mai aussi d'en découdre, d'être dans l'action. - Elle se met à l'étude des arts martiaux, s'entraîne douze heures par jour pour maîtriser les mouvements et les règles du combat au cinéma, c'est-à-dire frapper son adversaire sans casser les os.

Elle disparaît ensuite des écrans pendant trois ans pour cause de mariage, puis de divorce. Une proposition de Jackie Chan lui parvient alors. « J'aimais bien Jackie Chan. Mais quand i ollais voir ses films j'étais effarée par les rôles qu'on fuisait tenir oux femmes! Pour l'essenticl, elles lui courgient oprès en hurlant : "Jackie je t'aime !". Pour moi. Jackie Chan à travers ses films était

un cochon de màle misogyne. Je lui ai donc fait savoir que je serais enchantée de tourner avec lui à condition d'être d'égale à égal. »

Ce sera Supercop, de Stanley Tong, qui lui vaut l'admiration éperdue d'Oliver Stone et de Quentin Tarantino. Elle aurait pu tourner avec John Woo, mais elle a laissé passer l'offre. « Parce que j'avais deux outres films en préparation à ce moment-là. >

L'intérêt de la carrière de Michelle Yeoh ne s'arrête pas à une parfaite maîtrise des arts martiaux. Il réside aussi dans son aptitude à créer des passerelles entre plusieurs histoires et plusieurs mondes. Ainsi The Saong Sisters, présenté au dernier Festival de Toronto, qui raconte l'extraordinaire destinée des trois sœurs 500ng: l'une épouse Tchang Kai Tchek, l'autre Sun Yat Sen, et la troisième l'homme qui financera les deux

Tourné en Chine sous la direc-

premiers.

tion de Mabel Cheung, une réalisatrice de Hongkong (qui depuis la rétrocession préfère se faire appeler Cheung Yueng-tin), aux côtés de Vivien Wu et de Maggie Cheung, la muse d'Irma Vep, dernier film d'Olivier Assayas, le film a permis à Michelle Yeoh de découvrir sa nouvelle patrie. . La première fois que je me suis promenée dans les rues de Pékin, j'ai eu le souffle coupé par tont de beauté. L'aspect cosmopolite de lo ville n'est pas sans rappeler Hongkong, mais je me suis vite sentie différente, alors aue je parle chinois. Je crois que la Chine est dans la bonne direction, il ne faut pas décourager ses efforts. » Et, sur ce point précis, Michelle Yeoh est particulièrement reconnaissante aux scénaristes dn dernier James Bond d'avoir réservé

um beau rôle à la Chine.

Marie Colmant personnage hautement désirable.

007 en guetteur des malaises du monde Demain ne meurt jamais. Luxe, médias et culpabilité

Film américain de Roger Spotdswoode. Avec Pierce Brosnan, Jonathan Pryce, Michelle Yeoh. (1 b 55.)

Avec la régularité d'une horloge à coucou qui ne sortirait que tous les deux ans, le dix-huitième épisode de James Bond - si l'on excepte en 1985 l'hérétique Jamais plus jamais et son Sean Connery perruqué - arrive mercredi 17 décembre sur les écrans. Demain ne meurt jamais ressemble à la chambre d'une chaîne d'hôtels de luxe, c'est-à-dire un produit haut de gamme, mais standardisé. A ce titre, Pierce Brosnan continue de faire un James Bond présentable. La James Bond girl, l'excellente Michelle Yeoh, fait honneur aux hrunes qui l'ont précédée, comme Claudine Auger dans Opération Tannerre. La BMW, qui supplante la légendaire Aston-Martin, est truffée de nouveaux gadgets, et Ricky Jay, visage carnassier et cheveux hlonds coupés ras, symp-tômes chroniques du mai dans la grammaire bondienne, incarne à

merveille l'Aryen bête et méchant. Il y a pourtant quelque chose de pourti dans le royaume de Bond, que l'on sentait déjà poindre dans Coldeneye. Après les années de disette, symbolisées par le Bond version Timothy Dalton, austère, dépressif, monogame (sida ohlige), qui avait failli tuer la série, est arrivé un nouveau 007, extraverti, polygame, converti au luxe et à la houre. L'étalage de ses richesses, symbolisées par les multiples partenariats conclus entre ses producteurs et diverses compagnies commerciales, le rétablit dans son emploi de portemanteau et d'homme-sandwich, c'est-à-dire un

Mais ce désir aurait un goût d'inachevé sans culpabilité. C'est ce qui manquait à Bond depuis plusieurs années: une angoisse digne de ce nom, plus qu'un méchant au sadisme estampillé.

Après s'être déhattu dans la confusion de l'après-guerre froide, James Bond s'est trouvé un nouvel adversaire à sa taille, un authentique Docteur Mabuse capable de faire oublier l'affrontement Est-Ouest. Cette créature hybride, fruit de l'union de Rupert Murdoch et de Robert Maxwell, est le patron d'un empire médiatique prêt à déclencher une guerre entre la Grande-Bretagne et la Chine afin de s'en assurer auparavant l'exclusivité sur ses chaînes et ses journaux. Le situationnisme de James Bond arrive à point pour désamorcer la crise, et pointer au passage une question lancinante qui a forcément germé dans la tête de n'importe quel spectateur : comment s'y retrouver dans ce magma d'alliances et de regroupements entre grands groupes de communication? Ce que l'on

comprend mal inquiète. James Bond contre Docteur No contenait une utopie fondatrice liée à son amateurisme : entre son méchant sorti d'un hôpital psychiatrique et ses effets spéciaux dignes de Caltiki, le monstre immortel, il n'était manifestement pas fait pour durer. Auparavant, James Bond était commandité pour nous guérir des dangers, aussi nets que le noir et blanc de notre télévision, qui allaient mettre à bas notre civilisation. Cette tache ne suffisant plus, il se trouve désormais investi d'une autre mission, de longue durée, et donc plus rentable : nous informer des malaises de celle-ci.

111576

Notez bien dans votre agenda: demander "l'Agenda de Noël". L^{\prime} Agenda de Noël, une jolie idée pour tout savoir sur les fêtes d'ARTE

et sur les fêtes de Noël en Europe. Alors en achetant "Le Monde", n'oubliez pas de le réclamer à votre marchand de journaux qui vous l'offrira!

Votre Agenda de Noël vous attend en kiosque avec "Le Monde" daté du samedi 20.





AMAIS met le hime de croisée le partire de Robert Manne Porto engage sa renaissance culturelle

La deuxième ville portugaise tente de combler son retard

PORTO

ruse des médias

. g. - - 2.

de notre envoyée spéciale En deux ans seulement, depuis 1995, trois théâtres ont été construits ou rénovés en profondeur à Porto. Un autre ouvre eo 1998. Un festival international de théâtre et musique a été créé, dont la première édition se terminera le 22 décembre. Le coeur de la ville a été classé comme patrimoine mondial par l'Unesco. Le Centre national de la photographie a été inauguré dans les murs d'une ancienne prison. En mars 1999, ouvrira un musée d'art contemporain, dessiné par l'architecte Alvaro Siza. l'une des deux célébrités artistiques maieures de Porto, avec le cinéaste Manoel de Oliveira.

STATE OF THE PROPERTY OF THE P

The state of the s

1.3 -200

4.42

1100

一次 原立二章

· · · · · ::::

* 1125

1.00 (2.22)

··· ·· - =

. . .

1000

7410

eres ramaig

2000 2015

1 1 7 7 . 2

**** <u>**</u>

** * * ************

1.127

10.000

La vieille ville laborieuse renoue avec la frénésie fantasque de son âge d'or, ce XVIII siècle au cours duquel elle s'est couverte de moouments plus baroques les uns que les antres. Ce n'est plus l'argent du porto qui finance cette embellie, mais celui de l'Europe, démultiplié par un fort volontarisme politique. La mairie (socialiste) de Porto partage un même souci avec le ministre de la culture, le philosophe Mannel Maria Carrilho (voir Le Monde du 12 novembre): doter le pays d'un deuxième pôle culturel après Lis-

L'essor spectaculaire est à la mesure du retard accumulé. « L'Inquisition – qui interdisait le théâtre – o duré un siècle de plus qu'en Espagne. C'est un siècle de perdu pour lo dromoturgie portugaise. Au XX siècle, nous avons subi quo-

rante-neuf années de fascisme », observe Ricardo Pais, directeur du Teatro nacional San Joan et du nouveau festival appelé Ponti (Porto natal teatro internacional). «La révolution de 1974 o fait pression sur les ortistes vers un engagement politique. Finalement, il n'y o qu'une dizaine d'années qu'ils sont vraiment libres de créer », estime de son côté logo Fernandez, directeur adjoint du futur musée d'art contemporain.

OUVERTURE INTERNATIONALE La deuxième ville du pays, capi-

tale du Nord, a longtemps vécu repliée sur elle-même, tournant le dos à la fois à Lisbonne, vérue comme une rivale, et à l'Espagne toute proche. « Nous avons besoin de tout voir, d'être exposés à toutes les expériences de créotion », affirme Ricardo Pais. Ce metteur en scène a pris en janvier 1996 la direction du Teatro nacional Sao Joao. Ancienne Institution classique de centre-ville, dédiée au répertoire lyrique, cette élégante salle à l'italienne a été entièrement restaurée en 1995. L'accueil de spectacles portugais et étrangers constitue sa nouvelle mission, avec le désir de confronter le public de Porto aux grandes créations européennes: « Nous n'avons pas l'obsession de l'héritage portugais. »

A l'automne, le Teatro nacional Sao Joao a ainsi invité le metteur en scène italien Giorgio Barberio Corsetti. Le festival Ponti présente dans cinq salles de Porto dix-sept spectacles, dont une majorité d'étrangers : les Trois Sours, mis en

scène par le Lituanieo Elmuntas Nekrosius : les créations du Ouébécois Robert Lepage, de l'Italien Mario Martone, des Français Stéphane Braunschweig et Jérôme Deschamps... La première édition de ce festival rencontre un succès public: les spectateurs, à dominante jeune dans cette ville de 60 000 étudiants, remplissent les salles tous les soirs.

«Aujourd'hui, le public est de plus en plus jeune et varié », observe Isabel Alves Costa, directrice dn Teatro Rivoli, l'autre grande institution de Porto, financée par la ville. Fermé pendant deux ans pour travaux, le bâtiment années 30 a rouvert en octobre, avec une programmmation presque quotidienne.

Le Teatro Rivoli a présenté, cet autompe, un festival de cinéma africain, un cycle consacré au dramaturge allemand Heiner Muller ou encore la création de Mind da gap, une compagnie locale de danse hip-hop. . En danse contemporainc, les jeunes Portugais ont tout de suite trouvé un chemin europêen, car il n'y avait pas de trodstion ici », explique Isabel Alves

Cette dynamique a permis l'ouverture d'une salle, associée à une école de formation artistique professionnelle, consacrée à la danse et au théâtre, le Balleteatro. En 1995, ce bâtiment neuf s'est ouvert avec une salle de deux cents places, plusieurs studios de danse, un local permanent pour la compagnie d'Isabel Barros, la directrice de Balleteatro. « C'est un



Carlos Pimenta et Suzanna Borges dans « Peep Show », de Luis Assis, un spectacle du Festival Ponti.

lieu nour diffuser les nouvelles ten- cardo Pais. « Il nous jout des terridances ou les compagnies alternatives. Nous avons par exemple invite la chorégraphe française Mathiloe Monnier », explique Isabel Barros.

Le Teatro Campo Allegre, qui doit ouvrir en 1998, est doté de trois salles de spectacles, d'une galerie d'exposition, d'une résidence d'artistes. Le musée d'art contemporain abritera un auditorium pour des spectacles. « C'est par la culture que le Portugal peut exister en Europe et non par l'économie, un domaine oans lequei il n'a rien de spécifique o apporter », estime Ri-

toires ou les artistes se sentent libres de créer, d'exprimer leur vision singulière du monde, sans chercher spéciolement à fobriquer une culture portugaise. C'est ce que fait

le cinéaste Oliveira : il ne crée jo-

mais avec la volonte de « foire por-

rugais » et pourtont il enrichit notre

Catherine Bédarida

* Festival Ponti, à Porto, jusqu'au 22 décembre. Tél.: 00-351-2-208DÉPÊCHES

■ MUSIQUES: la ville de Boulogne-Billanconrt (Hauts-de-Seine) a fait savoir, lundi 15 décembre, qu'elle veut convaincre la société qui exploite le Parc des princes de ne plus y organiser de concerts, sous peine de poursuites judiciaires. La ville invoque un rapport faisant état de nuisances sonores « huit jois supérieures à la limite maximum imposée par le décret du 18 avril 1995 », enregistrées lors des concerts de Michael Jacksoo (27 juio) et du groupe U2

■ Le concours international de quatuor à cordes d'Evlan sera transféré à Bordeaux à l'automne 1999, a annoncé, le 14 décembre, le violoncelliste Alain Meunier, animateur de cette compétition bien-

■ MUSÉE: le comité d'organisation du Muséum national d'histoire naturelle, qui craint un démantélement de cette institution lors de la création du musée dit des arts premiers, a invité « tous les personnels » à rejoindre la délégation qui devait rencontrer, mardi 16 décembre à 10 beures, Claude Allègre, ministère de l'éducation nationale. Ce comité demande la préservation de l'intégrité du Muséum, donc le maintien du Musée de l'homme en son sein.

■ La Fondation Cartier pour Part contemporain, à Paris, ferme ses espaces d'expositions, pour travaux, entre le 16 décembre et le 21 janvier 1998.

■ CINÉMA: le réalisateur égyptien Youssef Chahine recevra, vendredi 19 décembre, le doctorat honoris cousa de l'université Paris-VIII (Vincennes-Saint-Denis).

La crise de l'art contemporain, version sud-africaine

JOHANNESBURG

de notre correspondant L'Afrique du Sud et l'art contemporain ont frôlé le divorce. Láchée par son principai sponsor au beau milieu de l'événement, la 1º biennale de Johannesburg devait fermer ses portes vendredi 12 décembre, plus d'un mois avant la date prévue. A la dernière minute; une subvention du ministère de la culture a permis la prolongation des expositions, quitte à en fermer une partie pour la période de Noël. Quelques jours plus tôt, la municipalité avait provoqué une surprise mêlée de fureur chez les organisateurs et les artistes en décidant d'interrompre son partenariat pour cause de difficultés financières. Quasiment en faillite, la ville de Johannesburg cherche à faire des économies.

DÉSAVEU ET DÉSARROI

Même si elle est officiellement motivée pour des raisons financières, la décision de la municipalité a valeur de désaveu pour la biennale. Elle s'inscrit dans un climat de controverse et d'incompréhension. Déconcertés par un art contemporain trop conceptuel à leur goût, une partie des critiques sud-africains ont déclenché une véritable polémique par voie de presse. A coups d'articles incendiaires, ils ont dénoncé "l'obscurantisme de rigueur » des œuvres, qualifiées de « private jokes faites par l'élite ortistique pour l'élite

Le commissaire de la biennale, Okwui Enwezor, Nigérian installé à New York, n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour essayer de dissiper le malentendu. Invité d'une célèbre émission à la radio, ce critique et éditeur d'art reconnu a puisé dans ses réserves de pédagogie pour répondre aux demandes d'explication

d'auditeurs frustrés par l'absence de notes explicatives au bas des œuvres. Le public n'a pas semblé convaincu. Il n'est pas venu en masse où s'est montré désemparé. Un groupe de visiteurs s'est ainsi longuement interrogé, à voix haute, autour d'une œuvre vidéo, pour savoir si les tressautements du projecteur étalent voulus par l'artiste ou s'il s'agissait d'un

En invitant 160 artistes venus de 60 pays différents, M. Enwezor voulait faire de la blennale un événement majeur sur l'agenda de l'art contemporain international. Autour du concept de « routes du commerce », il souhaitait interpeller les Sud-Africains sur la piace et l'identité de l'art dans la tourmente de la mondialisation. Le thème semblait porteur dans un pays en train de s'ouvrir au reste du monde après les années de apartheid. Le commissaire affirmait qu'une telle manifestation est un « lieu d'échonge des idées » qu' peut contribuer au changement.

Mais le projet s'est révélé trop ambitieux pour un public coupé, pendant des décennies, de tout contact avec l'art contemporain et préoccupé avant tout, dans sa grande majorité, par les difficultés de la vie quotidienne. La décision de la municipalité de faire peser ses efforts d'austérité sur une manifestation artistique en dit long, d'ailleurs, sur la place accordée à la culture dans une société en pleine reconstruction. Dépité, un artiste et critique s'est indigné, dans la presse, du manque de respect et de perspective pour l'art en Afrique du Sud. En signe de protestation, il s'est demandé s'il n'était pas temps pour les artistes de quitter le pays.

Frédéric Chambon

Le Festival d'automne 1997 a attiré plus de 127 000 spectateurs

Festival d'automne à Paris, le 21 décembre à l'issue de la dernière représentation de La Cerisaie, de Tchekhov, dans une mise en scène de Peter Zadek à la MC 93 de Bobigny, l'équipe de direction du festival peut dresser un bilan très positif de cette XXVI édition. Qui a rassemblé 127 220 spectateurs, soit 11 000 de plus qu'en 1996. Ce total n'atteint pas le score record de l'éditioo 1995 - 161 000 spectateurs, chiffre dû essentiellemeot à trois spectacles phares, C'est mognifique, Dans lo solitude des champs de co-

ton et Decodex Les bons chiffres de 1997 sont dus au succès d'un remarquable programme japonais, dont les formes traditionnelles (bunraku, kabuki, nő) et cootemporaines (Teshigawara, Dumb Type et Kawamata) ont réuni 67 000 spectateurs payants. Le spectacle de Dumb Type, [OR], se paie le luxe d'un taux de remplissage de 122 % 1

AVANT MEME la clôture du par La Maladie de lo mort, de Mar- 4,2 millions à 3,8 millions. En reguerite Duras (23 700 spectateurs : 99 % de remplissage), et Measure for Measure, de Shakespeare, mis en scène par Stéphane Braunschweig (7700 spectateurs; 100 %). Succès encore pour le programme danse, qui a réuni 10 120 spectateurs antour de Baryshnikov (6 400 spectateurs; 107 %), DV8 (1500 spectateurs, 95 %), et Boris Charmatz (1 400 spectateurs, 105 %). Le programme musical a commencé en fanfare avec les Mosiciens du Nil (5 100 spectateurs; 102 %) tandis que les concerts Heiner Goebbels et Morton Feldman réunissaient chacun plus de 2 000 spectateurs. Pour la première fois, plusieurs spectacles du festival comme les Musiciens du Nil et le kabuki, oot été présentés à Bordeaux, à l'invitation de l'Opéra, et ont connu le même engoue-

Pour l'édition 1997, le niveau de l'aide de l'Etat (9 millions de francs Le théâtre a tenu soo rang avec contre 6,7 millions en 1996), l'aide 38 900 spectateurs attirés surtout de la Ville de Paris reculant de

vanche, le mécénat direct, grâce au soutien des Japonais de Shiseido surtout, est passé de 2 à 3 millions de francs. Le mécénat indirect du programme japonais a atteint 10 millions de francs.

1998 sera marqué par un important programme chinois (opéra Kungu, Tan Dun, Peter Sellars, Guo Weojiog...), par un programme théâtral autour de « la littérature russe sur la scène européenne» (servi par Piotr Fomenko, Luca Ronconi et Julie Brochen). On annonce aussi le retour de Klaus Grüber, Robert Lepage et Robert Wilson. Important programme de danse avec la Compagnie Martha Graham, Bill T. Jooes, Georges Appaix, Boris Charmatz... Stockhausen, Lachenmann, Kurtag, Nono, Hober, Ustvolskaia et Oehring seront les têtes d'affiche d'un programme musical sur quatre ans, dont le premier vosubvention du festival a été ren- let est intitulé « Cycles, fresques et force grace à l'angmentation de miniatures, formes majeures composées après 1965 ».

Olivier Schmitt



La jeunesse de Bertolt Brecht éclairée par celle de Stéphane Braunschweig

Tous les contrastes de « Dans la jungle des villes » redécouverts à Orléans

Œuvre de jeunesse de Brecht (il avait vingt-trois décor noir et blanc, la mise en scène de Sté-ans), Dans la jungle des villes est reprise pour la phane Braunschweig au Carré Saint-Vincent deux remarquables interprètes : Philippe Clévetroisième fois en deux mois en France. Dans un

d'Orleans éclaire magnifiquement une pièce not et Olivier Cruveiller.

de Bertolt Brecht. Mise en scène: Stéphane Braunschweig. Avec Jean-Pierre Bagot, Christophe Bouisse, Philippe Clevenot, Olivier Cruvellier, Gilles David, Georges Gagnéré, Yedwart Ingey, Evelyne Istria, Flore Lefebvre des Noettes, Gaillanme Lévèque, Catherine Vinatier.

DANS LA IUNGLE DES VILLES.

LE CARRÉ SAINT-VINCENT, OTléans (Loiret). Tél.: 02-38-62-75-30. A 20 h 30. Jusqu'au 18 décembre. Durée : 3 h. Reprise du 8 janvier au 22 février au Théatre de la Colline à Paris. Tél.: 01-44-62-52-52.

ORLĖANS

de notre envoyé spécial En moins de deux mois, Dans la jungle des villes aura été mise en scène trois fois en France (Lille, Toulouse, Orléans). La pièce est trop complexe pour y voir simple effet de hasard. C'est un signe : aujourd'hui, à nouveau, les étudiants se dirigent spontanément vers Brecht. Et entendent blen le prendre à la source. Obscurément, ils aspirent à retrouver autour des mots jungle et ville ce qui anime leur désarroi et leur résistance devant les injustices de la cité. Dans la jungle des villes (1921) est d'un Brecht de leur age, flambeur à vif. dont la dimension bbertaire, métaphysique, agacera sérieusement trente ans plus tard l'auteur de L'Opera de quot'sous, au point qu'il la balaiera sous l'appellation

Or c'est précisément cet » idéa-

lisme -- cent pour cent pur Brecht tout de même -. la possibilité « d'aller dans quotre directions, là où d'autres n'en ont qu'une seule » (pour citer un des personnages), qui paraît retenir les metteurs en scène contemporains. L'œuvre, à peu près libre de commentaires, ne l'est pas de pièges. Elle se dérobe à la moindre erreur de distribution, à la première faute de rythme. Nulle autre pièce de Brecht n'expose plus vivement qui s'y engage. Tout se joue dès la première scène, à conquérir sur-le-champ, et à tenir trois heures de rang. Ce dont s'acquitte magnifiquement Stéphane Braunschweig en soumettant l'intelbgence du propos à celle du tempo, dans l'engagement physique sans faille des comédiens.

Nous sommes à Chicago en 1912. Au jeune bibliothécaire Garga (Olivier Cruveiller) et au négociant en bois Shlink (Philippe Clévenot), Brecht demande de

« s'expliquer » à poings nus. Le match est un marché. Un combat à la fois réel et fantasmatique, qui n'aura jamais d'explication. Ce n'est pas son issue qui intéresse Brecht (il y en aura une cependant), mais sa forme. A versus B. Jeune contre vieux. Dialectique de l'empoignade sur fond cedipien: figure de père contre figure de fils et l'enieu que deviennent mère, sœur ou famille ; affrontement de races : lutte de classes ; caractère faustien du récit enfin : Shlink-Mépbisto est un négociant moderne, il ne tente plus d'acheter une ame mais une opinion, tout en se glissant dans la peau de l'autre.

L'échange est placé sous les auspices de Rimbaud. Garga passerait du livre (de la poésie) au trafic de bois (d'armes). Shlink passerait à la poésle. Tentative de renversement, shadow boxing, nous dit Brecht, qui n'accorde qu'une seule ombre aux deux bommes. Assez pour contraindre l'un à disparaître. Braunschweig est parti de l'hypothèse qu'« une outre lagique, celle plus pathologique du jaueur, est venue s'immiscer dans lo pure et saine logique du combot, tel un virus dons un programme : le jaueur jaue pour perdre, et celo, l'adversoire, le sporShlink perd, c'est par erreur sur le nartenaire, sur le terrain, Shlink: « Vous vouliez ma fin, mois je voulois le combat. Pas le physique, mois

Stephane Braunschweig a instal-

lé un décor en noir et blanc, double d'une scène coupée en deux, pour ce trouble jeu de doubles. Pas d'arbitre. La dominante est sadomasochiste: violences verbales et physiques, humiliations subies et recherchées. Pas de pause entre les rounds. La rapidité des reprises est servie par deux combattants de première force. Philippe Clévenot est ce Malais qui vend sa vie à perte. Il promène une carcasse de mort-vivant insensible aux coups. au travail forcé. Sa voix est derrière lui, il va la chercher dans l'aigu de celui qui en a trop vu, agaçant de savoir tout d'avance. Olivier Cruveiller lui oppose magnifiquement son tempérament de footballeur. Il passe en un tournemain de Rimbaud à Tapie, de la chair tendre à la peau dure. Il jette devant lui sa voix profonde, rocailleuse, conscient de sa séduction, capable de passer partout en force. Encore un peu, et il finirait

Jean-Louis Perrier

SORTIR

Les Thugs, Diabologum Deux générations de rockers bruitistes français réunies en un soir. Depuis plus de dix ans, Les Thugs subjuguent par la rigueur janséniste d'un mur du son, félé par endroits de mélodies, Leur nouvel album. Nineteen Samething, les voit pour la première fois se risquer dans leur langue maternelle. Diabologum tire une intense mélancolie du contraste entre une langue blanche et des larsens. Lo Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18^a. M^a Pigalle. Le 17 à 19 heures. Tel.: 01-49-25-89-99. 90 F.

Au départ contrebassiste de jazz, Renaud Garcia-Fons est de cette

Renaud Garcia-Fons tribu d'individus à l'esprit large

avec le guitariste flamenco Penro Soler (CD Suite andalouse/Al Sur). il aborde maintenant le champ des musiques du monne oriental. Espace Hérault, S. rue de la Harpe. Paris 5. M. Saint-Michel. Les 16, 17 et 18 à 20 h 30. Tel. : 01-43-29-86-51. 60 F et 80 F. Hommage à Sam Fuller Les Cahiers du cinémo et la Cinémathèque française rendent bommage au cineaste americain Samuel Fuller, mort le 30 octobre. en présentant deux de ses films : Le Port de lo drogue (1953) et Au-delo de lo gioire (1979). Cinematheque française, salle Grands Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nauvelle, Paris-10. Mº Bonne-Nauvelle. Le 16 0 20 h 30. Tél. : 01-47-04-24-24. 17 F et 28 F.

aimant approcaer tous les rivages. Après la belle reussite de son duo

CHECK-UP textes Edward Bond un spectacle de et avec Carlo Brandt dernière le 21 décembre

GUIDE

Le Cousin

Une soirée « pour annoncer l'hiver avec des fleurs » à la Péniche-Opéra

ADIEU À L'ANNÉE BRAHMS-SCHUBERT, par Jean-Claude Pennetier. Avec Béatrice Gancet (soprano), Catherine Hureau (alto), Eric Trémolières (ténor), Jacques Bona (basse), Jean-Claude Pennetier et Stéphane Leach (piano). Liebeslieder Walzer op. 52 et Neu Liebeslieder Walzer op. 6S, Quatre Chants sérieux op, 121 de Brabms, Lieder et pièces pour plano à quatre mains de Franz Schubert, La Péniche-Opéra, amarrée face au 200, quai de Jemmapes, 75010 Paris, le 15 décembre. Prochains concerts: les 16 et 17 décembre à 21 heures. De 60 à 120 F. Réservation : 01-42-45-18-20.

Les « Coups de cœur » de la Pénicbe-Opéra sont des respirations ponctuant une programmation aventureuse et imaginative, faisant la part belle aux spectacles de musique ancienne, d'opérette, de répertoires rares, de transcrip-Hons ou de création. Amarrées sur

un qual improbable, entre La Villette et la gare du Nord, entre canal Saint-Martin et métro aérien, les péniches jumelles sont un havre de créativité où l'on a passé de nombreuses soirées mêmorables, assis sommairement dans un espace exigu, sans loges, sans coulisses. Le spectacle s'y donne sans chichis et à découvert, pourrait-on dire. Il n'y fait pas bon sonner, et ce n'est pas le vilain piano quart de queue use qui donne à la musique son intérêt premier.

Tout vient de l'envie commune d'inventer à petit prix mais à forte dose d'imagination. Autant dire que la Péniche-Opéra, cabaret expérimental, bénéficie d'un grand capital de sympathie, d'autant plus qu'un musicien aussi exceptionnel que Jean-Claude Pennetier y est depuis toujours associé. Il avalt magnifiquement dirigé Le Vin herbe, de Frank Martin (Le Monde du 21 janvier) ; il est le concepteur et l'animateur de cette soirée de « liquidation » de l'année commémorative Franz Schu-

bert et Johannes Brahms. « Adieu à l'année Schubert... Adieu à l'onnée Brohms... et bonjour à toutes celles que naus vivrans encare avec vous, cher Franz, cher Jahonnes... A quatre voix, à quatre mains, des musiques de cordialité pour annoncer l'hiver avec des fleurs », écrit joliment Pennetier. Quatre chanteurs, un duo de pianistes Jouant ces musiques de cordialité, de conviviante, si proches de l'esprit du cansort de la Renaissance, où les volx et les instruments jouaient pour un cercle restreint. Jean-Claude Pennetier, à quatre

mains (les pièces de Schubert ou la partie d'accompagnement des « valses d'amour », de Brahms) ou seul (accompagnant des Lieder de Schubert ou les Quatre Chonts séneux, de Brahms) mène le tout avec autorité et énergie. Il insuffle une vie endiablée aux ensembles bondissants et légers, modèle la courbe des phrases comme s'il était lui-même chanteur. Pennetier narvient à transcender la mécanlque improbable de l'instru-

par une musicalité extrême, révélant en particulier toute la richesse polypbonique de l'accompagnement des Quotre Chants sérieux. On reste fasciné par tant d'art et de naturel partagés. Partagés par lui-même et non par des chanteurs qui, à l'exception de Jacques Bona, sont désastreux, Parce que la soirée (payante). entre « amis » se voulait légère, et our plaisir « amateur », il falla lui donner tous les gages de réussite artistique et musicale et non compter sur le « capital-sympathie », la table d'hôte et la blanquette annoncée. On ne vient pas à la Péniche pour l'« ambiance » mais pour la musique.

Renaud Machart

INSTANTANÉ EX-VOTOS BRÉSILIENS

Ce sont des photos de photos. Le procedé n'est pas nouveau, mais il est ici magique, emouvant. troublant. Ces images anodines qui s'accumulent et se superposent pour former un collage involontaire dans le cadre, ces clichès de famille comme on peut en punaiser au bureau ou chez soi, sont des ex-votos que Oenis Darzacq a decouverts, puis photographiés, durant le mois d'août, dans la « chapelle des miracles » de l'église NS do Bomfin à Salvador de Bahia (Brésil). Ils représentent des jeunes filles, des enfants, beaucoup de portraits d'identité. des jeunes mariés, des vieiflards. des scènes de vacances et de mé-

Ces milliers d'anonymes ont sorti de leur portefeuille une image d'un proche - ou d'eux-mêmes et l'ont offerte à Oieu. Pour sacraliser un souvenir. Ou pour retrouver un bonheur - nombre de visages éclatent de vie - gommé par une douleur que nous sommes invités à imaginer : maladie, mort,

rupture... Pour ces gens, la photographie est un objet miraculeux. Pour le spectateur, c'est aussi le portrait d'une ville, le métissage des races et des cultures, des individus étrangers les uns aux autres mais qui communient ensemble. Pour Denis Darzacq, c'est une confrontation entre ses sentiments du moment et quelques visages anonymes, isolés parmi des milliers d'autres, qu'il a accueillis pour former des images respectueuses et douloureuses.

Michel Guerrin

* Galerie RE, 56, rue Quincampoix, Paris 4. Tel.: 01-44-54-06-72. Jusqu'au 3 janvier. Entrée libre.

CALLY A

13,1

1 :

1126

72.0

3.55

× :

4.74

...

1, 1,

77. 95 F et 140 F. Les Prédeuses ridicules Betty Boop Confidential dessin anime de Max Fleischer et Oave Fleischer (Etats-Unis, 1 h 24). d'Alain Corneau (France, 1 h 52), avec Alain Chabat, Patrick Timsit, Agnès Jaoul, Marie Trintignant, Samuel Le Bi-

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

han, Caroline Proust. Happy Together de Wong Kar-Wai (Hongkong, 1 h 36), avec Leslie Cheung, Tony Leung, Chang

FILMS NOUVEAUX

Chen. de Kohel Oguri (Japon, 1 h 43), avec

kusho, Masao Imafuku, Akiko Nomura, Masako Yagi. documentaire d'Alain Ferrari (France,

Poussières d'amour de Werner Schroeter (France-Alleagne, 2 h 12), avec Anita Cerquetti, Martha Modi. Rita Gorr, Carole Bouquet, isabelle Huppert.

Les Raisons du cœur de Markus Imhoof (France-Suisse-Allemagne, 1 h 45), avec Elodle Bouchez, Laurent Grévill, Bruno Todeschini, Sylvie

La Souris du Père Noël Dessin animé de Vincent Monluc

de Mark A. Z. Dippé (Etat-Unis, 1 h 30), avec John Leguizamo, Michael Jai White, Martin Shenn. Tempête dans un verre d'eau d'Arnold Barkus (France, 1 h 35), avec Jackie Berroyer, Arnold Barkus, Mania de Medeiros, François Dyrek, Simon Ab-

Use vie moins ordinalre de Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1 h 43), avec Ewan McGregor, Cameron Oiaz, Holly Hunter.

d'Ariel Zeitoun (France, 1 h 35), avec Gérard Depardieu, Michel Boujenah, Elsa Zylberstein, Catherine Jacob, Glna Lollo-brigida, Gad El*ma*leh.

(*) Film interdit aux moins de 12 ans. TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Mi-nitel, 3615-LEMONOE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. Oe 12 h 30 à 20 heures, du mardi au same-di : de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Compagnie Anne Dreyfus
Anne Oreyfus: Au-dessus du noir,
Café de la danse, 5, passage Louis-Phi-lippe, Paris 11° M° Bastille. 20 heures, le

15. Tél. 01-47-00-57-59. Compagnie Larsen Stéphanie Aubin : La Théorie des quatre

Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14°. Mº Cité-Universitaire. 20 h 30, le 15. Tél. : 01-45-89-38-69, I10 F. de et par Philippe Genty.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4-. Mª Châtelet. 20 h 30, le 16. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F. Khôn, théâtre dansé et masqué de Bangkok, par le Theatre national de

Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18º. Mº Ab-

de Molière, mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Makeieff, avec sr. alternance Jean-Marc Bihour, Olivier Broche, Lorella Gravotta, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, Camille Grandville, Robert Horn, Bruno Lochet, Yolande Moreau, François Morel, Olivie: aladin et François Toumrakine. Théâtre national de l'Odéon, 1. place Paul-Claudel, Paris & Mr Odéon.

20 heures, le 16. Tél. : 01-14-41-36-36. De 30 F à 170 F. Achille Tonic dans le Cabaret Citrouille Vadim Sher, avec Corinne Benizio, Gilles Bénizio, Isabelle Caubère, Luisa de Mar-tini, Philippe Risler et Vadim 5her. Chapiteau, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13°. M. Austerlitz, Quai-de-la-Gare 20 h 30, le 16. Tel.: 01-45-85-19-09. 70 ?

Le Quatuor : il pleut des cordes mise en scene d'Alain Sachs, avec Laurent Vercambre, Pierre Ganem, C., Laurent Grade et Jean-Gaude Camors. Théátre du Palais-Royal, 38, rue Mont-pensier, Paris I*. M° Palais-Royal. 20 h 30, le 16. Tél.: 01-42-97-59-81. De 70 F à 240 F.

RÉSERVATIONS

Der Kirschgarten/La Cerisaie Mise en scène de Peter Zadek. MC 93, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. M° Bobigny-Pablo-Picasso. Les 19, 20 et 21 décembre. Tél. 01-41-60-72-72. De

60 F à 140 F. Spectade en langue alle-Et soudain, des nuits d'éveil

d'Hélène Cixous, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre 🕴 Cartoucherie-Théatre du Soleil mute

du Champ-de-Manœuvres, Paris 12: Mr Château-de-Vincernes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. A partir du 26 décembre, 19 heures, du mardi au samedi ; 13 heures, dimanche. Tel. : 01-43-74-24-08. 110 F et 150 F

Carmen Linares (chanteuse), Eduardo Serrano El GOito (danseur), dans un spectacle intitule Raices gitanas. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1º. Mº Châtelet. Du 23 au 31 décembre. Tél.: 01-40-28-28-40. De 50 F à 210 F.

Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11°. Mº Bastilla. Du 23 au 27 décembre. Tél.: 01-49-87-53-53. 120 F.

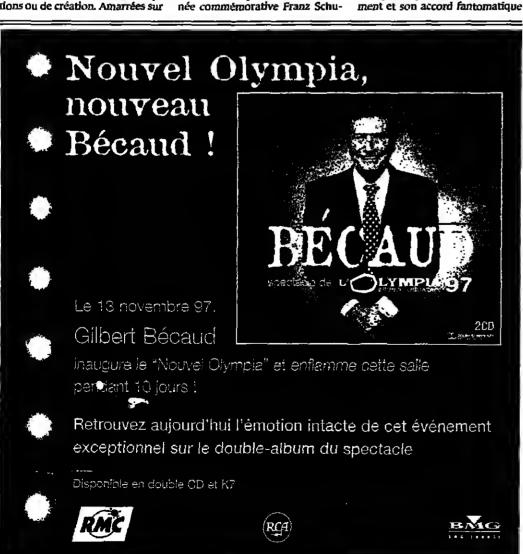
DERNIERS JOURS

18 décembre : Apologétique d'Olivier Py et Jean-Damien Barbin, mise en scène d'Olivier Py. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20°. Mº Gambetta. Mardi à 19 h 30 ; mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F* à

20 décembre : A trois mains de Bruno Bayen, mise en scène de l'au-

teur. Maison de la culture, 1, boulevard Lé-nine, 93 Bobigny. Mardi, mercredi, ven-dredi, samedi, à 21 heures ; jeudi, à 19 heures. Tél.: 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

28 décembre : Takashi Naraha (lauréat du prix Bourdelle 1995) Musée Bourdelle, 18, rue Armoine-Bourdelle, Paris 15. M. Montparnasse-Bienvenüe. Tél.: 01-49-54-73-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi et fêtes. 27 f.



Richard Bouton, défenseur du « contrat de confiance » entre patient et médecin, dénonce les liens qui unissent les journaux spécialisés à l'industrie pharmaceutique et les accuse d'orchestrer une « vaste entreprise de manipulation »

decin laisse une « carte blanche »

jours, malgré l'obstruction de l'op-

positioo, le vote de son texte. Sans

doute aura-t-il fait montre d'une

grande patience et fait faire au

premier ministre l'économie d'un

49/3. Mais il aura été le premier

des ministres du gouvernement

mis très sérieusement en difficulté

à l'Assemblée, Ministre atypique

du gouvernement, Jean-Pierre

Chevenement aura été au fond le

premier à expérimenter et à vivre

concrètement avec ce débat la fin

de l'état de grâce, la fin du temps

Con peut comprendre que la Tur-

quie se sente maltraitée par

des victoires faciles.

ENTRE le docteur Richard Bouton et la presse médicale, le torchon brûle presque quotidiennement. Président de MG-France, seul syndicat de médecins favorable au plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, il défend notamment le «controt de confionce » entre patient et médecin, appelé aussi « médecin ré-

férent ». Lassé du traitement réservé à ce dossier dans les publications spécialisées, Richard Bouton a réclamé, à la mi-novembre, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la presse médicale, en l'accusant d'être à l'origine d'une « vaste entreprise de manipulation » à l'égard du corps médical.

Dénonçant les liens financiers de ces périodiques avec l'industrie pharmaceutique, le président de MG-France a estimé, dans un communiqué, que la presse médicale est «uniquement destinée ou conditionnement idéologique des médecins libéraux», que son objectif est de « pousser les médecins à faire obstacle à toute réforme tendant à rationaliser le système et à maîtriser ses dépenses, notamment pharmaceutiques »:

VIVES RÉACTIONS

SUR LA TOILE

WANTED

ricain. - (AFP)

DANS LES VOSGES

Cette volée de bois vert a provoqué de vives réactions au sem des titres concernés. Ainsi, dans son édition du 1º décembre, Le Quotidien du médecin a publié « quelques-unes des nombreuses lettres de soutien »: «Le docteur Bouton demonde l'intervention du Parlement pour contrôler lo presse médicole:

■ Selon le Sunday Times, le minis-tère de l'intérieur britannique envi-sage de crécr un site Web affichant

le portrait et la description des cri-

minels les plus recherchés par la po-

lice, en s'inspirant de l'expérience

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

■ Depuis le début du mois, plus de

80 magasins du centre-ville d'Epinal

(Vosges) sont présents sur Cyberci-

té, un site Web de commerce élec-

tronique. Les clients circulent dans

des boutiques virtuelles, de la confi-

serie à la bijouterie, choisissent les

produits grâce à des photos et des

descriptions, et effectueot leurs

paiements par carte bancaire. Selon

les responsables de la société ADN-

WSF, qui gère l'opération, de nom-

breux internautes viennent visiter

Cybercité en curieux, mais les actes

d'achat sont encore rares. - (AFP.)

■ Frank Sinatra, qui fête ses quatre-

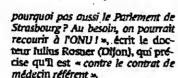
vingt-deux ans, a déjà reçu plus de

100 000 cartes de vœux virtuelles

sur son site Web official. Elles seront imprimées, reliées et livrées au

chanteur dans sa propriété. - (AP)

ANNIVERSAIRE



Un autre médecin de Dijon, le docteur Régis Giet, estime que « Richord Bouton a été jorme dans le moule marxiste-léniniste des aficionodos de mai 68 » et qu'il « tente d'oppliquer ou monde médical les théories de lutte de classes (...). Reconnoissons qu'il est moins rigolo que le regretté Georges Morchois Dans son édition du mercredi

Con n'attendait pas du ministre

de l'intérieur Jean-Pierre Chevène-

meot qu'il soft un acteur de se-

cond rang dans le gouvernement

de la gauche plurielle. En raison de

sa stature et de son expérience:

aussi chahuté qu'ait été son par-

cours ministériel, personne oe nie

ses qualités d'homme d'Etat. En

raisoo de son caractère : cet

homme qui a fait de la République

sa référence et son combat et qui

estime que le socialisme est là où il

est, n'a pas l'habitude de se taire,

on le sait. C'est bien sûr la bataille

législative sur la question de l'im-

migration qui le met en vedette. Et

pas tout à fait à son avantage, c'est

le moins que l'on puisse dire. Sans

doute obtiendra-t-il dans quelques

DANS LA PRESSE

FRANCE INTER

au docteur Dinorino Cabrera, président du Syndicat des médecins li-10 décembre, Le Quotidien du mébéraux. Evoquant le lancement possible d'une nouvelle publication, ce médecin parle de . petits caperaux en moi de pouvoir » qui d'une presse spéciole (...) » qualifiée plus loin de « Pravdo »,

Dans le même ouméro, le docteur Jean Gras apporte le soutien de la Fédération des médecins de France au journal : « Les lecteurs du Quotidien ne sont pas des lecteurs monipules et ideologiquement thonnes mais, ou contraire, ils sont de plus en plus nombreux o etre ottochés o leur Quotidien, où ils trouvent des informations et une jarmation qui leur comiennent, comme en témoiene le nombre de vos abon-

concret à court terme. Mais Anka-

ra se trompe gravement en se dra-

pant dans sa dignité offensée et en

interrompant, comme elle l'a an-

noncé, le dialogue avec l'Europe.

Les cooditions européennes

peuvent être excessives et sont

toujours discutables, mais refuser

de s'en laisser imposer une seule

d'entre elles, position adoptée par

le gouvernement turc, constitue

un sérieux manque de maturité

politique. Tous les membres de la

communauté européenne ont eu à

accepter de telles conditions pour

parvenir à une plus grande homo-

généité. Ceux qui adhéreront à

l'avenir auront également à subir

un processus d'adaptation ana-

nes. » Richard Bouton est encore à la « une » du Ponorama du médecin (daté hmdi 8 décembre). «Le premier sondage réalisé après la décloration de guerre à la presse médicole foite par Richord Bouton est sans oppel: dons notre baromètre Panorama-Sofres, le patron de MG-France continue sa descente aux enfers », écrit Hervé Karleskind dans un éditorial intitulé « Dr. Faust ».

Dans le même numéro, un sondage Sofres réalisé auprès de 246 médecins généralistes indique que « 15 % des médecins ourgient choisi l'option médecin référent ».

Kyoto à propos du réchauffement

de la planète. Le premier est que

cet événement devrait conduire à

une entreprise à caractère histo-

rique dans le domaine de l'envi-

ronnement. Si les pays industriali-

sés appliquent ce qu'ils ont promis

sur le papier, en réduisant oette-

ment l'utilisation des combus-

tibles fossiles, ils changeront défi-

nitivement la façon dont le monde

produit et consomme l'énergie. Le

second point est que Kyoto n'est

que le début de ce qui promet

d'être un dur combat à Washing-

ton. Obtenir l'approbation du Sé-

nat exige de vaincre les opposants

au traité, dans le monde des af-

faires et celui des syndicats, les-

quels disposent de grandes res-

sources financières, ce qui

demandera au présideot de dé-

penser une somme extraordinaire

Bruno Caussé

dix souffrent de céphalées, mais la musique classique permettrait de les soulager, particulièrement la Symphonie en sol mineur de Mozart K 183 et le Nocturne en mi bémol mojeur de Chop In, d'après le musicothérapeute romain Enrico Caruso. ■ René Laurentin, pour qui la

EN VUE

■ Une foule est venue écouter. vendredi 5 décembre, dans la

basilique de Milan, à l'occasion du 1 600° anniversaire de la mort

de saint Ambroise, le violon de Niccolo Paganini, * merveille qui ovoisine le sommet de la

l'instrument, fabriqué en 1743

luthier de Crémone, conservé à

Gènes, dans le palais Tursi, aux

Colomb, avait été extrait avec

d'infinies précautions de son

coffre-fort de cristal; puis

lentement acheminé sous

escorte policière vers Milan.

Paganini l'appelait « le canon :

■ La revue Rizo psicosomotico

affirme que quatre Italiens sur

pour la puissance de sa « voix ».

côtés des cendres de Christophe

par Ginseppe Bartolomeo

Guarneri del Gesú, célèbre

perfection ». La veille,

lacrymation de la Madonne de Civitavecchia est « un foit », estime que si le phécomène reste inexpliquable, il est tout à fait digne de foi. Les larmes ont la forme de l'Italie, observe le « mariologue ».

■ Salf Kadhafi, fils du présideot libyen, qui, dit-il, pale lui-même ses études à l'International Business School de Vienne, loue également une villa à 8 000 dollars par mois, et une cage au zoo de la ville pour Barney et Fred, ses deux tigres.

En Turquie, les accidents de la circulation soot si meurtriers environ 5 000 victimes chaque année - que le ministre de la santé a Suggéré aux automobilistes de ne plus preodre la route sans emporter un sac mortuaire dans le coffre

de leur voiture.

■ Au XV siècle, Lek Bukagjin, prince albanais, instaura le ~ canon », qui autorise une famille à se venger d'un meurtre eo tuant un mâle de la famille ennemie. Depuis, les Albanais qui ont versé du sang ne cessent d'en reprendre, d'en devoir, d'en répandre. Vingt-cinq mille males vivent actuellement cloitrés dans le nord du pays. Le « canon » menace 8 000 exilés qui n'osent plus rentrer chez eux. Six mille petits garçons sont enfermés pour échapper à la saignée. A Berdica, au nord de Tirana, les Laça ont assassiné le père, le frère et l'oncle d'Anton Gjeçi, neuf ans. Un Gjeçi s'est vengé en tuant un Laça le jour de ses noces. Depuis, Anton reste accoudé à sa fenêtre : « Il doit du song. » Le médecin et le prêtre ont tenté une médiation pour qu'il passe une radioscopie : les Laça ont sorti les fusils.

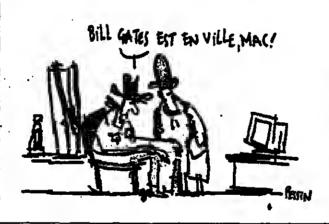
l'Union européenne après avoir reçu comme réponse à sa demande d'adhésion l'invitation à THE NEW YORK TIMES participer à une conférence dont ■ Il y a deux points forts dans l'ac-

www.westerns.com Avec une technique encore balbutiante, une société américaine se lance dans la diffusion de films

elle ne peut rien attendre de cord réalisé la semaine dernière à d'énergie.

VOIR et revoir John Wayne éliminant à lui tout seul les centaines de nors-la-ioi dui mettent le Texa à feu et à sang, Tex Ritter franchissant le Rio Grande pour rattraper des voleurs de bétail ou Roy Rogers séduisant les folies fermières avec ses chansons langoureuses : désormais, les amateurs de vieux westerns peuvent assouvir

leur passion sur internet. La société Audionet, basée à Dallas, a ouvert un site Web diffusant en version intégrale, et sans coupures publicitaires, une dizaine de films de cow-boys des années 30 et 40, plus deux feuilletons datant des débuts de la télévision, le célèbre « Lone Ranger », pionnier du genre, et le « Juge Roy Bean », qui « fait régner lo loi à l'est du Pecos ». Le spectacle commence à tout moment, il suffit de cliquer sur l'affiche du film choisi pour qu'apparaissent aussitôt les premières images. Seule formalité: il faut télécharger le logiciel Netshow, dérivé ludique d'un système de visio-



fait, il serait difficile de faire payer les spectateurs pour un service aussi capricieux. La qualité du son est satisfaisante, mais l'image laisse conférence mis au point par parfois à désirer: elle est cantonnée dans une petite fenêtre en com

A ce jour, tout est gratuit, car le d'écran, et si le débit du réseau desite est encore expérimental. De vient insuffisant, le film peut prendre l'aspect d'une succession d'images fixes. En outre, il s'agit uniquement d'une diffusion en continu, il est impossible de stocker les films sur son disque dur. Pourtant, Audionet, fidèle à la

tradition expérimentale d'Ioternet, a décidé de se lancer sans attendre que tout soit au point. A court terme, son but n'est pas de rivaliser avec la télévisioo sur le terrain de la qualité, mais de s'imposer comme le pionnier d'un nouveau mode de distribution du patrimoine cinématographique: en théorie, un ensemble de banques de données mises en réseau peuvent constituer une gigantesque cinémathèque accessible instantanément en tous points du globe.

De fait, Audionet assure que, malgré ses imperfections, ce produit est en train de trouver son public, non pas dans les foyers, mais dans les eotreprises. Les publicitaires out déjà donné un nom à ce oouveau marché: le « divertissement de bureau », pratiqué par ces millions d'employés qui n'ont pas accès à un téléviseur ni à un magnétoscope sur leur lieu de travail, mais disposent d'une connexion laternet et d'un peu de temps libre pendant la journée.

Noé et les naufragés par Alain Rollat

Eve en bande dessinée. C'est une les animaux à sauver qui voyagent bonne idée. La série animée bri- aujourd'hui à fond de cale; c'est le tannique dont Arte a commencé la bétail humain, dont le commerce diffusion, lundi soir, constitue fait la fortuoe des nouveaux assurément un beau programme négriers. Une seule question éducatif. C'est surtout une bonne venait donc à l'esprit au tenne de idée de l'avoir programmée à cette effarante enquête sur les 19 heures, avant les actualités. Cela boat people de Méditerranée, ou permet de juger les réalités plutôt sur ces cercueils fiortants contemporaines à l'aune des références universelles. C'était un plaisir, par exemple,

dans ce premier épisode consacré

à la Genèse, de retrouver ce brave Noé qui se donne tant de mal, sur grand météorologue, s'apprête à et le nombre des naufragés bien redéciencher le Déluge pour repuscènes qui suivaient, à 20 heures, compagnie de Paul Amar, qui dans le programme d'Arte, de cherchait à comprendre comment times, depuis l'échouage de sa tout expliqué: pour vivre à cinq vier tout de suite...

LA BIBLE en images. Adam et première Arche. Ce ne sont plus avec 2000 F par mois, une fois dont les carcasses encombrent, de nos jours, les rives de cette mer qui fut jadis le berceau d'une civilisation: Noé a-t-il prévu assez de

bouées de sauvetage? Il est à craindre que ses efforts son nouvean chantier naval, ne soient vains. Car notre propre depuis qo'il sait que Yahvé, le bateau prend l'eau de toutes parts, de chez nous ne cesse d'augmennit l'immanité de sa malice. Mais ter. Il y en avait quelques-uns, ce c'était un crève-cœur, au vu des même lundi, sur France 2, en constater que les choses ont bien on peut sumager quand on boit

payés le loyer et les autres charges, « an ne monge qu'une pizzo à 5 F par jour ». Pour « amasser 5 200 F par mois », il est loisible d'« enchaîner trois boulots par jour ». Pour s'endetter à vie sans apport personnel, il suffit de s'en remettre à un marchand de crédits immobiliers sachant abuser les insolvables... En face de ces « accidentés de la

vie », selon l'expression administrative, il y avait un aréopage de banquiers qui dissertaient poliment d'un nouveau concept comptable: «le reste à vivre ». Autrement dit le restant après soustraction: ce qui reste d'aléatoire pour manger ou s'habiller, ou se soigner, ou se distraire, etc., à ceux qoi se retrouvent dans l'embarras d'un tel choix après avoir payé tout le restant obligatoire. Ce cher Noé ferait mieux change, dans les mœurs mari- chaque jour la tasse. Ils lui ont d'aller planter sa vigne pour s'eni-

Christian Colombani Abonnez-vous au Monde

Jusqu a
450F
TOU.
d'économie
soit
semaines
de lecture
GRATUITE
GRAIUITE
Cttr variate jusqu'au 37/10/97.
PROFITEZ DES
高端 マカレイとがつ リンパ・ディ・ヤカエ
D'ABONNEMENT AVANT

	spouner an moude bon.		
□ 3 MOIS - 536 F	☐ 6 MOIS-1038F	1 AN	-1890F
au lieu da 585 F°	au lieu de 1170 F	au lieu	de 2340F
	arlf en France métropolitaine uniqu		
je joins mon règle	ement soit:	F	701 MQ 007
☐ par chèque bancat	e ou postal à l'ordre du M	londe	

Date de validité L_____ Signature:

Code postal:

	Seigique Pays-Bas	Autres pays de l'Union	USA-CANADA	
	Luxembourg Susse	entobeeune	Le Monde « (USPS - 0009729) in published duty for 6 960 per year - Le Monde - 21. Air., rue Cleude-Bernard 75040 Paris Cede, 05. France, pinoticals postage paid of Chargeler.	
1 AN	2068F	2960F	N.Y. U.S., and additioning making others, POSTMASTER Sand address changes to IAIS of R.Y Box 15-18, Changilla	
6 mais	1123F	1560F	N. 4. 129 19 1/16 Peor les abossements gouscits aux USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 2000 Pacific Avenue Sure 404 Vigore	
3 mois	572F	790F	Beach W. 23-451-2983 U.S.ATel: 800-429-30-03	
			Offre valable jusqu'au 31/12/97.	

22 au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

nerniere le 21 deal

GUIDE

 $(1, 1, \omega_1) \in \mathbb{R}$

FILMS DE LA SOIREE

19.00	Viva Villa ! ■ De Jack Conway et Howard Hawks (Etats-Unis, 1934, N., 120 min). Histoire
19.10	Mon gosse de père De Jean de Limur (France, 1930, N.,

20.10 Charile et la chocolaterie ■ De Mel Stuart (Etats-Unis, 1970, 95 mln). Disney Cha

20.30 Les enfants nous regardent
De Vittorio De Sica (Italie, 1942, N., v.o., 85 min).

Ciné Cinéfil 20.30 Le Temps des gitans **E** D'Emir Kusturica (Yougoslavie, 1989, 140 min). Ciné Cinémas

20.30 Droles d'espions ■ De John Landis (Etats-Unis, 1985, 710 min). 20.3S L'Histoire sans fin
De Wolfgang Petersen (GB, 1984, 100 min). 20.50 Twist Again à Moscou De Jean-Marie Poire (France, 1986, 100 min). 20.50 SoleII rouge ■

De Terence Young (France - Italie, 1971, 120 min). Fra 21.5S La Bandera vier (France, 1935, N., Ciné Cinéfil 21.55 Le Pianiste De Claude Gagnori (Canada, 1991, 100 min).

22.30 La Désenchantée 🛮 🖿 De Benoît Jacquot (France, 1990, 80 min). Paris Première 22.30 Le Retour de la Panthère rose De Blake Edwards (Grande-Bretsgne, 1974, 115 min). RTL 9 22.50 L'Expert De Luis Llosa (Etats-Unis, 1994, v.o., 110 min). Ciné Ciném

23.35 The Blind Goddess 23.45 Le Syndrome de Stendhal

22.55 A bout de souffle

0.40 Gremlins II II
De joe Dame (États-Linis, 1984,
Gné Onémas 0.45 Le Bal cola (France - Italie, 1983 115 min). 1.05 The Secret of Convict Lake De Michael Gordon (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfil

1,05 Le Silence de la mer II II II De Jean-Pierre Melville (France, 1 N., 85 min). 5.25 Encore II II

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS 5 22.00 Spécial procès Papon. Histoir

MAGAZINES 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Avec Jacques Villeret; Salary Man; Christian Karembeu; Bernard Lama; Hazelle Goodman. Canal+

22.30 Célébrités. Invités : Cachou : TF 1 22.35 Bouillon de culture. TV 5 23.00 De l'actualité à l'Histoire.

L'indépendance de la lustice. La pilule contraceptive. 23.30 Nimbus. L'Egypte des pharaons entre science et croyances. France 3 0.40 Les Grands Entretiens du Cercle. Invite : Ofivier Roellinger. France 2

DOCUMENTAIRES

18.00 L'Histoire oubliée. [3/6]. 19.15 Hongkong Hanoi. Retour des camps. 20.10 Des hommes

dans la tourmente, [32/32]. 21.00 Roosevelt, un destin pour l'Amérique. [1/2].

21.30 Panama, le canal du défi. 23.15 Mémoires d'une princesse des Indes. 23.30 La Mort mystérieuse d'un démocrate tchèque. Planète

SPORTS EN DIRECT 21.00 Boxe. Championnat 18F, Ahmat Dottuev (Rus.) -Michel Simeon (Bel.).

MUSIQUE

19.00 et 23.50 Ecoute le monde. Cheb Mami. Paris 19.3S Messe en sol majeur de Schubert.

20.00 et 21.15, 22.15, 23.30 Musica.
Macheth. Mise en scène de Graham
Vick, dir. Riccardo Muti, En direct de la
Scala de Milan, diffusé en simultané
sur France-Musique. 21.00 Concert de Deauville. Muzzik 23.00 Brundibar. MICESTR 0.00 Jazz at the Smithsonian. Art Glakey. Muzzik

TELEFILMS: 20.00 La Musique de l'amour. Robers et Clara Schumann. De Jacques Cortal.

20.55 Les Soupçons d'une mère. D'Eric Laneuville.

22.45 Le Domaine de la peur. A De Brian Grant. 0.10 ➤ Culpabilité zéro. De Cédric Kahn.

les mondes parallèles. Un monde d'envahisseur Celui qui s'énervalt.

20.45 Murder One : L'Affaire Jessica. Chapitre XV. Série Club 21.30 Twin Peaks. Episode nº 10. 21.45 Manimal. La femme louve.

23.00 Les Charmes de l'été. 23.00 Nos meilleures années. 23.40 Star Trek: la couvelle génération. L'ennemi (v.c.).

SERIES 18.05 5liders,

18.15 Friends. France 2 19.00 Sentinel, Prométhée

22.55 Angela, 1S ans. Tendres années (v.o.).

20.30 Théroigne de Méricourt. De Miguel Courros.

1.35 Bottom, Terror (v.o.). Canal Simray

MERCREDI 17 DÉCEMBRE -

d'œuvre. - J. S.

Canal Honory

19.05 Walker, Texas Ranger.

0.40 Les Grands Entretiens du Cercle. Invité : Ofivier Roeilinger.

20.50 Ce soir, on passe à la télé.

L'Egypte des pharaons entre science et croyan

0.35 Magazine olympique. 1.00 Rencontres à XV.

1.30 New York District.

FRANCE 3

23.05 Sofr 3. 23.30 Numbus.

CANAL ÷

TÉLÉVISION

En trois jours et trois rencoutres masculines, une lycéenne de dixsept ans, passionnée de Rimbaud 19.50 et 20.45 Météo. et livrée à elle-même, vit les der-20.00 journal, Résultat des courses. 20.50 Twist Again à Moscott Film de Jean-Marie Poiré. niers temps de son adolescence. Signée Beooft Jacquot, une chro-22.30 Célébrités nique vraie, juste, une mise en

0.00 Le docteur mêne Penquête O Orbies de vacances I 0.50 TF1 nuit, Météo. scène fascinante dans sa sobriété. Et Judith Godrèche en fille et femme d'aujourd'hui, obstinée, 1.05 Reportages.

Mamies Miss, la France aussi. éoergique et... désenchantée. - J. S. 1.30 Histoires naturelles.

■ 23.50 France Supervision **FRANCE 2** 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. une nostalgie atlantique 19.20 C'est l'heure. Avec la samba brésilienne et la 19.50 Au nom du sport. morna cap-verdienne, le fado por-20.00 journal, A cheval, Météo. 20.50 Sokell rouge E Film de Terence Young. tugais, sublime expression des ma-

ladies amoureuses ou existen-22.50 Un livre, des livres tielles, serait le produit du 22.55 A bout de souffie
Film de Jean-Luc Godard.
0.25 Journal, Météo. syncrétisme musical afro-européen né au Brésil. Celle qui en a fait un genre universel, Amalia Rodrigues, le chante avec un tel déploiement de sensibilité ou'elle en donne le frisson. A ses côtés dans le film d'Evelyne Ragot, Pedro Magalhaes, 18.55 Le 19-20 de l'information. du groupe Madredeus, et Misia ou 20.01 et 22.55 Météo. 20.05 Fa st la chanter. Paulo Bragançan, représentants du 20.35 > Tout le sport.

NOTRE CHOIX

22.30 Paris Première

La Désenchantée

O Fado,

● 1.05 RTL 9

nouveau fado. - V. Mo.

Le Silence de la mer Après l'armistice de 1940, en France occupée, un vieil homme et sa nièce, retirés à la campagne, sont obligés de loger un officier allemand, intellectuel épris de culture française. Chaque soir, Il vient les saluer et leur parler. Ils ne hii répondent jamais. Cette adaptation par Jean-Pierre Melville d'un récit de Vercors paru clandestinement en 1941 est un superbe poème visuel, une tragédie en vase clos, un hymne à la dignité morale et à la résistance obstinée. Un chef-

➤ En clair jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. 20.30 Le journal du cinéma. 20.35 Empire Records. Film d'Allan Moyle. 22.00 Flash infos. 22.10 Les Affinités électives de Paolo et V

23.45 Le Syndrome de Stendhal 1.40 On m'appelle Providence. Film de Giullo Petroni.

PROGRAMMES

्

ARTE 19.00 ➤ La Bible en images.

19.30 7 1/2 20.00 / N.2 20.00 et 21.15, 22.15, 23.30 Musica. Macbeth, opera de Verdi. En direct de la Scala de Milan, diffusé en simultané sur France-Musique. 22.50 Archives. 20.55 8 1/2 Journal.

0.10 > Culpabilité zéro. Téléfilm de Cédric Kahn. 1.45 Maestro. Un siècle de danse [2.4].

M 6

19.00 SentineL 19.54 6 minutes, Météo. 20.05 Susan ! 20.40 Décrochages info, E = M 6 junior. 20.50 Les Piégeurs du mardi. 21.45 Manimal. La femme lou

...

...

...

٠.:

...

277

. ...

٠٠.

2200

:= .

la Tik

060 · · ·

M. dr

11.25

700

Older :

1.00

1

7....

Sec.

●以一 ₂₀

Ν....

it

. .

Charles M.

Ø. . . .

XI. ·

inc:

Car.

100 4

100 E

rescurrence of the second of t

22.45 Le Domaine de la peur. Téléfim A de Brian Grant. 0.25 Zone interdite. e cozur d'un autre. Fscort Boy

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Giles Beguin 21.00 Poésie studio. Palden Gyal, poète tibétain 22.10 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques. Le silence des épices [1/2].

0.05 Du jour an lendem 0.48 Les Cinglés du music-hail.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra. Macbeth, de Verdi. En direct de la Scala de Milan, diffusé en simultané sur Arte. 0.05 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées. La Scola Canto

CEurres de d'Indy, Albeniz, Magnard, Roussel, Satie, Auric, Martinu. 22.40 Les Solrées... (Suite). CENTES de Bach, Naendel, Scarlatti, Abel, Naydn.

FILMS DU JOUR

13.05 Rain Man De Barry Levinson (Etats-Unis, 1988, 130 min). Gné Cinémas 13.15 Docteur Françoise Gailland De Jean-Louis Bertuccelli (France 1976, 100 min). Fe

13.30 Je vais craquer Je vals craquer = Oe François Leterrier (France, 1980, TV 5 13.30 Madame Sousatzka ■ De John Schlesinger (Grande-Bretagne, 1988, 120 min).

14.05 The Blind Goddess ■ De Narold French (Grande-Bretagne, 1948, N., v.o., 85 min). — Ciné Cinéfil 15.15 Jésus de Montréal De Denys Arcand (Canada, 1989, 120 min). Ciné Cinémas

15.30 Ce cher dispara ■ ■ De Tory Richardson (Etats-Unis, 1965, N., v.o., 120 min). Ciné Cinéfil

13.60 Une heure pour l'emploi.
La Cinquième

14.30 Business humanum est. La FIAC: L'art oseur a osé. La Cinquièn

15.00 Envoyé spécial, les années 90.
La révolution roumaine :
véritable révolution ou gigantesque
machination ? Les Gl's de retour
au Vietnam.
Histoire

16.05 Saga-Cités. Nourritures divines.

La cuisine tamoule.

Le monde des couscous.

18.00 Stars en stock. Dean Martin. Ann Margret. Paris Premièn

Ann Margret. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invités : Peter Lindbergh ;
Marie-Sophie Wilson ; Jean-Jouis
Rorton. Canal +

20.00 20h Paris Première. Paris Première

20.45 Cap'tain Café. France Supervision

20.50 La Marche du Siècle.

Magic London. Invités : Michel Déon,
Dents Mac Shane, jean-Marie
Bergman, Olivier Gaudin France :

21.00 Envoyé spécial, les années 90.
La bête sous la manche.
Le ouvernement notonais en eril

22.35 Ca se discute. Peut-on apprendre à lire et à écrire à tout âge ? France 2

23.00 Le Magazine de l'Histoire. Invites : Nervé Drévillon ; Pierre Assouline ; Frédéric Ferney.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

La bête sous la manche. Le gouvernement polonais en exil. N istoire

20.45 ➤ Les Mercredis de l'Histoire.

19.00 De l'actualité à l'Histoire. L'Indépendance de la justice. La pilule contraceptive.

20.00 Faut pas réver, Invité : Bertrand Blier.

21.00 Paris modes. Hommage

22.35 Savoir plus santé. La folie

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

23.20 Un siècle d'écrivains. Roger Grenier.

On peut voir.

■ Ne pas mariques

20.10 Appel à témoins.

France 3

Paris Première

Ciné Cinéfit

TV 5

RTBF 1

France 3

TV 5

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les pro-

grammes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du Câble et du satellite.

Paris Première

MAGAZINES

17.05 A bout portant. Line Renaud.

17.30 Le Club. Invité: Philippe Clay.

GUIDE TÉLÉVISION

17.00 Viva Villa! ■ De Jack Conway et Noward Nawks (Etats-Unis, 1934, N.,

17.30 Les Petits Champions De Stephen Herek (Etats-Unis, 1992, 100 min). Disney Charm 18.05 Retour à Howards End

De (ames Ivory (Grank 1991, v.o., 145 min). 18.25 Le Pianiste De Claude Gagnon (Canada, 1991 95 min 1.

18.50 La Bandera ■ ■ De Julien Duvivier (France, 1935, N., 100 min). Ciné Cinéfi 20.30 The Secret of Convict Lake De Michael Gordon (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfi 20.30 Rendez-yous avec le destin

23.5S Comedia, le théâtre européen.

23.55 Le Canal du savoir. Vivre à Paris au Grand Siècle. Paris Première

18.30 Les Sanctuaires sauvages.

20.00 Il daose pour ses connorans. Arte

1917-1991. |5/6]. 1964-1980 : Désarroi et glaciation. Nissoire

toomery. Planete

20.00 Le Grand Jeu, URSS/USA:

20.35 > Hongkong Hanoi : Retour

20.55 Femmes dans le monde. L'Afrique accusée.

la tourmente. [32/32].

22.50 Panama, le canal du défi. Planète

1.00 Dancing in the Street. [7/10]. Hang Onto Yourself. Canal Jimmy

Coupe des Confédérations. Emirats arabes unis - République tchèque. Liruguay - Afrique du Sud. Eurosport

France Supervision

2.05 Basket-ball NBA.
Chicago Bulls - Los Angeles Lakers.
Cantal +

France 2

0.40 Le Cercle des métiers. Soirée de Noël avec les Jeunes chefs.

DOCUMENTAIRES

19.00 Cesaria Evora, la diva

aux pieds ous.

19.40 instinct animal.

des camps.

21.30 Des hommmes dans

21.55 Dario Fo, le jongleur.

22.00 L'Histoire oubliée. [46]. Les harkis : L'enrôlement.

0.15 Jean XXIII, le bon pape.

SPORTS EN DIRECT

DANSE

21.00 Didon et Enée.

LES CODES DU CSA:

O Accord parental souhaitable A Accord parental indispensa

ou interdit aux moins de 12 ans II Public adulte

ou interdit aux moins de 16 ans

18.00 Roméo et juliette.

15.45 et 18.00 Football

De Glenn Gordon Caron (Etats-Linis, 1994, 105 min). Ciné Cinémas

21.55 Rhythm on the River ■ 1940, N., v.o., 95 mini. Ciné Cinéfil Clair de femme
De Constantin Costa-Gavras (France, 1979, 105 min). Ciné Cinéma

22.35 Le Choc ■ De R. Davis (Fc., 1982, 100 mln). TMC 22.40 Mister Johnson E De Bruce Berestord (Etats-Unis, 1990, 105mm). RTL9 23.30 Mon gosse de père ■

0.25 Mathias Sandorf
De G. Lampin (ξ. 1962, 105min). RTL9 0.55 Quand la femme s'en mêle II D'tves Altégret (France, 1957, N., 65 min). Cont Contril

18.00 (azz 625 : Ben Webster: Muzzik

21.35 Concert de musique polonaise. France Supervisi

23.05 Blues Sessions: Peter Nathanson.

Parts Première

MUSIQUE

19.55 Midnight Classics:

Haendel.

21.55 Pet Shop Boys.

0.10 Tereza Berganza.

23.10 Le Médecin volant. Comédie de Molière, mise en scène de Derio Fo.

20.50 L'Emprise des sens. O De Harry Winer [1 et 2/2].

20.55 > La Cité des alouettes.

18.00 Sliders, les mondes parallèles. Le monde de Chronos.

18.20 Vegas. Quand les montagnes Série Club

20.25 Star Trek: la nouvelle génération. L'ennemi. Canal Jimmy

21.30 Nick Mancuso. La princesse Série Chib

23.40 Bottom. Break (v.o.). Canal Jimmy

0.15 New York Police Blues. Alice
Canal Jimmy

0.50 New York District Justice

Série Club

Canal Jimmy

TF 1

TSR

Série Club

THÉÂTRE

TÉLÉFILMS

20.30 La poupée qui tue. De Bruno Gamillon.

22.05 Les Indes noires. De Marcel Bluwal.

9.45 Docteur Knock. De Dominik Graf.

19.00 Septinel, vol 714.

19.25 Max Glick.

22.10 Schimanski.

22.45 5pin City. La chanson (v.o.).

22,20 Une fille à scandales.

23.00 Nos meilleures années. Le mariage de Weston.

23.05 Columbo. Eaux troubles.

23.30 Nash Bridges. Les frères McMillan.

23.50 Jason King. Une bonne cachette.

SÉRIES

2.20 La Revanche de Freddy III De Jack Shokler (Etars-Unis, 1985, v.o., 85 min).

Un siècle d'écrivains

NOTRE CHOIX

La plume des doux désastres

ROGER GRENIER dans «Un siècle d'écrivains »? s'étonnéront tous ceux qui, à juste raison, se désolent de l'indéniable imcomplétude, d'ici à l'an 2000, d'une collection censée rendre bommage aux plus grands de la planète - qui donc pensera à l'admirable Pierre Reverdy? Qui palliera les manques en littérature étrangère : Afrique, Asie, Amérique latine...? Mais, si l'on soubaite sincèrement un prolongement réparateur à cette série sertie de quelques vrais bijoux documentaires, on ne saurait s'indigner qu'un écrivain de qualité soit

mis à l'honneur. «Un écrivain pour écrivains». dit-on de lui qui, depuis 1964, est directeur littéraire aux éditions Gallimard et a publié, outre romans et recueils de nouvelles, de magnifiques essais sur Tchekhov, Scott Fitzgerald, Camus, Brassal et Pascal Pia.

«Un homme livre, bruissant de pages », témoigne Sylvie Germain, dont il a été le premier et sagace lecteur. « Un homme qui aspire et respire les mots comme d'outres l'oxygène », surenchérit Jean-Jacques Brochier, auteur de ce beau portrait réalisé par Stéphane Bégoin. Il ne suffira pas de se contenter de la courtoisie, de la générosité, de l'élégance et de la modestie légendaires qui auréolent cet enfant de province frotté aux débacles du siècle. Encore moins de se satisfaire des repères biographiques - naissance à Caen, en 1919, enfance à Pau; vingt ans chez les zouaves et vingt-cinq à la libération de Paris, dont Roger Grenier fut acteur au côté de Roger Stéphane; grandes

heures du journalisme à Combat... Pour véritablement connaître Roger Grenier, elliptique, presque « taiseux » à force de timidité et de pudeur lorsqo'il doit parier d'autre chose que de littérature, il faut lire la prose au pessimisme délicat de Ciné-roman, du Pierrot noir, de La Fiancée de Fragonard et de Partita (tous publiés aux éditions Gallimard). Et l'on saura pourquoi cet arpenteur du « présent posthume », muni de son « herbier psychologique », selon le joli mot de Dominique Rolin, s'est fait l'Interprète des doux dé-

PROGRAMMES

23.20 France 3 TÉLÉVISION

TF1 13.50 Les Peux de l'amour.

14.40 TF Jeunesse. 17.05 Scaquest, police des mers. 18.00 Les Années fac. 18.30 All Baba. 19.50 et 20.45 Métén. 20.00 Journal, Résultat des courses, Météo des neiges.

20.50 SVP Comédies.

0.50 Minuit sport. Spécial Salon nautique 1.20 TFI muit, Météo.

1.35 Histoires naturelles FRANCE 2 13.50 et 17.40 Un livre, des livres. 13.55 et 15.00 Derrick.

16.00 Tiercé. 16.15 La Chance aux chansons 17.10 Des chiffres et des lettres. 17.45 Chair de poule. 18.15 Priends. 18.45 Qui est qui

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 C'est l'heure. 19.50 et 20.45 Tirage du Loto. 19.55 Au nom du sport. 20.00 Journal, A cheval, Météo

20.55 ► La Cité des Alonettes. Téléfilm de Luc Béraud. 22.35 Ça se discute. Peut-on apprendre à lire et à écrire à tout âge ? 0.25 JOHRNAI, Météo. 0.40 Le Cercle des métiers. Soirée de Noël avec les jeunes chefs.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert. 14.20 Va savoir. 14.58 Questions au gouvernement. 16.05 Saga-Cités. 16.40 Minikeums. 17.45 et 18.20 Questie

pour un champion. 18.50 Un livre, un lour. 18.55 Le 19-20 de l'informa 20.02 et 22.45 Météo. 20.05 Fa si la chanter 20.35 ➤ Tout le sport.

20.50 La Marche du siècle. Magic London. 22.55 Soir 3. 23.20 Un siècle d'écrivains 0.05 Cinéma étolles. 0.35 Vivre avec. 0.50 New York District. 1.35 Musique graffiti.

CANAL +

13.35 Décode pas Burny. 14.25 C+Cléo. 16.15 Pas si vite. 16.20 Surprises. 16.35 Viens Jouer dans la cour des grands. Téléfitm de Caroline Hupper

▶ En dair jusqu'à 21.08 18.20 Cyberflash 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités: Peter Lindbergh, Marie-Sophie Wilson, Jean-Louis Borloo. 20.30 Le journal du cinéma.

21.00 Personnei et confidentiel.

23.10 Boxe. Combat de rentrée de Laurent Boudoui 0.40 Basket-ball.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.00 Une heure pour l'emploi. 14.90 Plans de vol. 14.30 Business humanum est. 15.30 Les Spiendeurs de la nature. 17.00 Cellulo. 17.30 Au cœur d'Okayango. 17.50 Le journal du temps. 18.00 Chasseurs de trésors.

18.30 Le Monde des animaux 19.00 ➤ La Bible en images. 19.30 7 1/2.

20.00 Il danse pour ses comporans. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 > Les Mercredis de l'Histoire.

21.45 Comedia. Le théâtre européen : Dario Fo. 21.50 La Remise du Nobei. 21.55 Dario Fo, le jongieur.

22.55 Un Italien à Paris. Introduction au Médecin vo 23.10 Le Médecin volant. Comédie en un acte de Molière 23.55 Conversation avec Dario Fo. 0.45 Docteur Knock. Téléfilm de Dominik Graf.

M 6

13.05 M 6 Kid. 16.30 Des clips et des bulles 16.50 Fan de. 17.15 Fanquizz. 18.00 Sliders, les mondes paralièles. 19.00 Sentinel. 19.54 6 minutes, Météo.

20.35 Décrochages info, Elément Terre. 20.50 et 22.30 L'Emprise des seus. Téléfilm O de Harry Winer (1 et 2/2). 0.10 Secrets de femme.

0.45 Sexy Zap. 1.10 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.45 Les Eujeux internationaux. 20.00 Les Chemins de la musique.

20.30 Agora. Christine Petre. 21.00 Philambule. 22.10 Fiction.

Biones et noirs, noirs ou biones, de Robert Paris. 23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain 0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

18.36 Scène ouverte. 19.30 Prélude. 19:30 FTCHURE.
20:00 Concert.
En direct de Notre-Dame-du-Travail,
par le Chœur de Radio-France,
dir. François Polgar. Œuvres de
Britten, Walton, Vaughan-Williams.

22.30 Musique pluriel. Œuvre de Flammer.

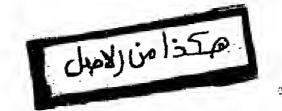
23.07 Les Greniers de la mémoire. Doda Conrad, basse. RADIO-CLASSIQUE

18.30 Le Magazine de Radio-Classique 19.30 Classique affaires-soir.

20.40 Les Sofrées.
Thomas Nampson, baryton.
CEuvres de Schubert, Bach, Mozart,
Rossini, Mendelssohn, Berlioz. 22.5S Les Soirées... (suite). Œuvres de Mahler, Copland, Delkus

Valérie Cadet 23.00 Flash infos.

;`



Le Monde

Les Etats-Unis ont décidé un embargo total sur les viandes bovines et ovines européennes

Cette mesure marque une nouvelle escalade dans l'affaire de la « vache folle »

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture des-Quinze, réunis les 15 et 16 décembre à Bruxelles, sont une nouvelle fois confrontés aux conséquences commerciales de la maladie de la « vache folle » (FESB. ou encephalopathie spongiforme bovine) et de la psychose qu'elle souiève. Durant le week-end, les Etats-Unis out décide d'étendre à l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne l'interdiction d'exporter des viandes bovines, ovines, ainsi que des farines animales, aux Etats-Unis. Cette interdiction s'appliquait déjà à sept d'entre eux : la Grande-Bretagne, la France, l'Irlande, le Portugal, les Pays-Bas, la Belgique et le Lincem-

Le volume de commerce affecté est apparemment très modeste. Les experts bruxellois évoquent sur ce thème des transactions de l'ordre de 2 millions de dollars (environ 12 millions de francs). Mais la Commission s'est émue de cette mesure, se demandant s'il ne fallait pas voir là une réaction au projet européen d'embargo sur les abats à risque infectieux (« matériels à risque spécifié» ou MRS). Les Etats-Unis expliquent que l'interdiction est motivée uniquement par des raisons sanitaires. Îls consi-

Les grandes étapes depuis 1986

• Novembre 1986 : début de l'épidémie de la maladie de la «vache folie» (ESB) dans le cheptel britannique... • Décembre 1987 : les fatines animales britamiques sont probable de l'épidemie • Juillet 1994 : les Britantiques : interdisent sur leur territoire la vente d'abats de veair de moins de six mois.

• Mars 1996: Stephen Dorrell, secrétaire d'Etat britannique à la santé, annonce que l'agent. de la maladie a, « selon toute vraisemblance », atteint l'espèce

Avril 1996: la preuve est. donnée que dix Britanniques sont atteints d'une nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. • Juin 1996: le mouton peut contracter la maladie. Des scientifiques prouvent que PESB se transmet à des. macaques et au singe par voie

Août 1996: l'ESB peut se ...

transmettre au veau par le lait. • Octobre 1996: John Collinge. publie dans Nature un article tendant à montrer que l'agent responsable de l'ESB peut se transmettre à l'bomme au niveau moléculaire. • Mars 1997: 37 nouveaux cas diagnostiqués en Grande-Bretagne. Octobre 1997: publication de nouveaux travaux confirmant l'hypothèse d'une possible contamination de l'homme par

Cumingham, ministre britannique de l'agriculture, annonce une série de mesures visant à interdire la commercialisation de nouveaux produits issus des bovins de plus de six mois : la côte de bœuf, le T-bone steak et la queue de bœuf sont prohibés.

l'agent de la « vache folle ».

● Décembre 1997 : Jack

Mignon, Lépine, H.P., Spirit of St Louis... Chez DURIEZ

Depuis plus de 200 ans, il y a une seule boulique Duriez 1783 au quartier latin ou vous trouverez les agendas et les organisateurs Mignon, les demiers télécopleurs Hewlett-Packard, les stylos Jean-Pierre Lépine, les téléphones et les radios déliciensement nétros Spirit of St Louis et toujours au

Duriez 1783 132 bd St Germain - 75006 Paris

dèrent que les contrôles opérés en Europe dans les abattoirs ne sont pas suffisamment stricts pour affirmer qu'aucune viande provenant d'un animal infecté n'est commer-

L'Union a par ailleurs décidé de reporter de trois mois l'entrée en vigueur de la directive prohibant la commercialisation des MRS et des produits dérivés. En juillet, la Commission européenne avait approuvé une directive interdisant la consommation, sous quelque forme que ce soit, d'une série. d'abats bovins (cervelle, rate, yeux, amygdales, et moélle épinière) potentiellement infectieux. L'entrée en vigueur de cette décision était prévue pour le 1º janvier 1998. Depuis lors, les démarches

des industriels communautaires et de producteurs des pays tiers, notamment des Etats-Unis, ont montré que la directive pourrait se révêler difficile et coûteuse à appliquer. Parmi les dérivés des abats à risque figurent en effet des produits très utilisés comme les suifs et surtout les gélatines, dont sont faites les capsules des médica-

L'industrie pharmaceutique enropéenne importe très largement ces cansules des Etats-Unis, lesquels n'opèrent pas dans leurs abattoirs l'élimination des abats à risque et n'ont pas du tout l'intention de s'y fivrer. En novembre, les instances responsables de l'Union décidèrent d'accorder une dérogation d'un an à l'industrie pharma-

3 000 personnes transfusées avec un sang contaminé

Un produit sanguin d'origine britannique potentiellement contaminé par la maladic de Creutzfeldt-jakob a pu, selon le Times, être administré à près de 3 000 patients dans une centaine d'hôpitaux britanniques. Dans son édition du 16 décembre, le quotidien britannique indique que le ministère de la santé a décidé de ne pas informer les patients car « le risque de contamination est si faible qu'il n'y a pas de raison de créer un mouvement de panique ».

Les établissements hospitaliers ont cependant reçu l'ordre de retourner le produit suspect. Seulement 15 % auraient été renvoyés. En Irlande, où 268 patients ont été traités avec le même lot contaminé, les malades ont été - ou seront - directement informés par le ministère de la santé. Les produits suspects ont été vendus dans de nombreux pays, mais la France ne serait pas concernée.

ceutique pour l'usage de gélatine produite de manière traditionnelle, c'est-à-dire sans élimination des abats à risque. Le 15 décembre, le Comité per-

manent vétérinaire a approuvé par 14 voix contre 1 (celle de la Grande-Bretagne) de reporter du 1º janvier au le avril l'entrée en vigueur de la directive; c'est à compter du le avril que courra donc la dérogation accordée à l'industrie pharmaceutique. Les Anglais pratiquent déjà l'élimination des abats à risque. C'est également le cas des Français, même si la liste des matériaux à risque prohibés n'est pas exactement la même que celle figurant dans la directive bruxelloise.

A la suite de la décision de différer l'entrée en vigueur de la direc-tive,)ack Conningham, le ministre britannique de l'agriculture, a pour sa part annoncé que son administration vétérinaire veillerait à ce qu'ancune viande provenant d'abattoirs n'éliminant pas les abats à risque ne soit offerte aux consommateurs. En pratique, cela signific que la grande distribution britannique devra s'approvisionner auprès d'abattoirs pratiquant l'éli-mination des MRS. Une mesure qui ne devrait pas affecter les producteurs français qui exportent outre-

Philippe Lemaître

Une décision soudaine et symbolique

LA DECISION américaine d'interdire l'importation de toutes les viandes bovines et ovines européennes constitue le dernier et spectaculaire épisode de l'affaire de la « vache folle ». An-delà de ses aspects commerciaux et éconobette mesure, onse officiellement au nom de la santé publique, est aussi d'une forte portée symbolique. Elle trouve son origine dans l'annonce solennelle faite, le 20 mars 1996, par le gouvernement britannique que l'agent de l'encéphalopathie spongiforine bovine (ESB ou maladie de la « vacbe folle ») avait « selon toute vraisemblance - atteint l'espèce humaine, povoquant une nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob,affection neurodégénérative toujours mortelle.

Les autorités britanniques avaient jusqu'alors toujours nié que l'épidémie apparue en 1986 pouvait se transmettre, par voie alimentaire, à l'homme. Acceptant, sur la base de données scientifiques et médicales, de reconnaître que la barrière d'espèce avait bel et bien été franchie, Londres devait déclencher une gigantesque tourmente commerciale et diplomatique et donner corps aux hypothèses les plus alarmistes quant à l'amoleur à venir de la maladie chez les consommateurs britanniques. Après sa décision de décréter un embargo sur les viandes bovines britanniques, Bruxelles devait, sous la pression de l'émotion internationale, prendre une série de mesures sanitaires vis-à-vis de la consommation des produits bovins potentiellement les plus infectieux et de la fabrication des farines animales dont on savait, depuis 1987, qu'elles étaient à la source de la nouvelle

MOTIFS COMMERCIAUX Alors que les résultats scientifiques s'accumulaient, démontrant que l'hypothèse de mars 1996 était. la bonne, on assistait à une série de querelles au sein de l'Union européenne. Les tensions furent alors très vives entre les pays qui reconnaissaient avoir, dans leur cheptel, quelques cas d'ESB (comme la France, le Portugal et l'Irlande) et ceux qui, souvent contre l'évidence, affirmaient être vierges vis-à-vis de cette maladie et n'avaient pas à prendre de dispositions préventives particulières. Cette situation se retrouvait à l'échelon mondial, les principaux pays tiers producteurs de viande bovine - an premier rang desquels les Etats-Unis - estimant, pour d'évidentes raisons commerciales. que l'ensemble de l'Union Européenne nouvait être considérée comme atteinte par l'ESB.

C'est-dans ce contexte que survient l'embargo décrété par les Ptats-Unis à l'encontre de toutes les viandes bovines et ovines européennes. « Nous assistons aujourd'hui à la poursuite de l'escalade, explique le professeur Marc

Savey, membre du comité scientifique des experts européens. L'Union européenne ayant pris ses propres précoutions vis-à-vis du risque de transmission à l'homme de l'agent de l'ESB, elle était en droit de demander de prendre des mesures qui ne peuvent affirmer être indemnes de la maladie. Officiellement, les Etats-Unis n'ont pas de cas d'ESB. Pour outant, différents éléments plaident en faveur du contraire et, en toute hypothèse, ils ne sont pas dotés d'un système de surveillance permettant de faire un véritable diagnostic de la situation. Le paradoxe veut que c'est ou mament où l'on commence à bâtir en Europe une politique fondée sur le principe de précautian que cet embarga est decreté par un pays qui n'a pris aucune mesure particulière et avec lequel l'Union européenne a de nombreux contentieux sur des questions sanitaires. »

Si Washington estime qu'en dépit des précautions en vigueur les viandes européennes - autres que celles d'origine britannique toujours frappées par l'embargo de 1996 - sont susceptibles de transmettre la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, Bruxelles dénonce les conditions dans lesquelles sont élevées les volailles américaines, s'oppose à l'irradiation des viandes et à l'usage des hormones dans le cheptel bovin.

Des grèves paralysent une partie du réseau de la RATP

DES MOUVEMENTS sociaux perturbent depuis le début de la semaine une partie du réseau de la RATP. Lundi 15 décembre, les 500 000 usagers de la tigne B dn RER ont été surpris par une grève des conducteurs qui a paralysé le troncon sud de cette liaison entre. Saint-Rémy-lès-Chevreuse (Yvelines) et la gare du Nord, à Paris. Ce sont ensuite les utilisateurs de 21 lignes du nord de Paris qui ont vainement attendu un bus dans l'après-midi de lundi, en raison d'un arrêt de travail du personnel du centre de la Maltournée (Seine-Saint-Denis).

Sur la ligne B du RER, les syndicats de conducteurs réclament depuis longtemps une amélioration de leurs conditions de travail. Ils demandent des effectifs supplémentaires pour faire face aux augmentations de trafic attendnes avec l'ouverture, en janvier 1998, du Stade de France à Saint-Denis, et l'accueil, en juin et juillet, de la

phase finale de la Coupe do monde de football. Alors qu'un préavis de grève a été déposé jusqu'au dimanche 21 décembre, les conducteurs de la ligne B, réunis en assemblée générale lundi, ont décidé de reconduire de jour en jour leur mouvement. La direction de la RATP ne semblait pas décidée, mardi matin, à répondre à ces revendications: Si des effectifs supplémentaires devraient être ponctuellement mis en place à l'occasion des événements sportifs on culturels organisés au Stade de France, la Régle estime néanmoins que les conducteurs de la ligne B bénéficient déjà de meilleures

lègues de la ligne A et du métro. Le mouvement qui affecte les autobus du nord de Paris a éclaté à la suite d'une nouvelle agression d'un conducteur, hindi, en milieu de journée. A la suite de cet incident, an cours duquel le chauffeur a été légèrement blessé au

conditions de travail que leurs col-

visage, les conducteurs de 21 lignes qui desservent les départements de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne ont décidé de cesser le travail. Mardi matin, un piquet de grève bloquait le dépôt de Seine-Saint-Denis.

Une série d'interruptions du trafic liées à l'insécurité dans les bus est intervenue en province depuis physicurs semaines, mais l'Ile-de-France était restée jusqu'à présent à l'écart du mouvement. Les syndicats CGT, UGICT-CGT (cadres), SAM (autonomes), FO, CFTC et indépendants de la RATP-bus ont annoncé, lundi, qu'ils allaient accentuer leur pression sur la direction de la Régie. « En 1997, on a relevé 913 agressions contre des machinistes, soit 2,5 agressions par jour. La moitié de ces agressions sont liées à des dysfonctionnements de services, et notamment un manque d'effectifs », a affirmé M. Grassulot, secrétaire général de la CGT

Trapèze savant

par Pierre Georges

QUEL MÉTTER, tout de même, que celui de président de la République I Il faut être aveyronnais en Aveyron. Japonais au Japon. Gaulliste en Gaullie ou en Rassemblie. Cobabitationniste en cohabitation. Patronal avec le patronat, salarial avec le salariat. Expert avec les experts. Scientifique d'entre les scientifiques. Et docteur Knock parmi les docteurs Knock.

Il faut tout être, tout dire et tout savoir. La preuve, ce discours du professeur Chirac, lundi, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Fondation pour la recherche médicale. Thèse imposée : « Mondialisation du microbe » et microbiologie. Un sujet difficile, grave bien sûr, qui, ordinairement, fait l'objet des communications les plus ardues et des recherches les plus poussées. Et que notre président n'a pas craint d'aborder frontalement, pour en dire tout ce qu'il y

a à en dire. Car c'est un fait : « la mondialisation des micrabes » rode et menace. «L'attoque microbienne » se précise. Elle sera, elle est déjà, globale, universelle, pour ainsi dire totalitaire. Dans le grand village planétaire, face aux hommes, « modeste rameau dans l'immense arbre de l'évolution, mois seuls dotés de conscience et d'intelligence », il y a « l'incessante et folle capacité des microbes à muter, se tronsformer, se réinventer ». Donc, c'est acquis : ce sera eux. Ou nous.

Dit sur le mode cycliste : « Pendant que les hommes, trop souvent, se déchirent, les microbes, virus et parasites, font la course en tête ». Dit sur le mode scientifique : il faut opposer « aux aveugles généticiens que sont les microbes, à leur poulet l

incessant cammerce de gènes, cette recherche, et elle seule, [qui] paurra répandre par l'évolution des idées, des concepts et des

Bref, buit pages comme cela, agrémentées des considérations présidentielles sur l'écologie microbienne, la virulence, la réponse immunitaire et sa modulation, la résistance aux antibiotiques, le séquençage des génomes microbiens. En un mot, un discours dicté par la nécessité et l'urgence : « Alors que taute notre culture baigne dans le réductiannisme, nous devons penser complexité et voir le tout ».

Ne soyons pas réducteur. Ou, le moins du monde, moqueur. Mais tout de même, quel exercice présidentiel que de lire ainsi un docte discours probablement pondu par un conseiller, avec la double contrainte du prêt-à-porter scientifique et de l'imagerie politique! Quel numéro de trapèze savant face aux nécessités appiversaires I

Car, pour le reste, c'est établi. Les microbes et virus attaquent (La preuve, cette dépêche en provenance, ce matin même, de Hongkong. C'est loin Hongkong, c'est même carrément asiatique. Et pourtant, du poulailler du village, arrive une sale nouvelle. La « grippe du poulet » a décidé, elle aussi, de faire la course en tête. Franchissant apparemment la barrière d'espèce, le virus a tué deux personnes et en a allongé deux autres. Pis, un virologue américain, Robert Webster, le tient, ce virus, pour « extrêmement dongereux » et, actuellement, incontrôlable scientifiquement. Nous voilà bien, modestes rameaux, avec la grippe du

Forte hausse du revenu agricole en 1997

LA COMMISSION DES COMPTES de l'agriculture de la nation, réunie mardi 16 décembre, a indiqué que le revenu moyen des exploitations enregistrerait une hausse de 7 % en 1997, selon des calculs prévisionnels. Les tonnages des produits végétaux et animaux livrés ont connu une sensible progression, et les conditions climatiques ont été propices à de bons rendements. Le secteur des grandes cultures connaît une très forte augmentation du revenu (13 %), de même que la viticulture (18 %), sauf le cognac. Même le secteur de l'élevage bovin, pourtant touché par la crise de la « vache folle », progresse de 1 %. Les seules catégories qui enregistrent des baisses sont le maraîchage, les fleurs et l'élevage des moutons. La hausse de 1997 fait suite à une série régulière de hausses du revenu agricole depuis 1993. Parallèlement, l'Insee précise que le nombre des exploitations continue à diminuer.

■ DIPLOMATIE : Jacques Chirac, arrivé lundi 15 décembre à Abou Dhabi pour une visite officielle de vingt-quatre heures, a été accueilli par l'émir d'Abou Dhabi, Cheik Zayed Ben Sultan Al Nahyan, président de l'Etat des Emirats arabes unis, et devait s'entretenir, mardi, avec les responsables de la défense émiratie. D'importants contrats ont été conclus: la vente de 30 mirages 2000-9 et la modernisation de 30 mirages 2000-SAD 8, pour un montant total de 18 à 20 milliards de francs. La veille, l'aviation civile émiratie et Aéroports de Paris avaient signé un premier contrat portant sur le doublement de la capacité de trafic de l'aéroport

■ PRESSE : Christian Brégou, ancien PDG de la CEP (Havas), va rejoindre la Socpresse (groupe Hersant) pour une « mission d'assistance et de conseil ». Cette mission porte sur « le rôle et le développement du groupe sur le marché des médios dans les années qui viennent ». Christian Brégou, après vingt-deux ans passés à la CEP, avait été évincé de son fauteuil le

PUBLICITÉ: la cour d'appel de Chicago a donné raison an groupe français Publicis, lundi 15 décembre, dans son litige l'opposant à l'agence américaine de publicité True North. Publicis peut ainsi relancer son offre publique d'achat, arrêtée le 11 décembre par une décision de justice. Le groupe français, déjà actionnaire à 18,5 % de True North, a donc relancé, jusqu'au 8 janvier 1998, son OPA sur 37 % du capital du groupe américain, au prix déjà proposé de 28 dollars par action.

E SKI ALPIN: le Norvégien Finn Christian Jagge, champion olympique 1992 de géant, a pris la tête de la Coupe du monde de slalom grâce à sa victoire, lundi 15 décembre, à Sestrières (Italie). Le meilleur Français, Joël

Chenal, a pris la sixième place. TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE BOURSE Cours relevés le mardi 16 décembre, à 10 h 15 (Paris) FERMETURE OUVERTURE DES PLACES FUROPÉENNES Cours au Var. en % Var. en % 2866,05 +0,98 +23,76 Amsterdam CBS 899,16 +1,17 +38,71 Bruxelles 15904 +0,89 +50,45

Milan MiB 30 23666 +1,03 +50,77

6038,90 +0,87 +53,19 Tirage du Monde daté mardi 16 décembre : 529 317 exemplaires.

